

Conseil du Contentieux des Etrangers

Sélection d'arrêts
de 01/06/2024 à 30/06/2024

CCE arrêt 309118 du 28/06/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Indéfini

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Irrec.-Demande ultérieure

composition du siège

1 juge

Les particularités de la présente procédure

« Dans le cadre de sa première demande de protection internationale, la partie défenderesse avait fait application de l'article 57/6, § 3, alinéa 1er, 3° de la loi du 15 décembre 1980 pour déclarer la demande irrecevable au motif que le requérant bénéficie déjà d'une protection internationale dans un autre Etat membre de l'Union européenne et qu'il n'a pas démontré que la protection qui lui a été accordée dans ce pays ne serait plus effective ou qu'il serait exposé, en cas de retour dans ce pays, à des conditions de vie pouvant être considérées comme inhumaines et dégradantes au sens de l'article 3 de la (...) CEDH.

Cette décision a été confirmée par l'arrêt du Conseil n° 253 306 du 21 avril 2021.

Le requérant a ensuite introduit une deuxième demande de protection internationale qui a quant à elle été rejetée par une décision d'irrecevabilité d'une demande ultérieure de protection internationale prise le 29 juillet 2021 par la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides en application de l'article 57/6/2, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980. Il ne ressort pas des pièces du dossier administratif que la partie défenderesse a entendu le requérant dans le cadre sa deuxième demande de protection internationale.

Cette décision a été confirmée par l'arrêt du Conseil n° 272 528 du 10 mai 2022.

En l'espèce, le Conseil est saisi d'un recours qui vise à contester une décision d'irrecevabilité de la troisième demande de protection internationale du requérant, décision prise 26 avril 2023 par la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides en application de l'article 57/6/2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980. (...)

La particularité de la présente affaire réside (...) donc dans le fait que la partie défenderesse a fait le choix de déclarer les deuxième et troisième demandes de protection internationale du requérant irrecevables après avoir constaté l'absence de nouveaux éléments ou faits qui augmentent de manière significative la probabilité que le requérant puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 alors que sa première l'avait déjà été sur la base d'un autre motif, en l'occurrence le fait que requérant bénéficie déjà d'une protection internationale dans un autre Etat membre de l'Union européenne.

(...)

(...), lorsqu'une demande de protection internationale antérieure a été rejetée en Belgique parce qu'un autre Etat membre de l'Union européenne a déjà accordé le statut de protection internationale au demandeur, les nouveaux éléments ou faits invoqués dans la cadre d'une demande ultérieure doivent se rapporter à la situation du demandeur dans cet Etat membre qui a déjà accordé la protection internationale ; dans ce cas, la question en débat consiste à examiner si de nouveaux éléments ou faits augmentent de manière significative la probabilité que l'irrecevabilité de la demande de protection internationale, précédemment décidée en application de l'article 57/6, § 3, premier alinéa, 3° de la loi du 15 décembre 1980 parce que le requérant bénéficie déjà d'un statut de protection internationale en Grèce, peut être levée.

Parmi ces nouveaux éléments, il peut par exemple se trouver des situations où l'Etat membre a retiré la protection internationale, y a mis fin ou a refusé de la renouveler par une décision définitive, ou encore des situations où le demandeur est confronté à des circonstances personnelles difficiles en raison de sa vulnérabilité particulière et/ou en raison de conditions de vie inadéquates pour les bénéficiaires d'une protection internationale qui s'apparentent à un traitement inhumain ou dégradant.

L'examen par le Conseil de la recevabilité des demandes ultérieures du requérant au regard de l'article 57/6/2 de la loi du 15 décembre 1980

(...)

(...), le Conseil estime qu'à l'appui de sa troisième demande d'asile, le requérant fait valoir des éléments qui augmentent de manière significative la probabilité que l'irrecevabilité de sa première demande de protection internationale, précédemment décidée en application de l'article 57/6, § 3, premier alinéa, 3° de la loi du 15 décembre 1980, puisse être levée.

L'examen par le Conseil de la recevabilité de la demande de protection internationale du requérant au regard de l'article 57/6, §3.

[Le Conseil rappelle l'arrêt de la CEDH du 21 janvier 2011, *M.S.S. c. Belgique et Grèce*]

Dans la mesure où l'examen des mauvais traitements invoqués par un demandeur de protection internationale en cas de transfert vers l'Etat membre responsable de sa demande de protection internationale, d'une part, et l'examen des mauvais traitements invoqués par un demandeur qui bénéficie déjà d'un statut de protection internationale dans un autre Etat membre, d'autre part, sont réalisés par référence au même principe général de droit de l'Union, à savoir le principe de confiance mutuelle, le Conseil estime que les enseignements précités de la Cour EDH doivent également trouver à s'appliquer par analogie en l'espèce.

En l'espèce, il ressort du dossier administratif que le requérant a obtenu le 3 octobre 2018 un statut de protection internationale en Grèce, comme en attestent le document versé au dossier administratif par la partie défenderesse elle-même (...).

En l'espèce, le Conseil estime, après examen de l'ensemble du dossier administratif et des pièces de procédure ne pas pouvoir se rallier à la motivation de la décision attaquée.

(...)

Contrairement à la partie défenderesse, le Conseil estime que les nouveaux éléments présentés dans le cadre de la troisième demande d'asile du requérant tendent à démontrer que sa situation a notablement changé et qu'en cas de retour en Grèce, le requérant y serait actuellement confronté à *une situation de dénuement matériel extrême* telle qu'elle constituerait un traitement inhumain et dégradant contraire à l'article 3 de la C. E. D. H.

Le Conseil rappelle par ailleurs que le requérant n'a été entendu dans le cadre d'aucune de ses deux demandes ultérieures. Or dans son arrêt *Addis* (CJUE, arrêt du 16 juillet 2020, affaire C-517/17, *Milkiyas Addis contre Bundesrepublik Deutschland*, points 52 à 54), la CJUE insiste sur l'importance de l'entretien personnel portant sur la recevabilité d'une demande de protection internationale afin de permettre à un demandeur de faire valoir tous les éléments, notamment d'ordre personnel, susceptibles de confirmer l'existence d'un risque de traitements contraires à l'article 4 de la Charte en cas de renvoi dans l'Etat membre où il bénéficie déjà d'une protection internationale, les autorités d'un Etat membre, lorsque de tels éléments sont produits, étant tenues d'évaluer ce risque sur la base d'informations pertinentes.

(...)

Tenant ainsi compte de « *l'ensemble des faits de l'espèce* » (CJUE (GC), arrêt du 19 mars 2019, *Ibrahim et autres contre Bundesrepublik Deutschland*, affaires jointes C-297/17, C-318/17, C-319/17 et C-438/17, pt. 89) et sur la base de la situation individuelle du requérant, le Conseil estime que ce dernier a apporté les éléments concrets nécessaires de nature à renverser la présomption qu'il peut se prévaloir du statut de protection qui lui a été accordé en Grèce et qu'il ne se trouvera pas dans une situation de dénuement matériel extrême en cas de transfert vers ce pays.

Il apparaît en conséquence qu'en l'espèce, la partie défenderesse n'est pas fondée à faire usage de la faculté qui lui est offerte de considérer la demande de protection internationale du requérant comme irrecevable en application de l'article 57/6, § 3, alinéa 1^{er}, 3^o de la loi du 15 décembre 1980, pour le motif qu'une protection internationale lui a déjà été accordée dans un autre Etat membre, en l'occurrence la Grèce.

Il en découle qu'il convient de procéder à l'examen au fond de la demande de protection internationale du requérant au regard de son pays de résidence habituelle, en l'occurrence la bande de Gaza, et des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980

(...)

In casu, il n'est pas contesté que le requérant est un apatride palestinien originaire de la bande de Gaza qui bénéficiait de l'assistance de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (...)

Selon l'enseignement de la CJUE (*El Kott et autres c. Bevándorlási és Állampolgársági Hivatal*, 19 décembre 2012, affaire C-364/11) relatif à l'article 12, § 1^{er}, a, de la directive 2004/83/CE du Conseil de l'Union européenne du 29 avril 2004, (...) « *il est [...] nécessaire de préciser dans quelles conditions l'assistance fournie par l'UNRWA pourrait être considérée comme ayant cessé [...]* » (§ 55), « *c'est non seulement la suppression même [...] [de l'UNRWA] qui implique la cessation de la protection ou de l'assistance fournie par cet [...] [office] mais également l'impossibilité pour cet organisme ou cette institution d'accomplir sa mission* (§ 56), « *c'est avant tout l'assistance effective fournie par l'UNRWA et non l'existence de celui-ci qui doit cesser pour que la cause d'exclusion du statut de réfugié ne trouve plus à s'appliquer* » (§ 57) et « *les termes [...] [de l'article 12, § 1^{er}, a, seconde phrase,] peuvent être lus comme [...] visant [...] des événements qui concernent l'UNRWA directement, tels que la suppression de cet organisme ou un événement le plaçant, d'une manière générale, dans l'impossibilité d'accomplir sa mission* » (§ 58).

Il n'est pas soutenu en l'espèce que l'UNRWA aurait cessé d'exister. La question est dès lors de déterminer, conformément aux enseignements précités de la CJUE, si un évènement concernant l'UNRWA directement le place, d'une manière générale, dans l'impossibilité d'accomplir actuellement sa mission à l'égard des réfugiés palestiniens placés sous son assistance.

Pour répondre à cette question, le Conseil ne peut avoir égard qu'aux seules informations qui lui sont soumises par les parties.

En l'espèce, il ressort notamment de la documentation annexée à la note complémentaire du 19 juin 2024 (...), que l'UNRWA connaît d'importants problèmes financiers qui l'ont contraint à diminuer ou à revoir son assistance. Or l'impossibilité pour l'UNRWA d'accomplir sa mission à l'égard des réfugiés palestiniens placés sous son assistance avait déjà été constatée par le Conseil avant le conflit qui a éclaté en octobre 2023 (...). Dans sa note complémentaire précitée, le requérant démontre que la situation de cette institution a empiré depuis (...). Il cite à l'appui de son argumentation de nombreuses sources récentes, faisant notamment référence aux publications sur le site-même de cette institution (...).

(...)

Le Conseil rappelle que la clause d'exclusion prévue à l'article 1^{er}, section D, de la Convention de Genève doit, comme les autres clauses d'exclusion qu'elle énonce, être interprétée de façon stricte (voir l'arrêt *El Kot et consorts*, précité, § 47). Il ne peut dès lors pas être déduit de cette disposition que la cessation des activités de l'UNRWA devrait être définitive ou totale pour que le requérant puisse bénéficier de plein droit du régime de la Convention de Genève. Le seul constat qu'au jour où le Conseil statue, l'UNRWA, d'une manière générale, est placé dans l'impossibilité d'accomplir sa mission, suffit à conclure que le requérant peut prétendre à la reconnaissance de la qualité de réfugié, même si cette cessation n'a pas nécessairement un caractère définitif et total.

Par ailleurs, dès lors que l'article 1^{er}, section D, de la Convention de Genève indique que cette cessation est susceptible d'intervenir « *pour une raison quelconque* », le Conseil estime qu'outre les problèmes financiers de l'UNRWA, (...), les conséquences de la guerre qui se déroule actuellement dans la bande de Gaza (...) permettent de considérer que la dégradation des conditions de fonctionnement de l'UNRWA dans la bande de Gaza a atteint un niveau tel que, même si cette agence n'a, formellement, pas cessé toute présence à Gaza, elle se trouve, en pratique, confrontée à des difficultés de fonctionnement à ce point graves que les réfugiés palestiniens ne peuvent, de manière générale, plus compter sur sa protection ou son assistance dans cette zone d'activité.

(...)

Il convient dès lors de réformer la décision attaquée et de reconnaître la qualité de réfugié au requérant en application de l'article 1^{er}, section D, deuxième alinéa, de la Convention de Genève »

procédure CCE
Plein contentieux
nationalité
Côte d'Ivoire
dictum arrêt
Reconnaissance

acte attaqué
CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire
composition du siège
1 juge

Le requérant est de nationalité ivoirienne et d'ethnie dioula.
A l'appui de sa demande de protection internationale, il déclare avoir fait partie d'un groupe de "microbes".

" le Conseil estime que, nonobstant la persistance de ces quelques zones d'ombre, les faits principaux, et en particulier son appartenance à un groupe de « microbes » en Côte d'Ivoire, sont établis à suffisance.

La question se pose dès lors de savoir si le requérant, dans le cadre de ses activités au sein de ce groupe, s'est rendu coupable de crimes ou d'agissements visés par l'article 1^{er}, section F, de la Convention de Genève, qui seraient de nature à l'exclure du bénéfice de la protection internationale prévue par ladite Convention.

Cette question a notamment été posée dans l'arrêt d'annulation n° 263 718 pris le 16 novembre 2021, (...).

À l'audience du 29 mars 2024, le Conseil a une nouvelle fois interrogé les parties sur ce point et leur a permis d'exposer leurs points de vue.

A cet égard, la partie défenderesse a indiqué que si le Conseil, à la suite de son appréciation souveraine des faits de la cause, devait tenir pour établie l'appartenance du requérant à un groupe de microbes, il y aurait lieu de l'exclure du statut de réfugié en application de l'article 1^{er}, section F, b de la Convention de Genève au motif qu'il existe des raisons sérieuses de penser qu'il s'est rendu coupable d'un crime grave de droit commun. Invitée par le Conseil à réagir aux développements de la requête qui envisagent l'existence de causes d'exonération pouvant jouer en faveur du requérant compte tenu notamment de son jeune âge au moment des faits, la partie défenderesse s'en est référée à l'appréciation du Conseil.

A la même audience, le Conseil a également questionné le requérant sur la nature et la teneur de ses activités en tant que membres d'un groupe de « microbes ». Il ressort toutefois des déclarations successives livrées par le requérant que son implication personnelle dans les actes de violences perpétrés par lesdits « microbes » est relativement limitée.

En outre, le Conseil est également d'avis qu'il convient de tenir compte du très jeune âge du requérant au moment de son intégration et son évolution au sein du groupe de « microbes » susmentionné ; le Conseil constate en effet que le requérant était âgé de neuf ans seulement lors de son intégration dans ce gang et n'avait que treize ans lorsqu'il a quitté la Côte d'Ivoire.

A cet égard, le Conseil rappelle les principes directeurs sur l'application des clauses d'exclusion énoncés par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, lesquels relèvent que les clauses d'exclusion peuvent s'appliquer aux mineurs uniquement s'ils ont atteint l'âge de la responsabilité pénale et qu'ils ont la capacité mentale d'être tenus responsables du crime commis.

Cette approche est conforme aux recommandations de l'Agence de l'Union européenne pour l'asile (...).

En l'espèce, et compte tenu de l'ensemble de ces enseignements, il y a lieu de considérer, dans les circonstances particulières de l'espèce, que le requérant ne saurait en tout état de cause être tenu pour responsable des exactions qu'il a commises en tant qu'enfant enrôlé dans un groupe de microbes, compte tenu de son de son très jeune âge et de son discernement fortement limité au moment des faits, de l'utilisation forcée de drogues, d'alcool ou de médicaments, de l'emprise psychologique exercée par les autres membres du groupe, en particulier par le chef de celui-ci et les autres adultes, ainsi que de son extrême vulnérabilité résultant notamment de sa qualité d'orphelin, de l'assassinat de sa mère alors qu'il n'avait que huit ans et de son analphabétisme.

En conséquence, le Conseil n'aperçoit pas, au travers des éléments figurant au dossier administratif et au dossier de procédure, d'indice suffisant susceptible de conduire à l'application d'une des clauses d'exclusion prévues par la Convention de Genève.

Enfin, outre les lynchages publics commis par la population, tels qu'ils sont décrits dans les informations déposées, le requérant invoque également craindre des répercussions de la part de ses autorités d'une telle gravité qu'elles pourraient s'apparenter à des persécutions alors que, pour rappel, sa minorité et son très jeune âge au moment des faits le rendent irresponsable de ses actes. A ce stade, et compte tenu de l'ampleur de la problématique du phénomène des « microbes » en Côte d'Ivoire, telle qu'elle est documentée dans les informations versées au dossier administratif, le Conseil n'aperçoit aucune raison de penser que cette crainte n'est pas fondée.

Sur la base des mêmes éléments, le Conseil considère qu'il n'est pas raisonnable de demander au requérant de s'installer dans une autre région de la Côte d'Ivoire afin d'échapper aux persécutions qu'il redoute.

(...)

En conséquence, le requérant établit qu'il a quitté son pays d'origine et qu'il en reste éloigné par crainte d'être persécuté au sens de l'article 1^{er}, section A, §2, de la Convention de Genève.

La crainte du requérant s'analyse comme une crainte d'être persécuté en vertu du critère de rattachement de l'appartenance à un certain groupe social, prévu par la Convention de Genève et défini par l'article 48/3, § 4, d, de la loi du 15 décembre 1980, à savoir en l'espèce le groupe social des jeunes appelés « microbes » en Côte d'Ivoire. »

CCE arrêt 309025 du 27/06/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Guinée

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Détermination du pays de protection

"Le Conseil constate que la question principale qui se pose en l'espèce est celle de la détermination du pays de protection de la requérante, soit celui par rapport auquel il convient d'examiner la présente demande de protection internationale. En effet, alors que la requérante fait état d'un récit d'asile lié à la nationalité guinéenne qu'elle allègue avoir, la partie défenderesse considère cependant, pour les raisons qu'elle expose dans la décision entreprise, que la requérante possède la nationalité de la Guinée-Bissau.

Le Conseil rappelle que le législateur a soustrait les contestations portant sur la nationalité d'une personne n'ayant pas pour objet un droit politique à la juridiction des cours et tribunaux. Ainsi, le Conseil est sans juridiction pour déterminer la nationalité du demandeur d'asile, qu'il s'agisse de décider quelle nationalité celui-ci possède, s'il en a plusieurs ou s'il est apatride.

Ce rappel ne peut évidemment avoir pour effet de rendre impossible l'examen du bien-fondé d'une demande d'asile. Il s'en déduit toutefois qu'en cas de doute au sujet de la nationalité du demandeur d'asile ou, s'il n'en a pas, du ou des pays dans le(s)quel(s) il avait sa résidence habituelle, il revient aux deux parties d'éclairer le Conseil de la manière la plus précise et la plus circonstanciée possible quant à la détermination du pays par rapport auquel l'examen de la demande de protection doit s'effectuer.

En l'espèce, la partie requérante continue en substance de soutenir que la requérante dispose de la nationalité guinéenne et tente de contester sa nationalité bissau-guinéenne. (...)

Dès lors qu'à la lumière des constats qui précèdent, il est établi que la Guinée-Bissau constitue le – ou à tout le moins un – pays de protection par rapport auquel il convient d'examiner la présente demande de protection internationale, la partie défenderesse a procédé à un examen adéquat des craintes de la requérante. En effet, le Conseil constate que la requérante ne démontre pas l'existence, dans son chef, d'une crainte de persécutions ou d'un risque réel d'atteintes graves en Guinée-Bissau, dès lors qu'elle déclare ainsi explicitement n'éprouver aucune crainte en cas de retour dans ce pays dont elle est ressortissante."

Article 48/7 de la loi du 15/12/1980 - Excision

" Le Conseil observe encore que la présomption instaurée par l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980 ne trouve pas à s'appliquer en l'espèce. En effet, d'une part, mise à part l'excision qu'elle a subie, la requérante n'est pas parvenue à démontrer qu'elle a été victime de persécution ou d'atteinte grave. D'autre part, la circonstance que la requérante a subi une excision ne permet pas de conduire à une autre conclusion dans la mesure où il s'agit en principe d'une pratique qui n'est opérée qu'une seule fois et où la requérante n'a nullement mentionné une crainte d'être à nouveau excisée comme il l'a déjà été relevé *supra*."

procédure CCE
Annulation
nationalité
Maroc
dictum arrêt
Rejet

acte attaqué
ANNEXE 20
composition du siège
1 juge

Bijlage 20 met BGV - verwerping - gezinshereniging met Nederlandse broer - artikel 47/1, §2 VW - ander familielid van een Unieburger - ten laste of deel uitmaken van het gezin - land van herkomst - eerdere aanvragen werden ook geweigerd - dezelfde stukken voorgelegd als bij vorige aanvraag - arrest 291531: beroep werd toen ook verworpen (niet-toelaatbaar bij RvS) - VP legt stuk voor van Marokkaanse autoriteiten waaruit zou moeten blijken dat VP, haar broer en diens echtgenote enige tijd op hetzelfde adres stonden ingeschreven - bijkomende info in AD: referentiepersoon stond toen echter actief ingeschreven in Nederland - niet kennelijk onredelijk dat verweerder van oordeel is dat voorgelegd attest "*tegengesproken en in twijfel wordt getrokken*" - "certificat administrative d'indigence" voorgelegd - attest werd opgemaakt door Marokkaanse autoriteiten - verweerder beschouwt dit als een verklaring op eer - er blijkt niet op basis van welke concrete, objectief verifieerbare gegevens de Marokkaanse autoriteiten hebben vastgesteld dat VP ten laste was van de referentiepersoon

3.18. De Raad herhaalt dat het stuk "*certificat de composition de menage historique' n°111 dd. 04.03.2022*" zich samen met een Franse vertaling in het administratief dossier bevindt. De Raad stelt vast dat hierin drie personen worden opgesomd, zijnde verzoekster, haar broer en haar schoonzus, en dat de ondertekenende Marokkaanse overheid voor deze drie personen dezelfde datum van inschrijving vermeldt op hetzelfde adres in Marokko, met name 8 april 2018. Tevens wordt vermeld dat deze situatie gold tot 28 februari 2022 ("*Situation valable du 08-04-2018 au 28-02-2022*"). Verzoeksters broer wordt vermeld als hoofdpersoon van het huishouden ("*Ménage de la personne principale*"). Voorts vermeldt het attest uitdrukkelijk dat verzoekster en haar schoonzus ten laste zijn van verzoeksters broer. Het document vermeldt niet op basis van welke concrete gegevens de Marokkaanse autoriteit die het heeft ondertekend dit alles heeft vastgesteld. Verweerder vestigt de aandacht erop dat de inhoud "*wordt [...] tegengesproken en in twijfel getrokken*" door "*bijkomende informatie, opgenomen in het administratieve dossier van betrokkene*", waaruit blijkt "*dat de referentiepersoon tot op heden actief ingeschreven staat in '[...], Nederland*". In het administratief dossier bevindt zich een e-mailuitwisseling tussen de heer F.V.D.S., attaché en liaison officer voor de Dienst Vreemdelingenzaken en R.S. van de Dienst Burgerzaken van de gemeente A. in Nederland waarin deze laatste op 1 februari 2023 bevestigt dat de referentiepersoon nog "*actief ingeschreven [staat] in de gemeente [A.]*". Dit volgt op e-mailuitwisseling op 10 januari 2023 tussen F.V.D.S. en de Dienst Burgerzaken van de gemeente A. in Nederland, waarin hij verwijst naar een eerder telefonisch onderhoud met hen. Hij vermeldt dat hij meer informatie nodig heeft betreffende verzoeksters broer "*van na 2017 toen hij genaturaliseerd werd*". F.V.D.S. stelt: "*Om deze reden wij als Belgische overheid [sic] om mogelijk een historiek te ontvangen van de heer [D.A.] sinds 2018. Indien dit onmogelijk zou zijn zou (g)een eenvoudige melding van 'betrokkene is uitgeschreven uit de gemeente sinds xx/xx/xxxx' of een melding 'betrokkene staat nog steeds actief ingeschreven in de gemeente AL'. ook zeker kunnen*". Uit een samenlezing van de vraag van F.V.D.S. van de Dienst Vreemdelingenzaken en het antwoord van de gemeente A. in Nederland kan redelijkerwijs worden afgeleid dat verzoeksters broer, minstens "sinds 2018", "actief" ingeschreven staat in de gemeente A. in Nederland. De Raad kan het dan opnieuw niet kennelijk onredelijk achten dat verweerder van oordeel is dat het door verzoekster voorgelegde "*certificat de composition de menage historique' n°111 dd. 04.03.2022*", waarin wordt geattesteerd dat de referentiepersoon in de periode 8 april 2018 – 28 februari 2022, samen met zijn echtgenote en verzoekster op hetzelfde adres in Marokko een huishouden vormden, "*tegengesproken en in twijfel [wordt] getrokken*" door de "*aanvullende informatie*" afkomstig van de gemeente A. in Nederland. Deze vaststelling dringt zich des te meer op gezien het "*certificat de composition de menage historique' n°111 dd. 04.03.2022*" zoals gezegd niet vermeldt op basis van welke concrete gegevens of vaststellingen de Marokkaanse autoriteit die het heeft ondertekend tot de vaststelling kwam dat verzoekster deel uitmaakte van het huishouden van de referentiepersoon in Marokko op hetzelfde adres, dit in de periode 8 april 2018 – 28 februari 2022. Een actieve inschrijving van de referentiepersoon in een gemeente in Nederland en dit (minstens) "sinds 2018", sluit niet uit dat de referentiepersoon in de periode 8 april 2018 – 28 februari 2022 in Nederland verbleef, en niet in Marokko.

[...]

3.20. De Raad herhaalt dat verweerder aldus duidelijk uiteenzet waarom hij het "*certificat administrative d'indigence' nr. 112*", eveneens opgesteld op 4 maart 2022 door de Marokkaanse autoriteiten, beschouwt als een verklaring op eer en

hij verduidelijkt tot tweemaal toe waarom het niet kan dienen als afdoende bewijs dat verzoekster afhankelijk was van de materiële en/of financiële steun van de referentiepersoon om te voldoen aan haar basisbehoeften. Met name blijkt niet op basis van welke concrete, objectief verifieerbare gegevens de Marokkaanse autoriteiten hebben vastgesteld dat verzoekster ten laste was van de referentiepersoon. Het ten laste zijn is niet bewezen op de enkele grond dat dienaangaande een document wordt bijgebracht dat uitgaat van de bevoegde overheden. Het ten laste zijn is een feitelijke situatie en die situatie moet ook blijken uit het kwestieuze document (cf. RvS 26 februari 2021, nr. 14.236 (c)), quod non in casu. Nergens wordt door de Marokkaanse autoriteiten verduidelijkt op basis van welke feitelijke elementen zij tot de conclusie komen dat verzoekster in Marokko ten laste was van haar Nederlandse broer. Verweerders beoordeling is daarom geen kennelijk onredelijke beoordeling. Verzoeksters andersluidende overtuiging kan niet tot een andere conclusie leiden.

De Raad wijst er voor de volledigheid nog op dat de Raad van State in de beschikking van 12 september 2023 met nummer 15582 waarnaar verweerder verwijst in de bestreden akte, het volgende stelde: *“Uit de voorgaande motivering blijkt dat de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen concreet aangeeft waarom hij het niet onredelijk acht het door verzoekster bijgebrachte Marokkaanse attest van 4 maart 2022 niet te aanvaarden als bewijs van de voorgehouden behoefte en het voorgehouden ten laste zijn. Door te verwijzen naar de noodzaak van “concrete, objectief verifieerbare gegevens” die echter ontbreken, geeft de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen ook aan waarom het door verzoekster bijgebrachte stuk niet volstaat.”*

3.21. Verzoeksters bloot betoog dat nergens uit blijkt dat de door haar overgemaakte documenten zijn opgesteld op basis van haar verklaringen of die van haar broer kan hier geen afbreuk aan doen. Opdat er enige bewijswaarde kan worden toegedicht aan de stukken, moet duidelijk blijken op basis van welke objectieve gegevens de Marokkaanse autoriteiten kwamen tot de opstelling van de betrokken certificaten, quod non in casu [...]

Het ten laste zijn en inwonen bij de referentiepersoon in het land van oorsprong zijn niet bewezen op de enkele grond dat in dit verband documenten worden bijgebracht die uitgaan van de bevoegde overheden. Dit zijn feitelijke situaties en die situaties moeten ook blijken uit de overgelegde documenten, quod non in casu. Verweerder vermag wel degelijk de bewijswaarde van de voorgelegde stukken te beoordelen.

[...]

3.22. De Raad wijst er voorts op dat de bestreden bijlage 20 een antwoord betreft op een door verzoekster zelf geïnitieerde verblijfsaanvraag. Verzoekster had dus de mogelijkheid om bij het indienen van haar aanvraag en tot aan de beslissing van verweerder, nuttig voor haar belangen op te komen en alle relevante bewijsstukken aan verweerder over te maken teneinde aan te tonen dat zij aan de gestelde verblijfsvoorwaarden voldoet. Bovendien diende verzoekster een derde aanvraag in met *“precies dezelfde documenten”* als bij de voorafgaande tweede aanvraag waarover beslist was door verweerder, waardoor zij kennis had van de weigeringsmotieven van deze beslissing alsook van het in punt 1.4. bedoelde arrest van de Raad. Hierdoor was zij goed op de hoogte van de verwachtingen van verweerder in casu. Verzoekster heeft aldus de kans gehad om zelf nuttig voor haar belangen op te komen en de situatie te duiden aan verweerder en kan niet dienstig verwijzen naar een schending van het hoorrecht als algemeen beginsel van Unierecht om haar nalatig optreden in de schoenen van verweerder te schuiven.

[...]

3.25. Gelet op het al het voormelde zijn de middelen, voor zover ontvankelijk, ongegrond en is er geen reden om de door verzoeker voorgestelde prejudiciële vragen te stellen aan het Hof van Justitie.

CCE arrêt 309023 du 27/06/2024

procédure CCE
Annulation
nationalité
Tunisie
dictum arrêt
Rejet

acte attaqué
ANNEXE 20
composition du siège
1 juge

Procédure – audience suite à la demande à être entendu (art. 39/73 de la Loi) - la PD demande qu’un abus de procédure soit acté dans le chef de la PR - l’art. 39/73-1 de la Loi n’évoque que le caractère manifestement abusif du recours, et non celui qui affecterait la demande à être entendu.

« II. A l’audience, le conseil de la partie requérante, intervenant *loco* Me KABONGO MWAMBA, a indiqué ne pas avoir été informé de la demande à être entendu introduite, et s’est référé aux écrits de la procédure.

La partie défenderesse a quant à elle demandé qu’un abus de procédure soit acté dans le chef de la partie requérante.

III. Le Conseil observe que la partie défenderesse n’a pas prétendu dans sa note d’observations que le recours présenterait un caractère abusif. Or, l’article 39/73-1 de la loi du 15 décembre 1980 n’évoque en tout état de cause que le caractère manifestement abusif du recours, permettant d’infliger une amende à la partie requérante, et non pas celui qui affecterait la demande à être entendu à la suite d’une ordonnance délivrée dans le cadre de l’article 39/73 de la même loi.

Il n’en reste pas moins éminemment regrettable que la procédure ait été prolongée sans raison aucune. »

CCE arrêt 309009 du 27/06/2024

procédure CCE
Plein contentieux

nationalité
Indéfini
dictum arrêt
Annulation

acte attaqué
**CG Exclusion Genève et exclusion protection
subsidaire**
composition du siège
3 juges

Le requérant de nationalité palestinienne a introduit une demande de protection internationale en Belgique dans laquelle il invoque avoir subi des faits de harcèlement et de violence de la part des membres du Hamas qui l'ont, selon ses dires, fait accuser du meurtre de son voisin.

Cette demande a tout d'abord fait l'objet d'une décision de refus, prise le 17 décembre 2020 par le Commissaire général, laquelle a été annulée par le Conseil dans son arrêt n°251 612 du 25 mars 2021.

À la suite de cet arrêt, la partie défenderesse a pris, le 21 octobre 2021, une décision qui exclut le requérant de la protection internationale, et ce sans réentendre le requérant.

En l'espèce, le Conseil estime qu'il ne détient pas tous les éléments lui permettant de statuer en connaissance de cause. Le Conseil estime que l'instruction menée par la partie défenderesse est insuffisante.

Contrairement aux recommandations émises par l'Agence de l'Union européenne pour l'asile, le Commissaire général n'a pas informé le requérant, avant la prise de la décision attaquée, de son intention de l'exclure de la protection internationale. Cette même Agence prévoit par ailleurs qu'il doit être procédé à un entretien personnel centré sur l'exclusion lorsque celle-ci est envisagée, ce qui n'a pas été le cas en l'espèce.

Le Conseil invite dès lors la partie défenderesse à prendre les mesures d'instruction qu'elle jugera utiles afin de pouvoir disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires à la parfaite compréhension des faits exposés et particulièrement au sujet des documents qui fondent principalement la décision d'exclusion.

Dans le cadre de cette nouvelle instruction, il conviendra aussi d'analyser les nouveaux documents produits et d'évaluer leur incidence sur l'examen de la de protection du requérant.

Par ailleurs, s'agissant de la question de l'indépendance du système judiciaire palestinien soulevée par la partie requérante, le Conseil estime ne pas disposer de suffisamment d'éléments pour pouvoir se prononcer sur ce point.

Le Conseil attire également l'attention de la partie défenderesse sur l'existence d'incohérences liées à la chronologie des événements exposés.

CCE arrêt 308987 du 27/06/2024

procédure CCE
Plein contentieux
nationalité
Cameroun
dictum arrêt
Reconnaissance

acte attaqué
CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire
composition du siège
1 juge

"Le Conseil relève qu'il ressort du certificat médical du 17 mai 20222 que le requérant souffre d'un syndrome de stress post-traumatique selon le DSM IV. Il y a dès lors lieu de tenir compte de ce constat lors de l'appréciation des propos du requérant.

Par ailleurs, le Conseil est d'avis que le requérant a livré un récit précis, détaillé, cohérent et exempt de contradictions.

A propos des méconnaissances portant sur la détention du requérant, le Conseil estime à la lecture des notes d'entretien personnel du 29 septembre 2023 et tenant compte de l'état de stress post-traumatique du requérant qu'il est plausible que ce dernier battu et torturé n'ait pas cherché à se renseigner sur ses codétenus et a entamé des conversations avec le marabout. Le Conseil observe à la lecture des notes d'entretien que le requérant a répondu de façon détaillée à de nombreuses questions posées portant sur ses conditions de détention. 5

En ce que l'acte attaqué estime qu'il n'est pas crédible que le requérant n'ait pas sollicité la protection de ses autorités nationales en 2017, le Conseil ne comprend pas ce raisonnement dès lors que le requérant a affirmé avoir porté plainte contre les agissements de sa famille en 2015, suite à sa détention, et s'être entendu dire par la police qu'il s'agissait d'un problème familial à régler en famille. 5

Le certificat médical précité attestant de la présence de très nombreuses cicatrices parallèles de 2 cm recouvrant la face latérale des deux bras, la face antérieure du thorax, les faces latérales et postérieures des jambes et des cuisses est un élément objectif qui vient corroborer les propos du requérant.

Au vu de l'ensemble de ces éléments, le Conseil est d'avis que les faits de persécution allégués par le requérant sont établis à suffisance. Il estime que lesdits faits sont de nature à établir l'existence d'une crainte de persécution au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 dans le chef du requérant."

procédure CCE

Annulation

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

REFUS DE VISA

composition du siège

1 juge

MUST READ - Refus de visa RF - Art. 10 – Faits : 1^{ère} requérante introduit une demande de visa en son nom et au nom de sa fille mineure (2^{ème} requérante) pour rejoindre son époux et père de sa fille en Belgique – AA : pour la 1^{ère} requérante, l'acte de mariage déposé ne peut ouvrir un droit au regroupement familial + pour la 2^{ème} requérante, aucune autorisation parentale de la 1^{ère} requérante autorisant sa fille à venir vivre avec son père – Conseil estime qu'au moment de l'introduction de la demande de visa, l'autorisation parentale de la 1^{ère} requérante n'était pas nécessaire car elle a introduit la demande pour elle-même et pour sa fille – Art. 10, §1^{er}, 4^o de la Loi dispose que la condition que l'autre titulaire du droit de garde ait donné son accord ne s'applique pas lorsque « *leurs enfants [...] viennent vivre avec eux avant d'avoir atteint l'âge de 18 ans et sont célibataires* » - Conseil souligne que c'est parce que la PD a refusé le visa de la 1^{ère} requérante que le consentement parental est devenu nécessaire + déraisonnable de rejeter la demande sur cette base sans l'avoir interpellée – Conseil estime que la partie requérante ne pouvait pas anticiper qu'un tel consentement serait requis – Violation devoir de prudence, de minutie et du principe de gestion consciencieuse – Annulation.

« 2.2.1. Sur le second moyen, ainsi circonscrit, le Conseil rappelle que l'article 10, §1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 porte que « Sous réserve des dispositions des articles 9 et 12, sont de plein droit admis à séjourner plus de trois mois dans le Royaume :

[...]

4^o les membres de la famille suivants d'un étranger admis ou autorisé, depuis au moins douze mois, à séjourner dans le Royaume pour une durée illimitée, ou autorisé, depuis au moins douze mois, à s'y établir. Ce délai de douze mois est supprimé si le lien conjugal ou le partenariat enregistré préexistait à l'arrivée de l'étranger rejoint dans le Royaume ou s'ils ont un enfant mineur commun. Ces conditions relatives au type de séjour et à la durée du séjour ne s'appliquent pas s'il s'agit de membres de la famille d'un étranger admis à séjourner dans le Royaume en tant que bénéficiaire du statut de protection internationale conformément à l'article 49, § 1^{er}, alinéas 2 ou 3, ou à l'article 49/2, §§ 2 ou 3 :

[...]

- leurs enfants, qui viennent vivre avec eux avant d'avoir atteint l'âge de dix-huit ans et sont célibataires;

- les enfants de l'étranger rejoint, de son conjoint ou du partenaire enregistré visé au premier tiret, qui viennent vivre avec eux avant d'avoir atteint l'âge de dix-huit ans et sont célibataires, pour autant que l'étranger rejoint, son conjoint ou ce partenaire enregistré en ait le droit de garde et la charge et, en cas de garde partagée, à la condition que l'autre titulaire du droit de garde ait donné son accord;

[...] »

L'obligation de motivation qui pèse sur l'autorité administrative en vertu des diverses dispositions légales doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet. Dans le cadre du contrôle de légalité, le Conseil du Contentieux des Etrangers (ci-après : le Conseil) n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle n'a pas donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui procède d'une erreur manifeste d'appréciation (dans le même sens : C.E., 6 juillet 2005, n° 147.344).

2.2.2. En l'espèce, les deux actes attaqués sont motivés de manière identique et sont, notamment, fondés sur les constats relatifs à la seconde requérante selon lesquels « [...] en cas de regroupement familial entre un mineur d'âge et un seul de ses parents, il doit être pris en compte l'autorité parentale que pourrait exercer le parent resté à l'étranger sur cet enfant afin de permettre à cet enfant de venir vivre définitivement auprès du parent résidant en Belgique » et que « [...] aucune autorisation parentale de Mme [B.S.] ne figure parmi les documents déposés à l'appui de la demande, cette exigence n'est pas rencontrée » de sorte que « la demande de visa est rejetée ».

A cet égard, le Conseil estime, à l'instar de la partie requérante, qu'au moment de l'introduction de la demande de visa, l'autorisation parentale de la mère n'était pas nécessaire étant donné que la première requérante a introduit les demandes de visa, en son nom, et celui de sa fille mineure, la seconde requérante, en vue de rejoindre, ensemble, le regroupant et de vivre avec lui. En effet, il ressort du prescrit de l'article 10, §1er, 4° de la loi du 15 décembre 1980 que la condition que l'autre titulaire du droit de garde ait donné son accord ne s'applique pas lorsque « leurs enfants qui viennent vivre avec eux avant d'avoir atteint l'âge de dix-huit ans et sont célibataires » (le Conseil souligne).

Le Conseil estime pouvoir suivre la partie requérante en ce qu'elle soutient, en substance que c'est parce que la partie défenderesse a refusé le visa de la première requérante, que le consentement parental de la première requérante est devenu nécessaire et qu'il est déraisonnable de rejeter la demande sur cette base sans l'avoir interpellée à cet égard. Le Conseil estime qu'en cas, elle ne pouvait pas anticiper qu'un tel consentement serait requis.

Partant, le Conseil estime que la partie défenderesse, en prenant une décision de refus fondée sur l'absence de cette autorisation parentale, dans les circonstances très spécifiques de l'espèce, a manqué à son devoir de prudence et de minutie en s'abstenant d'informer les parties requérantes à cet égard et de leur donner, dans le respect du principe de gestion consciencieuse, la possibilité de produire le consentement parental, désormais requis dans l'hypothèse où la première requérante se voit refuser sa demande et ne viendrait donc pas, avec la seconde requérante, rejoindre Monsieur B.A. »

CCE arrêt 308915 du 26/06/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Cameroun

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

AUTRE

composition du siège

1 juge

Décision de retrait d'une autorisation de séjour temporaire - Faits: titre de séjour étudiant de la requérante régulièrement prorogé jusqu'au 31 octobre 2022 - Le 30 juin 2023, la PR introduit une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9 bis - La PD refuse, mais le CCE annule cette décision par un arrêt du 26 juin 2024 - Le 12 septembre 2023, la PD retire la carte A de la requérante valable du 8 décembre 2021 au 31 octobre 2022 (AA) - CCE: le titre de séjour matérialisant l'autorisation de séjour a expiré avant la prise de l'AA - la PR n'obtiendrait aucun intérêt à l'annulation de l'AA dès lors que cette décision a pour effet de retirer un titre de séjour, qui n'était lui-même plus valable au regard de son délai de validité => recours irrecevable.

"2. Intérêt au recours.

Le Conseil observe que la décision attaquée a été prise le 12 septembre 2023 afin de retirer à la requérante un titre de séjour temporaire, carte A, dont la validité a expiré le 31 octobre 2022. Il constate que le titre de séjour matérialisant l'autorisation de séjour a expiré avant la prise de la présente décision.

Le Conseil rappelle que « l'intérêt tient dans l'avantage que procure, à la suite de l'annulation postulée, la disparition du grief causé par l'acte entrepris » (P.LEWALLE, Contentieux administratif, Bruxelles, Ed. Larcier, 2002, p. 653, n° 376), et qu'il est de jurisprudence administrative constante (voir notamment: CCE, arrêt n°20 169 du 9 décembre 2008) que pour fonder la recevabilité d'un recours, l'intérêt que doit avoir la partie requérante doit non seulement exister au moment de l'introduction de ce recours, mais également subsister jusqu'au prononcé de l'arrêt.

Le Conseil ajoute que l'intérêt à l'annulation sollicitée par la partie requérante doit d'une part, être personnel, c'est-à-dire être susceptible de lui profiter personnellement en améliorant sa situation de droit ou de fait (C.E., 29 septembre 2008, n°186 554), et d'autre part, être direct, ce qui implique que c'est la situation personnelle de la partie requérante que l'acte doit affecter, « sans interposition d'un lien de droit ou de fait étranger à la relation entre le requérant et cet acte » (M. LEROY, Contentieux administratif, 4e édition, Précis de la faculté de droit de l'Université Libre de Bruxelles, Bruylant, 2008, p.524.).

La partie requérante doit, par ailleurs, démontrer que son intérêt est d'une part, légitime, lequel doit se déduire des circonstances de l'espèce qui, lorsqu'elles paraissent répréhensibles, que ce soit sur le plan pénal ou moral, doivent conduire le juge à déclarer le recours irrecevable (voir C.E., arrêt n°218.403, du 9 mars 2012) », et d'autre part, certain, ce qui implique qu'elle ne peut tirer de l'annulation de l'acte qu'un bénéfice éventuel (M. LEROY, Contentieux administratif, 4e édition, Précis de la faculté de droit de l'Université Libre de Bruxelles, Bruylant, 2008, p.525).

En l'espèce, le Conseil ne peut que constater que la partie requérante n'obtiendrait aucun intérêt à l'annulation de la décision attaquée dès lors que cette décision a pour effet de retirer un titre de séjour, qui n'était lui-même plus valable au regard de son délai de validité.

Au regard de ce qui précède, le recours est déclaré irrecevable."

procédure CCE
Annulation
acte attaqué
ANNEXE 13sexies
composition du siège
1 juge

acte attaqué
ANNEXE 13septies
nationalité
Italie
dictum arrêt
Rejet

OQT et IE - Procédure - OQT exécuté donc recours irrecevable à cet égard - Concernant l'IE, la PR relève notamment qu'elle a « déjà eu l'occasion de mettre en évidence les raisons pour lesquelles elle ne pouvait pas être considérée comme une menace actuelle et réelle pour l'ordre public dans les développements relatifs à l'ordre de quitter le territoire »; elle conteste ensuite notamment la durée de l'IE - Réponse du CCE: il ne peut avoir égard aux développements du moyen relatifs à l'OQT puisque ce dernier a été exécuté et que le recours est irrecevable en ce qu'il est dirigé à son encontre + l'IE repose sur des dispositions légales spécifiques et est motivée par des considérations propres qu'il appartenait à la PR de contester dans le cadre de l'exposé de son moyen relatif à cet acte - Le CCE relève toutefois que la PR conteste la durée de l'IE et examine ce moyen, pour finalement rejeter le recours - Rejet

4.3. S'agissant de la première branche du moyen relatif au second acte attaqué, le Conseil constate son irrecevabilité en ce que la partie requérante fait valoir que l'illégalité de l'ordre de quitter le territoire pris à son encontre entraînerait l'illégalité de l'interdiction d'entrée. En effet, l'ordre de quitter le territoire ayant été exécuté, cette mesure a disparu de l'ordonnancement juridique de sorte que le Conseil ne peut en connaître et partant, ne saurait en décréter l'illégalité et en déduire une éventuelle illégalité, par répercussion automatique, de l'interdiction d'entrée.

4.4. S'agissant de la seconde branche du moyen relatif au second acte attaqué, le Conseil rappelle que l'interdiction d'entrée est prise sur la base de l'article 44nonies de la loi du 15 décembre 1980, lequel prévoit que : « § 1er. Lorsqu'un ordre de quitter le territoire est pris à l'encontre d'un citoyen de l'Union ou d'un membre de sa famille, le ministre ou son délégué peut l'assortir d'une interdiction d'entrée sur le territoire du Royaume uniquement pour des raisons d'ordre public, de sécurité nationale ou de santé publique. § 2. La durée de l'interdiction d'entrée ne peut pas dépasser cinq ans sauf si le citoyen de l'Union ou le membre de sa famille constitue une menace grave pour l'ordre public ou la sécurité nationale. La durée est déterminée en tenant compte de toutes les circonstances propres à chaque cas. § 3. L'interdiction d'entrée ne peut pas contrevenir au droit à la protection internationale ».

4.4.1. En termes de recours, la partie requérante relève qu'elle a « déjà eu l'occasion de mettre en évidence les raisons pour lesquelles elle ne pouvait pas être considérée comme une menace actuelle et réelle pour l'ordre public dans les développements relatifs à l'ordre de quitter le territoire ». Or, comme relevé ci-dessus, le Conseil ne peut avoir égard aux développements du premier moyen relatifs à l'ordre de quitter le territoire puisque ce dernier ayant été exécuté et ayant disparu de l'ordonnancement juridique, le recours est irrecevable en ce qu'il est dirigé à son encontre.

Le Conseil observe que l'interdiction d'entrée attaquée repose sur des dispositions légales spécifiques et est motivée par des considérations propres (fussent-elles - et pour cause, s'agissant de la situation de fait - pour partie communes avec celles de l'ordre de quitter le territoire du 9 janvier 2024) qu'il appartenait à la partie requérante de contester dans le cadre de l'exposé de son moyen relatif à cet acte. Il en est d'autant plus ainsi qu'au moment de la rédaction de la requête ici examinée, la partie requérante avait déjà été rapatriée en Italie et pouvait donc anticiper le fait que le recours serait considéré comme devenu sans objet en ce qui concerne l'ordre de quitter le territoire et que les griefs relatifs à celui-ci ne pourraient donc être examinés. Un ordre de quitter le territoire n'a pas la même portée qu'une interdiction d'entrée de huit ans et il n'appartient pas au Conseil de rechercher dans l'exposé du moyen relatif à l'ordre de quitter le territoire, auquel la partie requérante ne renvoie du reste pas expressément, les arguments qui pourraient aussi concerner l'interdiction d'entrée.

4.4.2. Dans le moyen relatif à l'interdiction d'entrée, la partie requérante relève toutefois qu'il ne peut être soutenu que « la durée de huit ans de l'interdiction d'entrée sur le territoire n'est pas disproportionnée ». (...)

procédure CCE

Annulation

nationalité

Turquie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

Annexe 20 - Faits: le requérant, en Belgique depuis 1978, introduit une demande de carte de séjour en sa qualité de père d'un enfant mineur belge en 2022 - **AA:** refus fondé sur l'art 43 - l'intéressé est connu pour des faits d'ordre public - **CCE:** l'analyse de la menace actuelle que représente le requérant ne tient pas compte de certains éléments récents, potentiellement en sa faveur, à savoir notamment différentes modalités d'exécution de la peine et l'ancienneté des infractions commises + **Réponse à la NO:** la PD s'est basée sur le DA afin de répertorier les infractions et les condamnations prononcées à l'encontre du requérant, ces éléments n'ayant pas été communiqués avec la demande d'admission au séjour; donc, dans le cadre de l'examen de l'actualité de la menace, la PD devait également avoir égard aux informations relatives à la libération conditionnelle du requérant et aux diverses modalités d'exécution de sa dernière peine, lesquelles apparaissent sous différentes formes au DA - **motivation insuffisante et inadéquate => Annulation**

"3.3. En l'espèce, la partie requérante fait grief à la partie défenderesse de n'avoir pas valablement motivé l'acte attaqué quant à l'actualité de la menace qu'elle représenterait pour l'ordre public. Elle reproche à la partie défenderesse de fonder son analyse de l'actualité de la menace exclusivement sur ses condamnations passées, la dernière datant de 2015, et de n'avoir fait aucune analyse de son comportement personnel depuis cette condamnation. La partie requérante reproche également à la partie défenderesse de ne pas avoir pris en compte le bon déroulement de sa détention alors qu'il s'agit selon elle d'un élément important pour évaluer l'actualité de la menace qu'elle représenterait.

En l'occurrence, le Conseil observe, en ce qui concerne l'analyse de la menace actuelle que la partie requérante représenterait pour l'ordre public, que l'acte attaqué reprend les infractions commises par la partie requérante et les condamnations dont elle a fait l'objet. En outre, la partie défenderesse précise, que « l'intéressé a affiché un mépris total à l'égard : des valeurs de notre société ; du poids social et du coût économique de son comportement délictueux ; de l'intérêt commun, de la santé publique et de la santé d'autrui que supposent les faits liés au trafic de stupéfiants ; Compte tenu de l'extrême gravité que représentent les faits liés aux armes à feu dont l'usage potentiel dans le cadre des faits de délinquance violentes représente un réel danger pour la vie humaine et tout cela dans le seul but de l'enrichissement personnel. Considérant la longueur des périodes infractionnelles et des antécédents judiciaires de l'intéressé ; Considérant que bien que l'intéressé ait purgé ses années d'emprisonnement, il convient de souligner la persistance et la dangerosité du comportement de celui-ci dans le cadre des faits pour lesquels il a été condamné en état de récidive légale, qu'à cet égard, l'intéressé n'apporte aucun élément pouvant attester qu'il s'est amendé des délits qu'il a commis. Que des lors qu'il n'a pas démontré s'être amendé et vu la gravité des faits pour lesquels il a été condamné, il est raisonnable de considérer que celui-ci constitue toujours une menace grave et actuelle pour l'ordre public ». La partie requérante mentionne ensuite « le rapport du mois de mai 2015 de la Direction opérationnelle de criminologie qui indique que plus de la moitié des personnes condamnées ont récidivé » ainsi qu'un rapport de novembre 2018 émis par le « Groupe Vendredi » qui confirme cette analyse et dont elle reprend un passage. Elle termine en concluant que « vu le comportement affiché par l'intéressé, vu ses antécédents, vu le caractère grave des faits incriminés sans preuve qu'il se soit amendé, vu le risque réel de récidive, l'intéressé constitue une menace réelle, actuelle et suffisamment grave affectant un intérêt fondamental pour la société ».

Au vu de ces considérations, le Conseil relève que, s'il ressort effectivement de l'acte attaqué que la partie défenderesse a procédé à une analyse de la menace actuelle que représente la partie requérante pour l'ordre public, il n'en demeure pas moins qu'il apparaît que cette analyse ne semble pas tenir compte de certains éléments récents, potentiellement en faveur de la partie requérante. En effet, la motivation de l'acte attaqué ne mentionne pas l'existence de différentes modalités d'exécution de la peine telles que les congés pénitentiaires. Au-delà de cela, il convient de relever que la partie requérante a également fait l'objet d'une surveillance électronique qui lui a été octroyée le 8 janvier 2020 et que, depuis un jugement du 19 janvier 2021, la partie requérante bénéficie d'une libération conditionnelle.

Ainsi, concernant ce dernier élément, il apparaît que le jugement rendu le 19 janvier 2021 par le Tribunal de l'application des peines du Tribunal de Première Instance de Bruxelles (et a fortiori tous les éléments permettant de démontrer l'évolution dans le comportement de la partie requérante) était connu de la partie défenderesse lors de l'adoption de l'acte attaqué dans la mesure où il a été produit en annexe du recours introduit par la partie requérante contre la

décision ayant mis fin à son séjour et en annexe du recours introduit par la partie requérante contre l'ordre de quitter le territoire et dans le cadre de la procédure en extrême urgence, procédures antérieures au présent recours (voir cependant, s'agissant de cet argument, ce qui sera précisé au point 3.4.2. ci-dessous). Il ressort ainsi du dossier administratif que la partie défenderesse avait connaissance du jugement rendu le 19 janvier 2021. En outre, il apparaît que les différentes mesures que constituent notamment l'octroi d'une surveillance électronique suivie d'une libération conditionnelle attestent a priori, à moins que le contraire ne soit démontré, d'une attitude ou évolution positive dans le chef du requérant. Par ailleurs, la partie requérante relève l'ancienneté des faits (15 ans) et l'absence du moindre fait à sa charge depuis plusieurs années. Si la charge de la preuve d'une absence de récidive, d'une réinsertion appartient bien à la partie requérante, il n'en demeure pas moins qu'il ne peut être remis en question le fait que la partie requérante ne semble plus s'être fait connaître de la justice. De plus, la partie requérante met également en avant les éléments suivants relevés dans le jugement du Tribunal d'application des peines de janvier 2021 :

- Il suit une formation auprès de l'ASBL [...] ;
- Il perçoit des allocations de chômage ;
- Il poursuit son suivi thérapeutique, désormais auprès du Centre [...] à [F.] ;
- Son assistance de justice atteste régulièrement de sa situation et du respect de ses conditions, elle estime qu'il acquiert une stabilité qui lui permet de se réinsérer dans de bonnes conditions. Il collabore et est ouvert au dialogue, il est joignable par téléphone ;
- Il respecte « scrupuleusement » les horaires qui lui sont imposés ;
- Il est passé d'une attitude de revendication à une attitude de résignation ;
- Ses congés pénitentiaires et permissions de sortie se déroulent sans encombre ;
- Il séjourne depuis le 24 août 2018 au centre pénitentiaire Ecole de Marneffe dans un cadre semi-ouvert, il y a suivi une formation et y a obtenu un emploi en menuiserie ;
- Il a eu un comportement correct en détention ;
- La volonté manifestée par le requérant de reprendre son rôle de père auprès de son fils cadet ;».

Dès lors, le Conseil n'aperçoit pas les raisons, d'une part, pour lesquelles tous ces éléments ne sont pas soit mentionnés et analysés par la partie défenderesse dans le cadre de l'acte attaqué et, d'autre part, ce qui justifie que la partie défenderesse se focalise uniquement sur l'énoncé des faits commis par la partie requérante et les condamnations prononcées à son égard pour conclure à l'existence d'une menace actuelle.

Or, il apparaît que les éléments cités ci-avant auraient dû amener la partie défenderesse à motiver davantage l'acte attaqué si elle souhaitait conclure que la partie requérante constituait une menace actuelle pour l'ordre public. Le Conseil observe ainsi que la motivation de l'acte attaqué ne permet nullement de comprendre les raisons pour lesquelles la partie défenderesse a estimé que le comportement actuel de la partie requérante représentait une menace pour l'ordre public ni, partant, de saisir le raisonnement duquel procède l'adoption de ce même acte. En pareille perspective, il appartenait à la partie défenderesse d'exercer le pouvoir d'appréciation dont elle dispose et d'examiner les faits infractionnels dont la partie requérante a été reconnue coupable ainsi que sa situation personnelle, en vue d'évaluer si ceux-ci révèlent des éléments permettant de considérer que son comportement personnel constitue une « menace réelle, actuelle et suffisamment grave, affectant un intérêt fondamental de la société ». A défaut, la motivation de l'acte attaqué n'est ni suffisante, ni adéquate.

3.4.1. Dans le cadre de sa note d'observations, la partie défenderesse estime qu'« [i]l ressort du l'énoncé de tous les faits commis par la partie requérante dans l'acte attaqué, ainsi que l'ensemble de ses nombreuses condamnations, de la gradation de la gravité des faits au fur et à mesure des années, que la partie défenderesse a parfaitement pu considérer, eu égard au taux des peines, de la gravité des infractions, son manque avéré d'amendement, sans commettre la moindre erreur d'appréciation qu'il existe en l'espèce un risque sérieux, actuel et réel d'une nouvelle atteinte à l'ordre public. Quant à l'actualité de la menace, la partie défenderesse constate que la décision attaquée est valablement motivée à cet égard. La partie défenderesse rappelle à cet égard que « les faits de 2014-2015 » couvrent en réalité une période infractionnelle de plusieurs années, allant du 24.06.2008 au 08.05.2014. Il ne s'agit donc pas de faits ponctuels, mais d'une activité criminelle continue, à laquelle il n'a été mis un terme qu'en raison de l'arrestation de la partie requérante. Aucune remise en question spontanée n'est à l'origine de l'arrêt de l'activité illégale de la partie requérante. Ensuite, il y a lieu de préciser que ce constat d'absence de condamnations depuis 2014 n'est absolument pas surprenant, dès lors que depuis le 01.04.2014 et jusqu'au 22.01.2021, la partie requérante était en prison ou sous surveillance électronique étroite. Elle était donc empêchée de commettre de nouvelles infractions graves pendant cette période. En termes de recours, la partie requérante évoque toute une série d'éléments qu'elle n'a pas présenté à l'appui de sa demande, à savoir que sa détention s'est bien déroulée, qu'elle a bénéficié de la surveillance électronique et ensuite d'une libération conditionnelle, qu'elle a suivi une formation auprès d'une ASBL, qu'elle suit un traitement thérapeutique etc. Quant au fait que la partie requérante déclare que ces éléments figurent au dossier administratif, puisqu'ils ont été communiqués dans le cadre d'un recours ou à l'appui d'autres procédures, notons que Votre Conseil a précédemment jugé qu'il n'appartient pas à la partie défenderesse de parcourir le dossier administratif à la recherche d'éventuels documents liés à des procédures antérieures et indépendantes qui soient susceptibles d'avoir un impact sur la demande de séjour. C'est à l'étranger qui revendique l'existence de ces documents à apporter lui-même la preuve de

leur existence ».

3.4.2. Cela ne permet toutefois pas d'infirmier les considérations émises supra.

Il n'appartient certes pas à la partie défenderesse de parcourir systématiquement le dossier administratif à la recherche d'éventuels documents liés à des procédures antérieures ou de consulter d'initiative les pièces jointes à des recours (à supposer du reste qu'elles lui aient été effectivement communiquées, le Conseil rappelant ici que l'adjonction de pièces à une requête ne vaut pas communication officielle de ces pièces à la partie défenderesse). Le Conseil constate toutefois que la partie défenderesse en l'espèce s'est basée sur des informations présentes au dossier administratif afin de répertorier les faits commis par la partie requérante et les condamnations prononcées à son égard, ces éléments n'ayant pas été présentés par la partie requérante à l'appui de sa demande d'admission au séjour. Partant, dans le cadre de l'examen de l'actualité de la menace que représente la partie requérante, il n'est pas déraisonnable de considérer que la partie défenderesse devait avoir égard au jugement du Tribunal d'application des peines de janvier 2021 présent effectivement au dossier administratif et ce d'autant plus que les informations relatives à la libération conditionnelle de la partie requérante et aux diverses modalités d'exécution de sa dernière peine apparaissent sous différentes formes au dossier administratif (courrier électronique du conseil de la partie requérante du 14 mai 2021, courrier de la prison de Marneffe du 20 janvier 2021 adressé à l'Office des Etrangers)."

procédure CCE

Annulation

nationalité

Cameroun

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

AUTRE

composition du siège

1 juge

Décision de rejet d'une demande d'autorisation de séjour - Faits: titre de séjour étudiant (art 60 et suiv) de la requérante régulièrement prorogé jusqu'au 31 octobre 2022; le 30 juin 2023, la PD introduit une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'art 9bis - AA: pas d'exception via les circonstances exceptionnelles; la requérante pouvait introduire sa demande sur le territoire du Royaume, à condition notamment de le faire avant l'expiration de la durée de validité de son autorisation (cf art 60); or la requérante n'était plus en possession d'un titre de séjour valable au moment de sa demande - CCE: relève que la PR avait expliqué, dans sa demande, 1) s'être trouvée dans l'impossibilité de produire dans les délais les documents nécessaires au renouvellement de son séjour notamment en raison du retard apporté par son ambassade à la délivrance de son nouveau passeport; 2) que la poursuite des études constitue une circonstance exceptionnelle ; 3) la perte d'une chance (i.e. la perte d'une année d'études) - la PD ne répond pas à ces arguments - **NO : s'il est exact qu'un étranger qui introduit une procédure en Belgique est libre de choisir la base légale qui lui semble appropriée à sa demande, il n'en demeure pas moins qu'un tel choix ne saurait lier la partie adverse => **motivation a posteriori** - **Motivation inadéquate** - **Annulation****

"3.2.1. En l'espèce, le Conseil observe qu'il ressort de la demande d'autorisation de séjour datée du 30 mai 2023, introduite par la partie requérante que celle-ci invoque son intégration sociale et notamment sa volonté de poursuivre ses études, qu'elle « s'est trouvée dans l'impossibilité de produire dans les délais les documents nécessaires au renouvellement de son séjour notamment en raison du retard apporté par son ambassade à la délivrance de son nouveau passeport (...) A supposer que la directive 2016/801 ne trouve pas à s'appliquer, quod non, la poursuite des études constitue une circonstance exceptionnelle justifiant l'introduction de la demande de séjour étudiant auprès de l'administration communale. En effet, il est impossible pour la partie requérante de poursuivre son cursus scolaire, et notamment ses stages, tout en rentrant dans son pays d'origine en vue de lever une nouvelle autorisation de séjour ». Le Conseil observe que la partie requérante invoque également en termes de circonstances exceptionnelles, « la perte d'une chance », qu'elle développe dans sa demande. « Que la perte d'une année d'étude est irréversible et le préjudice subi ne pourra être réparé par un arrêt d'annulation. Seule la suspension des actes attaqués permettra à la partie requérante d'effectivement suivre le cursus scolaire envisagé dans de bonnes conditions. »

3.2.2. A cet égard, le Conseil observe, à l'instar de la partie requérante, dans sa requête introductive d'instance que la partie défenderesse ne répond pas aux éléments avancés par la partie requérante dans sa demande. En effet, la partie défenderesse estime que « L'intéressée n'étant plus en possession d'un titre de séjour valable, sa demande d'autorisation de séjour précitée est refusée. Il est à souligner que la loi du 15 décembre 1980 ne prévoit aucune exception à cette condition et arguer de circonstances exceptionnelles n'est dès lors pas pertinent. » alors que la partie requérante explique dans sa demande d'autorisation de séjour que c'est bien parce qu'elle ne répond plus aux conditions relatives au renouvellement de l'autorisation de séjour en tant qu'étudiant qu'elle introduit une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980.

3.2.3. Le Conseil constate que dans sa note d'observations, la partie défenderesse explique que le séjour demandé sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 a été justifié par l'inscription de la requérante pour l'année académique 2022-2023, que dans sa demande, la partie requérante a visé les prescrits de l'article 61/1/15 de la loi du 15 décembre 1980. Elle estime qu'« en d'autres termes encore, s'il est exact qu'un étranger qui introduit une procédure en Belgique est libre de choisir la base légale qui lui semble appropriée à sa demande, il n'en demeure pas moins qu'un tel choix ne saurait lier la partie adverse (...). Si la requérante devait être suivie dans ses critiques, l'arrêt à intervenir reviendrait à établir une discrimination injustifiée entre les étudiants qui introduisent une demande d'autorisation de prolongation de séjour pour études dans le cadre juridique pour ce faire et qui doivent dès lors démontrer qu'ils respectent les conditions requises en la matière d'une part et d'autre part , les étudiants qui poursuivent le même objectif en la matière et qui dès lors dénaturent la procédure visée à l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980. »

A cet égard, sans se prononcer sur les arguments apportés par la partie défenderesse dans sa note d'observations, le Conseil fait remarquer à cette dernière qu'il s'agit d'une motivation a posteriori qui ne permet pas d'inverser le constat que la motivation de la décision querellée est inadéquate et ne respecte pas les prescrits de l'article 62 de la loi du 15

décembre 1980 et la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs.

En effet, la décision telle qu'elle est motivée ne permet pas à la partie requérante de comprendre les raisons pour lesquelles les éléments invoqués par elle en tant que circonstances exceptionnelles au sens de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 ne constituent pas des circonstances exceptionnelles.

3.3. Partant au regard de ce qui précède, l'acte querellé doit être annulé."

procédure CCE

Annulation

nationalité

Ghana

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

REFUS DE VISA

composition du siège

1 juge

Refus de visa RF – Epoux d’un Belge – 2^{ème} motif : pas de moyen de subsistance stables, réguliers et suffisants car PR a un nouveau travail intérimaire (via banque de donnée ONSS) qui est par définition temporaire et flexible donc le revenu n’est pas régulier – a) PR reproche à la PD de ne pas l’avoir interrogée à cet égard et fait valoir que cet emploi intérimaire lui rapporte des revenus supérieurs à son emploi précédent – Conseil constate que la PD a elle-même constaté, sur base d’informations qu’elle a d’initiative recueillies que la PR a un nouvel emploi + il ne ressort pas du DA que la PD a donné la possibilité à la PR de faire valoir ses observations – PR souhaitait invoquer de nouvelles fiches de paie et les montant des salaires obtenus – Conseil constate qu’en ne donnant pas à la PR la possibilité de faire connaître, de manière utile et effective, son point de vue avant l’adoption de l’AA, qui constitue une décision susceptible d’affecter de manière défavorable ses intérêts, la partie défenderesse a méconnu son obligation de procéder à un examen particulier et complet des données de l’espèce - Violation devoir de minutie – b) A titre surabondant, Conseil rappelle que la PD doit examiner in concreto si les moyens de subsistance produits répondent à la qualification de « stables et réguliers » - PD ne pouvait se contenter d’exclure ces revenus, selon elle non régulier, au motif qu’ils découlent d’un travail intérimaire + surtout au vue des fiches de salaire que la PR aurait souhaité faire valoir – Conseil constate que PR a travaillé de façon ininterrompue pendant la période visée et que les montants mensuels perçus sont constants – Violation motivation formelle – Annulation.

« 2.4.1. Sur la seconde branche du moyen unique, le Conseil observe que la décision attaquée est fondée sur un second motif, selon lequel « les documents remis à l'appui de la présente demande ne permettent pas d'établir que la personne à rejoindre en Belgique dispose de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants ». La partie défenderesse aboutit à cette conclusion après avoir constaté qu'« il ressort de la consultation du fichier du personnel de l'ONSS (Dimona) que [S.D.K.] travaille en tant qu'intérimaire pour la société " Randstad Belgium " depuis le 04/09/2023 » et considéré sur ce point qu'« un travail intérimaire est, par définition, temporaire et flexible dès lors que l'intérimaire est sollicité notamment en raison d'un surcroît de travail ou en raison de l'empêchement ou de l'indisponibilité temporaire d'un travailleur, titulaire de fonction ; Dès lors, la condition de régularité des revenus ne peut être remplie en raison du caractère provisoire du travail intérimaire (arrêt n°95338 du 18/01/2013 du Conseil du Contentieux des Étrangers) ».

La partie requérante conteste cette motivation en reprochant à la partie défenderesse de ne pas l’avoir interrogée à cet égard, et en faisant valoir que cet emploi intérimaire procure au regroupant des revenus supérieurs à ceux qu’il obtenait dans le cadre de son emploi précédent.

2.4.2. A cet égard, le Conseil estime que, si aucune disposition légale n’impose à la partie défenderesse d’investiguer quant à la situation de l’étranger demandeur d’un droit de séjour, en telle sorte qu’il n’appartient pas à la partie défenderesse d’interpeller ex nihilo la partie requérante avant de prendre sa décision (dans le même sens : CCE, arrêt n° 44 129 du 28 mai 2010 et, dans la même affaire, CE, arrêt n° 210.646 du 24 janvier 2011), il en va autrement lorsque, comme en l’espèce, la partie défenderesse a elle-même constaté, sur la base d’informations qu’elle a, d’initiative, recueillies, que le regroupant exerce un nouvel emploi, lequel constitue un élément dont elle ne pouvait ignorer qu’il est de nature à démontrer que la personne rejointe dispose de moyens de subsistance stables, suffisants et réguliers au sens de l’article 40ter de la loi du 15 décembre 1980.

Or, en l’espèce, le Conseil observe qu’il ne ressort pas du dossier administratif que la partie défenderesse a donné la possibilité à la requérante de faire valoir ses observations à cet égard, avant de considérer, en se fondant sur ces informations recueillies d’initiative, et sans autre investigation, que « [...] la condition de régularité des revenus ne peut être remplie en raison du caractère provisoire du travail intérimaire » et d’en conclure que « [...] les documents remis à l'appui de la présente demande ne permettent pas d'établir que la personne à rejoindre en Belgique dispose de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants [...] ».

Il ressort de la requête que, si cette possibilité lui avait été donnée, la requérante aurait invoqué les nouvelles fiches de paie du regroupant et le montant des salaires obtenus par celui-ci, éléments qui, à son estime, auraient permis à la partie défenderesse de statuer en connaissance de cause.

Sans se prononcer sur la réunion ou non des conditions fixées, le Conseil ne peut que constater qu'en ne donnant pas à la requérante la possibilité de faire connaître, de manière utile et effective, son point de vue avant l'adoption de l'acte attaqué, qui constitue une décision susceptible d'affecter de manière défavorable ses intérêts, la partie défenderesse a méconnu son obligation de procéder à un examen particulier et complet des données de l'espèce, qui découle de son devoir de minutie, visée au moyen.

2.4.3. A titre surabondant, s'agissant du motif de l'acte attaqué concernant la nature intérimaire du travail du regroupant, le Conseil rappelle que la notion de moyens de subsistance stables et réguliers n'est pas précisée par l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980, de sorte que la partie défenderesse doit examiner dans chaque cas, in concreto, si les moyens de subsistance produits répondent à cette qualification.

Dans ces circonstances, le Conseil considère que la partie défenderesse ne pouvait se contenter de motiver l'acte attaqué sur la seule considération de la nature intérimaire du travail invoqué, pour conclure à l'absence de caractère régulier des moyens de subsistance, mais devait, au contraire, procéder à un examen concret et complet des éléments de la cause afin de vérifier le caractère régulier de ces moyens. Le seul constat général et abstrait que « la condition de régularité des revenus ne peut être remplie en raison du caractère provisoire du travail intérimaire » ne permet en effet pas de comprendre la raison pour laquelle, dans le cas d'espèce, les revenus produits ne pourraient pas remplir la condition de régularité requise.

Dès lors, le Conseil estime qu'en toute hypothèse, l'acte attaqué est insuffisamment motivé à l'égard des revenus découlant du travail intérimaire du regroupant.

Il en est d'autant plus ainsi qu'in casu, la partie requérante soutient que, si elle avait été interrogée sur ce point par la partie défenderesse, elle aurait produit les fiches de salaire du regroupant obtenues dans le cadre de son emploi en tant qu'intérimaire depuis septembre 2023, et aurait fait valoir que les montants perçus mensuellement entre septembre 2023 et janvier 2024 s'élèvent respectivement à 2.318,85 EUR, 2.912,99 EUR, 2.201,73 EUR, 2.334,38 EUR et 2.994,78 EUR. A toutes fins utiles, le Conseil relève, au vu des fiches de salaire annexées à la requête, que le regroupant a travaillé de manière ininterrompue pendant la période précitée, et que les montants mensuels qu'il a perçus semblent à tout le moins témoigner d'un minimum de constance, dès lors qu'ils sont compris entre 2.000 et 3.000 EUR ».

procédure CCE

Annulation

nationalité

Turquie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 48

composition du siège

1 juge

Annexe 48 (refus de renouvellement permis unique) – Faits : permis unique valable un an obtenu en février 2022 - en octobre 2022, PR introduit une demande de renouvellement auprès du SPW Emploi-Formation qui est refusée, PR introduit un recours - 21 mars 2023 : OQT puis radiation- 24 mars 2023 : il est fait droit au recours, une autorisation de travail est délivrée par le SPW – nov. 2023 : AA : art. 61/25-5,§1,3° : le requérant n'était pas admis ou autorisé à séjourner au moment de l'introduction de sa demande – CCE : le requérant était bien autorisé au séjour au moment de l'intro de sa demande, le fait que le volet travail de cette demande ait d'abord été refusée par la Région et qu'il ait reçu un OQT n'y change rien + recours introduit et adoption d'une nouvelle décision positive par le SPW – si l'OE entend prendre comme référence la date à laquelle le SPW lui a transmis la demande, elle devait motiver à cet égard – en tout état de cause, art 17 et 18 Accord de coopération : la demande de renouvellement d'autorisation de travail vaut demande d'autorisation de séjour + l'article 61/25-2, al. 2, de la Loi octroie au ministre « *la possibilité [...] de demander des informations et des documents complémentaires* » au demandeur : PD pouvait interroger le requérant quant aux circonstances qui ont entouré sa radiation pour perte de droit au séjour, l'OQT qui en a découlé et, finalement, la décision de renouvellement de son autorisation de travail, la PD ne pourrait donc raisonnablement prétendre qu'elle n'avait pas connaissance de la date d'introduction de la demande de renouvellement, du refus de cette demande, du recours introduit et de l'aboutissement (tardif) du recours, éléments par ailleurs présents au DA – annulation.

« 3.1.1. Sur le moyen unique, le Conseil rappelle que l'article 61/25-5 de la loi du 15 décembre 1980 prévoit notamment ce qui suit, dans son paragraphe 1^{er} :

« *Le ressortissant de pays tiers visé à l'article 61/25-4, est autorisé à entrer et à séjourner plus de nonante jours sur le territoire du Royaume afin d'y travailler, ou son autorisation de séjour est renouvelée, pour autant que : [...] 3° lorsque le ressortissant de pays tiers séjourne sur le territoire du Royaume lors de l'introduction de la demande visée à l'article 61/25-1, il est déjà admis ou autorisé à séjourner dans le Royaume pour une période n'excédant pas nonante jours conformément au titre I, chapitre II, ou pour une période de plus de nonante jours conformément au titre I, chapitre III. [...] ».*

Les travaux préparatoires énoncent :

« *L'article 61/25-5 détermine les conditions et la procédure relative au volet séjour dans une demande de permis unique. (...) Enfin, le troisièmement précise que le ressortissant de pays tiers qui souhaite introduire sa demande, alors qu'il est déjà présent sur le territoire, doit être admis ou autorisé à séjourner dans le Royaume pour trois mois au maximum conformément au Titre I, Chapitre II de la LLE, ou pour plus de trois mois (être titulaire d'une autorisation de long séjour) conformément au Titre I, chapitre III, tel que cela est prévu à l'article 25/2, 1°, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. (...) ».*

Il ressort de l'Accord de coopération du 2 février 2018 entre l'État fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi d'autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers (ci-après « l'accord de coopération du 2 février 2018 »), et de la transposition de la Directive 2011/98/UE dans la loi belge, qu'un ressortissant de pays tiers qui introduit une demande en vue de l'obtention d'un permis unique aux fins de travail en Belgique pour une période de plus de 90 jours, doit l'introduire par le biais de son employeur, auprès de l'autorité régionale territorialement compétente, qu'il se trouve en Belgique ou pas. Toutefois si la demande est formulée depuis la Belgique, l'intéressé doit démontrer être en séjour légal sur le territoire du Royaume, au moment de l'introduction de la demande.

[Macro obligation de motivation]

3.2.1. En l'espèce, l'acte attaqué est motivé par le fait que le requérant « *n'est pas déjà admis ou autorisé à séjourner dans le Royaume pour une période n'excédant pas nonante jours [conformément au titre I, chapitre II], ou pour une période de plus de nonante jours [conformément au titre I, chapitre III], au moment de l'introduction de sa demande sur le territoire du Royaume. En effet, l'intéressé a été radié pour perte de droit au séjour le 21/03/2023 suite à une décision de refus de*

séjour assortie d'un ordre de quitter le territoire. Il n'est pas en possession d'un titre de séjour l'admettant ou l'autorisant au séjour en Belgique conformément au titre I, chapitre II ou conformément au titre I, chapitre III, au moment de l'introduction de sa demande de permis unique ».

Or, il ressort du dossier administratif du requérant que celui-ci a introduit la demande de renouvellement de son autorisation de travail à durée limitée auprès du SPW Emploi-Formation le 6 octobre 2022, soit, endéans la période couverte par son premier permis unique, visé au point 1.3.. La circonstance que cette demande de renouvellement d'autorisation de travail ait d'abord été refusée par le SPW Emploi-Formation en date du 7 novembre 2022 et que le requérant ait dans ce cadre été « *radié pour perte de droit au séjour le 21/03/2023 suite à une décision de refus de séjour assortie d'un ordre de quitter le territoire* », ne peut amener la partie défenderesse à conclure qu'il n'était « *pas déjà admis ou autorisé à séjourner dans le Royaume pour une période n'excédant pas nonante jours [conformément au titre I, chapitre II], ou pour une période de plus de nonante jours [conformément au titre I, chapitre III], au moment de l'introduction de sa demande sur le territoire du Royaume* ».

3.2.2. Au demeurant, comme l'indique le requérant en termes de requête, un recours à l'encontre de cette décision a été introduit auprès du Ministre de la Région wallonne chargé de l'emploi. Ce recours a conduit à l'adoption d'une nouvelle décision, datée du 24 mars 2023, par laquelle le SPW Emploi-Formation octroie le renouvellement de l'autorisation de travail du requérant pour la période s'écoulant du 24 mars 2023 au 23 mars 2026.

Si la partie défenderesse considère que le requérant n'était « *pas déjà admis ou autorisé à séjourner dans le Royaume [...]* au moment de l'introduction de sa demande sur le territoire du Royaume » parce qu'elle entend prendre comme référence la date à laquelle le SPW Emploi-Formation lui a transmis la demande du requérant ainsi que l'autorisation de travail qui en découle pour qu'elle se charge du « volet séjour » y afférent, il lui appartenait de motiver adéquatement l'acte attaqué à cet égard. En effet, la motivation de l'acte attaqué telle que reprise ci-avant ne laisse pas apparaître un tel raisonnement et ne permet pas de comprendre pourquoi la partie défenderesse considère que le requérant n'était pas admis ou autorisé à séjourner en Belgique lors de l'introduction de sa demande alors que tel était bien le cas.

En tout état de cause, il convient de rappeler que l'article 17 de l'accord de coopération du 2 février 2018 prévoit que :

« La demande d'autorisation de séjour à des fins de travail pour une période de plus de nonante jours est introduite sous la forme d'une demande d'autorisation de travail.

La demande d'autorisation de travail vaut demande d'autorisation de séjour.

L'autorisation de séjour est valable uniquement si une autorisation de travail est accordée.

L'autorisation de travail est valable uniquement si une autorisation de séjour est accordée » (le Conseil souligne).

En vertu de cette disposition, l'introduction d'une demande d'autorisation de travail doit être considérée comme constituant également l'introduction de la demande d'autorisation de séjour.

L'article 18, §1^{er}, de ce même accord de coopération dispose, quant à lui, que :

« Sans préjudice des dispositions des articles 22 et 23, la demande d'autorisation de séjour à des fins de travail et la demande de renouvellement ou de modification de cette autorisation sont introduites par le ressortissant d'un pays tiers par le biais de son employeur auprès de l'autorité régionale territorialement compétente » (le Conseil souligne).

Il découle de ce qui précède que lorsque l'article 61/25-5 de la loi du 15 décembre 1980 impose à l'étranger d'être « *admis ou autorisé à séjourner dans le Royaume* » lors de l'introduction de sa demande, il fait référence à l'introduction de la demande de renouvellement d'autorisation de travail auprès de l'autorité régionale compétente, dans la mesure où cette demande vaut demande d'autorisation de séjour. C'est donc la demande d'autorisation de travail qui doit intervenir endéans la période pendant laquelle le ressortissant de pays tiers est encore en situation de séjour légal en Belgique. Or, force est de constater que tel est bien le cas en espèce, le requérant ayant introduit sa demande le 6 octobre 2022.

3.2.3. Au surplus et à toutes fins utiles, le Conseil rappelle que lorsque la partie défenderesse procède à l'évaluation d'une demande, elle doit respecter le devoir de minutie, dont la violation est invoquée en termes de requête, lequel lui impose de s'informer complètement et de procéder à un traitement minutieux des éléments qui conduisent à l'adoption d'une décision afin de statuer en parfaite connaissance de cause.

Le respect de ce principe n'implique certes pas nécessairement d'interpeller le demandeur, mais le Conseil doit relever que la loi prévoit expressément la possibilité pour la partie défenderesse, d'interpeller le demandeur. Ainsi, conformément à l'article 25, § 2, de l'accord de coopération, l'article 61/25-2, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 octroie au ministre ou à son délégué « *la possibilité [...]* de demander des informations et des documents complémentaires » au demandeur. Il était dès lors loisible à la partie défenderesse d'interroger le requérant quant aux circonstances qui ont entouré sa radiation pour perte de droit au séjour, l'ordre de quitter le territoire qui en a découlé et, finalement, la décision d'octroi de renouvellement de son autorisation de travail du 24 mars 2023. La partie défenderesse ne pourrait donc raisonnablement prétendre qu'elle n'avait pas connaissance de la date d'introduction de

la demande du requérant, soit le 6 octobre 2022, du recours introduit par celui-ci à l'encontre de la décision de refus de renouvellement de son autorisation de travail et de l'aboutissement (tardif) de son recours, éléments par ailleurs présents au dossier administratif.

Au regard de cette possibilité offerte à la partie défenderesse et au regard du devoir de minutie, le Conseil ne peut que se joindre au requérant lorsqu'il déclare ne pas comprendre la motivation de l'acte attaqué, lequel semble avoir été adopté par la partie défenderesse, qui s'est contentée d'observer que le requérant avait « *été radié pour perte de droit au séjour le 21/03/2023 suite à une décision de refus de séjour assortie d'un ordre de quitter le territoire* » pour conclure qu'il avait introduit sa demande de renouvellement de permis unique alors qu'il était en situation de séjour illégal sur le territoire belge, *quod non.* »

CCE arrêt 308950 du 26/06/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Indéfini

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

In de bestreden beslissing motiveert de adjunct-commissaris dat **verzoekster**, die **de Iraakse nationaliteit bezit**, de **mogelijkheid** heeft om **haar verblijf in Spanje**, waar haar moeder subsidiaire bescherming kreeg toegekend, **te regulariseren als familielid** van een begunstigde van internationale bescherming, waardoor haar **terugkeer naar Irak louter hypothetisch is**. De adjunct-commissaris verwijst in dit verband naar artikel 23 van de richtlijn 2011/95/EU, op grond waarvan de lidstaten ertoe gehouden zijn om te waarborgen dat gezinsleden van een persoon die internationale bescherming geniet in de betrokken lidstaat, en die zelf niet in aanmerking komen voor dergelijke bescherming, overeenkomstig de nationale procedures en voor zover verenigbaar met de persoonlijke juridische status van het gezinslid, aanspraak kunnen maken op een aantal voordelen, zoals het bekomen van een verblijfstitel of de toegang tot diverse basisvoorzieningen. Aldus oordeelt de adjunct-commissaris dat de vrees die in verzoeksters naam door haar moeder wordt ingeroepen ten overstaan van Irak niet gegrond is.

Ter terechtzitting geeft de vertegenwoordigster van de adjunct-commissaris aan **afstand** te doen van het in de bestreden beslissing ingenomen standpunt inzake artikel 23 van de richtlijn 2011/95/EU "gezien de gewijzigde rechtspraak" en zich te gedragen naar de wijsheid van de Raad.

De Raad merkt op dat de keuze van verzoekster om haar verzoek om internationale bescherming in België in te dienen, niettegenstaande de mogelijkheid die zij zou hebben om in Spanje een verblijfstitel te bekomen als familielid van een begunstigde van internationale bescherming, niet strijdig is met enige rechtsregel en de adjunct-commissaris niet vrijstelt van zijn verplichting om het risico op vervolging of ernstige schade dat verzoekster mogelijks loopt in Irak te onderzoeken. Te dezen kon de adjunct-commissaris zich niet, zonder een **appreciatiefout** te begaan, beroepen op het hypothetische karakter van verzoeksters terugkeer naar Irak om te oordelen dat haar eventuele vrees voor vervolging aldaar niet gegrond is. De Raad herinnert eraan dat de vraag die moet worden beantwoord is of **verzoekster in haar land van nationaliteit wordt blootgesteld aan vervolging of ernstige schade en niet of zij daarheen al dan niet kan terugkeren**. Het zijn met andere woorden de gevolgen van de hypothese van een terugkeer naar dit land, en niet deze hypothese zelf, die moeten worden onderzocht. Enkel de in **artikel 57/6, § 3, eerste lid van de Vreemdelingenwet** limitatief opgesomde uitzonderingen, die strikt dienen te worden geïnterpreteerd, ontheffen de verwerende partij van een dergelijk onderzoek ten gronde. De enkele omstandigheid dat de verzoeker om internationale bescherming een verblijfstitel zou kunnen bekomen of internationale bescherming zou kunnen genieten in een andere lidstaat maakt daar geen deel van uit. Overigens staat ook het feit dat een vreemdeling over een verblijfstitel in België zou beschikken er geenszins aan in de weg dat hij of zij een verzoek om internationale bescherming indient of verderzet en dergelijke bescherming desgevallend verkrijgt.

In casu wordt niet betwist dat België verantwoordelijk is voor het behandelen van het verzoek om internationale bescherming van verzoekster. (...) De Raad wijst nog op het bepaalde in artikel 48/6, § 5, enig lid, a), b) en c) van de Vreemdelingenwet. (...)

Door zich in de bestreden beslissing te beperken tot de overweging dat de vrees die verzoeksters moeder in haar naam inroept ten aanzien van Irak niet gegrond is omwille van het hypothetische karakter van verzoeksters terugkeer naar Irak in het licht van de mogelijkheid om in Spanje een verblijfsrecht te bekomen als gezinslid van een begunstigde van internationale bescherming, heeft de adjunct-commissaris het verzoek om internationale bescherming van verzoekster niet onderzocht overeenkomstig de vereisten van artikel 48/6, § 5, enig lid, a), b) en c) van de Vreemdelingenwet. Aldus is de bestreden beslissing behept met **substantiële onregelmatigheid** die door de Raad niet kan worden hersteld.

De Raad kan slechts vaststellen dat de adjunct-commissaris **geen afdoende onderzoek** heeft gevoerd naar de feiten en vrees die verzoekster, bij monde van haar moeder, ter ondersteuning van haar verzoek om internationale bescherming heeft ingeroepen met betrekking tot haar land van nationaliteit, Irak.

Voorts is de in de bestreden beslissing gemaakte beoordeling van verzoeksters eventuele vrees ten aanzien van Marokko, het land van nationaliteit van haar vader, *in casu* niet relevant daar nergens uit blijkt dat verzoekster over de Marokkaanse nationaliteit beschikt.

De Raad **vernietigt** de bestreden beslissing.

procédure CCE
Plein contentieux
nationalité
Irak
dictum arrêt
Annulation

acte attaqué
CG Irrec.-Demande ultérieure
composition du siège
1 juge

Tweede verzoek om internationale bescherming.

Er dient te worden vastgesteld dat verzoekster in het kader van haar huidige (tweede) verzoek om internationale bescherming, bij monde van haar moeder, **geen bijkomende verklaringen** aflegt met betrekking tot de redenen waarom zij meent internationale bescherming nodig te hebben en slechts herhaalt dat zij een mentale achterstand heeft.

In de bestreden beslissing benadrukt de adjunct-commissaris dat in het kader van verzoekster vorige verzoek om internationale bescherming werd besloten tot een weigering van de vluchtelingenstatus en weigering van de subsidiaire beschermingsstatus en dat verzoekster naar aanleiding van het onderhavige verzoek geen elementen aanbracht die de kans aanzienlijk groter maken dat zij voor erkenning als vluchteling in de zin van artikel 48/3 van de Vreemdelingenwet of voor subsidiaire bescherming in de zin van artikel 48/4 van dezelfde wet in aanmerking komt.

De Raad dient evenwel vast te stellen dat het standpunt dat door de verwerende partij wordt ingenomen in haar aanvullende nota neergelegd op 16 april 2024 en ter terechtzitting, namelijk dat verzoekster zich in Spanje op de beschermingsstatus van haar moeder kan beroepen, aangezien zij als begeleide minderjarige haar moeder vergezelde op het moment dat die in Spanje om internationale bescherming verzocht, zij dezelfde procedure volgde als haar moeder en de beslissing tot toekenning van internationale bescherming aan haar moeder naar haar wordt uitgebreid, **afwijkt** van de argumentatie in de beslissing van 11 maart 2020 aangaande verzoeksters **eerste verzoek** om internationale bescherming. **Daarin wordt immers geenszins verwezen naar een vermeende uitbreiding van de subsidiaire beschermingsstatus van verzoeksters moeder naar verzoekster**, doch wel naar artikel 23 van de richtlijn 2011/95/EU en de daaruit voortvloeiende verplichting voor de lidstaten om te waarborgen dat bepaalde gezinsleden van een persoon die internationale bescherming geniet, die zelf niet in aanmerking komen voor dergelijke bescherming, aanspraak kunnen maken op een aantal voordelen zoals het bekomen van een verblijfstitel of de toegang tot diverse basisvoorzieningen. De toenmalige commissaris-generaal was van oordeel dat verzoeksters moeder zich, wat betreft verzoeksters status of verblijfsregeling, alsook die van haar zus en stiefvader, in geval van een terugkeer naar Spanje, dient te beroepen op de geëigende procedures die haar naar Spaans recht ter beschikking staan, en eventuele kritieken die ze daaromtrent heeft aldaar te doen gelden. Daarmee gaf de toenmalige commissaris-generaal aldus in zijn beslissing aangaande verzoeksters eerste verzoek om internationale bescherming **impliciet te kennen dat verzoekster niet onder het beschermingsstatuut van haar moeder valt of kan genieten van een automatische uitbreiding daarvan**, in tegenstelling tot wat thans in haar aanvullende nota en ter terechtzitting door de verwerende partij wordt voorgehouden.

Verzoekster merkt in haar verzoekschrift terecht op dat het administratief dossier geen enkele aanwijzing bevat dat zij net als haar moeder in aanmerking zou komen voor een internationale beschermingsstatus in Spanje. Uit geen enkel stuk aanwezig in het administratief dossier of, bij uitbreiding, het rechtsplegingsdossier kan blijken dat verzoekster over een internationale beschermingsstatus beschikt in Spanje. Dit blijkt evenmin uit de verklaringen van verzoeksters moeder. (...) Waar niet wordt betwist dat verzoekster haar land van herkomst samen met haar moeder heeft verlaten en zij ook samen Spanje zijn binnen gekomen, kan nergens uit blijken dat het verzoek om internationale bescherming dat vervolgens door verzoeksters moeder in Spanje werd ingediend ook namens verzoekster als begeleide minderjarige werd ingediend, noch dat de daaropvolgende beslissing tot toekenning van internationale bescherming aan verzoeksters moeder werd uitgebreid naar verzoekster. Dit kan althans niet zonder meer worden afgeleid uit de **artikels** van de **Spaanse wet** waarnaar de verwerende partij in haar aanvullende nota verwijst, nog daargelaten de vaststelling dat geen voor eensluidend verklaarde vertaling van de relevante artikels wordt gevoegd. Ook de landeninformatie van **AIDA** die de verwerende partij bij haar aanvullende nota voegt biedt op dit punt **geen verheldering**. Dat verzoeken door of namens begeleide minderjarige kinderen in Spanje doorgaans eenzelfde uitkomst kennen als het verzoek van de ouder(s), zoals de verwerende partij in haar aanvullende nota betoogt, kan naar het oordeel van de Raad in casu niet volstaan om aan te nemen dat verzoekster in Spanje de subsidiaire beschermingsstatus toegekend kreeg op dezelfde gronden als haar moeder.

De vraag of verzoeksters moeder op heden nog steeds internationale bescherming en een verblijfsrecht geniet in Spanje is in de huidige stand van zaken niet relevant, in de mate dat op basis van de beschikbare gegevens niet vaststaat dat verzoekster initieel als begeleidende minderjarige samen met haar moeder subsidiaire bescherming kreeg toegekend in Spanje noch dat de aldaar aan haar moeder verleende beschermingsstatus automatisch werd uitgebreid tot verzoekster als minderjarig kind.

De Raad meent dat essentiële elementen ontbreken en vernietigt de bestreden beslissing.

CCE arrêt 308952 du 26/06/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Indéfini

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Irrec.-Demande ultérieure

composition du siège

1 juge

Tweede verzoek om internationale bescherming.

Er dient te worden vastgesteld dat verzoekster in het kader van haar huidige (tweede) verzoek om internationale bescherming, bij monde van haar moeder, verklaart dat zij in België hoort en niet terug kan naar Marokko of Irak, aangezien zij dan naar iets onbekends zou gaan.

In de bestreden beslissing benadrukt de adjunct-commissaris dat in het kader van verzoekster vorige verzoek om internationale bescherming werd besloten tot een weigering van de vluchtelingenstatus en weigering van de subsidiaire beschermingsstatus en dat verzoekster naar aanleiding van het onderhavige verzoek geen elementen aanbracht die de kans aanzienlijk groter maken dat zij voor erkenning als vluchteling in de zin van artikel 48/3 van de Vreemdelingenwet of voor subsidiaire bescherming in de zin van artikel 48/4 van dezelfde wet in aanmerking komt.

Ter terechtzitting geeft de vertegenwoordigster van de adjunct-commissaris evenwel aan **afstand** te doen van het in de beslissing aangaande verzoeksters eerste verzoek ingenomen **standpunt inzake artikel 23 van de richtlijn 2011/95/EU** “gezien de gewijzigde rechtspraak” en zich te gedragen naar de wijsheid van de Raad. Aldus geeft de verwerende partij te kennen dat zij niet langer van oordeel is dat de vrees die verzoekster zou koesteren ten aanzien van het land van herkomst van haar moeder, zijnde Irak, dan wel ten aanzien van het land van herkomst van haar vader, zijnde Marokko, niet gegrond is omdat verzoeksters moeder in Spanje de subsidiaire beschermingsstatus kreeg toegekend en overeenkomstig artikel 23 van de richtlijn 2011/95/EU de mogelijkheid heeft om aldaar een verblijfsrecht te bekomen voor verzoekster als familielid van een begunstigde van internationale bescherming, zodat de eventuele terugkeer van verzoekster naar een van voornoemde landen louter hypothetisch is. Daar de verwerende partij thans afstand doet van deze redenering, op grond waarvan zij voorheen tot de conclusie kwam dat verzoekster geen gegronde vrees koestert ten aanzien van het land van herkomst van haar moeder – wat betreft verzoeksters vrees ten aanzien van het land van herkomst van haar vader, Marokko, werd in de weigeringsbeslissing aangaande verzoeksters eerste verzoek tevens gewezen op het feit dat haar vader er niet in slaagde zijn vrees ten opzichte van Marokko aannemelijk te maken en verzoeksters moeder verklaarde dat er, behalve de redenen waarom haar vader Marokko verliet, voor verzoekster geen andere redenen zijn waarom zij niet naar Marokko zou kunnen gaan –, **kan zij niet langer volhouden dat er in casu geen nieuwe elementen voorliggen die verzoeksters kans op internationale bescherming minstens aanzienlijk groter maken.**

Verder kan niet blijken dat verzoekster, die nog niet geboren was op het moment dat haar moeder in Spanje om internationale bescherming verzocht, net als haar moeder aldaar internationale bescherming geniet, noch zijn er aanwijzingen dat verzoekster valt onder één van de andere in artikel 57/6, § 3, eerste lid van de Vreemdelingenwet limitatief opgesomde uitzonderingen op de regel dat het onderzoek van een vrees voor vervolging dient te gebeuren ten aanzien van het land van nationaliteit van de verzoeker om internationale bescherming.

Te dezen dient te worden vastgesteld dat verzoekster blijkens de stukken aanwezig in het administratief dossier van **onbepaalde nationaliteit** is. De moeder van verzoekster verklaarde tijdens het persoonlijk onderhoud in het kader van verzoeksters vorige verzoek dat verzoekster de Iraakse nationaliteit niet kan krijgen omdat haar vader geen Irakees is en dat haar familie haar zou bevestigen hebben dat een Iraakse vrouw die samen is met een buitenlander haar nationaliteit niet aan haar kinderen kan geven. Uit het administratief dossier kan niet blijken dat deze verklaringen nader werden onderzocht, noch dat er andere stappen werden gezet om de nationaliteit van verzoekster te bepalen. De Raad merkt op dat dit door de verwerende partij in het kader van verzoeksters eerste verzoek klaarblijkelijk niet nodig werd geacht, gelet op het destijds ingenomen standpunt dat een onderzoek van de nood aan internationale bescherming ten aanzien van het land van nationaliteit zich niet opdringt in de mate dat een terugkeer daarheen louter hypothetisch is omwille van de mogelijkheid voor verzoekster om een verblijfstitel te bekomen in Spanje als familielid van een begunstigde van internationale bescherming. Ten overvloede wordt er nog op gewezen dat het te dezen **geenszins aan de Raad toekomt**, die hiertoe de nodige onderzoeksbevoegdheid en de rechtsmacht ontbeert, om onderzoek in te stellen teneinde **verzoeksters nationaliteit te bepalen.**

Het ontbeert de Raad aan essentiële elementen en de bestreden beslissing wordt bijgevolg vernietigd.

CCE arrêt 308838 du 25/06/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Syrie

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Irrec.-P.I. autre état membre UE

composition du siège

1 juge

"En l'espèce, le Conseil constate tout d'abord qu'il n'est pas contesté que le requérant a obtenu un statut de protection internationale en Grèce.

Ensuite, le requérant fait à cet égard valoir les conditions de vie difficiles dans lesquelles il a vécu durant son séjour en Grèce, ainsi que sa vulnérabilité particulière.

Le Conseil observe qu'il ressort en substance des développements de la requête que le requérant craint essentiellement de se retrouver, en cas de retour en Grèce, dans une situation de dénuement matériel extrême et de ne pas (plus) pouvoir se prévaloir de la protection qu'il a obtenue en Grèce.

Dans la mesure où la partie requérante apporte des éléments au soutien de sa crainte de se retrouver, en cas de renvoi en Grèce, dans une situation contraire à l'article 3 de la CEDH et à l'article 4 de la Charte, il appartient dès lors au Conseil, conformément à la jurisprudence de la CJUE, « d'apprécier, sur la base d'éléments objectifs, fiables, précis et dûment actualisés et au regard du standard de protection des droits fondamentaux garanti par le droit de l'Union, la réalité de défaillances soit systémiques ou généralisées, soit touchant certains groupes de personnes » (...).

Dans la présente affaire, dans la lignée du raisonnement appliqué par la Cour dans son arrêt Addis (CJUE, arrêt du 16 juillet 2020, affaire C-517/17, Milkiyas Addis contre Bundesrepublik Deutschland, point 52), le Conseil estime qu'il lui revient de procéder à l'analyse suivante: il convient, tout d'abord, d'examiner la situation qui prévaut en Grèce pour les bénéficiaires d'un statut de protection internationale, pour voir s'il y a lieu de conclure que cette situation présente des défaillances soit systémiques ou généralisées, soit touchant certaines catégories de personnes. A défaut de telles défaillances, il échet au Conseil d'analyser la situation individuelle du requérant à l'aune de cette situation générale.

(...)

Sur base des informations les plus récentes en sa possession, transmises par la partie requérante, dont le « Country Report : Greece. Update 2022 » publié par AIDA/ECRE en juin 2023 (...), le Conseil se rallie aux conclusions de son arrêt n° 299 299 rendu en chambres réunies le 21 décembre 2023 (...).

S'agissant de sa situation individuelle, le requérant invoque les conditions de vie difficiles dans lesquelles il a vécu durant son séjour en Grèce. Plus précisément, il expose qu'il n'a pas, dans un premier temps, reçu de soutien psychologique et que ce n'est que suite à deux tentatives de suicide qu'il a pu bénéficier d'un suivi psychologique de base (...). Il fait également état de négligences dans le cadre du traitement de son dossier : alors qu'il bénéficiait déjà d'une protection internationale, les autorités helléniques lui ont délivré un ordre de quitter le territoire (...).

À l'appui de son argumentation, le requérant dépose des attestations psychologiques (...) dont il ressort qu'il souffre de problèmes psychiques sérieux (dépression et syndrome de stress posttraumatique sévère avec présence d'hallucinations), notamment provoqués par son vécu en Grèce, pour lesquels il bénéficie, en Belgique, d'un traitement psychopharmacologique et d'un suivi de prévention au suicide. La psychologue S. K. insiste en outre sur la nécessité de lui offrir un espace sécurisant.

Le Conseil est d'avis que ces éléments psychologiques confèrent au requérant une vulnérabilité accrue.

Or, au vu de l'expérience personnelle que le requérant décrit avoir vécue en Grèce et compte tenu du contexte prévalant actuellement dans ce pays pour les bénéficiaires d'une protection internationale, le Conseil estime que le requérant peut se prévaloir de circonstances exceptionnelles qui lui sont propres et qui impliquent qu'il est raisonnable de penser que le requérant se trouverait, en raison de sa vulnérabilité particulière, indépendamment de sa volonté et de ses choix personnels, dans une situation de dénuement matériel extrême qui ne lui permettrait pas de faire face à ses besoins les plus élémentaires, tels que notamment ceux de se nourrir, de se laver et de se loger, et qui porterait atteinte à sa santé physique ou mentale ou le mettrait dans un état de dégradation incompatible avec la dignité humaine,

emportant la violation de l'article 3 de la CEDH et de l'article 4 de la Charte (CJUE, 16 juillet 2020, C-517/17, Addis, pt. 52, en référence à la CJUE 19 mars 2019, Jawo, C-163/17, EU:C:2019:218, point 95).

Partant de ce constat, il apparaît qu'en l'espèce, la partie défenderesse n'est pas fondée à faire usage de la faculté qui lui est offerte de considérer la demande de protection internationale du requérant comme irrecevable en application de l'article 57/6, § 3, alinéa 1er, 3°, de la loi du 15 décembre 1980, pour le motif qu'une protection internationale a déjà été accordée au requérant dans un autre État membre, en l'occurrence la Grèce.

(...)

Par conséquent, il convient de procéder à l'examen au fond de la demande de protection internationale du requérant au regard de son pays d'origine, en l'occurrence la Syrie, et des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. (...)

Le requérant fait état, de manière crédible, d'une persécution passée : en effet, il déclare qu'il a été arrêté par des membres de l'armée libre syrienne pendant sept jours en 2018 et que son père a dû payer une importante somme d'argent pour le faire libérer (dossier de la procédure, pièce 12). Le Conseil estime que le requérant a subi une persécution passée au sens de l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980 en raison de ses opinions politiques (du moins imputées).

(...)

En l'espèce, il n'aperçoit pas de bonnes raisons de croire qu'une telle persécution ne se reproduira pas. Au vu des développements qui précèdent, le Conseil considère donc que le requérant nourrit avec raison une crainte d'être persécuté en cas de retour en Syrie (...).

procédure CCE
Annulation
acte attaqué
ANNEXE 13
composition du siège
1 juge

acte attaqué
ANNEXE 13sexies
nationalité
Congo (RDC)
dictum arrêt
Annulation

OQT et interdiction d'entrée - OQT fondé sur art 7 al1er (demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis) et sur art 7 al3 (comportement considéré comme pouvant compromettre l'ordre public) ; le requérant, en prison lors de la prise des AA, était en ordre de séjour au moment de son incarcération - PR: un OQT et une interdiction d'entrée doivent être précédés d'une décision de fin de séjour, puisque le requérant était en ordre de séjour lorsqu'il a été incarcéré et ne pouvait, ni ne devait, solliciter le renouvellement de sa carte à partir de l'établissement pénitentiaire + apprenant sa radiation, qui n'aurait pas dû arriver puisqu'il était détenu, il a sollicité le renouvellement de son séjour le 29 octobre 2020, mais n'a pas reçu de réponse.

CCE: Concernant l'OQT

Sur le 1er motif => le requérant était bien en séjour légal lors de son incarcération - or l'art 32 AR prévoit que l'obligation de demander le renouvellement des documents de séjour est suspendue lq l'étranger est arrêté ou détenu dans un établissement pénitentiaire -> donc il n'aurait pas dû faire l'objet d'une radiation d'office et la PD devait prendre une décision mettant fin à son séjour avant d'adopter un oqt + demande de renouvellement tjs pendante (contrairement à ce que soutient la PD, il ne s'agit pas d'un recours gracieux qui n'oblige à aucune réponse) - donc le 1er motif ne peut fonder l'OQT -

Sur le 2nd motif => pas valable car la PD n'a pas, au préalable mis fin au séjour du requérant et répondu à sa demande de renouvellement -

NO => ne peut renverser ces constats dès lors que la PD n'aborde pas la question de la suspension de l'obligation de demander la prorogation d'un titre de séjour pour les personnes détenues -

Quant à l'IE: lié à OQT => Annulation des 2 AA

"3.2.2. En termes de recours, la partie requérante rappelle qu'elle était en ordre de séjour lorsqu'elle a été incarcérée (titre de séjour limité valable jusqu'au 22 octobre 2019), qu'elle ne devait pas solliciter le renouvellement de sa carte à partir de l'établissement pénitentiaire, qu'elle n'aurait pas dû être radiée puisqu'elle était détenue, qu'elle a sollicité le renouvellement de son séjour par l'entremise de son conseil le 29 octobre 2020 et qu'elle n'a jamais eu de réponse à cette demande.

3.2.3. Sur la base du dossier administratif, le Conseil constate que la partie requérante était en ordre de séjour lors de son incarcération. En effet, le 22 novembre 2018, le titre de séjour limité de la partie requérante a été renouvelé jusqu'au 22 octobre 2019. La partie requérante ayant été arrêtée et incarcérée le 23 mai 2019, elle était bien en séjour légal lors de son incarcération.

Or, l'article 31, 1° de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers auquel renvoie l'article 32 de ce même arrêté royal prévoit que : « La durée de validité des titres et documents de séjour suivants est établie comme suit : 1° [sans préjudice des 6°, 12° et 18° à 22°], le titre de séjour, établi conformément au modèle figurant à l'annexe 6, attestant que l'étranger est admis ou autorisé au séjour pour une durée limitée, a une durée de validité correspondant à la durée de l'autorisation de séjour octroyée ou de l'admission de séjour reconnue ; [...] ».

L'article 32 de l'arrêté royal précité prévoit que : « §1er. Sous réserve du paragraphe 2, l'étranger est tenu de demander le renouvellement des documents visés à l'article 31, 1°, 2°, 4° [5°, 7° à 11°, 14° et 15] dont il est titulaire, auprès du Bourgmestre de sa commune de résidence ou de son délégué, entre le quarantième et le trentième jour avant sa date d'échéance. L'étranger admis ou autorisé au séjour limité apporte à l'appui de sa demande de renouvellement les documents attestant qu'il remplit toujours les conditions mises à son séjour. §2. L'obligation de demander le renouvellement des documents de séjour visés au paragraphe 1er est suspendue dans les hypothèses suivantes : 1° [...] 2° l'étranger est arrêté ou détenu dans un établissement pénitentiaire ou de défense sociale. Toutefois, le Directeur de l'établissement pénitentiaire ou de défense sociale est tenu, lors de l'écrou ou de l'internement et durant toute sa durée de s'assurer de la situation administrative de séjour de l'intéressé ; [...] ».

Au vu de ces dispositions, la partie requérante se trouvant en détention avant l'expiration de son titre de séjour limité et pendant toute la période pendant laquelle elle aurait dû en principe solliciter ce renouvellement (« l'étranger est tenu

de demander le renouvellement des documents [...] entre le quarantième et le trentième jour avant sa date d'échéance » et son titre de séjour étant valable jusqu'au 22 octobre 2019), son obligation de demander le renouvellement de son titre de séjour était suspendue. Partant, la partie requérante n'aurait pas dû faire l'objet d'une radiation d'office le 23 octobre 2019. Dès lors, le Conseil estime que la partie défenderesse devait prendre une décision mettant fin au séjour de la partie requérante avant d'adopter un ordre de quitter le territoire.

Quoi qu'il en soit, il ressort du dossier administratif que la partie requérante a sollicité le renouvellement de son titre de séjour le 29 octobre 2020 par l'intermédiaire de son conseil. Cette demande est considérée comme toujours pendante puisque la partie défenderesse n'y a pas répondu. Puisqu'une demande expresse de renouvellement a été formulée dès que la partie requérante a eu connaissance de sa radiation d'office, et au vu du contexte de l'espèce évoqué ci-dessus (détention de la partie requérante, suspension de l'obligation de demande de prorogation...) à tout le moins, il ne saurait être considéré, comme le soutient la partie défenderesse dans sa note d'observations, qu'elle serait dispensée de répondre à la demande de renouvellement dès lors qu'elle ne pourrait être considérée que comme un recours gracieux qui n'oblige à aucune réponse.

Le premier motif de l'ordre de quitter le territoire reposant sur le constat selon lequel « L'intéressé n'est pas en possession d'un passeport valable ni d'un visa/titre de séjour valable au moment de son arrestation » ne se vérifie donc pas à la lecture du dossier administratif et ne peut valablement fonder le premier acte attaqué.

S'agissant du second motif de l'ordre de quitter le territoire motivé par le comportement de la partie requérante, laquelle est considérée comme pouvant compromettre l'ordre public, le Conseil est d'avis qu'il n'a pas été pris valablement par la partie défenderesse à défaut pour elle d'avoir au préalable mis fin au séjour de la partie requérante et répondu à sa demande de renouvellement.

3.3. Dans sa note d'observations, sur la problématique évoquée ci-dessus, la partie défenderesse fait valoir ce qui suit : « 1. [...] L'ordre de quitter le territoire ayant été pris en vertu de l'article 7, alinéa 1er, 1°, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la partie adverse agit dans le cadre d'une compétence liée et ne dispose d'aucun pouvoir d'appréciation lorsqu'il est constaté que l'étranger se trouve dans un des cas visés à l'article 7, alinéa 1er, 1°, 2°, 5°, 9°, 11° ou 12°. Il est rappelé qu'en l'absence de pouvoir d'appréciation, la partie adverse était tenue de prendre l'acte attaqué. 2. En tout état de cause, l'ordre de quitter le territoire ne fait que tirer les conséquences de ce que la partie requérante n'est pas admise ni autorisée au séjour.

2.1. Il ressort du dossier administratif que la partie requérante ne dispose pas des documents requis par l'article 2, son passeport n'étant revêtu d'aucun visa l'autorisant à séjourner sur le territoire belge. En effet, il ressort du dossier administratif que l'autorisation de séjour de la partie requérante était limitée conformément à l'article 13, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980, qui dispose que : « § 1er. Sauf prévision expresse inverse, l'autorisation de séjour est donnée pour une durée limitée, soit fixée par la présente loi, soit en raison de circonstances particulières propres à l'intéressé, soit en rapport avec la nature ou la durée des prestations qu'il doit effectuer en Belgique. » La dernière autorisation accordée à la partie requérante le 22 octobre 2018 prolongeait son autorisation de séjour jusqu'au 22 octobre 2019 et indiquait expressément qu'elle devait en demander le renouvellement entre le 45e et le 30e jours précédant l'échéance du 22 octobre 2019.

La prolongation de son autorisation de séjour était en outre soumise au dépôt de diverses pièces. Il ressort du dossier que la partie requérante ne s'est pas présentée dans le délai requis et n'a, en outre, produit aucune des pièces exigées par la partie adverse. Son autorisation de séjour valable jusqu'au 22 octobre 2019 a dès lors expiré vu sa nature limitée, en l'absence du respect des conditions mises au renouvellement de celle-ci. Partant, dès lors qu'il n'y avait plus d'autorisation de séjour à renouveler, sa précédente autorisation ayant disparu depuis le 22 octobre 2019, il n'y avait pas lieu de faire suite au courrier de son précédent conseil du 29 octobre 2020 sollicitant le renouvellement d'une autorisation alors inexistante et ne pouvant donc s'analyser que comme un recours gracieux auquel l'administration n'est pas tenue de répondre. La partie requérante ne peut dès lors estimer qu'elle dispose toujours d'un droit de séjour auquel il faudrait mettre un terme. 2.2. La partie adverse, constatant donc que la partie requérante tombe dans le cas visé à l'article 7, alinéa 1er, 1°, de la loi du 15 décembre 1980, avait partant l'obligation de prendre un ordre de quitter le territoire et ce constat suffit à lui seul à motiver valablement, en fait et en droit, la décision entreprise. » Cette argumentation ne peut toutefois renverser les constats opérés au point précédent. En particulier, le Conseil relève que la partie défenderesse n'aborde nullement la question de la suspension de l'obligation de demander la prorogation d'un titre de séjour pour les personnes détenues, alléguée par la partie requérante dans sa requête.

3.4. La première branche du moyen est fondée et suffit à justifier l'annulation de l'ordre de quitter le territoire. Il n'y a dès lors pas lieu d'examiner les autres branches du moyen qui à les supposer fondées, ne sont pas de nature à entraîner une annulation aux effets plus étendus.

3.5. L'interdiction d'entrée attaquée fait état explicitement du lien qui l'unit à l'ordre de quitter le territoire du 16 janvier 2024 délivré à la partie requérante (cf. les termes utilisés : « La décision d'éloignement du 16.01.2024 est assortie de cette interdiction d'entrée »). Cette interdiction d'entrée n'a dès lors été prise que parce qu'un ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement avait été pris à l'égard de la partie requérante.

Le titre III quater de la loi du 15 décembre 1980, inséré par la loi du 19 janvier 2012, sous lequel figure l'article 74/11, contient les « dispositions applicables au retour des ressortissants d'un pays tiers en séjour illégal sur le territoire ». En substance, l'article 74/11, § 1er, alinéa 2 et 3, de la loi précitée dispose qu'une décision d'éloignement prise par la partie défenderesse s'accompagne, en principe, d'une décision d'interdiction d'entrée d'une durée maximale de trois ans dans les cas qu'il énumère et d'une interdiction d'entrée de plus de cinq ans lorsque le ressortissant d'un pays tiers constitue une menace grave pour l'ordre public ou la sécurité nationale. Si l'arrêt du Conseil d'Etat n° 225.056 du 10 octobre 2013 en conclut que les décisions d'éloignement, d'une part, et l'interdiction d'entrée dans le Royaume, d'autre part, sont nécessairement divisibles puisque l'article 74/11, § 2, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 permet au Ministre de « s'abstenir d'imposer l'interdiction d'entrée, dans des cas particuliers, pour des raisons humanitaires », il n'en demeure pas moins qu'il ressort du libellé de cette disposition que l'interdiction d'entrée, bien que « scindable », est clairement liée à la mesure d'éloignement. Dès lors, afin de garantir la sécurité juridique et dans la mesure où l'ordre de quitter le territoire délivré à la partie requérante le 16 janvier 2024 est annulé, il y a lieu également d'annuler l'interdiction d'entrée dont celle-ci est assortie."

CCE arrêt 308769 du 25/06/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Niger

dictum arrêt

Protection subsidiaire

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Sous l'article 48/3, de la loi du 15 décembre 1980

"la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980."

Sous l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980

"il n'est pas contesté que le requérant est un civil au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980, qu'il est de nationalité nigérienne et qu'il est originaire de la région de Dosso.

Dans sa note complémentaire datée du 14 mars 2024, la partie défenderesse reconnaît qu'il ressort des informations dont elle dispose et qu'elle verse au dossier de la procédure que « la situation au Niger, à l'exception de Niamey, peut être qualifiée de conflit armé interne au sens de l'article 48/4, § 2, c de la loi du 15 décembre 1980 ». Il n'est donc pas contesté que la région de Dosso, soit la région d'origine du requérant, est actuellement en proie à un conflit armé.

Par ailleurs, le Conseil rappelle qu'afin qu'un statut de protection subsidiaire puisse être octroyé au requérant conformément à l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980, il doit être question, dans son chef, d'une menace grave contre sa vie ou sa personne, en tant que civil, en raison de la violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé interne ou international. Le Conseil rappelle également que cette disposition législative constitue la transposition de l'article 15, c) de la directive 2011/95/UE et que son contenu est distinct de celui de l'article 3 de la CEDH et que son interprétation doit, dès lors, être effectuée de manière autonome tout en restant dans le respect des droits fondamentaux, tels qu'ils sont garantis par la CEDH (CJUE, 17 février 2009, Meki Elgafaji et Noor Elgafaji c. Staatssecretaris van Justitie, C-465/07, § 28).

En l'espèce, s'agissant des conditions de sécurité dans la région de Dosso, où le requérant a vécu avant de quitter ce pays, le Conseil procède à un examen complet et *ex nunc* de la situation, sur la base des informations les plus récentes mises à sa disposition par les parties.

A cet égard, à la suite de l'ordonnance prise par le Conseil le 31 janvier 2024 en application de l'article 39/62 de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil constate que la partie requérante a déposé une note complémentaire datée du 15 février 2024 qui renvoie à plusieurs sources d'informations relatives à la situation sécuritaire au Niger. Dans cette note complémentaire, la partie requérante soutient que le requérant ne peut pas retourner dans son pays d'origine dès lors que la situation sécuritaire y est instable et difficile.

Quant à la partie défenderesse, elle a déposé au dossier de la procédure, par le biais d'une note complémentaire datée du 14 mars 2024, deux rapports rédigés par son Centre de documentation et de recherches, respectivement intitulés « *COI Focus. Niger. Veiligheidssituatie* » daté du 13 février 2024 et « *COI Focus. Niger. Reismogelijkheden naar Niamey en belangrijke Nigerese steden* » daté du 13 février 2024.

(...) après avoir pris connaissance des informations versées par les deux parties au dossier de la procédure, le Conseil constate que les conditions de sécurité dans plusieurs régions du Niger présentent un caractère complexe, problématique et grave. Toutefois, le Conseil estime que l'appréciation des conditions de sécurité prévalant dans la région de Dosso, d'où le requérant est originaire, doit être distinguée de l'appréciation de la situation prévalant dans d'autres régions, notamment celles de Diffa, Tillabéri et Tahoua où le Conseil a déjà pu conclure, pour ces trois régions précitées, à l'existence d'une violence aveugle exposant de manière indiscriminée à un risque réel d'atteintes graves tous les civils originaires de ces régions, du seul fait de leur présence sur place.

A cet égard, le Conseil constate que, d'après les informations qui lui sont communiquées par la partie défenderesse, la région de Dosso demeure relativement épargnée par rapport à la violence qui sévit dans d'autres régions du pays, en particulier dans les régions de Tillabéri, Tahoua et Diffa. En effet, au cours de la période considérée couverte par le COI Focus du 13 février 2024 déposé par la partie défenderesse (à savoir d'avril 2023 à novembre 2023), l'ACLED n'a enregistré que quatre incidents de violence dont deux dans le département frontalier de Dogondoutchi, un à Dosso et

un à Boboye. (...)

Ainsi, s'il ressort des informations qui lui sont communiquées que l'instabilité au Niger s'étend dans plusieurs régions du pays, et que ce contexte particulier doit inciter les autorités d'asile à faire preuve d'une grande prudence et d'une vigilance certaine dans l'examen des demandes de protection internationale des personnes originaires du Niger, le Conseil estime néanmoins, après avoir procédé à un examen complet et ex nunc de la situation, que ce contexte ne suffit pas à établir que la situation prévalant spécifiquement dans la région de Dosso correspondrait actuellement à une situation de violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, § 2, c de la loi du 15 décembre 1980.

Il découle de ce qui précède qu'en l'absence de toute situation de violence aveugle dans la région de Dosso, le requérant peut en principe vivre dans cette région sans y être exposé à un risque réel d'y subir les atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, c de la loi du 15 décembre 1980. Cette région, qui est à la fois sa région d'origine et de destination effective peut donc être considérée comme « sûre » le concernant et sa présence sur place ne l'exposera pas au moindre risque.

Toutefois, au vu de la situation sécuritaire extrêmement fragile et volatile au Niger et de l'existence avérée d'une situation de violence aveugle d'intensité exceptionnelle caractérisant plusieurs régions du pays, le Conseil estime qu'il doit s'assurer de la possibilité de retour effectif du requérant dans sa région d'origine.

Pour ce faire, le Conseil ne peut faire abstraction, dans son analyse, d'un risque réel de subir des atteintes graves qu'un demandeur pourrait encourir en cas de retour dans son pays parce que, dans ce pays, il serait contraint de traverser des zones caractérisées par une violence aveugle exposant de manière indiscriminée à un risque réel d'atteintes graves tous les civils originaires de ces régions, du seul fait de leur présence sur place, afin d'atteindre sa région d'origine dite « sûre ».

A cet égard, il ressort notamment de l'arrêt *Elgafaji* de la Cour de justice de l'Union européenne du 17 février 2009, les enseignements suivant :

« En outre, il y a lieu d'ajouter que, lors de l'évaluation individuelle d'une demande de protection subsidiaire, prévue à l'article 4, paragraphe 3, de la directive, il peut notamment être tenu compte de:

- l'étendue géographique de la situation de violence aveugle ainsi que de la destination effective du demandeur en cas de renvoi dans le pays concerné, ainsi qu'il ressort de l'article 8, paragraphe 1, de la directive, et
- l'existence, le cas échéant, d'un indice sérieux de risque réel tel que celui mentionné à l'article 4, paragraphe 4, de la directive, indice au regard duquel l'exigence d'une violence aveugle requise pour pouvoir bénéficier de la protection subsidiaire est susceptible d'être moins élevée » (le Conseil souligne).

L'article 8.1 précité de la directive 2011/95/UE, repris à l'article 48/5, §3 de la loi du 15 décembre 1980, dispose comme suit :

« Dans le cadre de l'évaluation de la demande de protection internationale, les États membres peuvent déterminer qu'un demandeur n'a pas besoin de protection internationale lorsque dans une partie du pays d'origine:

- a) il n'a pas une crainte fondée d'être persécuté ou ne risque pas réellement de subir des atteintes graves ; ou
 - b) il a accès à une protection contre les persécutions ou les atteintes graves au sens de l'article 7,
- et qu'il peut, en toute sécurité et en toute légalité, effectuer le voyage vers cette partie du pays et obtenir l'autorisation d'y pénétrer et que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'il s'y établisse » (...).

Il ressort de ce qui précède que le bénéfice de la protection subsidiaire peut aussi résulter, dans le cas où la région que l'intéressé a vocation à rejoindre ne connaît pas une situation de violence aveugle, de la circonstance qu'il ne peut s'y rendre sans nécessairement traverser une zone au sein de laquelle le degré de violence résultant de la situation de conflit armé est tel qu'il existe des motifs sérieux et avérés de croire que l'intéressé se trouverait exposé, du seul fait de son passage, même temporaire, dans la zone en cause, à une menace grave et individuelle contre sa vie ou sa personne. (...)

En l'espèce, la région de Dosso, située dans la partie sud du Niger, est limitée à l'est par la région de Tahoua, au nord-ouest par la région de Tillabéry, et au sud par la république du Bénin et la république fédérale du Nigeria.

(...) [A] la lecture des informations récentes déposées par la partie défenderesse au dossier de la procédure, il apparaît que seul l'aéroport de Niamey dispose de liaisons internationales tandis que les frontières avec le Nigeria et le Bénin sont actuellement fermées (voy. COI Focus Niger. Reismogelijkheden naar Niamey en belangrijke Nigerese steden, daté du 13 février 2024, p. 2 ; COI Focus Niger. Veiligheidssituatie », daté du 13 février 2024, p. 33).

Il est donc établi qu'un éventuel retour du requérant vers le Niger le fera obligatoirement transiter par l'aéroport international de Niamey, situé en plein cœur de la région de Tillabéry, ce d'autant que même à supposer la réouverture des frontières avec le Bénin et le Nigeria, rien ne démontre à ce jour qu'il pourra transiter par ces pays et s'y déplacer en

toute sécurité.

Ensuite, pour atteindre la région de Dosso à partir de Niamey, il ressort des informations déposées au dossier administratif que le requérant devra obligatoirement emprunter l'une des deux routes qui relient les deux villes, dès lors qu'il n'existe actuellement aucun vol intérieur ni possibilité de transport par voie ferroviaire. (...)

Il est donc établi que, pour rejoindre la région de Dosso, le requérant devrait nécessairement traverser, à tout le moins, la région de Tillabéry. Or, à cet égard, il ressort de l'analyse de la partie défenderesse dans sa note complémentaire du 14 mars 2024 que « Les régions les plus touchées par la violence au Mali [Ndlr : lire au Niger] sont celles de Tillabéry et Diffa. La violence y prend actuellement un caractère généralisé et aveugle au point de pouvoir affirmer qu'un civil, du seul fait de sa présence, y court un risque réel de subir une atteinte grave telle que visée à l'article 48/4 §2 c) de la loi du 15 décembre 1980 ». Cette analyse rejoint d'ailleurs celle du Conseil qui a lui-aussi déjà conclu à l'existence d'une situation de violence aveugle exposant de manière indiscriminée à un risque réel d'atteintes graves tous les civils originaires de la région de Tillabéry, du seul fait de leur présence sur place. (...)

Au vu des éléments indiqués supra, il est établi que le requérant ne pourra se rendre dans la région de Dosso qu'en traversant une zone, en l'occurrence la région de Tillabéry, au sein de laquelle le degré de violence résultant de la situation de conflit armé est tel qu'il existe des motifs sérieux et avérés de croire qu'il se trouvera exposé, du seul fait de son passage, même temporaire, dans cette zone, à une menace grave et individuelle contre sa vie ou sa personne au sens de l'article 48/4, § 2, c de la loi du 15 décembre 1980.

A cet égard, la circonstance que très peu d'incidents ont été répertoriés au cours de ces derniers mois sur les deux routes qui relient Niamey à Dosso ne peut faire obstacle à ce que la protection subsidiaire soit accordée au requérant. En effet, la violence généralisée et aveugle qui sévit dans la région de Tillabéry et qui fait dire à la partie défenderesse qu'un civil, du seul fait de sa présence dans cette région, y court un risque réel de subir une atteinte grave telle que visée à l'article 48/4 §2 c) de la loi du 15 décembre 1980, concerne bien toute cette région, sans que les deux routes précitées ne fassent exception.

Ainsi, au risque de rendre l'examen du besoin de protection subsidiaire démesurément complexe et, partant, de risquer de rendre l'accès à la protection subsidiaire ineffectif, le Conseil estime inadéquat d'opérer, au sein d'une même étendue géographique où le degré d'intensité de la violence aveugle est considéré comme étant exceptionnel, des distinctions selon certains lieux – en l'occurrence des routes – qui feraient exception à la violence aveugle.

En tout état de cause, le Conseil estime que le seul fait que peu d'incidents ont été répertoriés au cours de ces derniers mois sur les deux routes qui relient Niamey à Dosso ne permet pas de renverser le constat selon lequel ces routes traversent une région que la partie défenderesse reconnaît comme étant caractérisée par une situation de violence aveugle de très haute intensité.

En conséquence, au vu des développements qui précèdent, le Conseil estime qu'il existe des sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans la région de Dosso, d'où il est originaire, le requérant encourrait, dès lors qu'il doit traverser la région de Tillabéry pour s'y rendre, un risque réel de subir les atteintes graves telles que visées à l'article 48/4, § 2, c de la loi du 15 décembre 1980."

procédure CCE
Plein contentieux
nationalité
Palestine
dictum arrêt
Reconnaissance

acte attaqué
CG Irrec.-Demande ultérieure
composition du siège
1 juge

"Examen de la recevabilité de la troisième demande de protection internationale du requérant

Tout d’abord, il convient de vérifier si la troisième demande de protection internationale du requérant est recevable.

En l’espèce, le Conseil estime non seulement que le requérant a présenté des nouveaux éléments qui augmentent de manière significative la probabilité qu’il puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l’article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 ou à la protection subsidiaire au sens de l’article 48/4 de la même loi, mais également que la partie défenderesse n’est pas fondée à faire usage de la faculté qui lui est offerte de considérer la demande de protection internationale du requérant comme irrecevable en application de l’article 57/6, § 3, alinéa 1^{er}, 3°, de la loi du 15 décembre 1980, pour le motif qu’une protection internationale a déjà été accordée au requérant dans un autre État membre, en l’occurrence la Grèce.

En effet, le requérant avance que ses documents de séjour grecs sont arrivés à expiration (...).

Le requérant invoque également sa vulnérabilité particulière. (...).

Enfin, les deux parties déposent des informations sur la situation générale des bénéficiaires d’un statut de protection internationale en Grèce, en particulier concernant la situation des personnes dont le titre de séjour a expiré (...).

S’agissant de la situation générale (actuelle) des bénéficiaires d’un statut de protection internationale en Grèce, le Conseil se rallie, sur base des informations les plus récentes en sa possession, transmises par les deux parties (...), aux conclusions de son arrêt n° 299 299 rendu en chambres réunies le 21 décembre 2023, (...).

*"(...) Eu égard aux informations en sa possession au stade actuel de la procédure, le Conseil considère qu’il ne peut être conclu que les conditions de vie en Grèce des bénéficiaires d’un statut de protection internationale sont telles que s’ils retournaient dans ce pays, ils seraient a priori tous et automatiquement confrontés à un risque réel de se retrouver dans une situation de dénuement matériel extrême face à laquelle les autorités grecques sont (ou seraient) indifférentes et qu’une évaluation individuelle plus poussée ne serait plus nécessaire.
(...)"*

S’agissant en particulier de la situation des bénéficiaires d’un statut de protection internationale dont le titre de séjour est périmé, il ressort des informations précitées que le renouvellement et/ou la prolongation des permis de séjour des bénéficiaires d’un statut de protection internationale qui reviennent en Grèce en provenance d’un autre État membre sont extrêmement difficiles et peuvent prendre plusieurs mois, voire plus d’un an. (...)

Le fait de disposer ou non d’un permis de séjour valide est dès lors un facteur important en ce qui concerne le risque pour les bénéficiaires d’un statut de protection internationale en Grèce de se retrouver sans abri et, le cas échéant, de se retrouver dans une situation de dénuement matériel extrême. Tel est également le cas pour les bénéficiaires d’un statut de protection internationale qui reviennent d’un autre Etat membre de l’Union européenne. L’absence d’un titre de séjour valide pour les bénéficiaires d’un statut de protection internationale retournant en Grèce peut donc constituer un obstacle important à l’exercice de leurs droits en tant que personnes bénéficiant d’une protection internationale dans ce pays et doit donc être prise en compte dans une évaluation prospective des conditions de vie prévisibles du demandeur en tant que bénéficiaire d’un statut de protection internationale lors de son retour en Grèce.

Il ressort en définitive des informations figurant au dossier qu’outre un certain degré d’autonomie et l’absence de vulnérabilité particulière, il est également nécessaire pour un bénéficiaire d’un statut de protection internationale de disposer de ressources, d’un réseau ou d’un autre soutien afin de pouvoir, dans l’attente du renouvellement de ses documents de séjour grecs, qui peut prendre un temps certain, faire face aux difficultés auxquelles il peut être confronté durant cette période d’attente, après son renvoi en Grèce, en ce qui concerne l’accès aux soins de santé, au marché du travail, à l’aide sociale et au logement.

En l'espèce, le Conseil est d'avis que le requérant présente des éléments psychologiques qui lui confèrent une vulnérabilité accrue. (...)

Au vu de l'expérience personnelle que le requérant décrit avoir vécue en Grèce (...) et compte tenu du contexte prévalant actuellement dans ce pays pour les bénéficiaires d'une protection internationale, le Conseil estime que le requérant peut se prévaloir de circonstances exceptionnelles qui lui sont propres et qui impliquent qu'il est raisonnable de penser que le requérant se trouverait, en raison de sa vulnérabilité particulière, indépendamment de sa volonté et de ses choix personnels, dans une situation de dénuement matériel extrême qui ne lui permettrait pas de faire face à ses besoins les plus élémentaires, tels que notamment ceux de se nourrir, de se laver et de se loger, et qui porterait atteinte à sa santé physique ou mentale ou le mettrait dans un état de dégradation incompatible avec la dignité humaine, emportant la violation de l'article 3 de la CEDH et de l'article 4 de la Charte (CJUE, 16 juillet 2020, C-517/17, Addis, pt. 52, en référence à la CJUE 19 mars 2019, Jawo, C-163/17, EU:C:2019:218, point 95).

(...)

Examen du fondement de la troisième demande de protection internationale du requérant

Ensuite, il convient d'examiner le bienfondé de la demande de protection internationale du requérant.

(...)

In casu, il n'est pas contesté que le requérant est un apatride palestinien originaire de la bande de Gaza qui bénéficiait de l'assistance de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (...).

Selon l'enseignement de la CJUE (El Kott et autres c. Bevándorlási és Állampolgársági Hivatal, 19 décembre 2012, affaire C-364/11) relatif à l'article 12, § 1^{er}, a, de la directive 2004/83/CE du Conseil de l'Union européenne du 29 avril 2004, (...), «*il est [...] nécessaire de préciser dans quelles conditions l'assistance fournie par l'UNRWA pourrait être considérée comme ayant cessé [...]* » (§ 55), «*c'est non seulement la suppression même [...] [de l'UNRWA] qui implique la cessation de la protection ou de l'assistance fournie par cet [...] [office] mais également l'impossibilité pour cet organisme ou cette institution d'accomplir sa mission* (§ 56), «*c'est avant tout l'assistance effective fournie par l'UNRWA et non l'existence de celui-ci qui doit cesser pour que la cause d'exclusion du statut de réfugié ne trouve plus à s'appliquer* » (§ 57) et «*les termes [...] [de l'article 12, § 1^{er}, a, seconde phrase,] peuvent être lus comme [...] visant [...] des événements qui concernent l'UNRWA directement, tels que la suppression de cet organisme ou un événement le plaçant, d'une manière générale, dans l'impossibilité d'accomplir sa mission* » (§ 58).

Il n'est pas soutenu en l'espèce que l'UNRWA aurait cessé d'exister. La question est dès lors de déterminer, conformément aux enseignements précités de la CJUE, si un événement concernant l'UNRWA directement le place, d'une manière générale, dans l'impossibilité d'accomplir actuellement sa mission à l'égard des réfugiés palestiniens placés sous son assistance.

Il est de notoriété publique que l'UNRWA, qui se trouvait déjà dans une situation difficile avant l'attaque du Hamas contre Israël du 7 octobre 2023, est, en raison de la guerre qui sévit actuellement dans la bande de Gaza, placé dans l'impossibilité d'accomplir actuellement sa mission à l'égard des réfugiés palestiniens placés sous son assistance dans cette région.

(...)

Il convient dès lors de réformer la décision attaquée et de reconnaître la qualité de réfugié au requérant en application de l'article 1^{er}, section D, deuxième alinéa, de la Convention de Genève."

CCE arrêt 308748 du 25/06/2024

procédure CCE
Plein contentieux

nationalité
Palestine
dictum arrêt
Rejet

acte attaqué
**CG Exclusion Genève et exclusion protection
subsidaire**
composition du siège
3 juges

Le requérant est d'origine palestinienne et résidait en Cisjordanie.

Il est membre du Fatah et de l'Organisation de Libération de la Palestine. De 2005 à 2014, il a occupé la fonction de « directeur de la Direction des informations au sein de la sûreté politique ».

En 2014, il est promu au poste de « directeur général du Bureau du conseiller du Président aux affaires spéciales ». Il décrit ses fonctions comme des fonctions de conseiller du Président où il était chargé de récolter toutes informations sur la situation politique intérieure et extérieure et de les transmettre personnellement au Président.

La partie défenderesse exclut le requérant de la protection internationale au motif qu'il existe des raisons sérieuses de penser qu'il s'est rendu coupable de crimes contre l'humanité au sens de l'article 1^{er}, section F, a, de la Convention de Genève ainsi que des articles 55/2 et 55/4, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980.

La partie défenderesse considère que la situation décrite par les informations déposées au dossier administratif et les faits relatés par le requérant à l'appui de sa demande de protection internationale rentrent bien dans le cadre du contexte d'attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile.

La partie défenderesse relève que les cas d'arrestations abusives, de tortures ou encore de disparitions commis par les services de sécurité de l'Autorité Palestinienne sont extrêmement nombreux, de même que les campagnes d'arrestations de grande ampleur, les cas de harcèlements et les arrestations arbitraires dans le but de faire pression sur les opposants politiques. Elle constate que ces informations trouvent écho dans les propres déclarations du requérant.

La partie défenderesse précise que les rapports internationaux font également état, durant la période au cours de laquelle le requérant était encore en fonction, d'actes systématiques de torture et d'usage excessif de la force dans les centres de détention palestiniens. Ces faits d'arrestations arbitraires, de torture, de disparitions forcées concernent un grand nombre d'agences palestiniennes relevant aussi bien de l'appareil sécuritaire que civil.

La partie défenderesse considère que l'implication personnelle du requérant est clairement établie. Elle estime en outre que les méconnaissances invoquées par le requérant sur le devenir des personnes arrêtées ne sont pas crédibles de la part d'une personne avec de telles responsabilités et attributions. Par sa position hiérarchique, elle considère que le requérant ne pouvait pas ignorer les conséquences de ses rapports et indications.

Ainsi, il est établi à suffisance que, par les activités professionnelles qu'il a exercées pendant plus de dix ans, la responsabilité individuelle du requérant est engagée. La partie défenderesse estime enfin qu'il ne ressort pas du dossier administratif que des circonstances particulières pourraient exonérer le requérant de la responsabilité dont il fait état dans les crimes commis grâce à sa contribution active.

En conclusion, la partie défenderesse estime que la gravité, la répétition et la constance des crimes commis par l'Autorité Palestinienne, rentrent dans la définition de crime contre l'humanité au sens de l'article 7 du statut de Rome de 1998. Au regard de ce contexte, des déclarations du requérant et des éléments matériels à sa disposition, la partie défenderesse considère qu'il y a de sérieuses raisons de penser que le requérant s'est rendu coupable d'un crime tel que ceux décrits à l'alinéa a) de la section F de l'article 1er de la Convention de Genève. Pour les mêmes motifs, la partie défenderesse estime qu'il y a également lieu d'exclure le requérant du statut de protection subsidiaire, conformément à l'article 55/4, §1er, alinéa 1er, a) de la loi du 15 décembre 1980.

Le Conseil rappelle que l'application d'une clause d'exclusion en matière de protection internationale nécessite de déterminer :

- d'une part, qu'un acte susceptible d'exclusion a été commis et,
- d'autre part, qu'il existe des raisons sérieuses de penser que la responsabilité individuelle du requérant est engagée à cet égard.

Tout d’abord, il convient de déterminer si un acte susceptible d’entraîner l’exclusion a été commis.

Les faits reprochés au requérant le sont au titre de l’article 1^{er}, section F, a de la Convention de Genève, soit le crime contre l’humanité au sens de l’article 7 du Statut de Rome.

Cette qualification nécessite de déterminer s’il est question d’une attaque généralisée ou systématique contre une population civile dans la poursuite de la politique d’un État et si des actes susceptibles d’exclusion ont été commis dans ce cadre.

(1) Est-il question d’une attaque généralisée ou systématique contre une population civile dans la poursuite de la politique d’un Etat ?

Les « Éléments des crimes » du Statut de Rome de la Cour pénale internationale et la jurisprudence de ladite Cour définissent cette notion.

En l’espèce, les nombreuses informations déposées au dossier administratif permettent d’établir raisonnablement que les actes commis par les services de l’Autorité Palestinienne, notamment durant les années où le requérant y était en fonction, relèvent de telles définitions. Les informations indiquent également le cas de supérieurs au courant ou censés être au courant de l’utilisation, par leurs subordonnés, de la torture et n’ayant rien entrepris afin d’empêcher que pareils crimes soient commis. Elles mettent en lumière que les crimes de torture au sein de l’Autorité Palestinienne sont perpétrés au su des dirigeants.

Le Conseil conclut qu’il est raisonnablement établi que les agissements de l’Autorité Palestinienne durant la période au cours de laquelle le requérant y occupait des fonctions dirigeantes importantes – soit de 2004 à 2016 – répondent aux critères d’une attaque généralisée ou systématique contre une population civile dans la poursuite de la politique d’un Etat, au sens de l’article 7 du Statut de Rome.

(2) Un acte susceptible d’entraîner l’exclusion, en l’espèce un crime contre l’humanité, a-t-il été commis ?

a. Les éléments matériels – l’existence d’un acte susceptible d’être qualifié de crime contre l’humanité au sens de l’article 7 du Statut de Rome.

Le Conseil estime qu’il ressort à suffisance des informations contenues dans le dossier administratif que les services de sécurité palestiniens se sont effectivement rendus coupables, à tout le moins durant la période au cours de laquelle le requérant y occupait des fonctions, d’arrestations arbitraires, de disparitions forcées de personnes ainsi que de tortures et mauvais traitements sur des personnes arrêtées en vue d’être interrogées.

Ainsi, des actes pouvant être qualifiés de crimes contre l’humanité au sens du droit international humanitaire ont été commis, à tout le moins durant la période au cours de laquelle le requérant occupait des fonctions dirigeantes importantes et ce, de manière généralisée et systématique, par les services de sécurité de l’Autorité Palestinienne.

b. L’élément contextuel – le lien avec l’attaque généralisée ou systématique.

Le Conseil estime en l’espèce que le caractère lui-même généralisé et systématique de ces tortures, arrestations arbitraires et disparitions forcées reflète à suffisance le lien avec l’attaque généralisée ou systématique contre une population civile évoquée supra dans le présent arrêt. Il ressort par ailleurs à suffisance des informations présentes au dossier administratif que les tortures, arrestations arbitraires et disparitions forcées servaient donc la politique sécuritaire et répressive de l’Autorité Palestinienne vis-à-vis de suspects de droit commun, mais également vis-à-vis d’opposants politiques.

Ensuite, il convient de déterminer la responsabilité individuelle du requérant.

(1) Les éléments matériels

Les éléments matériels du crime contre l’humanité recouvrent :

- d’une part, l’acte en tant que tel et,
- d’autre part, l’implication concrète du requérant dans celui-ci, à savoir son mode de commission ou de participation.

En l’espèce, le Conseil estime qu’il existe des raisons sérieuses de penser que les actions du requérant ont constitué une forme de contribution aux actes de tortures, arrestations arbitraires et disparitions forcées susmentionnés, au sens de l’article 25.3. d, ii, du Statut de Rome.

Le Conseil constate tout d’abord qu’un crime relevant de la compétence de la Cour a été commis.

Le Conseil observe ensuite qu’il peut être considéré comme établi que les membres de l’Autorité Palestinienne agissaient de concert.

Il rappelle également la carrière longue et évolutive du requérant ainsi que les importantes responsabilités et attributions qui étaient les siennes.

En tant que Directeur général de la direction de l'information au sein de la Sûreté politique puis Directeur général du bureau du Conseiller du Président aux affaires spéciales, il est indéniable que le requérant occupait une fonction dirigeante importante au sein du bureau du Président et, plus généralement, de l'Autorité Palestinienne. Aussi, par la position hiérarchique qu'il occupait et sa proximité avec le cercle le plus élevé et restreint du pouvoir palestinien, il ne pouvait ignorer les conséquences des rapports et avis qu'il transmettait et le fait que ceux-ci aient été utilisés pour faciliter la préparation et la commission des crimes contre l'humanité commis par les services de sécurité de l'Autorité Palestinienne en ce qu'ils ont consisté en des arrestations arbitraires, disparitions forcées et faits de torture.

Le Conseil considère par conséquent qu'il existe des raisons sérieuses de penser que le requérant a contribué en tant que complice à des crimes contre l'humanité au sens de l'article 1er, section F, alinéa a de la Convention de Genève.

(2) L'élément moral

Il convient encore d'examiner si l'état d'esprit du requérant au moment des faits est susceptible d'entraîner sa responsabilité individuelle. Il s'agit de l'examen de l'élément moral ou *mens rea*. Si, de manière générale s'agissant des crimes relevant du Statut de Rome, l'élément moral est visé à l'article 30 de celui-ci, le mode de participation envisagé dans la présente affaire retient l'existence d'un élément moral particulier. L'article 25.3. d, du Statut de Rome constitue en effet une « disposition contraire » à l'article 30, dérogeant à la règle générale énoncée dans ce dernier article, même si certains éléments définitionnels de l'article 30 demeurent valables dans le contexte de l'article 25. 3. D, du Statut de Rome.

Ainsi, à la lumière du mode de participation retenu supra, il convient d'examiner si la contribution du requérant était intentionnelle et si celle-ci a été faite en pleine connaissance de l'intention des membres de l'Autorité Palestinienne (le « groupe de personnes ») de commettre, à l'époque des faits, les crimes relevés (4e et 5e éléments constitutifs du mode de participation visé à l'article 25.3. d, ii) du Statut de Rome, tels qu'ils sont précisés par la jurisprudence de la Cour pénale internationale susmentionnée). Quant à l'examen du caractère intentionnel de la contribution du requérant, il importe de relever que cet élément d'intention s'applique au comportement du requérant qui constitue sa contribution (soit, en l'espèce, la transmission de rapports au Président) et non à l'acte criminel auquel il y a eu contribution (en l'espèce, les arrestations arbitraires, la torture de détenus et les disparitions forcées). Cette analyse se résume de la sorte, selon la Cour pénale internationale : il convient d'examiner, d'une part si le requérant « entendait adopter le comportement qui constitue une contribution » et, d'autre part, s'il « était conscient que ce comportement contribuait aux activités du groupe de personnes agissant de concert » (CPI, Katanga, op. cit., §1639).

Il convient d'examiner si le requérant avait conscience de l'existence de l'intention au moment où il a apporté sa contribution (CPI, Katanga, op. cit., point 1641).

En l'espèce, le Conseil estime qu'il ressort des déclarations du requérant, lues à la lumière des nombreuses informations déposées au dossier administratif, que sa contribution était intentionnelle et qu'elle a été faite en pleine connaissance de l'intention des membres de l'Autorité Palestinienne de commettre, à l'époque des faits, les crimes contre l'humanité relevés supra.

La partie requérante n'apporte aucun argument substantiel de nature à contredire utilement les motifs pertinents de la décision entreprise à cet égard.

Dès lors, à la lumière de ce qui vient d'être exposé, le Conseil estime qu'il existe des raisons sérieuses de penser que le requérant a contribué à la commission d'un crime contre l'humanité, visé à l'alinéa a) de la section F de l'article 1er de la Convention de Genève.

(3) Les éventuelles causes d'exonération

Le Conseil constate que le requérant ne fait état d'aucun motif d'exonération de sa responsabilité individuelle visé à l'article 31 du Statut de Rome.

La distanciation du requérant vis-à-vis de l'Autorité Palestinienne, le fait qu'il ait dénoncé des faits de corruption commis par cette organisation et tenté de démissionner de ses fonctions en février 2016 pour finalement se rapprocher de l'opposition, ne relèvent pas des motifs d'exonération de sa responsabilité tels qu'ils sont définis à l'article 31.1. du Statut de Rome susmentionné. Aussi louable et salubre que soit cette prise de conscience, elle est pour le moins tardive puisqu'elle n'est intervenue qu'à partir de février 2016, soit plus d'une dizaine d'années après qu'il ait exercé ses fonctions au sein du bureau du Président de l'Autorité Palestinienne.

CCE arrêt 308758 du 25/06/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Somalie

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

De Raad wijst erop dat verzoekster ter ondersteuning van haar vluchtrelaas een medisch attest heeft overgemaakt, waaruit blijkt dat zij vrouwelijke genitale verminking (hierna: VGV) type III – zijnde een **infibulatie** – heeft ondergaan.

VGV vormt een ernstige en onomkeerbare aantasting van de lichamelijke integriteit van de vrouwen die het ondergaan. Dergelijke handelingen vallen onder de noemer “daden van lichamelijk of geestelijk geweld, inclusief seksueel geweld” en “daden van genderspecifieke of kindspecifieke aard”, in de zin van artikel 48/3, § 2, tweede lid, a) en f) van de Vreemdelingenwet en deze handelingen zijn gericht tegen vrouwen als leden van een sociale groep in de zin van artikel 48/3, § 4, d) van de Vreemdelingenwet. Ook in de EUAA Country Guidance Somalië van augustus 2023 wordt aangegeven dat VGV een vervolgingsdaad uitmaakt. In casu kan de VGV, waarvan verzoekster het slachtoffer is, dus als **vervolg** worden gekwalificeerd.

(...)

Aangezien verzoekster aldus reeds het slachtoffer was van, wat kan worden gekwalificeerd als een daad van vervolging, dient te worden aangenomen dat deze omstandigheid een duidelijke aanwijzing vormt dat de vrees voor vervolging gegrond is, tenzij er goede redenen zijn om aan te nemen dat die vervolging zich niet opnieuw zal voordoen. In deze past het dan ook om de beschikbare landeninformatie, aangaande infibulatie en het risico op herinfibulatie, van naderbij te bestuderen.

De Raad baseert zich op de EUAA Country Guidance: Somalia van augustus 2023, waarnaar in de bestreden beslissing wordt verwezen en bespreekt deze.

Er staat in casu niet ter betwisting dat verzoekster een infibulatie (VGV type III) heeft ondergaan. Ter terechtzitting werd gevraagd of verzoekster alhier reeds een **desinfibulatie** heeft laten uitvoeren. Verzoekster legt uit dat haar voormalige voogd met haar hierover heeft gepraat en dat er stappen werden ondernomen om deze ingreep te laten uitvoeren. Zij legt verder uit dat haar voormalige voogd recent is omgekomen in een auto-ongeval. Deze verklaringen worden bijgetreden door verzoeksters nieuwe voogd, die ter terechtzitting aanwezig was. De nieuwe voogd geeft hierbij ook aan dat het contact tussen haarzelf en verzoekster geleidelijk wordt opgebouwd, omdat verzoekster erg in shock was na het overlijden van haar vorige voogd, die zij beschouwde als een moederfiguur. Verzoekster bevestigt dat zij voornemens heeft om met haar nieuwe voogd verdere stappen te ondernemen om een desinfibulatie te bekomen. **Aldus maakt verzoekster aannemelijk dat, omwille van gebeurtenissen los van haar eigen wil om, de desinfibulatie heden nog niet gebeurd is.** Voorts kan men niet verwachten dat verzoekster als niet begeleide minderjarige vreemdelingen hier zelfstandig stappen in onderneemt. De Raad stelt minstens vast dat **verzoekster** ter terechtzitting een standpunt inneemt, waarbij zij zich **afkeert tegen de praktijk van VGV**. De Raad slaagt verder acht op **verzoeksters jonge leeftijd**, wat inhoudt dat zij bij een terugkeer geschikt kan worden geacht om te huwen en kinderen te krijgen. Zoals uit de landeninformatie blijkt, houden dergelijke omstandigheden **een risico in om te worden gedesinfibuleerd en vervolgens opnieuw te worden onderworpen aan een re-infibulatie**.

In het licht van de beschikbare landeninformatie, tezamen bekeken met de objectieve medische gegevens die in huidige zaak voorliggen, evenals de persoonlijke omstandigheden van verzoeksters zaak en met inachtneming van het hoger belang van het kind, oordeelt de Raad dat er in casu geen goede redenen zijn om aan te nemen dat verzoekster niet opnieuw zal worden onderworpen aan de reeds ondergane daad van vervolging. Er is derhalve **voldoende reden om toepassing te maken van artikel 48/7 van de Vreemdelingenwet**. De overwegingen in de bestreden beslissing staan niet toe hier anders over te oordelen. Dat verzoekster reeds werd onderworpen aan de zwaarste vorm van besnijdenis, zodat zij niet opnieuw kan worden besneden, gaat volstrekt voorbij aan de hierboven besproken landeninformatie, waaruit blijkt dat re-infibulatie vaak voorkomt. In het licht van deze landeninformatie, acht de Raad verzoekers vrees ook niet louter hypothetisch. Het gegeven dat de commissaris-generaal geen geloof hecht aan verzoeksters familiale en persoonlijke omstandigheden, volstaat evenmin. Hoewel dit volgens de EUAA een relevante risicobepalende omstandigheid kan uitmaken, blijkt uit de Country Guidance – dat slechts een exemplatieve opsomming van elementen verschaft – geenszins dat het onontbeerlijk is om hierover duidelijkheid te hebben. De Raad herhaalt dat uit de

beschikbare landeninformatie blijkt dat VGV in Somalië een universeel en wijdverspreid gegeven is, waarbij noch de geografie, noch de sociaaleconomische omstandigheden, noch de clanaffiliatie een doorslaggevende invloed heeft. Uit de beschikbare landeninformatie blijkt verder dat een verzoekster zich niet kan beroepen op de Somalische overheid, de religieuze leiders, de clanauthoriteiten of ngo's voor bescherming.

De Raad kent de **vluchtelingenstatus** toe.

CCE arrêt 308794 du 25/06/2024

procédure CCE
Plein contentieux
nationalité
Géorgie
dictum arrêt
Annulation

acte attaqué
CG Demande manifestement infondée
composition du siège
1 juge

In casu wordt niet betwist dat verzoeker **profvoetballer** was, dat hij benaderd werd voor matchfixing door handlangers van de Georgische gangster K. en dat hij dit weigerde. De Raad stelt evenwel vast dat de commissaris-generaal niet deugdelijk heeft onderzocht of de voorgehouden (doods)bedreigingen op zich voldoende aannemelijk en dus geloofwaardig zijn. Het enkele gegeven dat verzoekers hun verzoeken laattijdig indienden, is op zich niet afdoende om min deze stand van zaken tot de ongeloofwaardigheid van het vluchtrelaas te besluiten.

De Raad gaat in op de **beschikbare landeninformatie**, zoals geactualiseerd door de **COI Focus van 16 januari 2023** en merkt op dat uit het administratief dossier niet blijkt dat er enig onderzoek is gevoerd naar de Georgische gangster K.. Verder blijkt uit de landeninformatie dat de verklaringen van verzoeker, met name dat er banden bestaan tussen politie, maffia en de politiek lijken te stroken met de beschikbare landeninformatie. Tevens blijkt uit de beschikbare landeninformatie dat een onderscheid moet worden gemaakt tussen corruptiebestrijding op hoog en op laag niveau, waarbij op laag niveau wordt opgetreden maar dit niet zo ondubbelzinnig het geval is voor corruptie op hoog niveau. Tot slot gaat de Raad in op de beschikbare informatie over georganiseerde misdaad in de COI Focus.

Gelet op de hiervoor geciteerde landeninformatie, besluit de Raad dat verzoekers verklaringen omtrent onderlinge banden tussen politie, maffia en politiek, steun vinden in de landeninformatie die de verwerende partij tot haar beschikking heeft. De verwerende partij kan dan ook niet dienstig aanvoeren dat aan deze verklaringen geen geloof kan worden gehecht omdat verzoeker geen enkel element naar voren brengt om deze bewering te staven.

De **informatie** over de **georganiseerde misdaad** en **maffia** in Georgië, alsook mogelijke **banden** met politie en politiek, **is evenwel te summier, te fragmentarisch en intern tegenstrijdig** om in het kader van artikel 48/5, § 2 van de Vreemdelingenwet deugdelijke conclusies te maken over de bescherming die de Georgische overheden kunnen en willen bieden in de specifieke omstandigheden van verzoekers.

De Raad meent dat essentiële elementen ontbreken en vernietigt de bestreden beslissing.

CCE arrêt 308725 du 24/06/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Géorgie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Er wordt geen geloof gehecht aan verzoekers beweerde politieke activiteiten. Hoe dan ook maakt verzoeker niet aannemelijk hierdoor een vrees voor vervolging te lopen.

Wat betreft verzoekers **bekering tot de islam** wordt vastgesteld dat verzoeker niet aannemelijk maakt dat hij hierdoor verstoten wordt door zijn familie en de aangehaalde feiten hoe dan ook onvoldoende zwaarwichtig zijn.

De Raad stipt in dit verband nog aan dat uit de meest recente beschikbare landeninformatie, te weten de **COI Focus "Georgië. Algemene situatie" van 11 december 2023**, blijkt dat er in Georgië **geen** sprake is van **systematische en wijdverspreide vervolging van religieuze minderheden, zoals moslims**. Er blijkt niet dat de situatie van religieuze minderheden impliceert dat een verzoeker afkomstig uit Georgië louter omwille van het behoren tot een traditionele religieuze minderheid een gegronde vrees voor vervolging zou kennen. De grondwet van Georgië stelt dat er een absolute vrijheid van religie is en dat er een scheiding is van de Georgisch-Orthodoxe Kerk en de staat. De grondwet garandeert gelijkheid voor iedereen ongeacht zijn of haar religie. Vervolging op basis van religie is strafbaar (p. 86). Hoewel het onderzoek naar en preventie van misdrijven die worden ingegeven door discriminatie een uitdaging blijven voor de wethandhavingsinstanties, zorgt het wettelijk kader ervoor dat Georgië over alle mechanismen beschikt om discriminatie in alle vormen te voorkomen. Het bewustzijn en de aanvaarding van diversiteit in de maatschappij is verbeterd tussen 2018 en 2021. Daarnaast is er ook een positieve evolutie wat betreft de algemene houding tegenover bepaalde minderheidsgroepen. Hoewel veel mensen op de hoogte zijn dat zij met klachten over discriminatie, haatspraak of haatmisdrijven kunnen stappen naar de politie, rechtbanken, de Public Defender en ngo's, is de bereidheid om deze stappen te ondernemen laag. Discriminatie en haatspraak komen voor in de Georgische samenleving, maar uit voormelde COI-Focus blijkt niet dat haatmisdrijven en discriminatie tegen moslims wijdverspreid zijn. Voornamelijk getuigen van Jehova zijn het slachtoffer van haatmisdrijven.

Ondanks het feit dat er een toename te merken is van het aantal religieus intolerante uitspraken in de media, voornamelijk wat betreft uitlatingen tegen moslims en er klachten worden ontvangen omtrent discriminatie of haatmisdrijven omwille van religie alsook sprake is van meldingen over geweldincidenten, over geweigerde registraties van religieuze organisaties, discriminatie op het werk, intimidatie en onvoldoende participatie van religieuze minderheden in culturele evenementen, kan uit voormelde COI Focus niet blijken dat sprake is van verregaande discriminatie of dermate onoverkomelijke hindernissen voor leden van religieuze minderheden in Georgië.

Verzoeker brengt geen informatie bij waaruit zou kunnen worden afgeleid dat de actuele situatie voor de religieuze minderheden, waaronder moslims, in Georgië van zulke aard zou zijn dat het loutere gegeven moslim te zijn en een loutere aanwezigheid op het Georgische grondgebied zouden (kunnen) volstaan om te besluiten tot het bestaan van een gegronde vrees voor vervolging in de vluchtelingenrechtelijke zin.

Vervolgens gaat de Raad nog uitvoerig in op de nationale beschermingsmogelijkheden.

CCE arrêt 308736 du 24/06/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

De Raad kent verzoeker de vluchtelingenstatus toe omdat in zijn hoofd een vrees voor vervolging kan aangenomen omwille van een (toegedichte) politieke overtuiging.

De Raad neemt volgende elementen in rekening:

- verzoeker was **15 jaar** ten tijde van zijn vertrek uit Afghanistan, hij was 15 jaar ten tijde van zijn aankomst in België en is thans 23 jaar;
- verzoeker verblijft meer dan **7 jaar buiten Afghanistan** en in België;
- verzoeker heeft zich **geïntegreerd** in België (diverse stukken, foto's en getuigenissen):
 - school: diploma plaatwerker-koetswerk (knelpuntberoep)
 - spreekt Nederlands,
 - oefent verschillende hobby's uit,
 - heeft een langdurige relatie gehad met een Belgisch meisje, bij wie hij ook o.a. Kerstmis vierde, nog steeds goed contact met ex-vriendin en haar familie,
 - getuigenissen van o.a. zijn "*plusmama*",
 - verzoeker heeft deelgenomen aan een **modellenwedstrijd**,
- verzoeker is **Tadzjiek**;
- verzoekers **moeder** was vroeger werkzaam als **leerkracht** en zijn **vader** voor de Afghaanse **overheid**;
- verzoekers ouders hebben in een **Amerikaans vluchtelingenkamp in Dubai** verbleven en verblijven thans niet meer in Afghanistan, maar in Australië.

CCE arrêt 308718 du 24/06/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Venezuela

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Verzoekster hekelt dat zij niet beschikte over een kopie van de notities van haar persoonlijk onderhoud en omdat zij door verweerder niet in kennis werd gesteld van de inhoud van het administratief dossier.

Uit de inhoud van de notities van het persoonlijk onderhoud blijkt in dit kader dat zowel **verzoekster** als haar **advocaat** tijdens dit persoonlijk onderhoud **expliciet te kennen** gaven dat zij een **kopie** wensten te ontvangen van de notities van het persoonlijk onderhoud. Desondanks werd door verweerder noch vooraleer de bestreden beslissing werd genomen noch op hetzelfde ogenblik als de betekening van de bestreden beslissing een kopie van de notities van het persoonlijk onderhoud aan verzoekster overgemaakt. Aldus heeft **verweerder verzaakt** aan de verplichting die op verweerder rustte overeenkomstig **artikel 57/5quater** van de Vreemdelingenwet.

Uit de stukken zoals bij het voorliggende verzoekschrift gevoegd en zoals opgenomen in het administratief dossier blijkt verder dat zowel verzoekster als verzoeksters huidige advocaat het **nodige hebben gedaan** teneinde verzoeksters verdediging op een diligente wijze te behartigen en teneinde alsnog een kopie van de notities van het persoonlijk onderhoud en een afschrift van het administratief dossier te bekomen. Ondanks dat verweerder er op 10 juni 2024 duidelijk van in kennis werd gesteld dat verzoekster dringend een kopie van het administratief dossier behoeft om haar beroep te kunnen instellen bij de Raad en ondanks dat dit intern werd gecommuniceerd binnen het CGVS, maakte verweerder vervolgens andermaal geen kopie van de notities van het persoonlijk onderhoud van verzoekster en geen kopie van het administratief dossier over aan verzoekster.

Door op dergelijke wijze te handelen, heeft verweerder het verzoekster onmogelijk gemaakt om tegen de bestreden beslissing op een gedegen en nuttige wijze een beroep in te dienen bij de Raad.

In acht genomen hetgeen voorafgaat, kleeft aan de bestreden beslissing een **substantiële onregelmatigheid** die door de Raad **niet** kan worden **hersteld**. Bijgevolg dient deze beslissing overeenkomstig het bepaalde in artikel 39/2, § 1, tweede lid, 2° te worden vernietigd.

procédure CCE
Annulation
nationalité
Maroc
composition du siège
1 juge

acte attaqué
REFUS DE VISA
nationalité
Belgique
dictum arrêt
Rejet

Refus de Visas RF – Epouse et enfants d’un Belge – AA : les revenus du regroupant (allocations pour personnes handicapées) ne sont pas suffisants pour subvenir aux besoins du ménage au sens de l’art. 42 de la Loi – a) PR invoque qu’elle ne peut se procurer des moyens de subsistances plus élevés à cause de son incapacité reconnue : Conseil estime que PD est uniquement tenue d’examiner les moyens de subsistance dont dispose le regroupant au moment de l’adoption de l’AA et qu’il ne peut lui être reproché de ne pas avoir mentionné expressément que la PR ne pouvait pas avoir des moyens plus élevés en fonction de leur nature – b) PR invoque que la PD aurait dû procéder à une analyse du caractère humanitaire de la situation : Conseil estime que cela reviendrait à vider de son objectif et de sa portée l’art. 40ter de la Loi – c) PR invoque violation art. 5 Convention ONU relatives aux droits des personnes handicapées et 22ter Constit : Conseil relève que pas directement applicables – d) PR invoque que la PD aurait dû anticiper les revenus du regroupant à l’avenir lorsqu’il sera chef de ménage : Conseil relève que simple hypothèse + ne précise pas de quel montant exact il disposerait (majoré des nouvelles dépenses occasionnées par l’arrivée des requérants en Belgique) - Rejet.

« 4.2.2. En l’espèce, il ressort du dossier administratif que les requérants ont sollicité un visa regroupement familial en vue de rejoindre, respectivement leur époux et père, de nationalité belge. Il ressort des pièces versées au dossier administratif, que les requérants ont produit à l’appui de leur demande de visa regroupement familial différents documents en vue de préciser les moyens de subsistance dont dispose le regroupant ainsi que les différentes dépenses auxquelles ce dernier doit faire face pour subvenir à ses besoins.

Les requérants ont également produit, à l’appui de leur courrier, en réponse au droit d’être entendu du 28 octobre 2022, différents documents complémentaires en vue de fournir une approche des différentes dépenses auxquelles doit faire face le regroupant.

Ainsi, après avoir pris en considération les allocations pour personnes handicapées dont bénéficie le regroupant, reconnaissant ainsi l’incapacité de ce dernier contrairement à ce que prétend la partie requérante, et avoir estimé que le montant de ces dernières n’était pas suffisant par rapport au montant indiqué à l’article 14, § 1er, 3°, de la loi du 26 mai 2022, la partie défenderesse a procédé à un examen des besoins propres du ménage tel que prévu à l’article 42, § 1er, alinéa 2, de la loi précitée du 15 décembre 1980. Cet examen ne peut pas être valablement remis en cause dans la mesure où la partie défenderesse a clairement sollicité, par un courrier du 23 septembre 2022, ce qu’elle attendait des requérants et, d’autre part, que les requérants ont produit un tableau détaillé de leurs dépenses ainsi que de factures et, surtout, ils ont eu la possibilité, non contestée, de produire tous les documents qu’ils souhaitaient à cet égard.

En termes de requête, les requérants font, tout d’abord, grief à la partie défenderesse de ne pas avoir tenu compte de l’ensemble des éléments qu’ils ont fait valoir. Ainsi, ils estiment qu’il n’a pas été tenu compte du fait que le regroupant ne peut se procurer des moyens de subsistance plus élevés et de la reconnaissance de son incapacité qui a été reconnue par le SPF personnes handicapées.

Les requérants n’ont pas intérêt à ce grief dès lors que la partie défenderesse a bien tenu compte de l’incapacité du regroupant ainsi que cela ressort des actes attaqués. Il ne peut être reproché à la partie défenderesse de ne pas avoir mentionné expressément, dans la motivation de l’acte attaqué, que le regroupant ne pouvait pas se procurer des moyens plus élevés en fonction de leur nature, cette dernière étant uniquement tenue d’examiner les moyens de subsistance dont dispose le regroupant au moment de l’adoption des actes attaqués.

Concernant le fait que la partie défenderesse aurait dû procéder à une analyse du caractère humanitaire de la situation des requérants quant au montant des moyens de subsistance et plus particulièrement quant aux dépenses du regroupant, les requérants ne font valoir aucune disposition légale ou réglementaire imposant une telle prise en considération de la situation humanitaire dans le cadre de la demande initiée par les requérants. En se référant à la nécessité de prendre en considération le caractère humanitaire, les requérants, qui ont sollicité, en pleine de connaissance de cause, l’octroi d’une demande de visa sur la base de l’article 40ter de la loi précitée du 15 décembre 1980, tentent de vider de son objectif et de sa portée la disposition précitée. Il en est d’autant plus ainsi que, s’agissant de la violation de l’article 5 de la Convention des Nations Unies relatives aux droits des personnes handicapées, ces dispositions n’ont pas de caractère directement applicable et n’ont donc pas l’aptitude à conférer par elles-mêmes des

droits aux particuliers dont ces derniers pourraient se prévaloir devant les autorités nationales, administratives ou juridictionnelles, sans qu'aucune mesure interne complémentaire ne soit nécessaire et qu'elles ne peuvent être directement applicables devant les juridictions nationales. Ces dispositions ne créent d'obligations qu'à charge des Etats parties. Il en va de même quant à la méconnaissance de l'article 22ter de la Constitution.

[...]

D'autre part, en ce que les requérants font grief de ne pas avoir anticipé les revenus du regroupant à l'avenir, s'il devient chef de ménage quand les requérants l'auront rejoint, le Conseil relève qu'il s'agit d'une hypothèse qui est formulée pour le futur, le montant qu'il pourrait percevoir en tant que chef de ménage n'étant pas encore d'actualité au moment où la partie défenderesse a analysé la question et pris les actes attaqués. De plus, les requérants ne précisent pas de quel montant exact le regroupant disposerait par la suite et de quelle manière cette modification pourrait changer les choses quant au solde restant après déduction des dépenses partielles, lesquelles devront, quoi qu'il en soit, être augmentée des charges générées par la présence supplémentaire d'un adulte et de deux enfants. Dès lors, au vu de ces considérations, il ne peut être fait grief à la partie défenderesse d'avoir estimé que le solde de 515,52 euros était insuffisant pour subvenir aux besoins d'un ménage composé de deux adultes et deux enfants. Contrairement à ce que déclarent les requérants, le Conseil n'aperçoit pas en quoi ces allégations seraient constitutives d'une motivation a posteriori »

procédure CCE
Annulation
nationalité
Cameroun
dictum arrêt
Annulation

acte attaqué
ANNEXE 20
composition du siège
1 juge

Annexe 20 – Conjoint d’un Belge – AA : analyse art. 42 « malgré le fait que lors de l’introduction de sa demande de carte de séjour comme membre de famille d’un ressortissant belge (annexe19ter), la personne concernée a été invitée à produire des documents relatifs aux dépenses de la personne qui lui ouvre le droit au séjour, aucun document n’a été produit » - Conseil constate que l’annexe 19ter remise à la PR l’invite à accompagner sa demande « de documents relatifs aux dépenses mensuelles du Belge et des membres de sa famille (couts fixes et variables) » - Cependant, le Conseil estime qu’il ne ressort pas de ces circonstances que la PR aurait été invitée à produire les docs. et renseignements utiles à la détermination des moyens de subsistances nécessaires au sens de l’art. 42, §1^{er}, al.2 de la Loi, en ce compris les docs. relatifs aux dépenses de la personne qui lui ouvre le droit au séjour – PD doit instruire le dossier en sollicitant, après avoir déterminé les revenus devant être pris en compte, les éléments utiles afin de déterminer le montant des moyens de subsistance nécessaires pour les besoins du ménage (ONA 12.881) – La simple référence à l’annexe 19ter n’est pas suffisante pour répondre au devoir de minutie - Annulation.

« 3.1.2. En l’espèce, le Conseil observe que la décision attaquée est fondée sur le constat que la regroupante n’a pas apporté la preuve qu’elle disposait de moyens de subsistance stables, suffisants et réguliers au sens de l’article 40ter, § 2, alinéa 2, 1°, de la loi du 15 décembre 1980. En effet, la partie défenderesse a considéré que « A l’appui de sa demande, bien qu’elle ait produit la preuve de son identité et de son d’alliance avec la personne qui lui ouvre le droit au regroupement familial, la condition de moyens de subsistance stables, suffisants et réguliers exigée par l’article 40ter de la loi du 15/12/1980, n’a pas été valablement étayée Tout d’abord, il convient de relever que les revenus du demandeur ne sont pas pris en considération dans l’évaluation des moyens de subsistance au sens de l’article 40ter de la Loi du 15/12/1980 En effet, selon l’arrêt de la Cour constitutionnelle 149/2019 du 24 octobre 2019, « l’article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 « sur l’accès au territoire, le séjour, l’établissement et l’éloignement des étrangers», tant dans la version antérieure que dans la version postérieure à sa modification par la loi du 4 mai 2016 « portant des dispositions diverses en matière d’asile et de migration et modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l’accès au territoire, le séjour, l’établissement et l’éloignement des étrangers et la loi du 12 janvier 2007 sur l’accueil des demandeurs d’asile et de certaines autres catégories d’étrangers», ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution dans l’interprétation selon laquelle les moyens de subsistance dont le regroupant belge n’ayant pas exercé son droit à la libre circulation doit disposer afin que son conjoint puisse obtenir un droit de séjour doivent être exclusivement les moyens de subsistance personnels du regroupant » Le fait que Monsieur [T.] ait signé un document intitulé « convention de mise à disposition de revenus professionnels » avec Madame [S.] et ait apporté la preuve qu’il verse son salaire sur le même compte bancaire que sa conjointe ne change en rien à ce constat selon lequel seul les revenus du regroupant belge est pris en compte dans l’article 40 ter de la loi du 15/12/0980 Concernant les revenus de Madame [S.], elle proméríte un salaire mensuel de 1007 euros (moyenne effectuée sur 7 mois, de janvier 2023 à septembre 2023), ce qui est très largement inférieur au montant de référence de 120% du revenu d’intégration sociale tel que prescrit par l’article 40ter de la Loi du 15/12/1980, à savoir un montant actuel de 2.048,53 € ».

3.2. Ce constat posé, la partie défenderesse a entendu procéder à la détermination des moyens de subsistance nécessaires au ménage en application de l’article 42, §1er, alinéa 2 de la loi du 15 décembre 1980 et a constaté, à cet égard que « malgré le fait que lors de l’introduction de sa demande de carte de séjour comme membre de famille d’un ressortissant belge (annexe19ter), la personne concernée a été invitée à produire des documents relatifs aux dépenses de la personne qui lui ouvre le droit au séjour, aucun document n’a été produit ». Elle a ensuite relevé qu’« En l’absence de telles informations, il nous est impossible de déterminer le solde des revenus actuels après déduction des charges (hormis le loyer) Partant de ce constat, l’Office des étrangers ne peut établir si le solde est suffisant pour subvenir aux besoins du ménage et couvrir l’ensemble des dépenses auxquelles doivent faire face mensuellement les intéressés sans atteindre le seuil en dessous duquel une aide est fournie par les pouvoirs publics pour permettre au ménage de subvenir auxdits besoins ». La partie défenderesse a, dès lors, estimé que la regroupante ne disposait pas de revenus suffisants au sens de l’article 42, §1er de la loi du 15 décembre 1980. A cet égard, s’il ressort en effet de la demande de carte de séjour de membre de la famille d’un citoyen de l’Union européenne (annexe 19ter), un paragraphe selon lequel « Dans le cadre d’une demande de regroupement familial avec un Belge nécessitant la production de moyens de subsistance, si les moyens de subsistance ne sont pas équivalents aux 120% du revenu d’intégration sociale d’une

personne avec famille à charge, la preuve des moyens de subsistance du Belge doit être accompagnée de documents relatifs aux dépenses mensuelles du Belge et des membres de sa famille (coûts fixes et variables) », le Conseil estime toutefois qu'il ne ressort pas de telles circonstances que la partie requérante aurait été invitée à produire les documents et renseignements utiles à la détermination des moyens de subsistance nécessaires au sens de l'article 42, §1er, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, en ce compris les documents relatifs aux dépenses de la personne qui lui ouvre le droit au séjour.

Le Conseil estime que, conformément à l'article 42, §1er, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, il appartient à la partie défenderesse d'instruire le dossier afin de procéder à la détermination des moyens de subsistance nécessaires pour permettre au ménage de subvenir à ses besoins sans devenir une charge pour les pouvoirs publics. À cette fin, il appartient à l'autorité administrative de solliciter, lors de l'instruction du dossier et après avoir déterminé les revenus devant être pris en compte, la communication des éléments utiles pour la détermination du montant des moyens de subsistance nécessaires pour les besoins du ménage. En effet, lorsqu'il introduit sa demande, l'étranger ne peut connaître avec certitude le montant des ressources admissibles dont il sera tenu compte ni, a fortiori, si lesdits revenus correspondent au seuil requis (voir en ce sens C.E., O.N.A. n° 12.881 du 5 juin 2018). A cette fin, la partie défenderesse peut se faire communiquer par l'étranger ou toute autorité belge tous les documents et renseignements utiles et peut donc inviter l'étranger à être entendu au sujet de ses moyens de subsistance.

En se référant uniquement à l'invitation adressée à la partie requérante, lors de l'introduction de sa demande, la partie défenderesse démontre qu'elle ne s'est pas renseignée de manière suffisante, afin de procéder à la détermination des moyens nécessaires, visée à l'article 42, §1er, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil estime en effet que cette mention est insuffisante pour répondre au devoir de minutie qui incombe à la partie défenderesse.

Le Conseil relève également qu'il ne ressort nullement du dossier administratif que la partie défenderesse a cherché d'une autre manière, à se faire communiquer par la partie requérante les documents et renseignements supplémentaires qu'elle jugeait nécessaires pour déterminer le montant desdits moyens de subsistance, de sorte que la partie requérante a pu considérer, à juste titre, que l'acte administratif attaqué ne peut être considéré comme étant motivé à suffisance.

3.3. Dès lors, le Conseil estime que la partie défenderesse a violé son obligation de procéder à un examen complet et particulier du cas d'espèce, et n'a pas suffisamment et adéquatement motivé l'acte attaqué, au regard de l'article 42, §1er, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 ».

procédure CCE

Annulation

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

Annexe 20 – Conjoint d’une Belge – Preuve d’identité – Conseil rappelle art. 40bis, 41 §2 de la Loi et les TP de la loi du 19 mars 2014 et de la loi du 25 avril 2007, ayant modifié l’art. 41 de la Loi – Conseil relève que l’esprit du législateur était que lorsque le membre de la famille d’un citoyen de l’Union ne dispose pas des documents (d’identité) requis, la PD doit lui accorder tous les moyens raisonnables afin de lui permettre d’obtenir ou de se procurer, dans un délai raisonnable, les docs. requis ou de faire confirmer ou prouver par d’autres moyens sa qualité de bénéficiaire du droit de circuler et de séjourner librement, avant de procéder au refoulement – Conseil souligne que AA reproche uniquement à la PR de ne pas avoir produit un passeport en cours de validité => la PD estime que seul un passeport valide aurait pu établir l’identité de la PR – Or, Conseil constate que la PR a produit divers documents afin d’apporter la preuve de son identité (passeport marocain, ancienne Carte C, permis de conduire et son acte de mariage) – Conseil rappelle jurisprudence MRAX : la PR peut apporter la preuve de son identité par d’autre docs – Violation motivation formelle – Annulation.

« 4.1. L’article 40 bis de la loi précitée du 15 décembre 1980, prévoit ce qui suit : « §1er. Sans préjudice de dispositions plus favorables contenues dans les lois ou les règlements européens dont les membres de famille du citoyen de l’Union pourraient se prévaloir, les dispositions ci-après leur sont applicables. §2. Sont considérés comme membres de famille du citoyen de l’Union : 1° le conjoint ou l’étranger avec lequel il est lié par un partenariat enregistré considéré comme équivalent à un mariage en Belgique, qui l’accompagne ou le rejoint ; [...] ».

L’article 41, § 2, de la loi précitée du 15 décembre 1980 prévoit que : « § 2. Le droit d'entrée est reconnu aux membres de la famille d'un citoyen de l'Union visés à l'article 40bis, § 2, qui ne sont pas citoyens de l'Union sur présentation d'un passeport en cours de validité revêtu, le cas échéant, d'un visa d'entrée en cours de validité, conformément au règlement (CE) n° 539/2001 du Conseil du 15 mars 2001 fixant la liste des pays tiers dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visa pour franchir les frontières extérieures des Etats membres et la liste de ceux dont les ressortissants sont exemptés de cette obligation.

[...]

Lorsque le membre de la famille d'un citoyen de l'Union ne dispose pas des documents requis, le ministre ou son délégué lui accorde tous les moyens raisonnables afin de lui permettre d'obtenir ou de se procurer, dans un délai raisonnable, les documents requis ou de faire confirmer ou prouver par d'autres moyens sa qualité de bénéficiaire du droit de circuler et de séjourner librement, avant de procéder à son refoulement.

[...] ».

Il ressort des travaux préparatoires de la loi du 19 mars 2014, ayant modifié l’article 41 de la loi précitée du 15 décembre 1980 que « Les membres de la famille d’un citoyen de l’Union qui ne sont pas eux-mêmes citoyens de l’Union doivent être en possession d’un passeport en cours de validité revêtu, le cas échéant, d’un visa d’entrée [...]. À défaut d’être en possession de ces documents, l’étranger peut attester de sa qualité de citoyen de l’Union ou de membre de sa famille par tout moyen approprié. À cet effet, le ministre ou son délégué lui octroie un délai raisonnable et met, dans la mesure du possible, à sa disposition les moyens nécessaires pour y parvenir: téléphone, fax, ordinateur, internet, e-mail, etc. [...] ». (Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l’accès au territoire, le séjour, l’établissement et l’éloignement des étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2013-2014, 53, n° 3239/001, p.17). De plus, il ressort des travaux préparatoires de la loi du 25 avril 2007, ayant également modifié l’article 41 de la loi précitée du 15 décembre 1980, que « les citoyens de l’Union et les membres de leur famille ont également le droit d’entrer s’ils ne possèdent pas les documents d’entrée requis, mais peuvent faire constater ou prouver d’une autre façon qu’ils jouissent du droit de libre circulation et de séjour. Ceci est basé sur l’article 5.4 de la directive. Cette directive reprend la position exprimée par la Cour de Justice dans son arrêt du 25 juillet 2002, dit «MRAX» mis en application par une circulaire du ministre de l’Intérieur du 21 octobre 2002 (M.B. 29 octobre 2002) [...] ». (Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l’accès au territoire, le séjour, l’établissement et l’éloignement des étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2006- 2007, 51, n° 2845/001, p.45).

4.2. Au vu de ce qui précède, il ressort des travaux préparatoires des lois ayant modifié l'article 41 de la loi précitée du 15 décembre 1980, que l'esprit du législateur était de reconnaître le droit d'entrée au membre de la famille d'un citoyen de l'Union qui démontre son identité et le lien de famille avec celui-ci, et que lorsque le membre de la famille d'un citoyen de l'Union ne dispose pas des documents requis, la partie défenderesse doit lui accorder tous les moyens raisonnables afin de lui permettre d'obtenir ou de se procurer, dans un délai raisonnable, les documents requis ou de faire confirmer ou prouver par d'autres moyens sa qualité de bénéficiaire du droit de circuler et de séjourner librement, avant de procéder à son refoulement.

4.3. En l'espèce, l'acte attaqué reproche uniquement au requérant de ne pas avoir produit un passeport en cours de validité. Il ressort dès lors de la motivation de cette décision que la partie défenderesse estime que seul un passeport valide aurait pu établir valablement l'identité du requérant. En l'occurrence, le requérant a produit, à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour, divers documents afin d'apporter la preuve de son identité, à savoir : une copie de son passeport marocain, une copie de son ancienne Carte C, une copie de son permis de conduire et une copie de son acte de mariage avec son épouse.

Il ressort de la jurisprudence « MRAX » précitée, à l'aune de laquelle doit être interprété l'article 41 de la loi précitée du 15 décembre 1980, que la Cour de Justice des Communautés européennes a entendu faire prévaloir la preuve de l'identité du membre de la famille d'un citoyen de l'Union – et, par extension, du membre de la famille d'un Belge – sur l'exigence d'un document spécifique prouvant cette identité, même si elle a rappelé qu'une carte d'identité ou qu'un passeport en cours de validité constitue un document qui permet à son titulaire d'apporter la preuve de son identité. C'est donc à juste titre que le requérant considère qu'il peut apporter la preuve de son identité par d'autres documents que le passeport.

4.4. Dès lors, la première partie défenderesse ne pouvait se borner à considérer que le requérant n'a pas déposé de passeport, sans indiquer la raison pour laquelle elle n'a pas pris en compte les autres documents que le requérant allègue avoir produit ».

procédure CCE
Annulation
nationalité
Indéfini
composition du siège
1 juge

acte attaqué
REFUS DE VISA
nationalité
Guinée
dictum arrêt
Annulation

Visa humanitaire – Fille mineure veut rejoindre sa mère en Belgique – PR invoque la vie familiale entre la fille et la mère + intérêt supérieur de l’enfant (habite actuellement avec sa grand-mère maltraitante et séparation avec sa mère depuis 4 ans) + sa mère lui envoie régulièrement de l’argent – AA : la PR ne démontre pas l’existence d’une vie familiale effective avec sa mère – Conseil rappelle jurisprudence CEDH et que « ce n’est que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles, non établies en l’espèce, que l’on peut conclure à l’absence de vie familiale entre des parents et leurs enfants mineurs – Motivation insuffisante en estimant simplement que la PR ne démontre pas entretenir des contacts réguliers et constants (alors que la PR apporte photos et capture d’écran), et n’aurait pas prouvé que sa mère « constitue un soutien financier substantiel » - Conseil rappelle le contexte particulier : la PR et sa mère ne cohabitent plus car sa petite sœur a été reconnue réfugié en Belgique – Motivation inadéquate en estimant que la PR bénéficie d’une famille nucléaire en Guinée : la PR a été excisée à l’initiative de sa grand-mère – Conseil estime que la présomption d’existence d’une VF entre la PR et sa mère subsiste – Réponse NO : PD invoque que les éléments de VF ont été constitués en dehors de la juridiction de l’Etat belge + pas de démonstration d’un lien de rattachement – Conseil rappelle la jurisprudence CEDH et conclut que la PR a introduit une demande de visa humanitaire afin de rejoindre sa mère et sa petite sœur en Belgique + contexte particulier – Un lien de rattachement au regard de la VF qui préexistait à l’arrivée de la mère en Belgique existe - Annulation.

« 3.2. En l’espèce, il ressort à la lecture de la demande de visa humanitaire introduite au nom de la requérante, qu’a été notamment invoqué la vie familiale que cette dernière, mineure, entretient avec sa mère. Il avait été souligné l’importance de tenir compte de l’intérêt supérieur de la requérante et précisé, à cet égard, que celle-ci « vit actuellement avec son père et sa grand-mère qui est maltraitante avec elle » et qu’elle « souhaite rejoindre au plus vite sa maman de laquelle elle est séparée depuis près de quatre ans ». Il avait également été indiqué que la mère de la requérante « envoie régulièrement de l’argent à sa fille, par l’intermédiaire de connaissance qui transfère l’argent via orange money ».

3.3. Si la partie défenderesse semble avoir pris en considération ces éléments en indiquant que la requérante « ne cohabite plus avec Madame [M.B.F.] regroupante depuis novembre 2018 ; qu’elle ne démontre pas entretenir des contacts réguliers et constants avec elle ; que la requérante ne prouve pas que Madame [M.B.F.] constitue un soutien financier substantiel, notamment par la preuve de versements CCE 305 872 - Page 5 réguliers d’argent en sa faveur ; qu’en outre, l’intéressée ne démontre pas être isolée dans son pays de résidence, à savoir la Guinée ; qu’au contraire, il apparaît que la requérante bénéficie actuellement de l’accompagnement et du soutien d’une partie de sa famille nucléaire à savoir son père [S.D.] et sa grand-mère; que dans ces circonstances, rien n’indique qu’elle soit dans une situation de vulnérabilité, de précarité, d’isolement et/ou de dépendance susceptible de compromettre son développement personnel ; qu’en conclusion de ces différents constats, l’existence d’éléments supplémentaires de dépendance et de liens réels entre le parent et l’enfant n’est pas démontrée ; qu’en conséquence, l’intéressée ne démontre aucunement l’existence d’une vie familiale effective avec Madame [M.B.F.] regroupante et, par conséquent, d’un risque d’être soumise à une atteinte à l’article 8 de la CEDH ; d’autant que rien ne l’empêche de maintenir des contacts réguliers avec Madame [M.B.F.] via différents moyens de communication ainsi que par des visites à sa famille en Belgique via l’obtention d’un visa d’un autre type qu’humanitaire », force est de constater qu’une telle motivation ne peut être considérée comme adéquate.

3.3.1. Ainsi, lorsqu’un risque de violation du droit au respect de la vie privée et/ou familiale est invoqué, il examine d’abord s’il existe une vie privée et/ou familiale au sens de la CEDH, avant d’examiner s’il y est porté atteinte par l’acte attaqué. Quant à l’appréciation de l’existence ou non d’une vie privée et/ou familiale, le Conseil doit se placer au moment où l’acte attaqué a été pris (cf. Cour EDH 13 février 2001, Ezzoudhi/France, §25 ; Cour EDH 31 octobre 2002, Yildiz/Autriche, §34 ; Cour EDH 15 juillet 2003, Mokrani/France, §21).

Compte tenu du fait que les exigences de l’article 8 de la CEDH, tout comme celles des autres dispositions de la Convention, sont de l’ordre de la garantie et non du simple bon vouloir ou de l’arrangement pratique (cf. Cour EDH 5 février 2002, Conka / Belgique, §83), d’une part, et du fait que cet article prévaut sur les dispositions de la Loi (C.E. 22

décembre 2010, n°210.029), d'autre part, il revient à l'autorité administrative de se livrer, avant de prendre sa décision, à un examen aussi rigoureux que possible de la cause, en fonction des circonstances dont elle a ou devrait avoir connaissance.

3.3.2. À cet égard, il ressort de la jurisprudence de la Cour EDH que le lien familial entre des conjoints et entre des parents et leurs enfants mineurs doit être présumé (cf. Cour EDH, 21 juin 1988, Berrehab/Pays Bas, § 21 ; Cour EDH, 28 novembre 1996, Ahmut/Pays Bas, § 60).

Cette présomption s'applique au cas d'espèce. La partie défenderesse semble toutefois estimer que des éléments sont de nature à la renverser. Elle indique en l'occurrence que la requérante « ne démontre aucunement l'existence d'une vie familiale effective » avec sa mère étant donné que « l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance et de liens réels entre le parent et l'enfant n'est pas démontrée ».

Une telle motivation apparaît inadéquate au regard de la jurisprudence de la Cour EDH. En effet, si la juridiction strasbourgeoise considère, dans son *Mokrani c. France* (Cour EDH, 15 juillet 2003), que les relations entre parents et enfants majeurs « ne bénéficieront pas nécessairement de la protection de l'article 8 de la Convention sans que soit démontrée l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux », force est de constater que l'exigence d'une telle démonstration n'est pas requise vis à vis d'une relation entre parents et enfants mineurs.

Ce n'est que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles, non établies en l'espèce, que l'on peut conclure à l'absence de vie familiale entre des parents et leurs enfants mineurs.

3.3.3. La circonstance que la requérante ne démontrerait pas « entretenir des contacts réguliers et constants » avec sa mère et n'aurait pas prouvé que cette dernière « constitue un soutien financier substantiel, notamment par la preuve de versements réguliers d'argent en sa faveur » n'est pas en mesure de renverser le constat qui précède. Le Conseil observe à cet égard que la partie requérante a joint à la demande de visa humanitaire des documents (photos et capture d'écran) de nature à démontrer l'existence de « contacts réguliers et constants » au sujet desquels la partie défenderesse demeure muette.

Le Conseil souhaite ensuite revenir sur le contexte particulier dans lequel la demande de visa humanitaire a été introduite, et observe que si la requérante, mineure, et sa mère ne cohabitent plus ensemble, c'est parce la sœur cadette de cette dernière a été reconnue réfugiée en Belgique et que leur mère s'occupe de celle-ci. Partant, la partie défenderesse dénature cet élément du dossier administratif en déclarant tout simplement que la requérante et sa mère ne cohabitent plus ensemble, sans prendre en considération que cette rupture de cohabitation s'explique par la reconnaissance de la qualité de réfugié à sa jeune sœur.

Le Conseil observe également que le motif selon lequel « la requérante bénéficie actuellement de l'accompagnement et du soutien d'une partie de sa famille nucléaire à savoir son père [S.D.] et sa grand-mère ; que dans ces circonstances, rien n'indique qu'elle soit dans une situation de vulnérabilité, de précarité, d'isolement et/ou de dépendance susceptible de compromettre son développement personnel apparaît inadéquat au regard des circonstances dont la partie défenderesse avait connaissance. La partie requérante a en effet rappelé à la partie défenderesse que la requérante avait été excisée en Guinée « à l'initiative de sa [grand]-mère », au contraire de sa sœur, qui bénéficie à ce titre d'une protection internationale en Belgique.

Par conséquent, le Conseil estime que la présomption d'existence d'une vie familiale entre la requérante, mineure, et sa mère subsiste donc, dès lors qu'elle n'est pas suffisamment renversée par la partie défenderesse. Cette dernière n'a pas procédé à un examen rigoureux de la situation, au regard de l'article 8 de la CEDH, avant la prise de la décision attaquée.

3.4.1. L'argumentation développée par la partie défenderesse dans sa note d'observations n'est pas de nature à renverser le constat qui précède, dans la mesure où celle-ci entend contester l'applicabilité de l'article 8 de la CEDH. Elle allègue à cet égard que « l'ensemble des éléments de la vie familiale invoquée par la partie requérante a été constituée en dehors de la juridiction de l'Etat belge » et que la requérante « ne démontre l'existence d'un lien de rattachement entre les éléments de vie privée et familiale allégués et la Belgique ».

3.4.2. S'agissant de l'applicabilité de l'article 8 de la CEDH, le Conseil rappelle, en effet, que l'article 1er de la Convention limite son champ d'application aux « personnes » relevant de la « juridiction » des Etats parties à la Convention.

S'agissant de cette notion de juridiction, la Cour, dans l'arrêt, *M.N. et autres. c. Belgique*, prononcé le 5 mai 2020 par la Cour EDH, a rappelé avoir déjà décidé que, du point de vue du droit international public, la compétence juridictionnelle d'un Etat est principalement territoriale et est présumée s'exercer normalement sur l'ensemble du territoire de l'Etat concerné.

Cette notion de juridiction, sise à l'article 1er de la CEDH, est donc principalement territoriale, mais la Cour a cependant reconnu que, « par exception au principe de territorialité, des actes des Etats parties accomplis ou produisant des effets en dehors de leur territoire pouvaient s'analyser en l'exercice par eux de leur juridiction au sens de l'article 1er de la

Convention » (cf. spécifiquement les points 98 à 101). Au titre de ces circonstances exceptionnelles justifiant de conclure à un exercice extraterritorial par l'État concerné de sa juridiction, elle développe, notamment, le cas d'un État exerçant un contrôle effectif sur une zone située en dehors de son territoire, ou celui de l'État faisant usage, dans une zone située hors de son territoire, de prérogatives de puissance publique telles que le pouvoir et la responsabilité s'agissant du maintien de la sécurité.

La Cour rappelle que la juridiction d'un État partie peut, en outre, naître des actes ou omissions de ses agents diplomatiques ou consulaires quand ceux-ci, au titre de leurs fonctions, exercent à l'étranger leur autorité à l'égard de ressortissants de cet État ou de leurs biens (faisant notamment référence à l'arrêt *Al-Skeini et autres c. Royaume-Uni*, 7 juillet 2011, § 134). Elle ajoute aussi que des circonstances particulières d'ordre procédural ont pu justifier l'application de la Convention en raison d'événements qui ont eu lieu en dehors du territoire de l'État défendeur, tel qu'une procédure civile en dommages-intérêts, ou le fait d'avoir entamé une enquête pénale pour des faits survenus en dehors du territoire de cet État, en ce qu'en substance, celle-ci établissait à l'égard des proches de la victime un lien juridictionnel aux fins de l'article 1er de la Convention.

En revanche, la Cour rappelle avoir considéré, dans l'affaire *Abdul Wahab Khan c. Royaume-Uni*, Cour EDH, 28 janvier 2014, qu'à défaut d'autres critères de rattachement, le fait pour le requérant, ressortissant pakistanais, d'avoir initié depuis son pays d'origine, une procédure visant à contester la décision de révocation de son autorisation de séjour au Royaume-Uni, ne suffisait pas à établir la juridiction du Royaume-Uni s'agissant du risque allégué par le requérant de subir au Pakistan des traitements contraires à l'article 3 de la Convention.

Enfin, il importe de souligner que la Cour a conclu le raisonnement qui précède en précisant qu'« A titre de comparaison, il y a lieu de distinguer les affaires précitées de celles dans lesquelles les faits présentent des éléments d'extranéité mais qui ne concernent pas l'extraterritorialité au sens de l'article 1er de la Convention. Ainsi en est-il des affaires qui concernent, sous l'angle de l'article 8, des décisions prises à l'égard de personnes, étrangères ou non, se trouvant en dehors des frontières de l'État défendeur mais dans lesquelles la question de la juridiction de cet État n'a pas été mise dans le débat, étant donné qu'un lien de rattachement résultait d'une vie de famille ou d'une vie privée préexistante que cet État avait le devoir de protéger (*Nessa et autres c. Finlande*, 6 mai 2003 ; *Orlandi et autres c. Italie*, 14 décembre 2017, et *Schembri c. Malte*, 19 septembre 2017) » (§109).

3.4.3. En l'espèce, la requérante a introduit une demande de visa humanitaire en vue de rejoindre sa mère, autorisée au séjour en Belgique, et sa petite sœur, reconnue réfugiée. À cet égard, le Conseil insiste à nouveau sur le contexte particulier dans lequel la demande de visa humanitaire a été introduite. Partant, force est de constater l'existence d'un tel lien de rattachement au regard de la vie familiale qui préexistait à l'arrivée de la mère de la requérante en Belgique.

3.5. Il résulte de ce qui précède que la première branche du second moyen est fondée et justifie l'annulation de la décision attaquée. Il n'y a dès lors pas lieu d'examiner le premier moyen et l'autre branche du second moyen qui, à les supposer fondés, ne pourraient mener à une annulation aux effets plus étendus ».

procédure CCE
Plein contentieux
nationalité
Guinée
dictum arrêt
Reconnaissance

acte attaqué
CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire
composition du siège
1 juge

"Le Conseil observe ainsi qu'il ressort de la motivation de la décision attaquée que la partie défenderesse ne conteste ni les viols subis par la partie requérante ni l'avortement qui lui a été imposé par sa tante. La partie défenderesse considère toutefois que « [...] *ces faits relèvent du droit commun et de la sphère privée et ne peuvent dès lors être rattachés à l'un des critères retenus par l'article 1er de la Convention de Genève* ».

À cet égard, le Conseil rappelle que l'article 48/3, § 2, alinéa 2, f) de la loi du 15 décembre 1980 prévoit que les actes considérés comme une persécution au sens de l'article 1^{er}, section A de la Convention de Genève peuvent, entre autres, prendre la forme d'actes dirigés contre des personnes en raison de leur sexe. L'UNHCR, dans un document intitulé "Sexual and Gender-Based Violence against Refugees, Returnees and Internally Displaced Persons, Guidelines for Prevention and Response", publié en mars 2003, précise ce qui suit : « *There is no doubt that rape and other forms of gender-related violence, such as dowry-related violence, female genital mutilation, domestic violence, and trafficking, are acts which inflict severe pain and suffering – both mental and physical – and which have been used as forms of persecution, whether perpetrated by State or private actor* » (p. 113, §9) (Traduction libre : « *Il ne fait aucun doute que le viol et d'autres formes de violence liée au genre, telles que la violence liée à la dot, les mutilations génitales féminines, la violence domestique et la traite des êtres humains, sont des actes qui infligent une douleur et une souffrance intenses - tant mentales que physiques - et qui ont été utilisés comme formes de persécution, qu'ils soient perpétrés par un État ou par un acteur privé* »).

Dans son arrêt C-621/21 WS v. Intervyuirasht organ na Darzhavna agentsia za bezhantsite pri Ministerskia savet du 16 janvier 2024, la Cour de Justice de l'Union européenne (ci-après : la CJUE) a en outre indiqué qu'il « [...] *convient d'interpréter les dispositions de [la directive 2011/95], notamment l'article 10, paragraphe 1, sous d), de celle-ci, dans le respect de la [convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, conclue à Istanbul le 11 mai 2011 (ci-après dénommée : « La convention d'Istanbul] [...] » (§ 47), qu'« [...] il y a lieu de relever, d'une part, que l'article 60, paragraphe 1, de la convention d'Istanbul dispose que la violence à l'égard des femmes fondée sur le genre doit être reconnue comme une forme de persécution au sens de l'article 1er, section A, point 2, de la convention de Genève [...] » (§ 48) et que « [...] les femmes, dans leur ensemble, peuvent être regardées comme appartenant à un « certain groupe social », au sens de l'article 10, paragraphe 1, sous d), de la directive 2011/95, lorsqu'il est établi que, dans leur pays d'origine, elles sont, en raison de leur sexe, exposées à des violences physiques ou mentales, y compris des violences sexuelles et des violences domestiques » (§ 57).*

(...)

Dès lors, si les violences sexuelles et gynécologiques apparaissent comme étant les éléments les plus marquants de ces années passées chez sa tante, le Conseil estime toutefois que les faits pouvant être qualifiés de persécutions ne s'y résument pas. Il convient, en l'espèce, de considérer que la requérante a vécu, dès son plus jeune âge, dans une situation de domination continue caractérisée par un mépris pour son intégrité physique et sexuelle, par un quotidien imposé ne lui reconnaissant aucune forme de liberté individuelle et par la négation, par sa propre famille, de toute dignité.

Le Conseil estime par conséquent que c'est une situation continue, marquée par de nombreuses formes de violences – y compris psychologique – qu'il convient d'analyser comme constituant une persécution passée en raison de l'appartenance de la requérante au groupe social des femmes.

Sur ce dernier point, le Conseil souligne que la gravité d'une telle situation suffit à motiver la décision de s'en extraire sans qu'il soit nécessaire d'identifier un élément déclencheur de la fuite. La question de la crédibilité de la menace de mariage forcé n'apparaît dès lors pas pertinente en l'espèce. De même, eu égard à la complexité de la situation et aux nombreux obstacles tant pratiques que psychologiques, il ne peut être tiré aucune conclusion du fait que la requérante n'a tenté de fuir le foyer de sa tante qu'après y avoir passé 23 années.

Quant à la protection de ses autorités nationales, outre le fait que les circonstances développées ci-dessus constituent, par elles-mêmes, des obstacles à ce que la requérante sollicite et obtienne une telle protection, il découle de ce qui suit qu'il peut être raisonnablement considéré qu'elle n'aurait pas pu en bénéficier.

En conséquence, le Conseil considère qu'il y a lieu de faire application de la présomption légale établie par l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980 telle qu'elle est invoquée par la partie requérante (...). Cette disposition prévoit que « *le fait qu'un demandeur d'asile a déjà été persécuté dans le passé ou a déjà subi des atteintes graves ou a déjà fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution ou de telles atteintes est un indice sérieux de la crainte fondée du demandeur d'être persécuté ou du risque réel de subir des atteintes graves, sauf s'il existe de bonnes raisons de croire que cette persécution ou ces atteintes graves ne se reproduiront pas* ». Cette disposition instaure ainsi une présomption de crainte fondée en faveur du demandeur qui démontre qu'il a déjà subi une persécution, ou une menace directe de persécution, au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, à charge pour la partie défenderesse de la renverser en établissant qu'il y a de bonnes raisons de penser que cette persécution ne se reproduira pas. L'utilisation spécifique du terme « cette persécution » implique que cette présomption ne vaut que pour autant que la persécution crainte pour le futur manifeste, quand bien même elle se présenterait sous une autre forme, un rapport certain avec la persécution subie par le passé.

En l'espèce, la partie défenderesse a examiné la question de savoir s'il existait « *des motifs sérieux et avérés indiquant que [la requérante encoure] un risque réel de subir des atteintes graves* » et a estimé que tel n'est pas le cas en l'espèce. Elle conclut son raisonnement en indiquant que « *[l']article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980 ne trouve dès lors pas à s'appliquer dans la mesure où il n'y a pas de raison de croire que ces atteintes graves se reproduiront en cas de retour en Guinée* » (...).

Outre la question du rattachement aux critères de la Convention de Genève dont il est question ci-dessus, le Conseil constate que la partie défenderesse limite son examen à la question de savoir si la requérante risque de subir de nouvelles persécutions alors que l'article 48/7 précité impose un examen de la question de savoir s'il existe de bonnes raisons de penser que les persécutions ne se reproduiront pas.

Le Conseil constate ensuite que la partie défenderesse a limité l'examen du risque que la persécution subie se reproduise aux viols et à l'avortement forcé subis par la partie requérante. Or, il découle de ce qui précède que c'est la situation même de domination dans laquelle se trouvait la partie requérante qui doit être considérée comme une persécution, cette situation ayant permis que soit commises les violences physiques imposées à la requérante. La question, examinée dans la décision attaquée, de savoir si la partie requérante risque de subir de nouveaux viols de la part du beau-frère de sa tante ou un nouvel avortement forcé de la part de cette même tante n'apparaît donc pas pertinente en l'espèce.

Le Conseil estime en effet que c'est la situation ayant donné lieux à ces actes de violence qui doit être examinée en l'espèce. En d'autres termes, il s'agit d'évaluer s'il existe, en l'espèce, de bonnes raisons de penser que la requérante ne sera pas soumise à de nouveaux actes de violence en raison de son appartenance au groupe social des femmes.

Pour mener à bien un tel examen, il est pertinent d'avoir égard, d'une part, à la situation générale des femmes dans les pays d'origine de la requérante et, d'autre part, à la situation individuelle de la requérante.

S'agissant de la situation des femmes en Guinée, le Conseil relève tout d'abord que la partie défenderesse n'a versé aucune information objective à ce sujet au dossier administratif ou au dossier de procédure.

La partie requérante se réfère, quant à elle, à des informations objectives mettant en évidence le caractère régulier des violences faites aux femmes guinéennes ainsi que le fait qu'elles ne peuvent se prévaloir de la protection de leurs autorités nationales.

(...)

Si le Conseil ne peut déduire de ce qui précède que le seul fait d'être une femme guinéenne suffit pour justifier l'octroi d'une protection internationale, il estime que ce constat n'implique nullement qu'aucune femme guinéenne ne pourrait établir qu'elle a des raisons personnelles de craindre d'être exposée à des persécutions au sens de l'article 1^{er}, section A, § 2, de la Convention de Genève. En tout état de cause, les informations qui précèdent sont de nature à laisser penser qu'il n'existe pas, en l'espèce, de bonne raison de penser que les persécutions ne se reproduiront pas.

S'agissant de la situation particulière de la requérante, il ressort de ses déclarations qu'elle a vécu sous la domination de sa tante dès l'âge de trois ans jusqu'à son départ du pays, que cette dernière ne lui a pas permis de poursuivre sa scolarité et qu'elle a restreint ses libertés à un point tel qu'il ne peut être considéré que la requérante a été en mesure de développer un réseau social en Guinée.

Au vu des éléments qui précèdent, il ne peut être raisonnablement attendu de la requérante qu'elle se réinstalle chez sa tante, qui est à l'origine de ses persécutions et dont rien ne permet de considérer qu'elle n'y serait pas exposée à de nouvelles persécutions. Sa mère l'ayant confiée à cette tante dès son plus jeune âge et n'ayant manifesté d'intérêt pour elle qu'à l'occasion de sa mutilation génitale, sa présence en Guinée ne peut en aucun cas s'analyser comme constituant une bonne raison de penser que les persécutions ne se reproduiront pas. Par ailleurs, les éléments du dossier tel que

soumis au Conseil tendent à laisser penser que la requérante se trouverait livrée à elle-même en cas de retour en Guinée, situation d'autant plus difficile qu'elle n'a été scolarisée qu'entre ses 7 et 13 ans et que rien ne permet de considérer qu'elle y disposerait d'un réseau social susceptible de lui venir en aide afin de la placer dans une situation fournissant suffisamment de garanties pour pouvoir considérer qu'il existe de bonnes raisons de penser qu'elle ne sera pas à nouveau soumise à des persécutions en raison de son appartenance à un groupe social.

Sans qu'il puisse être affirmé que ces circonstances l'exposeront à la reproduction des persécutions passées, le Conseil estime que ces éléments, combinés aux informations générales évoquées ci-dessus, suffisent à considérer qu'il n'existe, en l'espèce, aucune bonne raison de penser que les persécutions passées ne se reproduiront pas.

(...)

En conséquence, il y a lieu de réformer la décision attaquée et de reconnaitre à la requérante la qualité de réfugiée."

procédure CCE

Annulation

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

REFUS DE VISA

composition du siège

1 juge

Refus de visa RF – conjoint d’une afghane réfugiée – AA : certificat de décès du requérant produit dans le dossier de demande de visa RF des enfants → doute sur l’identité du requérant – PR reproche à la PD de traiter différemment la situation du requérant et celle des trois filles présumées de la regroupante, dès lors que celles-ci se sont vues notifier des décisions de refus de visa sous réserve de test ADN avec la regroupante – CCE : situations non comparables : en l’occurrence, ce n’est pas le lien de filiation mais l’identité du requérant qui est remise en cause - un test ADN entre le requérant et la regroupante ne pourrait en tout état de cause pas permettre de démontrer que celui-ci est bien l’époux de la regroupante + la décision de soumettre ou non le requérant à un test ADN relève du pouvoir d’appréciation de la PD (opportunité et non légalité) – le fait que l’OE ait demandé la production d’une autorisation parentale du père des enfants dans le cadre de leur demande n’est pas contradictoire puisqu’il ressort de ces décisions qu’il n’est pas clair que le requérant serait le père des trois filles présumées de la regroupante – la décision du CGRA dans laquelle il avait été dit que le requérant vivait, a été retirée – rejet.

“3.1.3. En l’espèce, le Conseil relève qu’il ressort de la motivation de l’acte entrepris que la partie défenderesse a notamment considéré qu’« *officiellement, le décès du requérant a été attesté par un document qui, sauf preuve du contraire, n’a pas été annulé et est donc toujours en vigueur actuellement. Dès lors, le requérant est supposé être décédé. [...] Dès lors, toutes ces contradictions et surtout l’existence d’un acte de décès, sèment un doute quant à l’identité du requérant introduisant la demande de regroupement familial, de sorte qu’il ne peut être avéré qu’il s’agit effectivement de l’époux de la regroupante* ».

Cette motivation, qui se vérifie à l’examen des pièces versées au dossier administratif, n’est pas utilement contestée par la partie requérante qui se borne à cet égard à prendre le contre-pied de la décision querellée et tente d’amener le Conseil à substituer sa propre appréciation des éléments de la cause à celle de la partie défenderesse, ce qui ne saurait être admis, à défaut de démonstration d’une erreur manifeste d’appréciation dans le chef de cette dernière à cet égard.

En termes de requête, la partie requérante ne conteste pas l’existence du certificat de décès du requérant et n’apporte aucun élément permettant de démontrer que celui-ci aurait été erronément délivré par les autorités afghanes. Elle n’apporte par ailleurs aucune explication quant aux contradictions relevées dans la décision attaquée. La partie requérante se contente de reprocher à la partie défenderesse de traiter différemment la situation du requérant et celle des trois filles présumées de la regroupante, dès lors que celles-ci se sont vues notifier des décisions de refus de visa sous réserve de test ADN avec la regroupante. Toutefois, elle reste en défaut de démontrer en quoi la situation du requérant serait comparable à celle des trois filles présumées de celle-ci. En effet, le Conseil observe que le requérant a introduit une demande de visa en vue de regroupement familial avec son épouse, alors que les enfants présumés de la regroupante ont introduit une demande visa en vue de regroupement familial avec leur mère. Dans les décisions de refus prises à l’égard des filles présumées de la regroupante, la partie défenderesse a remis en cause le lien de filiation entre les enfants et la regroupante, tandis qu’en l’occurrence, ce n’est pas le lien de filiation mais l’identité du requérant qui est remise en cause. Comme le relève la partie défenderesse dans sa note d’observations, un test ADN entre le requérant et la regroupante ne pourrait en tout état de cause pas permettre de démontrer que celui-ci est bien l’époux de la regroupante. Il appartenait dès lors, à celui-ci, de démontrer son identité, le lien matrimonial et le retrait de l’acte de décès erronément délivré.

[...]

A titre surabondant, quant à la décision de soumettre ou non le requérant à un test ADN, force est de constater que cette décision relève du pouvoir d’appréciation de la partie défenderesse de prendre une telle décision. Or, le Conseil rappelle que, saisi d’un recours comme en l’espèce, il ne statue que sur la légalité de l’acte entrepris, et non sur son opportunité.

Quant à l’argumentation relative au fait que les décisions de refus de visa prises dans les dossiers des filles présumées de la regroupante mentionnent qu’« *Avant de lancer la procédure ADN le document suivant doit être produit dans les 6 mois : autorisation parentale du père des enfants au départ définitif*», le Conseil constate, d’une part, que le test ADN mentionné concerne la regroupante et ses filles présumées ayant introduit la demande de visa afin de la rejoindre, et

non avec leur père. D'autre part, quant à l'autorisation parentale du père demandée par la partie défenderesse, une lecture de ces décisions, jointes par la partie requérante à sa requête, démontre que la partie défenderesse a constaté ce qui suit : « *les tazkiras produits pour les trois enfants présentent, comme données d'identifications du père, des références ([...]) différentes de celles présentent sur le tazkira fourni dans le dossier de M. [Q.] ([...])* ». Ainsi, il ressort de ces décisions qu'il n'est pas clair que le requérant serait le père des trois filles présumées de la regroupante. En tout état de cause, cette argumentation semble dirigée contre les décisions de refus de visa prises à l'égard des trois filles présumées de la regroupante. Ces décisions ne font pas l'objet du présent recours en sorte que l'augmentation y relative est dénuée de pertinence.

La circonstance selon laquelle « dans le dossier de la regroupante, le CGRA avait initialement pris une décision négative (qui a été retirée) mais où le CGRA avait dans les faits confirmé que le requérant vivait – et n'était donc pas décédé comme préalablement déclaré par le fils aîné » est impuissante à renverser les constats précités. En effet, la partie requérante convient que cette décision a été retirée, de sorte qu'il est contradictoire d'affirmer que « le CGRA a confirmé que le requérant n'était pas mort ».

Par conséquent, la partie défenderesse a pu valablement considérer qu'il existait un doute quant à l'identité du requérant, et la décision est suffisamment et valablement motivée."

CCE arrêt 308612 du 20/06/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Congo (RDC)

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

pays Dublin

Allemagne

"Les actes attaqués indiquent d'emblée que les requérants ont été reconnus réfugiés en Grèce.

(...)

Si comme en l'espèce, il ne fait pas application de l'article 57/6, § 3, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi du 15 décembre 1980, le Commissaire adjoint est donc tenu d'examiner la demande de protection internationale au regard des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. Or, ces articles imposent un examen au regard du pays d'origine du demandeur, c'est-à-dire du pays dont il possède la nationalité ou, s'il s'agit d'un apatride, du pays où il avait sa résidence habituelle. Il en découle que le demandeur de protection internationale dont la qualité de réfugié a déjà été reconnue mais qui demande aux autorités belges de lui reconnaître à nouveau cette qualité et dont la demande n'a pas été déclarée irrecevable se soumet à un nouvel examen ; par hypothèse, il existe donc un risque que le résultat de cet examen soit différent de celui auquel avait conduit l'examen mené dans un autre pays.

Dès lors que le Commissaire adjoint est tenu de procéder à l'examen de la demande de protection internationale au regard du pays d'origine du demandeur, il convient qu'il le fasse en tenant compte de toutes les informations pertinentes. A cet égard, le fait que le demandeur s'est déjà vu reconnaître la qualité de réfugié constitue un élément à prendre en considération. En effet, d'un simple point de vue pratique, il n'est pas indifférent pour l'examen du bien-fondé d'une demande de protection internationale que la crainte du demandeur de subir des persécutions ait déjà été estimée fondée par une instance compétente (v. à cet égard l'arrêt du CCE n° 223 061 du 21 juin 2019).

Ainsi, au vu des éléments qui précèdent, il y a lieu d'évaluer la demande de protection internationale des requérants par rapport au pays dont ils ont la nationalité, à savoir la R.D.C., au regard des articles 43/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 et en ayant égard à l'ensemble des informations présentes aux dossiers administratifs et aux dossiers de la procédure, en ce compris le fait qu'ils ont été reconnus réfugiés en Grèce en 2020.

(...) [L]e Conseil estime que les décisions attaquées développent les motifs amenant la partie défenderesse à rejeter la demande de protection internationale des requérants. Cette motivation est claire et permet aux requérants de comprendre les raisons de ce rejet. Les décisions sont donc formellement motivées conformément à l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 et aux articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

Sur le fond, le Conseil constate à la suite du Commissaire adjoint que les déclarations des requérants présentent des contradictions importantes et donc estime ne pas disposer d'éléments suffisants permettant d'établir l'existence dans leur chef d'une crainte fondée de persécution ou d'un risque réel d'atteinte grave en cas de retour en R.D.C.

(...)

Si, à l'instar des parties requérantes, le Conseil déplore l'absence d'instruction menée par le Commissaire adjoint en lien avec les dossiers des requérants en Grèce et les raisons y avancées en vue d'obtenir une protection internationale, il observe que les parties requérantes ne proposent aucun développement concret quant à ce et il estime que ce manque d'instruction est insuffisant pour renverser les conclusions du Commissaire adjoint compte tenu des nombreux éléments de divergence mis en avant et de leur importance quant à la crédibilité des faits invoqués par les requérants. En fin de compte, les requêtes ne fournissent aucun élément d'appréciation nouveau, objectif ou consistant pour pallier les insuffisances constatées et le manque de crédibilité des faits allégués.

(...)

(...) [L]e Conseil estime que les requérants n'établissent pas qu'ils ont quitté leur pays ou en restent éloignés par crainte au sens de l'article 1^{er}, section A, paragraphe 2 de la Convention de Genève."

CCE arrêt 308598 du 20/06/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Rwanda

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

REFUS DE VISA

composition du siège

1 juge

Refus de visa de RF conjointe de Belge – revenus insuffisants – art 20 TFUE – la requérante faisait valoir que son époux dépendait d'elle à plus de 90% - la requérante n'est actuellement pas sur le territoire belge et n'est donc pas présente aux côtés de son époux => pas démontré que l'état de santé de l'époux, vivant sur le territoire belge et dont le handicap a été reconnu, nécessite la présence spécifique et personnelle de la requérante à ses côtés – rejet.

"3.4. Quant à l'invocation de l'article 20 du Traité sur le fonctionnement de l'Union (ci-après : le TFUE), la Cour constitutionnelle a considéré, à la suite notamment de l'arrêt « Dereci » C-256/11, prononcé par la Cour de justice de l'Union européenne le 15 novembre 2011, ce qui suit :

« [...] *ce n'est qu'exceptionnellement, dans la situation très particulière où, à la suite de mesures nationales qui privent les membres de sa famille du droit au regroupement familial, un citoyen de l'Union serait contraint non seulement de quitter le territoire de l'Etat membre dont il est citoyen mais également celui de l'Union dans son ensemble, qu'il serait porté atteinte à l'essentiel des droits qu'il puise dans le droit de l'Union et que les membres de sa famille pourraient se prévaloir de ces droits pour rejoindre le citoyen de l'Union sur le territoire d'un Etat membre. La réponse à la question de savoir si cette situation se présente exige, selon la jurisprudence de la Cour de justice, une appréciation des circonstances de fait de chaque cas concret, étant entendu que toutes les circonstances de la cause doivent être examinées (CJUE, 6 décembre 2012, C356/11 et C-357/11, O. et S., points 47-56). Il n'est pas possible au législateur de prévoir CCE 226 021 - Page 9 celles-ci de manière générale lors de l'élaboration de normes abstraites. [...] S'il devait résulter des circonstances de fait d'un cas concret que le refus d'octroyer à un membre de sa famille un droit de séjour dans le cadre du regroupement familial aboutissait à priver un Belge de la jouissance de l'essentiel des droits conférés par son statut de citoyen de l'Union, en ce qu'il serait obligé de facto de quitter le territoire de l'Union européenne, il conviendrait d'écarter l'application de la disposition en vertu de laquelle un tel droit au regroupement familial serait refusé »[1].*

En l'occurrence, à la lecture de la motivation de l'acte attaqué et au vu du dossier administratif, il n'apparaît nullement que le refus de visa de regroupement familial dont la requérante a fait l'objet soit de nature à priver son époux belge « *de la jouissance de l'essentiel des droits conférés par son statut de citoyen de l'Union, en ce qu'elle serait obligée de facto de quitter le territoire de l'Union européenne* ». La partie requérante reste en défaut d'établir une telle privation et se contente d'alléguer que « S'il advenait que l'administration refusait le droit au séjour à l'époux de la requérante en vertu du droit dérivé tiré de la qualité de citoyen de l'Union de son époux, ceci contraindrait non seulement Monsieur [K.] l'obligerait à quitter l'Union en vue de rejoindre son épouse », ce qui n'est nullement étayé et relève purement de l'hypothèse.

En effet, la requérante est restée en défaut de faire valoir des liens de dépendance exceptionnels entre elle et son époux. Elle se contente d'affirmer qu'« en raison de son état de santé, l'époux de la requérante dépend à plus de 90% de son épouse, l'intéressé ayant très souvent besoin d'assistance pour prendre une douche, se déplacer sur de longues distances [...] ». Or, la requérante n'est actuellement pas sur le territoire belge et n'est donc pas présente aux côtés de son époux afin de l'aider dans son quotidien. Il n'est donc pas démontré que l'état de santé de l'époux de la requérante, vivant sur le territoire belge et dont le handicap a été reconnu par une décision du 26 juin 2018, nécessite la présence spécifique et personnelle de la requérante à ses côtés.

Par conséquent, la décision attaquée ne peut être considérée comme violant l'article 20 du TFUE."

[1] Cour Const., n°121/2013, 26 septembre 2013, B.59.4., B.59.5. et B.59.6.

procédure CCE

Annulation

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

Bijlage 20 zonder BGV - verwerping - gezinshereniging met Belgische vader - bestreden beslissing werd genomen buiten termijn van zes maanden - artikel 42, §1, eerste lid VW en artikel 52, §4 van het Vreemdelingenbesluit - geen verplichting om verblijfskaart af te geven indien termijn van zes maanden wordt overschreden - RvS rechtspraak - VP verwijst naar arrest GWH van 26 september 2013, nr. 121/2013 - gebrekkige omzetting richtlijn - in casu gaat het echter om een zuiver interne situatie met een statische Belg - arrest GWH werd ook genomen voor arrest Diallo van HvJ - ambtshalve afgifte van een verblijfskaart na een bepaalde periode kan enkel aan de orde zijn indien vaststaat dat het familielid van de Unieburger voldoet aan de gestelde verblijfsvoorwaarden - anders oordelen zou leiden tot discriminatie tussen derdelander-familieleden van statische Belgen en derdelander-familieleden van Unieburgers

2.7. De Raad wijst erop dat artikel 42, § 1 van de Vreemdelingenwet als algemene regel stelt dat een beslissing betreffende het recht op verblijf van meer dan drie maanden dient te worden genomen binnen de termijn van zes maanden en dat de Koning de voorwaarden voor de erkenning en de duur van het verblijfsrecht bepaalt. De Raad kan zich aansluiten bij de verwijzing van verzoeker naar rechtspraak van de Raad van State waarin deze voor familieleden van Belgische onderdanen oordeelt dat artikel 42, §1, eerste lid van de Vreemdelingenwet aldus niet voorziet welke de gevolgen zijn indien de hierin voorzien termijn van zes maanden wordt overschreden, noch geeft dit de Koning de bevoegdheid om de gevolgen van een overschrijding van die termijn te bepalen. Artikel 52, § 4, tweede lid van het Vreemdelingenbesluit vindt wat dat betreft geen rechtsgrond in artikel 42 van de Vreemdelingenwet en moet dus op dat punt buiten toepassing worden verklaard. Uit artikel 42 van de Vreemdelingenwet en/of artikel 52, § 4, tweede lid van het Vreemdelingenbesluit volgt derhalve niet de verplichting voor verweerder om een verblijfskaart af te geven na het verstrijken van de termijn zes maanden na het indienen van de aanvraag tot gezinshereniging met een Belgische onderdaan, voor zover binnen die termijn geen beslissing is genomen (cf. RvS 15 december 2022, nr. 255.275, RvS 9 maart 2023, nr. 15.275 (c) en RvS 2 juni 2023, nr. 15.146 (c)).

[...]

2.9. Verzoekers verwijzing naar het arrest van het Grondwettelijk Hof van 26 september 2013, met nr. 121/2013 kan niet tot een andere beoordeling leiden. Het Hof heeft hierin uitspraak gedaan over een middel waarin werd aangehaald dat artikel 42 van de Vreemdelingenwet de artikelen 5, lid 2, en 10, lid 1 van de richtlijn 2004/38/EG gebrekkig omzet. Het ging om een verschil tussen aanvragen tot gezinshereniging door familieleden van een burger van de Unie die in België zijn ingediend ten opzichte van aanvragen die in het buitenland werden ingediend. Verzoekers geval betreft echter een zuivere interne situatie van een vestigingsaanvraag met een statische Belg, waarover de Raad van State het voormelde oordeelde (cf. punt 2.7.). De Raad voegt er nog aan toe dat het voormeld arrest van het Grondwettelijk Hof alsook arrest nr. 128/2010 van dit Hof, waarnaar de parlementaire voorbereiding bij artikel 42, §1, eerste lid van de Vreemdelingenwet verwijst, gewezen zijn vóór het arrest Diallo van het Hof van Justitie (HvJ 27 juni 2018, C-246/17, Diallo). In dit arrest werd aangegeven dat de richtlijn 2004/38/EG geen bepalingen bevat tot regeling van de gevolgen die zijn verbonden aan de overschrijding van de in artikel 10, lid 1 van deze richtlijn gestelde termijn, zodat het in beginsel aan de lidstaten is om deze kwestie *"in het kader van hun procedurele autonomie te regelen met inachtneming van het doeltreffendheids- en het gelijkwaardigheidsbeginsel"* (§ 45). Deze regeling mag echter geen afbreuk doen *"aan de nuttige werking van het Unierecht"* (§ 46). Het Hof vervolgt dat *"volgens vaste rechtspraak van het Hof de afgifte van een verblijfstitel als bedoeld in artikel 10, lid 1, van richtlijn 2004/38 aan een derdelander geen rechten [schept], maar [dat] gaat het om een handeling waarbij de lidstaat vaststelt wat de individuele situatie van een dergelijke derdelander is in het licht van het Unierecht"* (§ 48) en dat *"de declaratoire aard van de verblijfskaarten mee [brengt] dat deze kaarten niet meer doen dan een reeds bestaand recht van de betrokkene bevestigen"* (§ 49). Er wordt aangegeven dat een stelsel van een ambtshalve afgifte van een verblijfskaart wanneer de termijn van zes maanden wordt overschreden *"haaks [staat] op de doelstellingen van richtlijn 2004/38 voor zover het mogelijk maakt dat een verblijfskaart wordt afgegeven aan iemand die niet voldoet aan de voorwaarden daarvoor"* (§ 55). Er wordt dan ook geconcludeerd dat *"de richtlijn 2004/38 aldus moet worden uitgelegd dat zij zich verzet tegen een nationale regeling als in het hoofdgeding aan de orde, die de bevoegde nationale autoriteiten verplicht ambtshalve een verblijfskaart van een familielid van een burger van de Unie aan de betrokkene af te geven wanneer de in artikel 10, lid 1, van richtlijn 2004/38 voorgeschreven termijn van zes maanden*

wordt overschreden, zonder dat eerst wordt vastgesteld dat die persoon daadwerkelijk voldoet aan de voorwaarden om in overeenstemming met het Unierecht in het gastland te verblijven". Een ambtshalve afgifte van een verblijfskaart na een bepaalde periode kan dus enkel aan de orde zijn indien vaststaat dat het familielid van de Unieburger voldoet aan de gestelde verblijfsvoorwaarden. Zoals de verwerende partij terecht opmerkt in haar nota heeft het Hof van Justitie daarna zijn *"rechtspraak van het arrest DIALLO inmiddels [...] bevestigd in het kader van gezinshereniging met een derdelander, met name in een recent arrest van 20.11.2019 (X. t. Belgische Staat, C-706/18)"*. Het zou aldus een discriminatie teweeg brengen tussen derdelander-familieleden van statische Belgen en derdelander-familieleden van burgers van de Unie of van derdelanders indien aan de eerst vermelde categorie toch een verblijfskaart moet worden afgegeven als de periode van zes maanden wordt overgeschreden zonder dat vaststaat dat ze voldoen aan de gestelde verblijfsvoorwaarden.

CCE arrêt 308561 du 20/06/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

MUST READ - Bijlage 20 zonder BGV - verwerping - buitenlandse huwelijksakte - artikelen 27 en 47 WIPR - huwelijk bij volmacht - toetsing aan toepasselijk Marokkaans recht - artikel 17 Marokkaans familiewetboek - volmacht wordt niet voorgelegd aan bestuur, waardoor niet kan worden geoordeeld of en welke redenen er werden opgegeven die de kandidaat-echtgenoot verhinderen om in persoon te huwen - hierdoor kan verweerder niet vaststellen of het huwelijk naar Marokkaans recht wel degelijk rechtsgeldig is

2.7. Gelet op het feit dat een buitenlandse akte werd bezorgd aan het Belgisch bestuur is artikel 27, § 1, eerste lid van het WIPR van toepassing.

[...]

2.9. Uit deze bepaling volgt dus dat elke administratieve overheid, bij de uitoefening van haar bevoegdheden, een buitenlandse authentieke akte kan erkennen dan wel kan weigeren deze te erkennen. Hierbij moet de buitenlandse authentieke akte beantwoorden aan de vereisten van het recht aangewezen door het Belgische conflictenrecht, d.i. het WIPR, en moet worden nagegaan of er geen sprake is van wetsontduiking (artikel 18 van het WIPR) of onverenigbaarheid met de openbare orde (artikel 21 van het WIPR) (RvS 1 april 2009, nr. 192.125; cf. M. Traest, "commentaar bij artikel 27" in J. Erauw e.a. (eds.), Het wetboek Internationaal Privaatrecht becommentarieerd, Antwerpen, Intersentia, 2004, (152) 153-154).

[...]

2.11. Kernpunt van verzoekers betoog is dat verweerder zich niet in de plaats kan stellen van de Marokkaanse gezinsrechter die de volmacht om te huwen heeft aanvaard, waardoor volgens verzoeker het huwelijk naar Marokkaans recht aldus rechtsgeldig is gesloten. Verzoeker kan echter niet worden gevolgd in zijn betoog. Er werd een buitenlandse huwelijksakte voorgelegd en uit het bovenvermelde volgt duidelijk dat verweerder onder meer kan nagaan of de vormvereisten voor de afsluiting van het huwelijk zijn vervuld en of er geen sprake is van wetsontduiking of onverenigbaarheid met de Belgische (internationale) openbare orde.

2.12. De kwestie van huwen per volmacht is een vormvereiste. Dit volgt uit artikel 47 WIPR dat luidt als volgt: "[...]"

2.13. Gelet op het feit dat verzoekers huwelijk is voltrokken in Marokko oordeelt verweerder correct dat, om na te gaan of het huwelijk bij volmacht kon worden afgesloten, naar het Marokkaanse recht en meer bepaald artikel 17 van het Marokkaans Familiewetboek moet worden gekeken. Dit wordt door verzoeker bevestigd in het verzoekschrift. Zoals ook verzoeker erkent in het verzoekschrift mogen *"Marokkaanse onderdanen [...] naar Marokkaans recht per volmacht huwen op voorwaarde dat zij hiervoor toestemming hebben bekomen van de Marokkaanse Familierechter en dat de redenen worden aangegeven die de kandidaat-echtgenoot verhinderen om het huwelijk in persoon af te sluiten (art. 17 Marokkaans Familiewetboek)"*.

2.14. Blijkens de bestreden beslissing valt verweerder er onder meer over dat de volmacht niet werd voorgelegd zodat hij niet kon oordelen of en welke redenen er werden opgegeven die de kandidaat-echtgenoot verhinderen om het huwelijk in persoon af te sluiten. Hierdoor kon hij niet vaststellen of het huwelijk naar Marokkaans recht wel degelijk rechtsgeldig is, waardoor de huwelijksakte *"(voorlopig)"* niet erkend wordt.

procédure CCE

Annulation

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

MUST READ - Bijlage 20 met bevel om het grondgebied te verlaten – “ander” familielid 47/1, 2° Vw. – geldstorting afkomstig van de echtgenote van de referentiepersoon – verweerder kon deze stortingen op goede gronden als “geldstorting vanwege een derde” beschouwen

Verzoeker hekelt dat de verwerende partij concludeert dat het ten laste zijn niet afdoende is aangetoond, hoewel hij 8 bewijzen van geldstorting gericht aan verzoeker en bijhorende geldafhalingen heeft voorgelegd die betrekking hebben op de periode tijdens dewelke hij in Nederland verbleef. Verzoeker betoogt dat de geldstorting niet afkomstig zijn van een derde, maar van het gezin van de referentiepersoon, namelijk van diens echtgenote die tevens verzoekers zus is. Hij stelt dat de referentiepersoon en verzoekers zus een gehuwd koppel zijn en derhalve een gemeenschappelijk vermogen hebben. Hij stelt dat deze geldstorting dus in rekening moeten worden gebracht en meent dat deze wel degelijk het financieel ten laste zijn aantonen, temeer nu de verwerende partij voor het overige deze bewijzen van geldverzekeringen niet betwist.

In eerste instantie merkt de Raad op dat verzoeker erkent dat de geldstorting niet afkomstig zijn van de referentiepersoon. Zelfs aangenomen dat de storting afkomstig zijn van verzoekers zus, kan verzoeker niet worden gevolgd waar hij betoogt dat ze in rekening moesten worden gebracht bij de beoordeling van het ten laste zijn. De Raad van State heeft in zijn arrest nr. 257.760 van 26 oktober 2023 immers het volgende gesteld over het in aanmerking nemen van geldstorting afkomstig van de echtgenote van de referentiepersoon in de situatie van “andere familieleden”, zoals in casu:

“[...] Bijgevolg vermocht de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen in het bestreden arrest zonder schending van artikel 47/1, 2°, van de vreemdelingenwet overwegen:

“[...] De Raad wijst erop dat **uit de bewoordingen van noch de artikelen 47/1, 2° en artikel 47/3, § 2, eerste lid van de vreemdelingenwet noch artikel 3, tweede lid, a) van de Burgerschapsrichtlijn blijkt dat een ‘ander familielid’ dat niet ten laste is van de Unieburger zelf, maar van een echtgenoot of partner van de Unieburger, in aanmerking zou komen voor een verblijf**. Zowel de vreemdelingenwet als de Burgerschapsrichtlijn vereisen voor de ‘andere familieleden’ een ten laste zijn van de burger van de Unie zelf. Dit **in tegenstelling tot de familieleden bedoeld in artikel 40bis, § 2, 3° en 4° van de vreemdelingenwet en artikel 2, tweede lid, c) en d) van de Burgerschapsrichtlijn, die uitdrukkelijk voorzien dat niet alleen de bloedverwanten in op- en neergaande lijn van de burger van de Unie zelf, maar ook die van zijn echtgenoot of wettelijk geregistreerde partner een verblijfsrecht hebben**. In deze zin moet ook de hoger geciteerde rechtspraak van het Hof van Justitie worden begrepen. In het arrest *Jia* wordt uitdrukkelijk verwezen naar materiële ondersteuning ‘door de gemeenschapsonderdaan die gebruik heeft gemaakt van zijn verkeersvrijheid of door diens echtgenoot’ (pt. 35). Dit wordt herhaald in het latere arrest *Reyes*, waarin verwezen wordt naar materiële ondersteuning ‘door de burger van de Unie die gebruik heeft gemaakt van zijn verkeersvrijheid, of door diens echtgenoot’ (pt. 21). Beide arresten hebben echter betrekking op de kernfamilieleden in de zin van artikel 2, tweede lid, c) en d) van de Burgerschapsrichtlijn, die aldus op grond van de uitdrukkelijke bewoordingen van de toepasselijke bepaling, zowel bloedverwanten van de Unieburger zelf als van zijn echtgenoot of wettelijk geregistreerde partner kunnen zijn. Ook al kunnen de voormelde arresten gehanteerd worden om het begrip ‘ten laste’ inhoudelijk te interpreteren, het zou ingaan tegen de bewoordingen van de relevante bepalingen van de Burgerschapsrichtlijnen met betrekking tot de kernfamilieleden enerzijds en de ‘andere familieleden’ anderzijds, om eruit af te leiden dat de materiële en/of financiële ondersteuning van het ‘ander familielid’ ook afkomstig kan zijn van de echtgenoot of wettelijk geregistreerde partner van de Unieburger.”

De verwerende partij heeft dus niet onzorgvuldig of in strijd met het Unierecht geoordeeld door vast te stellen dat de geldstorting niet afkomstig zijn van de referentiepersoon en door deze bijgevolg buiten beschouwing te laten bij de beoordeling van het ten laste zijn. De bestreden beslissing is op dat vlak evenmin niet afdoende gemotiveerd.

CCE arrêt 308581 du 20/06/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Côte d'Ivoire

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Documents médicaux

" [L]e Conseil estime que ce document constitue une pièce importante du dossier administratif dans la mesure où la nature, la gravité et/ou le caractère récent des lésions décrites ainsi que leur caractère compatible avec des mauvais traitements constituent une forte indication de traitements contraires à l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (...), infligés au requérant.

Si la crainte telle qu'elle est alléguée par le requérant n'est pas fondée, son récit n'étant pas crédible, il convient encore, au regard d'un tel certificat médical, non seulement de dissiper tout doute quant à la cause des séquelles qu'il établit mais aussi quant au risque de nouveaux mauvais traitements en cas de retour du requérant dans son pays d'origine (v. les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme RC c. Suède du 9 mars 2010, §§ 50, 53 et 55 et I. c. Suède du 5 septembre 2013, §§ 62 et 66), l'absence de crédibilité de son récit n'étant pas suffisante à cet effet (v. l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme R.J. c. France du 19 septembre 2013, § 42).

Il résulte de la jurisprudence précitée de la Cour européenne des droits de l'homme que les instances d'asile sont tenues de mener une instruction sur l'origine des séquelles constatées. En l'espèce, le requérant attribue l'existence de ses lésions à son appartenance entre 2011 et 2015 au groupe des « microbes ». Or, le récit du requérant à cet égard n'a pas été jugé crédible dans le cadre de sa précédente demande de protection internationale, cela en raison d'inconsistances et incohérences telles qu'elles empêchent de considérer les faits invoqués pour établis (...). Il y a lieu de relever que, lors de son entretien personnel du 10 juillet 2023 devant les services de la partie défenderesse et à l'audience, le requérant a expressément été interpellé au sujet de l'origine de ses lésions compte tenu des importantes lacunes relevées dans son récit dans le cadre de sa précédente demande de protection internationale ; il a toutefois continué à affirmer qu'elles étaient survenues dans les circonstances qu'il invoque et il n'a apporté aucune explication satisfaisante sur la présence de ses lésions, ni aucun élément susceptible de jeter un éclairage nouveau sur leur origine. Dès lors, le Conseil constate qu'en l'espèce, le requérant a placé les instances d'asile dans l'impossibilité de déterminer l'origine réelle des séquelles constatées et, partant, de dissiper tout doute quant à leur cause (C.E., 2 décembre 2021, n° 252 294). Il n'est donc pas établi que ces séquelles résultent d'une persécution ou d'une atteinte grave au sens des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

Il résulte en outre de la jurisprudence précitée de la Cour européenne des droits de l'homme que les instances d'asile sont également tenues de dissiper tout doute quant au risque de nouveaux mauvais traitements en cas de retour du requérant dans son pays d'origine. Après un examen attentif du dossier du requérant, le Conseil n'aperçoit aucun élément qui laisserait apparaître que les séquelles physiques, telles qu'elles sont attestées par le rapport médical circonstancié précité, pourraient en elles-mêmes induire dans son chef une crainte fondée de persécution ou un risque réel d'atteinte grave en cas de retour dans son pays.

Au vu des développements qui précèdent, le Conseil estime que l'origine des lésions attestées par le rapport médical précité et les risques qu'elles révèlent ont été instruits à suffisance et que, s'il ne peut être exclu que ces séquelles soient attribuées à des violences, le requérant place les instances d'asile dans l'impossibilité d'examiner, conformément à l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980, s'il existe de sérieuses raisons de croire que ces atteintes graves ne se reproduiront pas en cas de retour dans son pays (C.E., 28 avril 2021, n° 250 455). En tout état de cause, le requérant n'est pas parvenu à établir qu'il a été victime de persécution ou d'atteinte grave dans son pays d'origine. Ce rapport médical ne suffit dès lors pas, à lui seul, à déclencher la présomption instaurée par l'article 48/7 précité de la loi du 15 décembre 1980.

En effet, les persécutions ou les atteintes graves dont il est question à cet article « doivent être de celles visées et définies respectivement aux articles 48/3 et 48/4 de la même loi » (C.E., 7 mai 2013, n° 223.432). Il en résulte notamment que, conformément à l'article 48/5 de la loi du 15 décembre 1980, elles doivent émaner d'un acteur visé à son paragraphe 1^{er}. Or, en l'espèce, à supposer que les lésions constatées résultent d'événements survenus dans le pays d'origine du requérant, ce dernier n'établit pas les circonstances qui en sont à l'origine. Partant, le requérant n'établit pas s'il existe un acteur visé à l'article 48/5, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980. L'existence d'une persécution au sens

de l'article 48/3 ou d'une atteinte grave au sens de l'article 48/4 ne peut dès lors pas être reconnue dans le chef du requérant sur la seule base de ce rapport médical. A défaut de prémisse, la présomption prévue par l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980 n'a ainsi pas lieu de s'appliquer."

Raisons impérieuses.

"Enfin, le Conseil ne peut se rallier aux arguments de la requête en ce qu'elle invoque dans le chef du requérant « une crainte exacerbée » en cas de retour en Côte d'Ivoire au vu de « [...] l'atrocité des maltraitances dont [il] a été victime [...] [qui] laisse bien évidemment des traces très importantes sur le plan psychologique », ou encore souligne, sous l'angle de l'octroi de la protection subsidiaire, que le requérant « [...] serait immanquablement confronté à des traitements inhumains ou dégradants [...], en raison de la persistance des séquelles laissées par les persécutions subies [...] dans son enfance, couplé à [s]a vulnérabilité particulière [...] ». Le Conseil estime pour sa part que le requérant n'apporte en l'espèce aucun élément concret de nature à démontrer l'existence dans son chef de raisons impérieuses rendant inenvisageable son retour dans son pays d'origine tenant à des persécutions ou à des atteintes graves antérieures. Aucune des pièces à caractère médical déposée ne met en avant de telles raisons impérieuses dans son chef. De plus, le passé du requérant en tant que « microbe » n'a pu être considéré comme crédible. S'agissant des séquelles constatées dans les pièces que le requérant a produites à l'appui de ses demandes, en particulier celles constatées dans le rapport médical circonstancié du 19 novembre 2020 qu'il lie à son appartenance à ce groupe, il ne peut en être conclu, pour les motifs déjà développés *supra*, qu'elles résultent d'une persécution ou d'une atteinte grave au sens des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil restant dans l'ignorance des circonstances qui en sont à l'origine. Le raisonnement que tient le requérant dans sa requête manque dès lors clairement de pertinence. Quant à la jurisprudence citée dans le recours (notamment les arrêts du Conseil n° 177 178 du 27 octobre 2016 et 176 545 du 19 octobre 2019), passablement ancienne, elle n'est pas de nature à infirmer ces constats. En effet, aucune comparabilité de situation ne justifie que le bénéfice des enseignements tirés de ces arrêts lui soit étendu. Ainsi, il ressort de la lecture de l'arrêt n° 177 178 du 27 octobre 2026, que dans cette affaire, la partie défenderesse avait admis que la requérante avait bel et bien vécu des faits de maltraitances de la part de son ex-mari, « [...] atteinte physique particulièrement grave dont les conséquences, physiques et/ou psychologiques, peuvent perdurer durant toute la vie de la femme qui en a été victime ». De la même manière, dans l'arrêt n° 176 545 du 19 octobre 2016, le Conseil avait estimé que « [...] le contexte des graves attentats frappant la capitale irakienne, l'intensité des blessures et du traumatisme subis par le requérant, explique que celui-ci fasse légitimement état de raisons impérieuses tenant à des atteintes graves antérieures qui justifient, nonobstant l'évolution intervenue ultérieurement à son départ de son pays d'origine, qu'il ne puisse plus envisager de retourner y vivre et de s'y mettre sous la protection des autorités irakiennes »."

CCE arrêt 308562 du 20/06/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

VRM - Afghanistan - erkenning vluchtelingenstatus - (gepercipieerde) verwestering - VP heeft Afghanistan in 2006, als 18-jarige, voor het eerst verlaten - van 2006 tot 2014 in Verenigd Koninkrijk verbleven - in 2014 uitgewezen naar Afghanistan - religieus huwelijk in 2014 met zijn echtgenote, die op heden in Afghanistan verblijft met hun twee kinderen - in 2015 verlaat VP Afghanistan opnieuw en dient VIB in bij Oostenrijkse autoriteiten - in 2018 uitgewezen naar Afghanistan - in 2020 verliet VP Afghanistan een laatste maal - Voorbije 18j verbleef VP 3j in Afghanistan en 15j in Europa - Tijdens verblijf in Verenigd Koninkrijk had VP een Britse vriendin bij wie hij bijna twee jaar samenwoonde - tewerkstelling in België - geen praktiserende moslim - negatieve impact van het feit dat hij niet praktiserend is op zijn relatie met andere Afghanen in België - niet onwaarschijnlijk dat VP grote moeilijkheden zal ondervinden om zich te conformeren aan de heersende regels en normen binnen de huidige Afghaanse samenleving, gelet op machtsovername door taliban - dergelijk lang gecombineerd verblijf in Europa met zijn participatie in minstens twee samenlevingen kan redelijkerwijze een impact hebben gehad op zijn verdere ontwikkeling, zijn opvattingen en de wijze waarop hij zich als persoon gedraagt - vorige uitwijzingen naar Afghanistan doen hieraan geen afbreuk - laatste verblijfplaats in Afghanistan was Jalalabad, Nangarhar - in deze provincie heeft ISKP een sterke aanwezigheid - aantal individuele risicobepalende omstandigheden die cumulatief moeten worden bekeken, in het licht van de algemene landeninfo - met inachtneming van potentiële onmenselijke behandeling en voordeel van de twijfel, kan in hoofde van VP een gegronde vrees voor vervolging bij terugkeer naar Afghanistan worden aangenomen

Er kan worden aangenomen dat verzoeker, die in 2006 op ongeveer 18-jarige leeftijd een eerste maal voor langere tijd is vertrokken uit Afghanistan, op dat moment in bepaalde mate reeds gevormd was naar Afghaanse gewoonten en gebruiken. Echter, gelet op zijn langdurig verblijf buiten Afghanistan – hij verbleef de laatste 18 jaar ongeveer 15 jaar in Europa en slechts ongeveer 3 jaar in Afghanistan en dit voor de machtsovername – stelt zich in casu de vraag of hij zich tijdens het verblijf in Europa “westerse” gedragingen en kenmerken eigen kan hebben gemaakt waardoor hij bij terugkeer dreigt te worden gevisieerd door de taliban.

Uit het geheel van zijn verklaringen en de voorliggende documenten blijkt dat verzoeker allereerst tijdens zijn achtjarig verblijf in het Verenigd Koninkrijk lange tijd in Londen leefde, zich de Engelse taal machtig heeft gemaakt, heeft gewerkt en tevens een Britse vriendin had met wie hij ongeveer twee jaar lang heeft samengewoond. Verder blijkt dat verzoeker ook in België aan de slag is, deelneemt aan cursussen op de werkvloer, waaronder taalcoaching, een inburgeringstraject heeft afgelegd, Franse les volgt, op stap gaat met vrienden en dus deelneemt aan de maatschappij. Zo uit dit alles niet noodzakelijkerwijze blijkt dat verzoeker daadwerkelijk is verwesterd, dient wel te worden vastgesteld dat hij reeds gedurende 15 jaar participeert in de Europese/Belgische samenleving en daarbij onmiskenbaar wordt geconfronteerd met een westerse manier van leven en met opvattingen, waarden en normen, waaronder principes van (religieuze) verdraagzaamheid, vrije meningsuiting en gelijkheid tussen mannen en vrouwen, die haaks staan op het gedachtegoed van de taliban. [...]

Het is niet onwaarschijnlijk dat verzoeker grote moeilijkheden zal ondervinden om zich te conformeren aan de heersende regels en normen binnen de huidige Afghaanse samenleving, zoals vormgegeven door de taliban na hun machtsovername in augustus 2021 en die hierboven werden uiteengezet. Dit te meer nu deze niet meer volledig de Afghaanse gebruiken, waarden en normen weerspiegelen waarin verzoeker is opgegroeid, maar aanzienlijk werden verstrengd door de taliban, de huidige de-facto-overheid.

Er kan daarbij, hoewel verzoeker reeds meerderjarig is, redelijkerwijze worden aangenomen dat een dergelijk lang gecombineerd verblijf in het Verenigd Koninkrijk, Oostenrijk en België met zijn participatie in minstens twee van deze samenlevingen, een impact heeft gehad op zijn verdere ontwikkeling, zijn opvattingen en op de wijze waarop hij zich als persoon gedraagt. Er kan worden aangenomen dat verzoeker deze niet steeds zal kunnen verbergen wanneer hij bij terugkeer naar zijn regio van herkomst in Afghanistan opnieuw plaatselijke gebruiken en normen in acht moet nemen die inmiddels onder het taliban-regime aanzienlijk werden verstrengd en die bovendien verre van eenduidig en transparant zijn. Dit verhoogt in belangrijke mate het risico dat hij in geval van terugkeer naar zijn regio van herkomst zal opvallen in de lokale gemeenschap en bij de lokale talibanleiders en zal worden gepercipieerd als aangetast door de

in België geldende waarden en normen.

Dat verzoeker in het verleden, toen hij in 2014 en vervolgens in 2018, respectievelijk vanuit het Verenigd Koninkrijk en Oostenrijk, werd uitgewezen naar Afghanistan aldaar geen geloofwaardige problemen heeft gekend zoals verweerder stelt in de bestreden beslissing, doet geen afbreuk aan het bovenstaande. [...]

Voorts kan de Raad verweerder niet volgen waar hij simpelweg stelt dat het feit dat verzoeker niet praktiserend moslim is in België, geen reden is waarom hij niet zou kunnen terugkeren naar Afghanistan. Uit het persoonlijk onderhoud, uit het verzoekschrift en uit zijn verklaringen tijdens de terechtzitting blijkt inderdaad dat verzoeker geen praktiserend moslim is. [...]

Voorts stelt de Raad vast dat verweerder niet concreet heeft vastgesteld ten aanzien van welke provincie verzoekers vrees of het reëel risico op ernstige schade dient te worden beoordeeld. Verzoeker gaf tijdens het persoonlijk onderhoud aan oorspronkelijk afkomstig te zijn van de provincie Laghman maar na zijn terugkeer in Afghanistan in 2018 in Jalalabad, provincie Nangarhar te hebben verbleven (gehoorverslag CG, p. 5). Zijn echtgenote en twee kinderen verblijven tot op heden in Jalalabad (gehoorverslag CG, p. 7). Gelet op het feit dat zijn meest recente woonplaats in Afghanistan Jalalabad is en zijn gezin er tot op heden verblijft, beoordeelt de Raad verzoekers vrees ten aanzien van de provincie Nangarhar. In deze provincie heeft ISKP, een transnationale Salafi-Jihadistische organisatie die hevig is gekant tegen alles wat westers is, een sterke aanwezigheid (EUAA, "Afghanistan. Targeting of individuals", August 2022, p. 190-192). Er ligt thans geen andersluidende informatie voor.

[...]

Alles in acht genomen blijkt dat er in hoofde van verzoeker een aantal individuele risicobepalende omstandigheden aanwezig zijn die cumulatief moeten worden bekeken in het licht van de algemene landeninformatie die maken dat hij in geval van terugkeer naar Afghanistan riskeert in de negatieve aandacht van talibanleden en -aanhangers en mogelijk ISKP komt te staan waarbij de kans reëel is dat zij hem als verwesterd percipiëren.

Het is niet mogelijk om met een redelijke mate van waarschijnlijkheid het concrete lot te voorspellen van een persoon met verzoekers profiel die onder de aandacht van de taliban komt omwille van een toegedichte verwestering of religieuze, morele of sociale normoverschrijding. Echter, de door beide partijen bijgebrachte en besproken objectieve landeninformatie wijst op *"wrede, onmenselijke en vernederende behandeling en bestraffing"*, waaronder openbare geseling en afranseling van personen die zich niet hielden aan de uitgevaardigde regels en richtlijnen.

Met inachtneming van deze potentiële behandeling en het voordeel van de twijfel, kan in hoofde van verzoeker een gegronde vrees voor vervolging bij terugkeer naar Afghanistan worden aangenomen.

procédure CCE

Annulation

nationalité

Russie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

Bijlage 20 zonder BGV - verwerping - gezinshereniging met Belgisch minderjarig kind - artikel 40ter, §2, 2° VW - geldig identiteitsdocument - VP legt kopie van een vervallen Russisch paspoort voor - verweerder stelt terecht vast dat een "*geldig paspoort ontbreekt*" - er liggen geen andere "geldige" identiteitsdocumenten voor - geen extra voorwaarde toegevoegd - mailbericht van de stad Brugge: "*als het niet mogelijk is om een nieuw paspoort aan te vragen voor meneer, dan zullen we dat niet meer vragen*" - geen stuk dat betrekking heeft op verzoekers derde aanvraag tot gezinshereniging - beslissing is genomen door gemachtigde ambtenaar van de stad Oostende - stad Oostende is niet gebonden aan e-mailbericht van stad Brugge - voorts is het niet aan de stad Brugge om een vrijstelling te verlenen aan een wettelijke voorwaarde - VP heeft ook geen overmacht ingeroepen bij zijn aanvraag

3.8. In casu oordeelde verweerder dat een "*geldig paspoort ontbreekt*". Verzoeker legde zoals gezegd opnieuw, net als bij een eerdere aanvraag, een kopie voor van een paspoort van de Russische Federatie, dat geldig was van 6 augustus 2010 tot 6 augustus 2015 en aldus evident niet langer geldig is. Verzoeker betwist niet dat hij op het vlak van de voorwaarde van het "*geldig identiteitsdocument*" zoals bepaald in artikel 40ter, § 2, 2° van de Vreemdelingenwet enkel een vervallen Russisch paspoort heeft overgemaakt. Verderop in het verzoekschrift kan weliswaar worden gelezen dat "*er verschillende officiële identiteitsbewijzen betreffende verzoeker overigens voorhanden zijn*", maar verzoeker licht dit niet nader toe, noch voegt hij ter ondersteuning daarvan stukken toe aan zijn verzoekschrift. De Raad ziet dan ook niet in waarom de bestreden beslissing "*de bewijskracht der stukken*" zou miskennen. Evenmin ziet hij in hoe een verwijzing naar een arrest van de Raad dat betrekking heeft op een situatie waarin meerdere identiteitsstukken werden overgemaakt, dienstig kan worden ingeroepen in huidige zaak.

3.9. Verzoeker kan de bestreden beslissing niet iets anders laten zeggen dan wat ze zegt. Zo kan uit de bestreden beslissing niet worden afgeleid dat ter vervulling van de voorwaarde van een "*geldig identiteitsdocument*" zoals voorzien in artikel 40ter, § 2, 2° van de Vreemdelingenwet "*hoe dan ook*" enkel een geldig paspoort kan worden overgemaakt. Verweerder doet niet meer en niet minder dan op grond van de door verzoeker overgemaakte kopie van een paspoort van de Russische Federatie, dat geldig was van 6 augustus 2010 tot 6 augustus 2015, vast te stellen dat een "*geldig paspoort ontbreekt*". Verzoeker kan daarom niet worden gevolgd in zijn betoog dat verweerder voorwaarden toevoegt aan de Vreemdelingenwet door enkel een geldig paspoort te beschouwen als een geldig identiteitsdocument en dus de overlegging van het eerst vermelde document verplicht zou eisen.

[...]

3.10.2. Voor wat betreft de toepassing van artikel 52, §2, 1° van het Vreemdelingenbesluit: deze bepaling moet (enkel) samen gelezen worden met artikel 40ter, § 2, 2° van de Vreemdelingenwet dat zoals gezegd specifiek voor ouders van minderjarige Belgen duidelijk de voorwaarde van een geldig identiteitsdocument oplegt. Immers kan een bepaling van een koninklijk besluit geen afbreuk doen aan een duidelijke wettelijke voorwaarde. De samenlezing houdt dus in dat verzoeker een geldig identiteitsdocument moet overmaken en dat als verzoeker dit niet doet binnen de drie maanden na de vestigingsaanvraag, hij "*niet alle vereiste bewijsdocumenten heeft overgemaakt*", waardoor verweerder de aanvraag op grond van artikel 52, §3 van het Vreemdelingenbesluit weigert door middel van een bijlage 20, quod in casu. De door verzoeker overgemaakte kopie van een paspoort van de Russische Federatie, dat geldig was van 6 augustus 2010 tot 6 augustus 2015, is duidelijk geen geldig paspoort en dus geen geldig identiteitsdocument en verweerder vermag dat wel degelijk vast te stellen in een bijlage 20. Voor zover artikel 52, §2, 1° van het Vreemdelingenbesluit iets anders zegt of leidt tot iets anders dan het gestelde in artikel 40ter, § 2, 2° van de Vreemdelingenwet moet dit buiten toepassing verklaard worden op grond van artikel 159 van de Grondwet (cf. RvS 12 december 2023, nr. 258.197).

[...]

3.12. Verzoeker beroept zich tevergeefs op stuk 3 gevoegd bij het verzoekschrift. Dit stuk betreft een e-mailbericht uitgaande van nietbelgen@brugge.be gericht aan de echtgenote van verzoeker. Het dateert van 5 mei 2020. Hierin wordt onder meer meegedeeld, "*Als het niet mogelijk is om een nieuw paspoort aan te vragen voor meneer, dan zullen*

we dat niet meer vragen." Vooreerst is dit een stuk dat geen betrekking heeft op verzoekers derde aanvraag tot gezinshereniging. Verweerder stelt in dit verband terecht in zijn nota, met verwijzing naar de zin *"Nu is het gewoon afwachten tot 23/10/2020 tot er een beslissing van Brussel komt"*, dat het *"aldus over een compleet andere aanvraag [gaat] dan de aanvraag waar het in deze procedure over gaan zijnde de aanvraag tot gezinshereniging van 7 december 2021"*. Verder is de bestreden beslissing getroffen door de gemachtigde ambtenaar van de stad Oostende. De Raad ziet niet in waarom de stad Oostende zou zijn gebonden door een e-mailbericht waarvan de afzender *"brugge.be"* vermeldt. Voorts is het niet aan een beambte van de stad Brugge om een vrijstelling te verlenen aan een wettelijke voorwaarde. Het vertrouwensbeginsel waarop verzoeker zich in dit verband beroept, kan geen afbreuk doen aan een duidelijke wettelijke voorwaarde. Ten slotte blijkt nergens uit – en verzoeker houdt zulks ook niet voor – dat hij zich bij het indienen van de derde aanvraag beriep op overmacht waardoor hij geen geldig identiteitsdocument kon overmaken. Verzoeker kan niet verwachten dat verweerder dit ambtshalve voor hem gaat invullen.

CCE arrêt 308613 du 20/06/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Burkina

dictum arrêt

Protection subsidiaire

acte attaqué

CG Irrec.-Demande ultérieure

composition du siège

1 juge

" (...) au vu des pièces produites relatives à la situation générale au Burkina Faso, le Conseil estime que le requérant présente des éléments de nature à augmenter de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à un statut de protection internationale.

Le Conseil considère que la demande de protection internationale du requérant est dès lors recevable (...).

En l'espèce, la partie défenderesse soutient dans sa décision que la situation sécuritaire prévalant au Burkina Faso « [...] à l'exception de Ouagadougou et de la région du Plateau-Central, qui se caractérise par la présence de nombreux groupes armés et terroristes qui s'affrontent entre eux ou qui affrontent les forces armées nationales et internationales, peut être qualifiée de conflit armé interne au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980 ».

Elle estime qu'il convient de considérer que la région d'origine à prendre en considération pour le requérant est Ouagadougou. En effet, bien que le requérant n'ait jamais vécu au Burkina Faso, étant né et ayant grandi en Côte d'Ivoire, elle considère qu'il y a « [...] des indices sérieux qui permettent d'affirmer [qu'il a] des attaches dans la ville de Ouagadougou [...] » – en raison du fait qu'il est référent d'un bien immobilier dans cette ville, pour lequel il a contracté un abonnement à la société de distribution d'électricité et qu'il a effectué dans cette ville les démarches nécessaires pour obtenir un passeport. Elle estime que le requérant ne démontre pas qu'il serait, comme il le prétend originaire de Comin Yanga, dans le Centre-Est.

La partie requérante soutient quant à elle que le Burkina Faso connaît actuellement une situation de conflit armé interne au sens de l'article 48/4, §2, c), de la loi du 15 décembre 1980 et que la région du Centre-Est est notamment concernée par une dégradation des conditions de sécurité, se référant pour l'essentiel au dernier rapport du centre de documentation de la partie défenderesse ainsi qu'à de nombreuses sources d'information qu'elle produit. Elle estime que le requérant démontre à suffisance que sa famille est originaire de Comin Yanga, dans la province de Koulpélogo, dans la région du Centre-Est.

(...) le requérant dépose différents documents qui établissent selon lui que sa famille est bien originaire de cette région. Ainsi, il dépose les actes de naissances de sa mère, de son père, de son grand-père maternel, de son oncle et de son cousin (...). Il dépose également un témoignage de son oncle qui indique qu'il passait ses vacances dans ce village, le relevé de notes de son cousin et un certificat de nationalité et un certificat de résidence à Comin Yanga à son nom (...).

Au vu des différents documents déposés par le requérant, le Conseil estime qu'il faut considérer qu'il a bien des attaches importantes dans la région du Centre-Est, bien qu'il n'y soit pas né et qu'il n'y ait jamais vécu. En effet, le requérant déclare que ses parents et le reste de sa famille sont nés à Comin Yanga et que bien qu'il ait toujours vécu en Côte d'Ivoire, il se rendait dans le village de sa famille pour les vacances. Ses déclarations sont appuyées par les différents documents qu'il dépose. Le centre des intérêts du requérant est bien situé à Comin Yanga.

Au vu de ce qui précède, le Conseil estime qu'il convient bien d'analyser la possibilité pour le requérant de retourner dans la région du Centre-Est.

Or, le Conseil observe qu'il ressort des informations citées par les parties que « [...] cette région est la plus touchée en termes d'attentats depuis janvier 2023 » (...). Il ressort également des documents joints à la note complémentaire précitée de la partie requérante que cette région du Burkina Faso est exposée à une violence aveugle d'une intensité exceptionnelle, dans laquelle a un certain nombre d'incidents sont reportés et que le UNHCR recommande aux Etats de ne pas renvoyer de force des personnes dans certaines régions du Burkina Faso, y compris dans la région du Centre-Est (...).

Ainsi, le Conseil estime qu'il ressort à suffisance des informations qui lui ont été communiquées et auxquelles il peut avoir égard, que la situation prévalant dans la région d'origine du requérant, soit la région du Centre-Est, peut être qualifiée de conflit armé interne au sens de l'article 48/4, § 2, c), de la loi du 15 décembre 1980 dès lors qu'elle se

caractérise par un grand nombre d'incidents violents.

Au vu de ce qui précède, le Conseil estime que les informations recueillies par les deux parties contiennent des indications convergentes que la violence aveugle qui existe la région du Centre-Est atteint désormais une intensité de nature exceptionnelle.

Par conséquent, le Conseil estime qu'il existe des motifs sérieux et avérés de croire qu'un civil originaire de cette région du Burkina Faso encourt, du seul fait de sa présence sur le territoire de celle-ci, un risque réel de voir sa vie ou sa personne gravement menacée par la violence aveugle qui y sévit et ce, sans qu'il soit nécessaire de procéder, en outre, à l'examen d'autres circonstances qui lui seraient propres. (...)"

procédure CCE
Annulation
nationalité
Tunisie
dictum arrêt
Annulation

acte attaqué
9ter exclusion
composition du siège
1 juge

9ter exclusion fondée sur l'article 55/4, §2 de la Loi (lorsqu'il représente un danger pour la société ou la sécurité nationale) – Actualité du danger - PR avait transmis une attestation médicale selon laquelle il était « *figé à domicile, la plupart du temps halluciné à bas bruit aboulitique, apathique, anhédonique, complètement isolé socialement, affectivement. M. ne peut prendre aucune initiative, ne se soucie ni de ses revenus, ni ses des devoirs administratifs* ». - OE devait motiver quant à ces éléments qui peuvent avoir une incidence sur l'appréciation de l'actualité du danger – motivation insuffisante – réponse NO : s'il est vrai que la PD ne doit pas analyser le bienfondé de la demande au regard des éléments médicaux invoqués, PD doit prendre en compte tous les éléments invoqués afin de réaliser l'examen de l'actualité de la menace - annulation.

« 4.2. En l'espèce, l'acte attaqué exclut le requérant du bénéfice de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980, en se fondant sur le motif d'exclusion prévu à l'article 55/4, § 2, de la même loi, et sur le constat selon lequel :

« *Il s'est rendu coupable de faits d'ordre publics graves. Il a pour ces faits été condamné à une peine de 5 ans d'emprisonnement. [...] Le 26.06.2008 par la cour d'appel de Bruxelles à une peine de 5 ans d'emprisonnement pour infraction terroriste ; Faux en écritures, et usage de ce faux (plusieurs fois) ; Recel de choses obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit (plusieurs fois) ; Contrefaçon du sceau, timbre ou marque, d'une autorité nationale quelconque, d'un établissement privé, de banque, d'industrie ou de commerce, ou d'un particulier. La Cour d'appel a insisté sur le fait que les actes qu'il a commis s'inscrivent dans une mouvance ayant pour but d'imposer la violence et l'intolérance, il a facilité l'intégration en zone des personnes ayant commis des attentats suicides, l'arrêt souligne aussi que l'intéressé était impliqué dans le recrutement de combattants, il a participé aux activités d'une association servant la cause islamiste extrémiste, hostile à toutes les valeurs et libertés qui constituent le fondement des sociétés occidentales telles la société belge. Cet arrêt dénonce également que l'intéressé n'a aucun respect pour l'intégrité physique d'autrui et est prêt à porter atteinte à la sécurité publique internationale en rendant possible l'usage de méthodes violentes pour faire primer ses opinions antidémocratiques. Dans sa note du 31.10.2018, la Sûreté de l'Etat précise que l'intéressé est connu comme ayant été à la tête d'un réseau qui avait envoyé des djihadistes en Iraq en 2005 et pour son implication dans des activités terroristes. La Sûreté de l'Etat ajoute qu'après sa libération de prison, il est resté en contact avec des extrémistes islamistes connus. Le 05.08.2019 et le 16.12.2019, la Sûreté de l'Etat précise que sa note du 31.10.2018 est toujours d'actualité. Le 30.11.2017, la Cour d'appel de Bruxelles a privé l'intéressé de la nationalité belge en raison de graves manquements à ses obligations de citoyen belge. Cette décision a été transcrite au registre national en septembre 2018. Il résulte du caractère grave de ces faits, que, par son comportement personnel, il a porté atteinte à l'ordre public. En effet, son comportement et son attitude met indéniablement l'Etat de droit et par conséquent la Sûreté de l'Etat en danger, sachant que le terrorisme fait peser une lourde hypothèque sur la démocratie, la société civile et l'Etat de droit. Le requérant représente donc un danger très grave pour l'ordre public et la sécurité nationale ».*

Toutefois, ni la motivation de l'acte attaqué, ni les éléments du dossier administratif sur lesquels elle se fonde ne montrent, à suffisance, la raison pour laquelle la partie défenderesse a considéré qu'il existait des motifs sérieux de penser que le requérant représente « *un danger pour la société ou la sécurité nationale* », réel et actuel, au sens du raisonnement qui précède.

Dans la mesure où la dernière condamnation du requérant date de 2008, soit presque douze ans avant la prise de l'acte attaqué, et concerne nécessairement des faits délictueux commis antérieurement, il appartenait à la partie défenderesse, plutôt que de se limiter aux seuls constats reproduits *supra*, d'exercer le pouvoir d'appréciation dont elle dispose et d'examiner les faits infractionnels dont le requérant a été reconnu coupable, ainsi que sa situation personnelle, en vue d'évaluer si ceux-ci révèlent des éléments permettant de considérer que son comportement personnel représentait toujours un danger réel et actuel pour la société ou la sécurité nationale, ce qui ne ressort nullement ni de la motivation de l'acte entrepris, ni de l'examen du dossier administratif.

En effet, en concluant que le requérant représente « *un danger très grave pour la société et la sécurité nationale* » sur la base de son passif criminel et de ses comportements et attitude passés, nuisibles pour l'ordre public, la partie défenderesse n'a pas valablement et suffisamment motivé sa décision quant à l'actualité de la menace que représentait le requérant, au jour de la prise de l'acte litigieux. Si le caractère grave des faits ayant donné lieu à cette condamnation n'est pas valablement remis en cause par la partie requérante, il n'en ressort pas moins que la partie défenderesse ne répond pas aux explications données par le requérant, dans sa demande d'autorisation de séjour, relatifs aux éléments concernant la situation personnelle du requérant, notamment, le fait que « suite à sa condamnation, ses problèmes de santé notamment dus à l'isolement en détention, le décès de sa mère, le départ de sa compagne, et l'aggravation de ses problèmes psychologiques et psychiatriques, il est devenu tributaire du soutien de ses frères et sœurs ; ce sont eux qui l'ont poussé à une prise en charge médicale, qui veillent à son alimentation et à ce qu'il ne manque de rien, à défaut de quoi il se laisserait probablement déprimer ; les documents médicaux et témoignages de sa famille (en annexe) attestent de ces éléments ; dans ces circonstances, il n'est pas question de simples relations « normales » entre membres d'une même fratrie, mais de liens particulièrement forts, constitutifs du droit fondamental à la vie familiale du demandeur ».

Le Conseil observe en effet que la partie défenderesse a omis de tenir compte, dans son analyse, des éléments relatifs à l'état de santé du requérant, qui peuvent également avoir une incidence sur l'appréciation du danger qu'il peut représenter. Ainsi, à l'appui de la demande d'autorisation de séjour introduite le 27 janvier 2020, le requérant a transmis à la partie défenderesse un certificat médical daté du 8 novembre 2019, attestant des pathologies dont il est atteint, dont notamment « *Schizophrénie paranoïde avec symptômes négatifs sévères à l'avant-plan* », le médecin ajoutant que « *M. est figé à domicile, la plupart du temps halluciné à bas bruit aboulisque, apathique, anhédonique, complètement isolé socialement, affectivement. M. ne peut prendre aucune initiative, ne se soucie ni de ses revenus, ni ses des devoirs administratifs* ».

Sans préjuger de la valeur de ces éléments, la motivation de l'acte attaqué, selon laquelle « *Il résulte du caractère grave de ces faits, que, par son comportement personnel, il a porté atteinte à l'ordre public. En effet, son comportement et son attitude met indéniablement l'Etat de droit et par conséquent la Sûreté de l'Etat en danger, sachant que le terrorisme fait peser une lourde hypothèque sur la démocratie, la société civile et l'Etat de droit. Le requérant représente donc un danger très grave pour l'ordre public et la sécurité nationale* », ne répond pas aux éléments soulevés par la partie requérante. La partie défenderesse ne semble pas en avoir tenu compte pour s'assurer de la dangerosité actuelle du requérant, au moment de l'exclusion. Il en est d'autant plus ainsi que celle-ci précise, dans la décision attaquée, qu'« *il ne ressort nullement de l'article 9ter §4 de la loi qu'il soit exigé de l'administration de prendre en considération la dangerosité actuelle du requérant pour l'ordre public ou la sécurité nationale* ».

Il résulte de ce qui précède que la motivation de l'acte querellé ne permet pas de comprendre quels sont les motifs sérieux ayant amené la partie défenderesse à considérer que le requérant représentait « *un danger pour la société ou la sécurité nationale* », au sens susmentionné, au moment de la prise de cet acte. La partie défenderesse a, dès lors, méconnu son obligation de motivation des actes administratifs.

[réponse NO]

Quant à l'argumentation selon laquelle « *Il résulte de la lettre de cette disposition que rien n'empêche l'autorité administrative, qui est saisie d'une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980, d'exclure d'emblée un demandeur du bénéfice de cette disposition, s'il existe de sérieux motifs de croire que l'intéressé a commis des actes visés à l'article 55/4 précité. Dans ce cas, le Ministre ou son délégué ne doit pas se prononcer sur les éléments médicaux et autres contenus dans la demande d'autorisation et soumis à son appréciation. En effet, un tel examen se révèle superflu du seul fait de l'exclusion* », s'il est vrai que la partie défenderesse ne doit pas analyser le bienfondé de la demande d'autorisation de séjour au regard des éléments médicaux invoqués à l'appui de cette demande, force est toutefois de constater que la partie défenderesse doit prendre en compte tous les éléments invoqués par le requérant afin de réaliser l'examen de l'actualité de la menace que ce dernier représente pour pouvoir l'exclure du bénéfice de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980, comme il ressort des développements exposés ci-dessus."

CCE arrêt 308529 du 20/06/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

De Raad overweegt vooreerst dat **geen geloof** kan worden gehecht aan verzoekers voorgehouden vrees voor **rekrutering** door de **taliban**. De Raad stelt in deze vast dat verzoeker zich in zijn verzoekschrift beperkt tot het verwijzen naar algemene landeninformatie, die bovendien deels betrekking heeft op een ander tijdperk (m.n. na de machtsovername).

Wat betreft de voorgehouden vrees voor vervolging gebaseerd op (toegeschreven) **verwestering** of normoverschrijding in het buitenland considereert de Raad dat verzoeker aantoont dat hij zich bij aankomst in België inspande om zich te integreren:

- verzoeker was 14 jaar ten tijde van zijn vertrek uit Afghanistan, 16 jaar ten tijde van zijn VIB en thans 20 jaar;
- verzoeker volgde OKAN-lessen, verzoeker spreekt Nederlands, verzoeker heeft verschillende vakantie- en studentenjobs uitgeoefend, verzoeker houdt van boksen en voetballen en heeft een netwerk van vrienden (vnl. niet-Afghanen) en nauwe contacten met zijn broer die sinds 2012 in België is en intussen de Belgische nationaliteit heeft.

De Raad stelt, naast te hebben opgemerkt dat verzoeker geen zicht biedt op zijn familiaal netwerk in Afghanistan en vermoedelijk identiteitsfraude pleegde met de voorgelegde taskara, echter vast dat verzoeker **niet langer bleek zich te integreren** in de Belgische samenleving. Zo blijkt uit zijn verklaringen en een schrijven van DVZ dat verzoeker op 22 juni 2023 werd opgesloten in de gevangenis van Turnhout, onder **aanhoudingsmandaat**, voor feiten van moord, poging tot misdrijf en bedreigingen. Hoewel zijn advocaat ter terechtzitting voorhoudt dat verzoeker onterecht beschuldigd was en hij thans niet langer onder elektronisch toezicht staat (gegevens die overigens niet worden ondersteund door bewijsstukken), duidt verzoekers gedrag niet op een aanname van de alhier geldende normen en waarden. Dat verzoeker zich momenteel zou hebben herpakt en erg gemotiveerd is om het beste van zijn leven te maken, kan verder niet zomaar worden aangenomen.

Uit het feit dat verzoeker een **tatoeage** heeft op zijn arm kan evenmin een vrees voor vervolging worden afgeleid. De Raad merkt in deze op dat verzoeker niet aantoont dat hij deze tatoeage heeft laten aanbrengen vanuit een oprechte religieuze of politieke overtuiging, noch dat de tatoeage dermate essentieel is voor het behoud van zijn morele integriteit of identiteit. Er kan volgens de Raad dan ook in alle redelijkheid van verzoeker worden verwacht dat hij afstand doet van dit uiterlijk kenmerk en stappen onderneemt om deze lichaamsversiering te bedekken of zelfs al dan niet medisch te laten verwijderen.

Verzoeker wordt de vluchtelingenstatus en de subsidiaire beschermingsstatus geweigerd.

CCE arrêt 308603 du 20/06/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Moldavie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Verzoekster wijst er op dat de Raad in zijn arrest met nr. 304 649 van 11 april 2024 had geoordeeld dat de versnelde procedure niet rechtmatig werd toegepast en dat het CGVS op 16 april 2024 een beslissing houdende “verder onderzoek (grens)” heeft genomen waarbij de kennisgeving vermeldde dat zij in toepassing van artikel 74/5, § 4, 4°, van de Vreemdelingenwet wordt toegelaten tot het grondgebied (stukkenbundel verzoekster, stuk 3), maar dat de Dienst Vreemdelingenzaken (hierna: DVZ) weigert haar vrij te stellen, zodat zij zich de facto nog steeds in het kader van een versnelde procedure bevindt. (...) Zij meent dat de bestreden beslissing aldus niet wettig gemotiveerd is en dient te worden vernietigd.

De Raad wijst er vooreerst op dat thans in de bestreden beslissing – in tegenstelling tot de beslissing van 19 maart 2024 die bij arrest met nr. 304 649 van 11 april 2024 door de Raad werd vernietigd – **geen toepassing meer wordt gemaakt van artikel 57/6/4 van de Vreemdelingenwet en van de versnelde procedure**. De omstandigheid dat werd geoordeeld dat een verder onderzoek noodzakelijk is en dat verzoekster desondanks nog niet werd vrijgelaten op het moment dat de bestreden beslissing werd genomen, doet daaraan geen afbreuk en maakt niet dat zij zich de facto in een versnelde procedure zou bevinden. Van een onrechtmatige toepassing van de versnelde procedure kan in casu dan ook geen sprake meer zijn. Te dezen maakte de adjunct-commissaris toepassing van artikel 57/6, § 2, van de Vreemdelingenwet, dat de voorwaarden bepaalt waarbinnen de commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, c.q. de adjunct-commissaris, beslist bij voorrang.

Voor zover verzoekster kritiek uit tegen de weigering van de DVZ om haar (en haar kinderen) in vrijheid te stellen, is haar kritiek niet gericht tegen de thans bestreden beslissing zodat deze kritiek niet kan leiden tot de vernietiging van deze beslissing, laat staan tot de toekenning van een internationale beschermingsstatus. Ten overvloede wijst de Raad er nog op dat op grond van artikel 71, tweede lid, van de Vreemdelingenwet tegen een beslissing tot vasthouding in een welbepaalde aan de grens gelegen plaats enkel een beroep openstaat bij de raadkamer van de correctionele rechtbank van de plaats waar de vreemdeling wordt vastgehouden en dat de **Raad geen rechtsmacht** heeft om over beroepen tegen een dergelijke beslissing te oordelen. (...) Ten overvloede wijst de Raad er nog op dat verzoekster inmiddels, op 7 mei 2024, is vrijgelaten en dat de Raad geen toepassing heeft gemaakt van de versnelde procedure zoals voorzien in artikel 39/77 van de Vreemdelingenwet.

Verder oordeelt de Raad dat verzoekster **geen gegronde vrees** voor vervolging aantoonst ten aanzien van Moldavië.

- verzoekster toont niet aan dat haar man (die zich nog in Gaza bevindt) actueel geen toegang tot Moldavië zou kunnen krijgen vanwege gezinshereniging in Moldavië,
- verder haalt verzoekster socio-economische problemen aan en toont zij niet *in concreto* aan dat zij met haar kinderen in Moldavië zou terechtkomen in een situatie van extreme materiële deprivatie,
- verzoekster maakte evenmin aannemelijk dat zij in geval van een intentionele bedreiging van haar leven, vrijheid en/of fysieke integriteit vanwege medeburgers niet op de bescherming van haar autoriteiten zou kunnen rekenen,
- verzoekster slaagt er met haar summiere betoog niet in aannemelijk te maken dat zij en haar gezin in Moldavië werden “bedreigd en gedoelwit” door hun afkomst uit Gaza en de Palestijnse afkomst van haar echtgenoot en kinderen, noch omdat zij als verrader en vijand beschouwd werd omdat zij als pro Russisch aanzien werd,
- wat betreft de aangevoerde vrees dat er binnenkort oorlog zal uitbreken in haar regio (dicht bij Odessa) wordt vastgesteld dat een louter theoretische, vage, onpersoonlijke of hypothetische vrees niet volstaat om een beroep op internationale bescherming te funderen.

CCE arrêt 308434 du 18/06/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Angola

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

ANNEXE 48

composition du siège

1 juge

Décision de refus de permis unique - annexe 48 - Faits : le requérant introduit 2 DPI (rejetées), puis une demande de permis unique, déclarée recevable par le service public régional de Bxl mais rejetée par l'OE au motif que l'attestation d'immatriculation délivrée dans le cadre d'une DPI n'est pas un titre de séjour lui permettant d'introduire une demande de permis unique en Belgique -

CCE:

1) l'article 9 de la Directive 2013/32/UE (procédures communes pour l'octroi et le retrait de la PI) autorise les demandeurs de PI à rester dans l'EM aux seules fins de la procédure ; ce droit de rester dans l'EM ne constitue pas un droit à un titre de séjour -> la PR ne démontre pas être en droit d'introduire une demande d'autorisation de séjour sur le territoire belge en vue de travailler

2) l'interprétation donnée par la PD à l'article 61/25-5 de la loi est conforme à la ratio legis de cet article et de l'article 4.1. de la Directive permis unique, à savoir faciliter l'accès au marché de l'emploi des ressortissants disposant d'un titre de séjour

3) le fait que le requérant possède actuellement un permis de travail ne l'autorise pas pour autant à ne pas répondre aux autres conditions établies par la loi, en ce compris la condition liée à la légalité du séjour sur le territoire belge

=> Rejet

"4.1. L'article 61/25-1 de la loi du 15 décembre 1980 inséré par l'article 7 de la loi du 22 juillet 2018 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers visant à transposer partiellement la Directive 2011/98/EU du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 établissant une procédure de demande unique, prévoit que : « Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux ressortissants de pays tiers qui introduisent une demande d'autorisation de travail, ou de renouvellement de cette autorisation, dans le Royaume auprès de l'autorité régionale compétente, à l'exception des ressortissants de pays tiers qui sont soumis aux dispositions du chapitre VIII, du chapitre VIIIbis et du chapitre VIIIter. L'introduction de cette demande vaut introduction d'une demande de séjour ».

L'article 61/25-4 de la même loi prévoit que : « Sans préjudice des dispositions plus favorables prévues par le droit de l'Union ou les conventions internationales liant la Belgique, les dispositions de la présente section s'appliquent aux ressortissants de pays tiers qui introduisent une demande d'autorisation de travail conformément à l'article 61/25-1, alinéa 1er, et qui souhaitent séjourner ou séjournent dans le Royaume pour une période de plus de nonante jours. »

L'article 61/25-5 de la même loi prévoit en son paragraphe 1er : « Le ressortissant de pays tiers visé à l'article 61/25-4, est autorisé à entrer et à séjourner plus de nonante jours sur le territoire du Royaume afin d'y travailler, ou son autorisation de séjour est renouvelée, pour autant que : 1° le ressortissant d'un pays tiers ne se trouve pas dans un des cas mentionnés à l'article 3, alinéa 1er, 5° à 10° ; 2° en cas d'absence d'un contrat de travail en cours de validité, le ressortissant d'un pays tiers dispose des moyens de subsistance suffisants pour la durée du séjour envisagé ; 3° lorsque le ressortissant de pays tiers séjourne sur le territoire du Royaume lors de l'introduction de la demande visée à l'article 61/25-1, il est déjà admis ou autorisé à séjourner dans le Royaume pour une période n'excédant pas nonante jours conformément au titre I, chapitre II, ou pour une période de plus de nonante jours conformément au titre I, chapitre III. 4° il satisfasse aux conditions prévues à l'article 61/25-2, § 1er, alinéa 2. [...] (le Conseil souligne) ».

4.2. Dans l'acte attaqué, la partie défenderesse refuse la demande de permis unique au constat que le requérant « n'était pas déjà admis ou autorisé à séjourner dans le Royaume pour une période n'excédant pas nonante jours [conformément au titre I, chapitre II], ou pour une période de plus de nonante jours [conformément au titre II, chapitres III et VI], au moment de l'introduction de sa demande sur le territoire du Royaume »

dès lors que

« l'attestation d'immatriculation délivrée dans le cadre d'une demande de protection Internationale n'est pas un titre de séjour l'admettant ou l'autorisant au séjour en Belgique conformément au titre I, chapitre II ou conformément au titre I, chapitre III, et, lui permettant d'introduction sa demande de permis unique en Belgique».

Cette motivation se vérifie à l'examen du dossier administratif et n'est pas valablement contestée par la partie requérante, laquelle se contente de faire valoir que « l'interprétation donnée par la partie adverse à l'article 61/25-5 de la loi, et par conséquent à l'article 4.1 de la directive, a pour conséquence que le requérant [...] devrait, pour pouvoir obtenir un permis unique, attendre l'aboutissement positif de sa procédure de demande de protection internationale ou se rendre dans un premier temps en Angola pour ensuite introduire une nouvelle demande de permis unique, et dès lors renoncer au recours introduit devant votre Conseil dans le cadre de sa demande de protection internationale. ». Sur ce point, le Conseil observe que lors de sa demande d'autorisation de séjour, le requérant était en possession d'une attestation d'immatriculation obtenue dans le cadre de sa demande de protection internationale. A cet égard, et à l'instar de la partie défenderesse, le Conseil rappelle que conformément à l'article 9 de la Directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale : « 1. Les demandeurs sont autorisés à rester dans l'État membre, aux seules fins de la procédure, jusqu'à ce que l'autorité responsable de la détermination se soit prononcée conformément aux procédures en première instance prévues au chapitre III. Ce droit de rester dans l'État membre ne constitue pas un droit à un titre de séjour. »

Partant, elle ne démontre pas être en droit d'introduire une demande d'autorisation de séjour sur le territoire belge en vue de travailler.

4.3. S'agissant de l'interprétation du droit belge conformément au droit de l'Union, le Conseil relève, s'agissant plus particulièrement de l'article 61/25 de la loi du 15 décembre, que « Le but principal de cette directive est de simplifier la procédure d'admission des ressortissants de pays tiers qui souhaitent venir travailler dans les États membres d'harmoniser les règles actuellement applicables dans les États membres. Une telle simplification procédurale permet aux migrants et à leurs employeurs de disposer d'une procédure plus efficace, de même qu'elle facilite les contrôles de la légalité de leur séjour et de leur autorisation d'accès au marché de l'emploi. » (Projet de loi portant assentiment à l'accord de coopération susvisé, Doc. Parl., Ch.repr., sess. ord. 2017-2018 54, n°2933/001, p.5).

Il ne ressort pas de cette directive que celle-ci aurait pour but de permettre l'octroi d'un titre de séjour aux ressortissants de pays tiers résidant sans titre de séjour sur le territoire d'un État membre. Au contraire, le Conseil relève que l'article 4.1. de la Directive permis unique confirme cette position, cette disposition prévoyant clairement que « Si la demande est introduite par le ressortissant d'un pays tiers, les États membres permettent que la demande soit introduite à partir d'un pays tiers ou, si le droit national le prévoit, sur le territoire de l'État membre dans lequel le ressortissant d'un pays tiers se trouve légalement ». (Le Conseil souligne).

L'interprétation donnée par la partie défenderesse à la disposition contestée est conforme à la ratio legis de l'article 61/25-5 de la loi du 15 décembre 1980 et de l'article 4.1. de la Directive permis unique.

4.4. S'agissant du principe de proportionnalité et de la possession actuelle par le requérant d'un permis de travail, le Conseil souligne que la possession d'un permis de travail n'autorise pas pour autant le requérant à ne pas répondre aux autres conditions établies par la loi, lesquelles trouvent leurs sources directement dans la Directive permis unique, en ce compris la condition liée à la légalité du séjour sur le territoire belge. Il ne peut être vu dans l'application de ces conditions une quelconque violation du principe de proportionnalité."

procédure CCE
Plein contentieux
nationalité
Afghanistan
dictum arrêt
Reconnaissance

acte attaqué
CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire
composition du siège
1 juge

VRM - Afghanistan - erkenning vluchtelingenstatus - (gepercipieerde) verwestering - VP was minstens 18j op moment van vlucht uit Afghanistan - tijdens persoonlijk onderhoud bij CGVS verklaart VP dat zijn overtuiging en het feit dat hij hier woont tegen de regels van de taliban is - zijn geloof en gedachten zijn veranderd bvb. mbt vrouwenrechten - geen vragen gesteld aan VP over zijn activiteiten en tijdsbesteding in België - schoolattesten, arbeidsovereenkomst, contacten met mannelijke en vrouwelijke leeftijdsgenoten - VP neemt medicatie voor PTSS - VP woont in België met zijn broer, diens vrouw en drie kinderen (allen aanwezig op zitting - VP spreekt op zitting Nederlands - vast contract als techniker - deel van cricketclub - RvV: stukken geven blijk van een goede en doorgedreven integratie - actieve deelname aan Belgische samenleving heeft impact op ontwikkeling als jonge volwassen man en de manier waarop hij zich gedraagt - risico dat hij bij terugkeer zal worden gepercipieerd als aangetast door de westerse waarden en normen - niet vertrouwd met religieuze en maatschappelijke regels in Afghanistan die sinds de machtsovername aanzienlijk werden verstrengd - rekening houden met gegeven dat VP afkomstig is uit een familie die voor de machtsovername bestond uit overheidsmedewerkers en intellectuelen (leerkrachten, ook voor meisjesschool, campagne voeren voor voormalige president) - aantal individuele risicobepalende omstandigheden die cumulatief moeten worden bekeken in het licht van de algemene landeninfo - toegeschreven politieke en/of religieuze overtuiging

Gelet op verzoekers vertrek uit Afghanistan in mei 2021, was verzoeker op dat ogenblik op zijn minst 18 jaar en aldus meerderjarig.

Tijdens het persoonlijk onderhoud bij het CGVS verklaart verzoeker dat zijn overtuiging en het feit dat hij hier woont tegen de regels van de taliban is, dat zijn geloof en gedachten zijn veranderd en hij nooit hun ideologie zal volgen, bijvoorbeeld met betrekking tot vrouwenrechten, dat hij wil dat zijn zussen opgeleid worden zoals jongens, dat zijn ogen nu geopend zijn, dat hij een geregeld huwelijk had dat zijn ouders beslisten maar dat hij nu weet dat het elk zijn vrijheid en keuze is om te doen wat hij wil. Op de vraag hoe het moeilijk zou zijn voor hem om terug te keren en zich aan te passen aan hun visie, stelt verzoeker dat als hij deze verschillende gedachten heeft, hij nooit hun regels zou kunnen aanvaarden en hij beschouwd zal worden als een rebel, wat een bedreiging voor zijn leven zou opleveren. [...] Hij wijst erop dat een vrouw in zijn land nooit advocaat kan worden of iets in een hoge positie, dat zijn jongste zus dokter wilden worden en nu al haar dromen vernietigd zijn (persoonlijk onderhoud CGVS, p. 15).

Zijn advocaat stelt op het einde van het persoonlijk onderhoud dat vooral rekening dient gehouden te worden met de dingen die verzoeker meemaakte in België, dat hij verwesterd is en dit tegen de islam van de taliban is, dat verzoeker heeft aangegeven dat zijn islam en die van de taliban niet dezelfde is, dat verzoeker niet zal kunnen zwijgen bij terugkeer, dat hij daarnaast zijn eigen familie verwijt dat ze hem lieten trouwen met een vrouw die hij nooit zag, dat hij toen gelukkig was maar het vandaag jammer vind dat het zo is gegaan, namelijk trouwen met iemand die je nooit zag omdat dat traditie is, dat hij spijt heeft en dat niet wil in de toekomst, dat iedereen moet kunnen kiezen met wie hij wil trouwen, dat er veel veranderd is door de invloed van zijn broer in België, een liberaal persoon die werkte in de verkiezingen onder Ashraf Ghani, dat hij een tegenstander is van de taliban, dat verzoeker tijdens zijn verblijf in België veel leerde van zijn broer en het niet mogelijk is om vandaag te zwijgen bij een terugkeer naar Afghanistan, dat hij door te zwijgen zijn eer zal verraden.

[...]

Uit de lezing van de notities van het persoonlijk onderhoud blijkt dat verzoeker geen vragen werden gesteld over zijn activiteiten en tijdsbesteding in België.

[...]

4.4.6. Verzoeker legt zowel bij het CGVS als in het kader van de procedure bij de Raad een aantal documenten neer met betrekking tot zijn activiteiten en traject in België. [...] Verzoeker licht ter terechtzitting toe dat hij graag hier in België zou leven met zijn broer en diens vrouw en drie

kinderen, die allen op de terechtzitting aanwezig zijn. Verzoeker maakt geen gebruik van de op de zitting aanwezige tolk en zet in het Nederlands uiteen dat hij al 2,5 jaar in België leeft met zijn familie, dat hij Belgische vrienden heeft, dat hij twee jaar naar school is geweest, dat hij nu volwassenonderwijs volgt alsook een vast contract heeft als techniker, dat hij bij een cricketclub speelt en hij zijn veiligheid zou verliezen bij een terugkeer naar Afghanistan, dat hij hier in België Nederlands geleerd heeft en hij positief ingesteld is, dat hij een eigen zaak wil opstarten en gsm-techniker wenst te worden.

[...]

De bijgebrachte documenten en verklaringen geven samen blijk van een goede en doorgedreven integratie van verzoeker in de Belgische samenleving. Uit dit alles blijkt dat verzoeker reeds geruime tijd in België onderwijs volgt en werkt en al die tijd is ondergedompeld in de Belgische samenleving en noodzakelijkerwijze met westerse waarden en opvattingen werd geconfronteerd. Zo hieruit als dusdanig niet noodzakelijk blijkt dat verzoeker zich daadwerkelijk westerse waarden en normen heeft eigen gemaakt in die mate dat deze fundamenteel zijn voor zijn identiteit of morele integriteit, kan wel redelijkerwijze aangenomen worden dat zijn actieve deelname aan de Belgische samenleving via onderwijs, werk en het zich eigen maken van één van de landstalen, een impact heeft op zijn ontwikkeling als jonge volwassen man en de manier waarop hij zich gedraagt, wat het risico dat hij in geval van terugkeer naar zijn regio van herkomst zal worden gepercipieerd als aangetast door de westerse waarden en normen in belangrijke mate verhoogt.

Tevens is het niet onwaarschijnlijk dat verzoeker grote moeilijkheden zal ondervinden om zich te conformeren aan de heersende regels en normen binnen de huidige Afghaanse samenleving, zoals vormgegeven door de taliban na hun machtsovername in augustus 2021, te meer verzoeker hier niet mee vertrouwd is en deze niet meer volledig de Afghaanse gebruiken, waarden en normen weerspiegelen waarin hij is opgegroeid, doch aanzienlijk werden verstrengd door de taliban, de huidige de facto-overheid, over het ganse Afghaanse grondgebied. Verzoeker is in elk geval niet vertrouwd met de religieuze en maatschappelijke regels in Afghanistan die sinds de machtsovername aanzienlijk werden verstrengd.

[...]

Daarbij moet aldus rekening worden gehouden met het gegeven dat verzoeker afkomstig is uit een familie die voor de machtsovername bestond uit overheidsmedewerkers en intellectuelen. Uit de verklaringen van verzoeker blijkt dat hij zelf tot de 10de graad naar school is geweest voor zijn vlucht uit Afghanistan (persoonlijk onderhoud CGVS, p. 9). Daarnaast verklaart verzoeker dat zijn broer A. leraar is voor een privé-universiteit, dat zijn broer K. afgestudeerd is van de 'high school' en 'instituut' volgt, dat zijn kleinste broer nog naar school gaat, dat zijn jongste zus naar school ging maar toen ze afstudeerde in het 7de jaar, de school gesloten werd, dat zijn vader leraar was in een meisjesschool en nu verantwoordelijk is voor de boekenwinkel in die school (persoonlijk onderhoud CGVS, p. 6), dat die meisjesschool enkel nog open is tot de 6de graad en dat zijn broer, die nu in België is, de campagne van de vorige president voerde (persoonlijk onderhoud CGVS, p. 7). Verzoeker verklaart ook dat zijn vader en zijn broer daardoor problemen kregen met de taliban (persoonlijk onderhoud CGVS, p. 7). Voorts stelt verzoeker nog dat zijn paternale oom assistent was van het districthoofd bij de voormalige overheid, dat zijn oudere paternale oom ingenieur is en dat zijn twee neven werkten voor Unicef alsook dat een andere paternale oom chef was van de dokters in het district (persoonlijk onderhoud CGVS, p. 8). Hij wijst er verder ook nog op dat zijn familie gestudeerd heeft en bekend is (persoonlijk onderhoud CGVS, p. 13).

4.4.9. Alles in acht genomen blijkt dat er in hoofde van verzoeker wel degelijk een aantal individuele risicobepalende omstandigheden aanwezig zijn die cumulatief moeten worden bekeken in het licht van de algemene landeninformatie. De Raad is van oordeel dat gelet op het geheel van bovenstaande elementen en factoren eigen aan verzoeker, het aannemelijk is dat de kans reëel is dat hij bij een terugkeer naar zijn regio van herkomst zal opvallen en in de negatieve aandacht van de lokale gemeenschap en leden en aanhangers van de taliban zal komen te staan en er een redelijke mate van waarschijnlijkheid bestaat dat verzoeker daarbij wordt gepercipieerd, onder meer omwille van zijn traject en de aard van zijn activiteiten in België, als een persoon die verwesterd is of de religieuze, morele of sociale normen heeft overschreden.

[...]

De Raad is van oordeel dat in casu, verzoekers individuele omstandigheden cumulatief beoordeeld en alsook afgewogen in het licht van de huidige Afghaanse context onder het taliban-regime en de beschikbare algemene landeninformatie, voldoende ernstige risicobepalende omstandigheden voorhanden zijn om in hoofde van verzoeker een gegronde vrees voor vervolging bij terugkeer naar Afghanistan aan te nemen, waarbij in zijn geval een verband kan worden gelegd tussen de gevreesde vervolging en een toegeschreven politieke en/of religieuze overtuiging of wegens *"enige overtuiging die hem kan worden toegedicht door potentiële actoren van vervolging in dat land, rekening houdend met de persoonlijke situatie van de verzoeker en de algemene context van dat land"* (HvJ, C-151/22, S, A tegen Staatssecretaris van Veiligheid en Justitie, in tegenwoordigheid van Hoge Commissaris van de Verenigde Naties voor de Vluchtelingen" (UNHCR), punt 36).

procédure CCE
Annulation
acte attaqué
ANNEXE 13
composition du siège
1 juge

acte attaqué
9ter non fondé
nationalité
Turquie
dictum arrêt
Annulation

9ter fond - CCE: la PD ne démontre pas que le traitement du requérant lui serait effectivement accessible en cas de retour dans son pays :

1) les informations de la PD ne permettent pas de savoir si le requérant entre dans les catégories de personnes qui bénéficient de l'assurance maladie ;

2) la PD ne démontre ni que les soins requis par le requérant font partie de la catégorie « des soins primaires agréés par le ministère de la santé. », ni que les maladies du requérant seraient qualifiées de chronique pour que celui-ci puisse prétendre à une exemption de participation financière ;

3) l'argument relatif à l'aide de la famille avancé par la PD reste hypothétique dès lors que la PD ne démontre pas que la famille du requérant peut et veut venir en aide au requérant en cas de retour dans son PO; or il ressort clairement de l'avis du médecin conseil que l'aide de la famille dans le PO fait partie intégrante de l'accessibilité du traitement - motivation insuffisante => annulation

"3.3. En l'espèce, le Conseil observe que la partie défenderesse se prononce sur une demande d'autorisation de séjour introduite le 22 novembre 2021 sur la base de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil observe qu'il ressort de l'avis du médecin conseil que le requérant souffre d'une « anxiodépression majeure avec idées suicidaires secondaires-trouble de la personnalité-isolement social (...) » et que son traitement se compose de (...).

Le Conseil constate que dans sa requête introductive d'instance, la partie requérante conteste l'accessibilité du traitement dans son pays d'origine. A cet égard, le Conseil observe qu'il ressort de l'avis du médecin-conseil que "(...) Bien que le conseil du requérant affirme que son client ne bénéficierait d'aucun soutien humanitaire, personnel et/ou matériel en vue d'assurer sa prise en charge sur le territoire turc, le requérant n'apporte aucun élément probant ni un tant soit peu circonstancié pour étayer ses assertions alors que la charge de la preuve lui revient (C.E., 13 juil.2001, n° 97.866). Par conséquent, rien ne nous permet de constater que le requérant ne possède plus de famille/d'attaches dans son pays d'origine. En effet, il ne démontre pas qu'il ne pourrait raisonnablement se faire aider et héberger par la famille, des amis ou obtenir de l'aide d'un tiers dans son pays d'origine. D'autant plus qu'il ressort qu'au moment de son arrivée sur notre territoire, monsieur [A.A.], lors de ses déclarations déposées auprès des instances d'asile compétentes belges, qu'il a encore de la famille au pays d'origine. Soulignons que nous devons considérer ces informations comme étant crédibles puisque le requérant, dans le cadre de sa demande d'asile, les a transmises aux autorités belges compétentes en vue de se faire reconnaître réfugié. (...) Dès lors, sur base de l'examen de l'ensemble de ces éléments, Je conclus que les soins sont accessibles au pays d'origine".

Le Conseil observe à l'instar de la partie requérante que la partie défenderesse ne démontre pas que le traitement du requérant lui serait effectivement accessible en cas de retour dans son pays : en effet, le Conseil constate que les informations de la partie défenderesse ne lui permettent pas de savoir si le requérant entre dans les catégories de personnes qui bénéficient de l'assurance maladie.

(...)

le Conseil observe également que la partie défenderesse ne démontre ni que les soins requis par le requérant font partie de la catégorie « des soins primaires agréés par le ministère de la santé. », ni que les maladies du requérant seraient qualifiées de chronique pour que celui-ci puisse prétendre à une exemption de participation financière.

(...)

le Conseil observe [par ailleurs] que l'argument relatif à l'aide de la famille avancé par la partie défenderesse reste hypothétique dès lors que la partie défenderesse ne démontre pas que la famille du requérant peut et veut venir en aide au requérant en cas de retour dans son pays d'origine. Ceci est d'autant plus questionnable qu'il ressort des rapports psychiatriques et psychologiques du requérant que celui-ci rencontre des difficultés psychologiques à rentrer en communication avec sa famille, qu'il a dû mal à en parler. Ainsi, le certificat médical du 19 octobre 2021 indique que « sa situation sociale avec un divorce et 2 enfants qu'il ne voyait plus, des histoires d'escroquerie familiales l'ont plongé dans la dépression et l'alcoolisme avec un isolement social ». Dans sa demande d'autorisation de séjour, il est précisé qu'« au regard de sa santé mentale fragile, le requérant ne peut aucunement envisager le retour en son pays d'origine alors qu'il ne bénéficie d'aucun soutien humanitaire, personnel et/ou matériel en vue d'assurer sa prise en charge médical sur le territoire turc ».

Sur ce point, le Conseil rappelle que, si effectivement, « le médecin fonctionnaire exerce un rôle d’instruction de la demande spécialement quant à l’examen de l’existence d’un traitement accessible dans le pays d’origine. Il en résulte que la charge de la preuve en ce qui concerne l’accessibilité de traitement adéquat dans le pays d’origine ne pèse pas exclusivement sur le demandeur » (Conseil d’Etat, ordonnance de non admissibilité n° 12.768 du 27 mars 2018), il ne peut constater que dans les circonstances de l’espèce, l’état actuel de la motivation est insuffisante quant à démontrer l’accessibilité effective du traitement pour le requérant. En effet, il ressort clairement de l’avis du médecin conseil, que l’aide de la famille dans le pays d’origine fait partie intégrante de l’accessibilité du traitement. Or, le Conseil observe que la partie défenderesse ne répond pas ainsi adéquatement à l’élément de la demande d’autorisation de séjour selon lequel le requérant souffre d’une dépression majeure qui l’a poussé au suicide à deux reprises, et que celle-ci est notamment qualifiée d’un choc post traumatique dû notamment à son divorce, l’absence de contact avec sa famille et un contexte d’escroquerie familiale.

3.4. Par ailleurs, le Conseil observe que les remarques de la partie défenderesse en termes de note d’observations ne sont pas de nature à inverser le constat qui précède, dès lors que la partie défenderesse ne démontre pas que la famille du requérant est susceptible de lui apporter l’aide préconisée par ses médecins comme invoqué dans l’acte introductif d’instance. La seule circonstance d’avoir de la famille dans le pays d’origine, ce qui n’est pas contesté par la partie requérante, ne permet pas d’établir que le requérant sera aidé par celle-ci au regard des éléments susmentionnés, notamment les relations dégradées entre le requérant et sa famille."

CCE arrêt 308374 du 17/06/2024

procédure CCE
Plein contentieux
nationalité
Rwanda
dictum arrêt
Reconnaissance

acte attaqué
CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire
composition du siège
1 juge

" (...) À la lecture attentive des différentes pièces du dossier, et plus particulièrement au vu des propos qu'il a tenus lors de ses entretiens personnels réalisés par la partie défenderesse le 23 janvier 2020 et le 28 septembre 2023 ainsi qu'à l'audience du 8 avril 2024, le Conseil estime que le requérant s'est révélé cohérent et convaincant lorsqu'il a évoqué ses activités au sein de la KMP en Belgique, et les problèmes auxquels il s'expose en prenant part à de telles activités en Belgique.

Ainsi, le requérant invoque une crainte du fait de son adhésion à la KMP Belgique et de sa participation à des messes commémoratives en l'honneur du poète Kizito Mihigo. Autrement dit, le Conseil estime dès lors que la question qui se pose à cet égard est celle de savoir si le requérant peut être considéré comme un réfugié « sur place ». (...)

Le Conseil observe que les activités du requérant en Belgique s'inscrivent dans le prolongement de son engagement politique au Rwanda. Ce dernier affirme être sympathisant de la fondation KMP au Rwanda depuis 2013. Il aurait fait l'objet de menaces après avoir partagé un article de la BBC traitant du décès de Kizito Mihigo sur un groupe WhatsApp qui était hostile audit Kizito. (...)

Le Conseil constate ensuite que les informations citées par la partie requérante font état d'une situation délicate pour les responsables de la fondation KMP au Rwanda, et des opposants politiques en général, lesquels peuvent faire l'objet d'arrestations arbitraires de la part des autorités rwandaises (...).

Par contre, à la lecture de ces informations, le Conseil estime qu'il n'est pas permis de conclure à l'existence d'une forme de persécution de groupe qui viserait systématiquement tous les membres et militants de la fondation KMP ou des opposants politiques, sans qu'il soit nécessaire de distinguer ceux qui disposent d'un engagement militant avéré, fort et consistant de ceux qui disposent d'un engagement, certes réel, mais faible dans sa teneur, son intensité et sa visibilité.

(...) au vu des éléments qui précèdent, lesquels doivent être appréhendés dans leur globalité, le Conseil est d'avis que l'engagement politique du requérant en Belgique est suffisamment sérieux et visible pour attirer l'attention des autorités rwandaises sur sa personne et faire de lui une cible en cas de retour dans son pays d'origine.

(...) En conséquence, la partie requérante établit à suffisance qu'elle a quitté son pays d'origine et qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 1er, section A, § 2, de la Convention de Genève."

procédure CCE

Annulation

nationalité

Macédoine du Nord

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

Bijlage 20 zonder BGV - vernietiging - gezinshereniging met Belgische wettelijk geregistreeerde partner - bestaansmiddelen - "beschikken over" - statische Belg - eigen inkomsten - inkomsten van Belgische inwonende dochter van VP - wil van de wetgever – GWH 26 september 2013, nr. 121/2013 – gelijke behandeling Belgen en derdelanders – rechtspraak HvJ mbt artikel 7, lid 1 richtlijn 2003/86 – HvJ 3 oktober 2019, nr. C-302/18 – herkomst van de middelen is geen beslissend criterium - herkomst van de middelen is geen beslissend criterium – RVS 24 oktober 2017, nr. 239.533 en RVS 17 januari 2017, nr. 237.044 – richtlijnconforme uitlegging van nationale bepalingen overgenomen uit unierecht - te strikte interpretatie over de term "beschikken" in artikel 40ter, §2 VW - schending artikel 40ter VW, in samenhang met zorgvuldigheidsbeginsel en materiële motiveringsplicht

De verzoekende partij voert onder meer aan dat haar Belgische dochter ook bij haar inwoont en bewijzen werden voorgelegd van haar inkomen. De verwerende partij heeft met deze inkomsten onterecht geen rekening gehouden, zo stelt de verzoekende partij. Bovendien voert de verzoekende partij aan dat eveneens bewijzen werden bijgebracht van het feit dat de referentiepersoon niet kan werken, waardoor haar werkloosheidsuitkering wel degelijk moet in rekening gebracht worden bij de berekening van de inkomsten.

[...]

In de bestreden beslissing wordt vastgesteld dat het de Belgische referentiepersoon is die dient aan te tonen over voldoende bestaansmiddelen te beschikken. De verzoekende partij meent dat de verwerende partij een foutieve interpretatie maakt van de voorwaarde van stabiele, toereikende en regelmatige bestaansmiddelen door enkel rekening te houden met de inkomsten van de referentiepersoon, dat aangezien artikel 40ter van de Vreemdelingenwet in overeenstemming met de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie (hierna: Hof van Justitie) in haar arrest van 3 oktober 2019 moet geïnterpreteerd worden, de herkomst van de bestaansmiddelen geen beslissend criterium is en rekening moet gehouden worden met het inkomen van de verzoekende partij en dat van haar Belgische dochter.

De in artikel 40ter, §2 van de Vreemdelingenwet vervatte bepaling dat de zogenaamde statische Belg die zich wil laten begeleiden of vervoegen door zijn derdelander-echtgenoot moet beschikken over stabiele, toereikende en regelmatige bestaansmiddelen vindt haar oorsprong in de wet van 8 juli 2011 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (BS 12 september 2011).

De wetgever heeft er bij de wijziging van de artikelen 40 en volgende van de Vreemdelingenwet met de voormelde wet van 8 juli 2011 uitdrukkelijk voor gekozen dat de statische Belgen op het vlak van gezinshereniging "op voet van gelijkheid [worden] geplaatst met de vreemdelingen uit derde landen" en dit werd "essentieel" geacht (Parl.St. Kamer 2010-2011, nr. 53/443-18, p. 150; RvS 24 oktober 2017, nr. 239.533; RvS 17 januari 2017, nr. 237.044).

[...]

Wat de voorwaarde inzake de bestaansmiddelen zoals vervat in artikel 40ter, §2 van de Vreemdelingenwet betreft, geven de voorbereidende werken duidelijk aan dat de wetgever de bedoeling had om de aanvragers van het verblijf op deze basis en de aanvragers van het verblijf op basis van artikel 10 van de Vreemdelingenwet aan een identieke regeling te onderwerpen (zie Parl.St. Kamer 2010-2011, DOC 53/443-14, 23, "Voortaan zullen voor hen dezelfde voorwaarden van toepassing zijn als in de gevallen waarbij de gezinshereniging plaatsvindt met een niet-EU burger die in België over een verblijfsrecht van onbeperkte duur beschikt"; zie ook Parl.St. Kamer 2010-2011, DOC 53/443-18, p. 11- 13).

[...]

De betreffende bepalingen dienen dan ook te worden geïnterpreteerd overeenkomstig de rechtspraak van het Hof van

Justitie met betrekking tot deze richtlijn. Artikel 7, lid 1 van de richtlijn 2003/86 stelt als volgt: “[...]”

[...]

In zijn meer recente arrest van 3 oktober 2019 in de zaak C-302/18, X. tegen België, heeft het Hof van Justitie, gevat door een prejudiciële vraag met betrekking tot de richtlijn 2003/209/EG van de Raad van 25 november 2003 betreffende de status van langdurig ingezetenen onderdanen van derde landen, incidenteel ook verduidelijking gebracht inzake de voorwaarde van de bestaansmiddelen die de lidstaat kan stellen overeenkomstig artikel 7, lid 1 van de richtlijn 2003/86.

Het Hof van Justitie oordeelde in zijn meer recente arrest dat *“uit artikel 7, lid 1, onder c), van richtlijn 2003/86 voort[vloeit] dat niet de herkomst van de inkomsten beslissend is, maar de stabiliteit en de toereikendheid ervan, rekening houdend met de individuele situatie van de betrokkene”* (punt 40). Vervolgens onderstreept het Hof van Justitie dat *“[u]it het onderzoek van de bewoordingen, de doelstelling en de context van artikel 5, lid 1, onder a), van richtlijn 2003/109, in het licht van met name de vergelijkbare bepalingen van de richtlijnen 2004/38 en 2003/86, [...] naar voren [komt] dat de herkomst van de in deze bepaling genoemde inkomsten voor de betrokken lidstaat geen beslissend criterium is bij de toets of zij vast, regelmatig en voldoende zijn”* (punt 41) en dat het *“aan de bevoegde autoriteiten van de lidstaten [staat] om de individuele situatie van de aanvrager van de status van langdurig ingezetene in haar geheel concreet te analyseren, en te onderbouwen of zijn inkomsten al dan niet voldoende zijn en al dan niet een zekere bestendigheid en continuïteit vertonen, zodat de aanvrager niet ten laste komt van het gastland”* (punt 42).

[...]

Ook de Raad van State heeft al in verschillende arresten aangegeven dat een richtlijnconforme interpretatie van een nationale bepaling aan de orde is in gevallen waarin de feiten van het hoofdgeding weliswaar niet binnen de directe werkingssfeer van het Unierecht vallen, maar de bepalingen van dat recht van toepassing zijn op grond van de nationale wettelijke regeling waarin ten aanzien van situaties waarvan alle aspecten zich binnen één lidstaat afspelen, is gekozen voor dezelfde aanpak als in het Unierecht (zie onder meer RvS 24 oktober 2017, nr. 239.533; RvS 17 januari 2017, nr. 237.044).

Rekening houdend met wat voorafgaat, is de Raad van oordeel dat gelet op enerzijds de tekstuele gelijkenissen in de wet wat betreft de bestaansmiddelenvereiste en anderzijds de duidelijke wil van de wetgever om, wat deze vereiste betreft, de gezinshereniging op grond van artikel 40ter, §2 van de Vreemdelingenwet en deze op grond van de artikelen 10 en 10bis van de Vreemdelingenwet aan eenzelfde regeling te onderwerpen, om ook een gelijke behandeling van deze categorieën te verzekeren, deze voorwaarde zoals vervat in artikel 40ter, §2 van de Vreemdelingenwet moet worden geïnterpreteerd in overeenstemming met de richtlijnen gegeven door het Hof van Justitie, zoals hierboven weergegeven.

In deze interpretatie laat artikel 40ter, §2 van de Vreemdelingenwet het bestuur niet toe om de bestaansmiddelen van de aanvrager zelf of anderen zoals in casu de Belgische inwonende dochter van de verzoekende partij, zonder meer buiten beschouwing te laten om de enkele reden dat dit niet de persoonlijke bestaansmiddelen zijn van de Belgische referentiepersoon. De Raad merkt op dat de verwerende partij niet betwist dat de verzoekende partij een eigen economische activiteit heeft noch dat bewijzen van inkomsten van de Belgische inwonende dochter van de verzoekende partij werden voorgelegd. Enkel deze interpretatie sluit trouwens aan bij de uitspraak van het Grondwettelijk Hof van 26 september 2013 in het arrest met nr. 121/2013 dat er geen onderscheid bestaat *“in de wijze waarop de oorsprong van de bestaansmiddelen van de gezinshereniger in aanmerking zou worden genomen, naargelang deze een onderdaan van een derde Staat, dan wel een Belg is, nu de artikelen 10, § 2, en 40ter, tweede lid, van de wet van 15 december 1980 op dit punt in identieke bewoordingen zijn gesteld”* (B.64.6). In de voorliggende zaak geeft de verwerende partij in de bestreden beslissing aan dat zij de bestaansmiddelen van de verzoekende partij en haar inwonende Belgische dochter weigert in rekening te brengen, om de enkele reden dat dit niet de persoonlijke bestaansmiddelen zijn van de Belgische referentiepersoon. Aldus heeft verwerende partij de term “beschikken” in artikel 40ter, §2 van de Vreemdelingenwet te strikt geïnterpreteerd, met miskening van deze wetbepaling.

procédure CCE
Annulation
nationalité
Afghanistan
dictum arrêt
Rejet

acte attaqué
ANNEXE 20
composition du siège
1 juge

Bijlage 20 zonder BGV - verwerping - gezinshereniging met Belgische echtgenote - artikel 41, §2 VW en artikel 52, §2, 1° van het Vreemdelingenbesluit - VP heeft een taskara-certificaat en geboorteakte voorgelegd - geen reisdocumenten waarmee VP internationaal kan reizen - VP betwist niet dat geen geldig Afghaans paspoort wordt voorgelegd - VP beroept zich op "*verregaande flexibiliteit*" door omstandigheden na machtsovername taliban - blote bewering

2.9. Uit de motieven van de bestreden beslissing blijkt verder dat de verwerende partij de voorliggende verblijfsaanvraag van de verzoekende partij heeft geweigerd omdat de door de verzoekende partij voorgelegde documenten, namelijk een taskara-certificaat en een geboorteakte, niet voldoen aan de wettelijke vereiste van artikel 41, §2 van de vreemdelingenwet, gezien het geen reisdocumenten betreffen waarmee verzoekende partij internationaal kan reizen: "[...]"

Verzoekende partij betwist niet dat zij geen geldig Afghaans reispaspoort heeft voorgelegd. Zij wijst er evenwel op dat verwerende partij met de bestreden beslissing haar eigen praktijk zou miskennen, dewelke zij zou toepassen sinds de machtsovername in Afghanistan in augustus 2021 door de taliban en waarbij verwerende partij een ‘verregaande flexibiliteit’ zou toepassen m.b.t. de aanvaarding van Afghaanse documenten als (begin van) bewijs van identiteit. Verzoekende partij houdt het evenwel op een louter bloot betoog dienaangaande en voert geen enkel concreet element aan waaruit het bestaan blijkt van een dergelijke flexibiliteit in de behandeling van Afghaanse dossiers.

Verzoekende partij stelt verder dat naar aanleiding van het huwelijksonderzoek gevoerd door het parket van Dendermonde op basis van dezelfde voorgelegde Afghaanse documenten (het taskara-certificaat en de geboorteakte) niet getwijfeld is aan de echte identiteit van de verzoekende partij én men haar bijgevolg gemachtigd heeft om hier te huwen. Voor zover het betoog van verzoekende partij al voor waar zou moeten aangenomen worden nu zij van deze bewering geen enkel objectief en concreet stavingsstuk voorlegt en nazicht van het administratief dossier enkel leert dat verzoekende partij blijkens de door de stad Gent overgemaakte meldingsfiche van het huwelijk slechts een vervallen attest van immatriculatie heeft voorgelegd als identiteits- of verblijfsdocument, moet alleszins worden gesteld dat haar betoog hoe dan ook geen afbreuk doet aan de motivering dat in het kader van een aanvraag van een verblijfskaart van een familielid van een burger van de Unie blijkens de ter zake geldende regelgeving een geldig paspoort dient voorgelegd te worden. Zij toont met haar betoog geenszins aan dat de verwerende partij op incorrecte wijze toepassing heeft gemaakt van de ter zake geldende regelgeving.

procédure CCE

Annulation

nationalité

Jamaïque

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

ANNEXE 13

composition du siège

1 juge

Bijlage 13 - verwerping - beoordeling artikel 8 van het EVRM - relatie met Belgische vrouw - twee pluskinderen - motivatie in bestreden beslissing aangaande partner, maar niet over kinderen - onderzoek naar beschermenswaardig gezinsleven - verblijf en gezinsleven waren vanaf het begin precair - tijdelijke scheiding - moderne communicatiemiddelen en regelmatige bezoeken - gezinsleven met pluskinderen wordt niet aangetoond - EHRM: slechts in uitzonderlijke gevallen een gezinsleven wanneer er geen bloedband of andere verwantschapsband bestaat tussen minderjarige kinderen en een derde - zorgdragende volwassene - VP woont samen met de kinderen - in AD zitten verklaringen van basisschool, van een andere ouder wiens kinderen naar dezelfde school gaan, van huisarts en van andere familieleden - niet aangetoond dat VP daadwerkelijk een zorgdragende volwassene is ten aanzien van de kinderen

2.6.5. Uit de motivering in de bestreden beslissing blijkt niet dat de verwerende partij betwist dat verzoekende partij een gezinsleven heeft met H.S., een Belgische onderdaan. Waar verzoekende partij zich evenwel beroept op een gezinsleven met H.S., maakt zij niet duidelijk waarom de gegeven motivering – in het licht van de vaststelling dat verzoekende partij en haar partner wisten dat verzoekende partij niet was toegelaten noch gemachtigd tot verblijf en hun gezinsleven vanaf het begin in België precair zou zijn – disproportioneel zou zijn. [...]

Verzoekende partij blijft in gebreke de uitzonderlijke omstandigheden aan te tonen die in haar situatie zijn vereist om alsnog een schending van artikel 8 van het EVRM te kunnen vaststellen.

De Raad stelt daarbij vast dat niet blijkt dat de partner van verzoekende partij samen met haar kinderen verzoekende partij niet zou kunnen volgen naar Jamaica om aldaar het gezinsleven verder te zetten. Daarenboven moet worden benadrukt dat de bestreden maatregel niet noodzakelijk betekent dat verzoekende partij in de toekomst niet langer in België kan verblijven. Zij kan vanuit het herkomstland steeds om gezinshereniging verzoeken eenmaal zij voldoet aan de voorwaarden daartoe. [...]

In afwachting kan verzoekende partij de banden met haar partner in België ook steeds onderhouden via moderne communicatiemiddelen en regelmatige bezoeken van haar partner aan haar in het land van herkomst. Zij toont niet aan dat zulks niet mogelijk zou zijn.

[...]

2.6.6. Voor zover verzoekende partij verwijst naar een gezinsleven met de pluskinderen van haar partner wijst de Raad erop dat het EHRM slechts in zeer uitzonderlijke gevallen een gezinsleven aanvaardt wanneer er geen bloedband of andere verwantschapsband bestaat tussen minderjarige kinderen en een derde, met name in de situatie waar er sprake is van een de facto gezinsrelatie tussen een minderjarig kind en een zorgdragende volwassene, die geen bloedverwant is (EHRM 22 april 1997, X., Y. en Z./Verenigd Koninkrijk (GK), § 37; EHRM 12 juli 2001, K. en T./Finland (GK), § 150). Nergens uit de stukken van het administratief dossier of uit de stukken gevoegd aan het verzoekschrift blijkt dat de verzoekende partij een bloed- of aanverwantschapsband heeft met de kinderen van haar partner. De vraag is of de verzoekende partij kan worden beschouwd als de zorgdragende volwassene, en dat hiermee in het belang van de kinderen rekening diende te worden gehouden. In casu maakt de verzoekende partij niet aannemelijk dat zij een zorgdragende volwassene voor de kinderen is en dat bijgevolg de bestreden beslissing het belang van de kinderen schaadt. In haar verzoekschrift beperkt de verzoekende partij zich hoofdzakelijk tot een verwijzing naar de samenwoning en de stelling dat zij een zeer goede band heeft met de kinderen, de kinderen geen goede band hebben met hun biologische vader en een enorme steun hebben aan verzoekende partij. Als stavingsstukken (ook terug te vinden in het administratief dossier waar deze stukken werden neergelegd naar aanleiding van de verklaring van wettelijke samenwoning) worden enkele verklaringen toegevoegd van de basisschool waar de kinderen van de partner schoollopen, van een andere ouder wiens kinderen naar dezelfde school gaan, van de huisarts, en van familieleden van de partner van verzoekende partij waarin erop gewezen wordt dat verzoekende partij *“betrokken is bij de opvoeding”* van de kinderen, aanwezig is bij oudercontacten, haar *“rol als pluspapa”* heel serieus neemt en steeds klaarstaat voor de kinderen die haar als een vaderfiguur beschouwen, *“zich engageert om er te zijn voor de kinderen en dit ook zeer ter harte neemt”*, *“zeer attentvol”* is voor haar partner en diens kinderen en zich integreert binnen het gezin en goed voor

haar partner en diens kinderen zorgt. Er werden voorts een aantal foto's voorgelegd inzake gezinsactiviteiten. Tevens bevat het administratief dossier een verklaring van één van de kinderen met de wens dat verzoekende partij voor altijd blijft. Dit volstaat evenwel niet om aan te tonen dat de verzoekende partij ook een zorgdragende volwassene is voor de kinderen, derwijze dat kan worden gesproken van een beschermenswaardige gezinsrelatie tussen de verzoekende partij en de kinderen. Het loutere gegeven dat verzoekende partij, die pas sinds september 2022 met hen samenwoont zodat op het moment van de bestreden beslissing er nog maar sprake was van een samenwoonst van ongeveer een jaar terwijl de kinderen (een tweeling) geboren zijn in 2013 en minstens tot 2021 met hun biologische vader hebben samengewoond (zie stuk Onderzoek wettelijke samenwoonst van 31 juli 2023 in het administratief dossier) en waarvan ook niet blijkt dat hun vader (volledig) uit het leven van de kinderen verdwenen is, opvoedingstaken met een marginaal karakter op zich neemt, kan bezwaarlijk doen besluiten dat zij met de kinderen van haar partner een dusdanige band heeft waardoor in casu zou kunnen gesproken worden van een daadwerkelijke zorgdragende volwassene ten aanzien van de kinderen. **Het loutere gegeven dat verzoekende partij enige betrokkenheid toont ten opzichte van de kinderen van haar partner is onvoldoende om aannemelijk te maken dat zij een dermate zorgdragende figuur is voor de kinderen dat hiermee rekening had moeten gehouden worden.** Met haar betoog maakt verzoekende partij niet aannemelijk dat de kinderen, die niet gescheiden wordt van de moeder waarmee wel een bloedband is aangetoond en waarvan kan aangenomen worden dat deze de daadwerkelijke zorg draagt voor de kinderen, geschaad zullen worden in hun hoger belang door de tijdelijke verwijdering van verzoekende partij. Er blijkt in casu bijgevolg niet dat verzoekende partij gewag kan maken van een beschermenswaardig gezinsleven met de kinderen van haar partner. Zij maakt dan ook geenszins aannemelijk dat de verwerende partij enig beschermenswaardig gezinsleven veronachtzaamd heeft bij het treffen van de bestreden beslissing. Anders dan wat zij aldus voorhoudt moest de verwerende partij dienaangaande geen belangenafweging doorvoeren.

Een schending van het gezinsleven in de zin van artikel 8 EVRM wordt niet aangetoond.

CCE arrêt 308377 du 17/06/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

REFUS DE VISA

composition du siège

1 juge

MUST READ - Weigering van afgifte van een visum lang verblijf - vernietiging - gezinshereniging met Belgische echtgenote - artikel 40ter VW - identiteit - geboortedatum op e-tazkira verschilt één dag met geboortedatum op paspoort - geen rekening gehouden met Afghaanse context - door VP voorgelegde info: weinig waarde aan geboortedatum, veel Afghanen kennen hun geboortedatum niet, geen geregistreerde geboortedatum - vingerafdrukken op paspoort zouden overeenkomen met vingerafdrukken op huwelijksakte - verweerder stelt dat hij geen bijkomende onderzoeken dient uit te voeren - schending van de materiële motiveringsplicht en zorgvuldigheidsbeginsel

De verzoekende partij betwist niet dat haar geboortedatum zoals vermeld op haar paspoort en haar tazkira met één dag verschilt. Zij is echter van oordeel dat de verwerende partij te veel belang hecht aan deze discrepantie gezien de Afghaanse context. Bovendien was de verwerende partij volgens de verzoekende partij in het bezit van informatie die ontegensprekelijk aantoont dat de betreffende documenten wel degelijk dezelfde persoon betreffen. De vingerafdrukken van de verzoekende partij bevinden zich volgens de verzoekende partij immers op deze stukken. De Raad stelt vast dat de verwerende partij haar conclusie in de bestreden beslissing, namelijk dat het volgens haar niet duidelijk is dat de neergelegde stukken handelen over één en dezelfde persoon, baseert op het verschil van één dag voor wat betreft de vermelde geboortedatum in verschillende stukken. Waar de verwerende partij ook stelt dat *"overwegende daarenboven dat in de voorgelegde huwelijksakte wordt verwezen naar de tazkira van meneer A."* is het volgens de Raad niet duidelijk dat de verwerende partij met deze bewoordingen iets anders bedoelt dan de verwijzing naar het verschil van één dag in de vermelde geboortedata.

[...]

De verwerende partij betwist het argument van de verzoekende partij wat betreft de Afghaanse context niet en betwist evenmin dat zij daarmee geen rekening hield. Uit de door de verzoekende partij voorgelegde informatie betreffende de specifieke Afghaanse context blijkt inderdaad dat er in Afghanistan weinig waarde wordt toegekend aan een geboortedatum, dat veel Afghanen hun geboortedatum niet kennen of niet zeker zijn van de exacte geboortedatum, dat het merendeel van de Afghaanse bevolking geen geregistreerde geboortedatum heeft, dat bij het opstellen van identiteitsdocumenten (de taskara, zowel) de leeftijd in die gevallen louter op basis van verklaring en een inschatting van het uiterlijk gedaan.

De verwerende partij stelt wel dat *"de verzoekende partij klaarblijkelijk ook geen contact heeft opgenomen met de bevoegde administratie teneinde een correcte versie van de taskara of huwelijksakte te bekomen of een verklaring van de attesterende ambtenaar"* en dat *"Wat betreft de foto op de voorgelegde vervallen paspoort dat dateert van 2015 kunnen we op het eerste zicht niet zeggen dat het om dezelfde persoon gaat als de persoon op de foto op de huwelijksakte dd. 17/7/2022 en de taskara dd. 5/8/2021"*. De Raad kan enkel vaststellen dat deze elementen niet terug te vinden zijn in de bestreden beslissing en zij dus een a-posteriori motivering betreffen.

[...]

De Raad kan de verzoekende partij volgen waar zij stelt dat de verwerende partij op kennelijk onredelijke wijze geen rekening heeft gehouden met deze vingerafdrukken. De verwerende partij stelt in de nota met opmerkingen dat *"het aan de indiener van de aanvraag (is) om de nodige stukken te leveren"*. Welnu, het is niet betwist dat de verzoekende partij in casu wel degelijk verschillende stukken met vingerafdrukken aan het bestuur heeft voorgelegd. Waar de verwerende partij stelt dat het niet haar taak is om bijkomende onderzoeken te laten uitvoeren, kan de Raad dit standpunt niet volgen. Wanneer de verzoekende partij verschillende stukken met volgens haar identieke vingerafdrukken voorlegt, kan de verzoekende partij immers gevolgd worden waar zij stelt dat het onder het zorgvuldigheidsbeginsel valt dat de verwerende partij een afdoende onderzoek voert naar de door de verzoekende partij voorgelegde elementen. In casu maakt de verzoekende partij aannemelijk dat de vingerafdrukken op de betreffende stukken daar onder vallen.

De verzoekende partij maakt daarom aannemelijk dat de verwerende partij op kennelijk onredelijke wijze en enkel op basis van een verschil van één dag wat betreft de geboortedatum in het paspoort, de huwelijksakte, en de tazkira oordeelde dat *“Overwegende deze tegenstrijdigheden in de geboortedatum van de echtgenoot (i.e. tussen deze vermeld op elektronische tazkira en paspoort), alsook de tegenstrijdigheden in de verwijzing naar de tazkira in de huwelijksakte. Bijgevolg kan niet worden vastgesteld dat het effectief om dezelfde persoon gaat, en kan de voorgelegde huwelijksakte niet weerhouden worden als bewijs van de huwelijksband tussen meneer A. en de te vervoegen persoon in België”*, terwijl de verwerende partij geen rekening hield met de Afghaanse context en vooral in het bezit was van informatie die met zekerheid kon bevestigen dat het in casu wel degelijk om dezelfde persoon gaat, namelijk de vingerafdrukken op de betreffende stukken. Het feit dat alle andere gegevens, op het verschil van één dag in de geboortedatum na dus, op de elektronische taskara, het paspoort en de huwelijksakte volledig gelijklopend zijn, ondersteunt voormeld betoog van de verzoekende partij.

Uit voorgaande bespreking is gebleken dat de verzoekende partij de schending van de materiële motiveringsplicht en het zorgvuldigheidsbeginsel aannemelijk heeft gemaakt. Deze vaststelling leidt tot de nietigverklaring van de bestreden beslissing.

CCE arrêt 308353 du 14/06/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Géorgie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

De Raad wijst er vooreerst op dat verzoekers' geaardheid in casu op zich noch door de commissaris-generaal, noch door de Raad in twijfel wordt getrokken.

Niettegenstaande de LGBTQI+-gemeenschap één van de kwetsbaarste groepen in Georgië blijft, is er actueel geen sprake van veralgemeende vervolging van LGBTQI+-personen. Het loutere feit een LGBTQI+-persoon te zijn in Georgië, is op zich dan ook niet voldoende om te besluiten tot de erkenning van de status van vluchteling in toepassing van artikel 48/3 van de Vreemdelingenwet. Een individuele beoordeling van de nood aan internationale bescherming, waarbij verzoekers ertoe gehouden zijn hun vrees voor vervolging *in concreto* aan te tonen, blijft dan ook noodzakelijk. Verzoekers maken doorheen hun relazen echter niet aannemelijk dat zij met redelijke waarschijnlijkheid dienen te vrezen voor (actuele) vervolging in vluchtelingenrechtelijke zin, dan wel een reëel risico op het lopen van ernstige schade, zoals hierna wordt toegelicht.

Verder wijst de Raad erop dat internationale bescherming slechts kan worden verkregen bij gebrek aan nationale bescherming. De Raad analyseert in dit verband de beschikbare landeninformatie en merkt op dat uit deze informatie blijkt dat er in Georgië redelijke maatregelen tot voorkoming van vervolging of het lijden van ernstige schade zijn getroffen in de zin van artikel 48/5 van de Vreemdelingenwet.

(...)

Het **arrest van het EHRM**, Women's Initiatives Supporting Group e.a./Georgia van 16 maart 2022, waarnaar verzoekers verwijzen betreft de gevoegde klachten van 35 individuen en twee Georgische ngo's over het optreden van de Georgische autoriteiten tijdens en na de homo- en transfobe agressie bij een betoging op de internationale dag tegen homofobie op 17 mei 2013 te Tbilisi. Het Hof stelde hierin vast dat de Georgische autoriteiten hadden nagelaten maatregelen te nemen om de LGBTQI+-demonstranten te beschermen tegen de menigte, hoewel ze volledig op de hoogte waren van de te voorziene wanorde en geweld op grote schaal tijdens het evenement. Er was bovendien bewijs van officiële medeplichtigheid van de autoriteiten. De aanwezige politie liet niet alleen na de tegendemonstranten tegen te houden, maar spoorde hen ook aan. Het Hof van Justitie oordeelde unaniem dat Georgië artikel 3 van het EVRM en artikel 11 van het EVRM, beiden in samenhang met artikel 14 van het EVRM, had geschonden. Dat **het Hof de Georgische staat veroordeelde omwille van het feit dat zij geen effectieve bescherming biedt aan slachtoffers van gender- en seksuele oriëntatie gerelateerd geweld, heeft evenwel niet per definitie** tot gevolg dat verzoekers in hun land van herkomst **een gegronde vrees** voor vervolging koesteren of een reëel risico op het lijden van ernstige schade lopen. Immers dient elk verzoek om internationale bescherming afzonderlijk te worden beoordeeld. Bovendien tonen verzoekers niet *in concreto* aan dat de feitelijke elementen die aan dit arrest ten grondslag lagen, kunnen worden vergeleken met de feiten die de thans voorliggende zaak kenmerken. De Raad stipt hierbij nog aan dat het **naleven van en proactief rekening houden met EHRM-vonnissen één van de twaalf EU-aanbevelingen was om kandidaat-lidstaat van de Europese Unie te kunnen worden en dat deze inmiddels volledig geïmplementeerd zou zijn** (COI Focus 11 december 2023, p. 24-25, 48). De Raad herhaalt dat uit de COI Focus van 11 december 2023 blijkt dat het aantal geweldsincidenten doorgaans toeneemt wanneer het thema actueel is, traditioneel in de periode rond de internationale dag tegen homofobie en transfobie (IDAHOT) op 17 mei en de Pride Week in de maand juli en dat de Gay Pride in 2023 werd afgelast na de laakbare bestorming door meer dan 2000 extreemrechtse demonstranten. Echter is er, hoe laakbaar het voorgaande ook moge zijn, **geen sprake van veralgemeende vervolging van LGBTQI+-personen in Georgië**. Het gegeven dat er op meerdere vlakken ruimte is voor verbetering, zoals blijkt uit de door verzoekers aangereikte landeninformatie, komt ook tot uiting in de COI Focus van 11 december 2023, doch betekent niet dat de Georgische autoriteiten onwillig of onmachtig zouden zijn om (haar) bescherming te bieden.

(...)

Verzoekers tonen niet aan dat in hun individueel geval geen overheidsbescherming beschikbaar of toegankelijk is, noch dat niet redelijkerwijze van hen kan worden verwacht dat zij zich wenden tot de Georgische overheid voor bescherming.

Verzoekende partijen worden niet erkend als vluchteling en de subsidiaire beschermingsstatus wordt hen geweigerd.

CCE arrêt 308289 du 13/06/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Indéfini

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Irrec.-P.I. autre état membre UE

composition du siège

1 juge

« la partie défenderesse déclare la demande du requérant irrecevable sur la base de l'article 57/6, § 3, alinéa 1er, 3°, de la loi du 15 décembre 1980. Elle relève en substance que le requérant bénéficie déjà d'un statut de protection internationale en Grèce, pays où le respect de ses droits fondamentaux est par ailleurs présumé garanti.

(...)

Cadre juridique de l'examen du recours et appréciation du Conseil quant à la recevabilité du recours

[Le Conseil rappelle l'arrêt de la CEDH du 21 janvier 2011, *M.S.S. c. Belgique et Grèce*]

Dans la mesure où l'examen des mauvais traitements invoqués par un demandeur de protection internationale en cas de transfert vers l'Etat membre responsable de sa demande de protection internationale, d'une part, et l'examen des mauvais traitements invoqués par un demandeur qui bénéficie déjà d'un statut de protection internationale dans un autre Etat membre, d'autre part, sont réalisés par référence au même principe général de droit de l'Union, à savoir le principe de confiance mutuelle, le Conseil estime que les enseignements précités de la Cour EDH doivent également trouver à s'appliquer par analogie en l'espèce.

En l'espèce, il ressort du dossier administratif que la partie requérante a obtenu le 1^{er} octobre 2019 un statut de protection internationale en Grèce, comme en attestent les documents *Eurodac Marked Hit* du 6 décembre 2021 et *Eurodac Search Result* du 1^{er} décembre 2021 (...).

[Le Conseil rappelle son arrêt d'annulation n° 275 535 du 28 juillet 2022.]

En l'espèce, le Conseil estime, après examen de l'ensemble du dossier administratif et des pièces de procédure ne pouvoir se rallier à la motivation de la décision attaquée. Il observe s'agissant des mesures d'instruction complémentaires prescrites par l'arrêt d'annulation précité du 28 juillet 2022 que si la partie défenderesse a versé des informations sur la situation actuelle des demandeurs et bénéficiaires de protection en Grèce (...), il constate par ailleurs la carence de la partie défenderesse en ce qu'elle n'a pas évalué l'impact de la situation de vulnérabilité dans laquelle se trouve le requérant sur sa capacité à pourvoir à ses besoins essentiels en Grèce et n'a pas non plus évalué concrètement l'effet des difficultés pratiques auxquelles le requérant sera confronté pour renouveler son titre de séjour sur l'exercice de ses droits socio-économiques en tant que bénéficiaire d'un statut de protection subsidiaire.

Le Conseil rappelle par ailleurs que le requérant n'a été entendu dans le cadre d'aucune de ses deux demandes ultérieures. Or dans son arrêt *Addis* (CJUE, arrêt du 16 juillet 2020, affaire C-517/17, *Milkiyas Addis* contre Bundesrepublik Deutschland, points 52 à 54), la CJUE insiste sur l'importance de l'entretien personnel portant sur la recevabilité d'une demande de protection internationale afin de permettre à un demandeur de faire valoir tous les éléments, notamment d'ordre personnel, susceptibles de confirmer l'existence d'un risque de traitements contraires à l'article 4 de la Charte en cas de renvoi dans l'Etat membre où il bénéficie déjà d'une protection internationale, les autorités d'un Etat membre, lorsque de tels éléments sont produits, étant tenues d'évaluer ce risque sur la base d'informations pertinentes.

(...)

Tenant ainsi compte de « *l'ensemble des faits de l'espèce* » (CJUE (GC), arrêt du 19 mars 2019, *Ibrahim et autres* contre Bundesrepublik Deutschland, affaires jointes C-297/17, C-318/17, C-319/17 et C-438/17, pt. 89) et sur la base de la situation individuelle du requérant, le Conseil estime que ce dernier a apporté les éléments concrets nécessaires de nature à renverser la présomption qu'il peut se prévaloir du statut de protection qui lui a été accordé en Grèce et qu'il ne se trouvera pas dans une situation de dénuement matériel extrême.

Il apparaît en conséquence qu'en l'espèce, la partie défenderesse n'est pas fondée à faire usage de la faculté qui lui est offerte de considérer la demande de protection internationale du requérant comme irrecevable en application de l'article 57/6, § 3, alinéa 1^{er}, 3° de la loi du 15 décembre 1980, pour le motif qu'une protection internationale lui a déjà été accordée dans un autre Etat membre, en l'occurrence la Grèce.

Il en découle qu'il convient de procéder à l'examen au fond de la demande de protection internationale du requérant au regard de son pays de résidence habituelle, en l'occurrence la bande de Gaza, et des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15

décembre 1980.

Examen au fond

(...)

In casu, il n'est pas contesté que le requérant est un apatride palestinien originaire de la bande de Gaza qui bénéficiait de l'assistance de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (...)

Selon l'enseignement de la CJUE (El Kott et autres c. Bevándorlási és Állampolgársági Hivatal, 19 décembre 2012, affaire C-364/11) relatif à l'article 12, § 1^{er}, a, de la directive 2004/83/CE du Conseil de l'Union européenne du 29 avril 2004, (...) « il est [...] nécessaire de préciser dans quelles conditions l'assistance fournie par l'UNRWA pourrait être considérée comme ayant cessé [...] » (§ 55), « c'est non seulement la suppression même [...] [de l'UNRWA] qui implique la cessation de la protection ou de l'assistance fournie par cet [...] [office] mais également l'impossibilité pour cet organisme ou cette institution d'accomplir sa mission (§ 56), « c'est avant tout l'assistance effective fournie par l'UNRWA et non l'existence de celui-ci qui doit cesser pour que la cause d'exclusion du statut de réfugié ne trouve plus à s'appliquer » (§ 57) et « les termes [...] [de l'article 12, § 1^{er}, a, seconde phrase,] peuvent être lus comme [...] visant [...] des événements qui concernent l'UNRWA directement, tels que la suppression de cet organisme ou un événement le plaçant, d'une manière générale, dans l'impossibilité d'accomplir sa mission » (§ 58).

Il n'est pas soutenu en l'espèce que l'UNRWA aurait cessé d'exister. La question est dès lors de déterminer, conformément aux enseignements précités de la CJUE, si un événement concernant l'UNRWA directement le place, d'une manière générale, dans l'impossibilité d'accomplir actuellement sa mission à l'égard des réfugiés palestiniens placés sous son assistance.

Pour répondre à cette question, le Conseil ne peut avoir égard qu'aux seules informations qui lui sont soumises par les parties.

En substance, par référence à la documentation annexée à la note complémentaire du 1^{er} mars 2024 (...), il ressort que l'UNRWA connaît de gros problèmes financiers qui l'ont contraint à diminuer ou à revoir son assistance. La partie requérante dans la note complémentaire susmentionnée fait notamment référence au site internet de l'organisation Human Rights Watch. Le site internet de cette organisation contient notamment un article du 12 février 2024 intitulé « *La fin de l'UNRWA serait catastrophique pour Gaza* » (...).

(...)

Aucun élément fourni par les parties ne laisse penser que la situation de l'UNRWA se serait améliorée depuis lors. Les informations reproduites ou visées dans la note complémentaire du 1^{er} mars 2024 de la partie requérante font notamment état du nombre croissant de personnes en besoin d'une assistance humanitaire sur ledit territoire.

(...)

Le Conseil rappelle que la clause d'exclusion prévue à l'article 1^{er}, section D, de la Convention de Genève doit, comme les autres clauses d'exclusion qu'elle énonce, être interprétée de façon stricte (voir l'arrêt El Kot et consorts, précité, § 47). Il ne peut dès lors pas être déduit de cette disposition que la cessation des activités de l'UNRWA devrait être définitive ou totale pour que le requérant puisse bénéficier de plein droit du régime de la Convention de Genève. Le seul constat qu'au jour où le Conseil statue, l'UNRWA, d'une manière générale, est placé dans l'impossibilité d'accomplir sa mission, suffit à conclure que le requérant peut prétendre à la reconnaissance de la qualité de réfugié, même si cette cessation n'a pas nécessairement un caractère définitif et total.

Par ailleurs, dès lors que l'article 1^{er}, section D, de la Convention de Genève indique que cette cessation est susceptible d'intervenir « *pour une raison quelconque* », le Conseil estime qu'outre les problèmes financiers de l'UNRWA, (...), les conséquences de la guerre qui se déroule actuellement dans la bande de Gaza (...) permettent de considérer que la dégradation des conditions de fonctionnement de l'UNRWA dans la bande de Gaza a atteint un niveau tel que, même si cette agence n'a, formellement, pas cessé toute présence à Gaza, elle se trouve, en pratique, confrontée à des difficultés de fonctionnement à ce point graves que les réfugiés palestiniens ne peuvent, de manière générale, plus compter sur sa protection ou son assistance dans cette zone d'activité.

(...)

Il convient dès lors de réformer la décision attaquée et de reconnaître la qualité de réfugié au requérant en application de l'article 1^{er}, section D, deuxième alinéa, de la Convention de Genève »

CCE arrêt 308282 du 13/06/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Irak

dictum arrêt

Protection subsidiaire

acte attaqué

CG Irrec.-Demande ultérieure

composition du siège

1 juge

" (...) la partie défenderesse reconnaît, dans sa décision, qu'il existe, à Bagdad, d'où est originaire le requérant, une situation de violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé. Toutefois elle estime, après une analyse approfondie des informations mises à sa disposition au moment de prendre sa décision, que cette violence aveugle n'est pas d'une ampleur telle qu'il existerait des motifs sérieux de croire que le seul fait de la présence du requérant à Bagdad l'exposerait à un risque réel de subir les atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, c de la loi du 15 décembre 1980.

En conséquence, elle se pose la question de savoir si le requérant peut invoquer des éléments propres à sa situation personnelle qui sont susceptibles d'augmenter significativement, dans son chef, la gravité de la menace issue de la violence aveugle à Bagdad, au point qu'il faille admettre qu'en cas de retour dans cette province, il est susceptible d'encourir un risque réel de menace grave contre sa vie ou sa personne. En réponse à cette question, la partie défenderesse constate que de tels éléments font défaut.

Pour sa part, après une lecture attentive des éléments présents aux dossiers administratif et de procédure, le Conseil partage la conclusion selon laquelle le niveau de violence aveugle qui sévit dans la ville de Bagdad n'atteint pas actuellement un degré d'intensité tel que tout civil encourrait, du seul fait de sa présence sur place, un risque réel de subir des menaces graves contre sa vie ou sa personne dans le cadre d'un conflit armé interne, en cas de retour dans cette province.

La question qui se pose est donc bien de savoir si le requérant invoque des éléments propres à sa situation personnelle qui sont susceptibles d'augmenter significativement, dans son chef, la gravité de la menace issue de la violence aveugle à Bagdad (voir CJUE, 17 février 2009, Meki Elgafaji et Noor Elgafaji c. Staatssecretaris van Justitie, C-465/07, § 39).

" (...) le Conseil observe qu'il est désormais établi que le requérant présente une vulnérabilité importante et grave dès lors qu'il verse au dossier de la procédure une attestation de suivi psychologique faisant état du fait qu'il se trouve dans une profonde détresse psychologique, qu'il souffre d'une dépression sévère avec pensées suicidaires graves et qu'il présente un syndrome de stress post-traumatique à un niveau particulièrement élevé. Cette détresse psychologique s'est d'ailleurs manifestée de manière particulièrement criante lors de l'audience du 16 mai 2024 devant le Conseil, audience à laquelle la partie défenderesse a fait le choix de ne pas comparaître.

Compte tenu de tous ces éléments, il est indéniable que le requérant présente une très grande vulnérabilité psychologique, que sa santé mentale est actuellement grandement fragilisée et qu'il est susceptible de présenter un danger pour sa propre personne en raison de son instabilité psychologique.

Pour toutes ces raisons, le Conseil estime que le requérant présente une vulnérabilité accrue et qu'il peut donc se prévaloir d'éléments propres à sa situation personnelle qui l'exposent davantage que d'autres à la violence aveugle qui règne à Bagdad. En effet, au vu de la très grande vulnérabilité du requérant découlant des éléments exposés ci-dessus, le Conseil considère qu'en cas de retour à Bagdad, il risque de poser des choix irrationnels ou non éclairés de nature à l'exposer davantage que d'autres civils à la violence aveugle qui règne à Bagdad.

Il s'ensuit que la partie requérante établit qu'il existe des circonstances personnelles ayant pour effet d'augmenter, dans son cas, la gravité de la menace résultant de la violence aveugle qui règne à Bagdad.

Compte tenu des développements qui précèdent, le Conseil peut conclure qu'en cas de retour dans son pays d'origine, la partie requérante encourt un risque réel de subir les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international, visées par l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980."

procédure CCE
Plein contentieux
nationalité
Niger
dictum arrêt
Protection subsidiaire

acte attaqué
CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire
composition du siège
1 juge

Sous l'article 48/3, de la loi du 15 décembre 1980

"la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980."

Sous l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980

"il ressort des déclarations du requérant qu'il a vécu dans le village de Niambere Bella, situé dans la région de Dosso, et il n'est pas contesté que le requérant est un civil au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980.

Dans sa note complémentaire datée du 14 mars 2024, la partie défenderesse reconnaît qu'il ressort des informations dont elle dispose et qu'elle verse au dossier de la procédure que « *la situation au Niger, à l'exception de Niamey, peut être qualifiée de conflit armé interne au sens de l'article 48/4, § 2, c de la loi du 15 décembre 1980* ». Il n'est donc pas contesté que la région de Dosso, soit la région d'origine du requérant, est actuellement en proie à un conflit armé.

Par ailleurs, le Conseil rappelle qu'afin qu'un statut de protection subsidiaire puisse être octroyé au requérant conformément à l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980, il doit être question, dans son chef, d'une menace grave contre sa vie ou sa personne, en tant que civil, en raison de la violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé interne ou international. Le Conseil rappelle également que cette disposition législative constitue la transposition de l'article 15, c) de la directive 2011/95/UE et que son contenu est distinct de celui de l'article 3 de la CEDH et que son interprétation doit, dès lors, être effectuée de manière autonome tout en restant dans le respect des droits fondamentaux, tels qu'ils sont garantis par la CEDH (CJUE, 17 février 2009, Meki Elgafaji et Noor Elgafaji c. Staatssecretaris van Justitie, C-465/07, § 28).

En l'espèce, s'agissant des conditions de sécurité dans la région de Dosso, où le requérant a vécu avant de quitter ce pays, le Conseil procède à un examen complet et *ex nunc* de la situation, sur la base des informations les plus récentes mises à sa disposition par les parties.

(...) le Conseil constate que la partie défenderesse a déposé au dossier de la procédure, par le biais d'une note complémentaire datée du 14 mars 2024, deux rapports rédigés par son Centre de documentation et de recherches (...), respectivement intitulés « *COI FOCUS. NIGER. Veiligheidssituatie* » et « *COI FOCUS. NIGER. Reismogelijkheden naar Niamey en belangrijke Nigerese steden* » du 13 février 2024.

(...) après avoir pris connaissance des informations versées par la partie défenderesse au dossier de la procédure, le Conseil constate que les conditions de sécurité dans plusieurs régions du Niger présentent un caractère complexe, problématique et grave. Toutefois, le Conseil estime que l'appréciation des conditions de sécurité prévalant dans la région de Dosso, d'où le requérant est originaire, doit être distinguée de l'appréciation de la situation prévalant dans d'autres régions, notamment celles de Diffa, Tillabéri et Tahoua où le Conseil a déjà pu conclure, pour ces trois régions précitées, à l'existence d'une violence aveugle exposant de manière indiscriminée à un risque réel d'atteintes graves tous les civils originaires de ces régions, du seul fait de leur présence sur place.

A cet égard, le Conseil constate que, d'après les informations qui lui sont communiquées par la partie défenderesse, la région de Dosso demeure relativement épargnée par rapport à la violence qui sévit dans d'autres régions du pays, en particulier dans les régions de Tillabéri, Tahoua et Diffa. En effet, au cours de la période considérée couverte par le COI Focus du 13 février 2024 déposé par la partie défenderesse (à savoir d'avril 2023 à novembre 2023), l'ACLED n'a enregistré que quatre incidents de violence dont deux dans le département frontalier de Dogondoutchi, un à Dosso et un à Boboye. (...)

Ainsi, s'il ressort des informations qui lui sont communiquées que l'instabilité au Niger s'étend dans plusieurs régions du pays, et que ce contexte particulier doit inciter les autorités d'asile à faire preuve d'une grande prudence et d'une vigilance certaine dans l'examen des demandes de protection internationale des personnes originaires du Niger, le Conseil estime néanmoins, après avoir procédé à un examen complet et ex nunc de la situation, que ce contexte ne

suffit pas à établir que la situation prévalant spécifiquement dans la région de Dosso correspondrait actuellement à une situation de violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, § 2, c de la loi du 15 décembre 1980.

Il découle de ce qui précède qu'en l'absence de toute situation de violence aveugle dans la région de Dosso, le requérant peut en principe vivre dans cette région sans y être exposé à un risque réel d'y subir les atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, c de la loi du 15 décembre 1980. Cette région, qui est à la fois sa région d'origine et de destination effective peut donc être considérée comme « sûre » le concernant et sa présence sur place ne l'exposera pas au moindre risque.

Toutefois, au vu de la situation sécuritaire extrêmement fragile et volatile au Niger et de l'existence avérée d'une situation de violence aveugle d'intensité exceptionnelle caractérisant plusieurs régions du pays, le Conseil estime qu'il doit s'assurer de la possibilité de retour effectif du requérant dans sa région d'origine.

Pour ce faire, le Conseil ne peut faire abstraction, dans son analyse, d'un risque réel de subir des atteintes graves qu'un demandeur pourrait encourir en cas de retour dans son pays parce que, dans ce pays, il serait contraint de traverser des zones caractérisées par une violence aveugle exposant de manière indiscriminée à un risque réel d'atteintes graves tous les civils originaires de ces régions, du seul fait de leur présence sur place, afin d'atteindre sa région d'origine dite « sûre ».

A cet égard, il ressort notamment de l'arrêt *Elgafaji* de la Cour de justice de l'Union européenne du 17 février 2009, les enseignements suivant :

« En outre, il y a lieu d'ajouter que, lors de l'évaluation individuelle d'une demande de protection subsidiaire, prévue à l'article 4, paragraphe 3, de la directive, il peut notamment être tenu compte de:

– l'étendue géographique de la situation de violence aveugle ainsi que de la destination effective du demandeur en cas de renvoi dans le pays concerné, ainsi qu'il ressort de l'article 8, paragraphe 1, de la directive, et

– l'existence, le cas échéant, d'un indice sérieux de risque réel tel que celui mentionné à l'article 4, paragraphe 4, de la directive, indice au regard duquel l'exigence d'une violence aveugle requise pour pouvoir bénéficier de la protection subsidiaire est susceptible d'être moins élevée » (le Conseil souligne).

L'article 8.1 précité de la directive 2011/95/UE, repris à l'article 48/5, §3 de la loi du 15 décembre 1980, dispose comme suit :

« Dans le cadre de l'évaluation de la demande de protection internationale, les États membres peuvent déterminer qu'un demandeur n'a pas besoin de protection internationale lorsque dans une partie du pays d'origine:

a) il n'a pas une crainte fondée d'être persécuté ou ne risque pas réellement de subir des atteintes graves ; ou

b) il a accès à une protection contre les persécutions ou les atteintes graves au sens de l'article 7,

et qu'il peut, en toute sécurité et en toute légalité, effectuer le voyage vers cette partie du pays et obtenir l'autorisation d'y pénétrer et que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'il s'y établisse » (...).

Il ressort de ce qui précède que le bénéfice de la protection subsidiaire peut aussi résulter, dans le cas où la région que l'intéressé a vocation à rejoindre ne connaît pas une situation de violence aveugle, de la circonstance qu'il ne peut s'y rendre sans nécessairement traverser une zone au sein de laquelle le degré de violence résultant de la situation de conflit armé est tel qu'il existe des motifs sérieux et avérés de croire que l'intéressé se trouverait exposé, du seul fait de son passage, même temporaire, dans la zone en cause, à une menace grave et individuelle contre sa vie ou sa personne.

En l'espèce, la région de Dosso, située dans la partie sud du Niger, est limitée à l'est par la région de Tahoua, au nord-ouest par la région de Tillabéry, et au sud par la république du Bénin et la république fédérale du Nigeria.

Les informations récentes déposées par la partie défenderesse au dossier de la procédure constatent que, au Niger, seul l'aéroport de Niamey dispose de liaisons internationales et que les frontières avec le Nigeria et le Bénin sont actuellement fermées.

Il est donc établi qu'un éventuel retour du requérant vers le Niger le fera obligatoirement transiter par l'aéroport international de Niamey, situé en plein cœur de la région de Tillabéry, ce d'autant que même à supposer la réouverture des frontières avec le Bénin et le Nigeria, rien ne démontre à ce jour qu'il pourra transiter par ces pays et s'y déplacer en toute sécurité.

Ensuite, pour atteindre la région de Dosso à partir de Niamey, il ressort des informations déposées au dossier administratif que le requérant devra obligatoirement emprunter l'une des deux routes qui relient les deux villes, dès lors qu'il n'existe actuellement aucun vol intérieur ni possibilité de transport par voie ferroviaire.

Il est donc établi que, pour rejoindre la région de Dosso, le requérant devrait nécessairement traverser, à tout le moins, la région de Tillabéry. Or, à cet égard, il ressort de l'analyse de la partie défenderesse dans sa note complémentaire du

14 mars 2024 que « *Les régions les plus touchées par la violence au Mali [Ndlr : lire au Niger] sont celles de Tillabéry et Diffa. La violence y prend actuellement un caractère généralisé et aveugle au point de pouvoir affirmer qu'un civil, du seul fait de sa présence, y court un risque réel de subir une atteinte grave telle que visée à l'article 48/4 §2 c) de la loi du 15 décembre 1980* ». Cette analyse rejoint d'ailleurs celle du Conseil qui a lui-aussi déjà conclu à l'existence d'une situation de violence aveugle exposant de manière indiscriminée à un risque réel d'atteintes graves tous les civils originaires de la région de Tillabéry, du seul fait de leur présence sur place.

Au vu des éléments indiqués *supra*, il est établi que le requérant ne pourra se rendre dans la région de Dosso qu'en traversant une zone, en l'occurrence la région de Tillabéry, au sein de laquelle le degré de violence résultant de la situation de conflit armé est tel qu'il existe des motifs sérieux et avérés de croire qu'il se trouvera exposé, du seul fait de son passage, même temporaire, dans cette zone, à une menace grave et individuelle contre sa vie ou sa personne au sens de l'article 48/4, § 2, c de la loi du 15 décembre 1980.

A cet égard, la circonstance que très peu d'incidents ont été répertoriés au cours de ces derniers mois sur les deux routes qui relient Niamey à Dosso ne peut faire obstacle à ce que la protection subsidiaire soit accordée au requérant. En effet, la violence généralisée et aveugle qui sévit dans la région de Tillabéry et qui fait dire à la partie défenderesse qu'un civil, du seul fait de sa présence dans cette région, y court un risque réel de subir une atteinte grave telle que visée à l'article 48/4 §2 c) de la loi du 15 décembre 1980, concerne bien toute cette région, sans que les deux routes précitées ne fassent exception.

Ainsi, au risque de rendre l'examen du besoin de protection subsidiaire démesurément complexe et, partant, de risquer de rendre l'accès à la protection subsidiaire ineffectif, le Conseil estime inadéquat d'opérer, au sein d'une même étendue géographique où le degré d'intensité de la violence aveugle est considéré comme étant exceptionnel, des distinctions selon certains lieux – en l'occurrence des routes – qui feraient exception à la violence aveugle.

En tout état de cause, le Conseil estime que le seul fait que peu d'incidents ont été répertoriés au cours de ces derniers mois sur les deux routes qui relient Niamey à Dosso ne permet pas de renverser le constat selon lequel ces routes traversent une région que la partie défenderesse reconnaît comme étant caractérisée par une situation de violence aveugle de très haute intensité.

En conséquence, au vu des développements qui précèdent, le Conseil estime qu'il existe des sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans la région de Dosso, d'où il est originaire, le requérant encourrait, dès lors qu'il doit traverser la région de Tillabéry pour s'y rendre, un risque réel de subir les atteintes graves telles que visées à l'article 48/4, § 2, c de la loi du 15 décembre 1980.

CCE arrêt 308212 du 13/06/2024

procédure CCE
Annulation
nationalité
Pologne
dictum arrêt
Annulation

acte attaqué
ANNEXE 13
composition du siège
1 juge

OQT - procédure - demande de jonction avec le recours introduit contre l'IE accessoire - rejetée car recours en annulation vs. recours en suspension et annulation (C.E. n°97.785).

2.2. Demande de jonction.

La partie requérante sollicite que le présent recours soit joint au recours qu'elle a introduit contre l'interdiction d'entrée prise le même jour que l'acte attaqué au motif que les deux actes sont connexes.

Le Conseil ne peut faire droit à cette demande de jonction dès lors que le recours dirigé contre l'acte attaqué est en annulation et en suspension, tandis que le recours introduit contre l'interdiction d'entrée sollicite la seule annulation de celle-ci (en ce sens, mutatis mutandis, CE, arrêt n°97.785 du 12 juillet 2001).

CCE arrêt 308278 du 13/06/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

In casu blijkt uit de stukken van het dossier dat verzoeker Afghanistan in de eerste helft van 2020 op **vijftienjarige leeftijd** heeft verlaten, dat hij in België aankwam op 5 september 2020 en dat hij op 23 september 2020 een beschermingsverzoek indiende als niet-begeleide minderjarige vreemdeling. Verzoeker werd, gelet op zijn minderjarigheid, een voogd toegewezen en dit tot aan zijn meerderjarigheid. Momenteel is verzoeker twintig jaar, is hij vier jaar afwezig uit Afghanistan en verblijft hij bijna vier jaar in België.

Tijdens zijn persoonlijk onderhoud van 19 april 2022 kwam onder meer naar voren dat verzoeker in een opvangcentrum woont, voetbalt in clubverband, naar school gaat, Frans spreekt en optreedt als vertaler voor Afghanen in het opvangcentrum (administratief dossier, notities persoonlijk onderhoud, p. 4). Verzoeker voegt bij zijn aanvullende nota van 2 mei 2024 verschillende stukken ter staving van zijn integratie in België. Zo legt hij een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur neer, zeven getuigenverklaringen van collega's en werkgever waaruit blijkt dat hij een graag geziene collega is in het restaurant waar hij werkt en waarin zijn motivatie en integratie op de werkplaats worden benadrukt en legt hij verder ook nog zijn voorlopig rijbewijs neer. In de aanvullende nota wordt er daarnaast op gewezen - en wordt door de bijgevoegde stukken gestaafd - dat verzoeker een relatie heeft met een Roemeense vrouw met een Belgische verblijfstitel, dat zij samen sinds 13 januari 2023 een zoontje hebben en dat verzoeker met zijn gezin zelfstandig woont te Namen. Ter terechtzitting blijkt dat verzoekers vriendin en zoontje aanwezig zijn. Verzoeker zet ter terechtzitting onder meer uiteen dat hij inmiddels westerse waarden en normen heeft aangenomen, dat hij op school vaardigheden heeft geleerd, met school is moeten stoppen om voor zijn gezin te zorgen, respect heeft voor iedereen, het Frans beheerst en hier zijn voetbalcarrière wil verderzetten. Gevraagd naar zijn familie, antwoordt hij dat hij sinds een aantal maanden geen contact meer heeft met zijn familie in Afghanistan aangezien zij niet tevreden zijn met zijn relatie in België.

Daargelaten het oordeel van de verwerende partij dat verzoeker onvoldoende een persoonlijke vrees voor de taliban aannemelijk maakt, stipt de Raad aan dat de verwerende partij ertoe gehouden is om een **globale beoordeling** te maken van verzoekers nood aan internationale bescherming op basis van het geheel van verzoekers individuele omstandigheden in het licht van **actuele** landeninformatie. (...)

In casu kan evenwel niet vastgesteld worden dat de commissaris-generaal is overgegaan tot een globale beoordeling van verzoekers individuele omstandigheden. De Raad moet vaststellen dat uit de lezing van de notities van het persoonlijk onderhoud **niet** kan blijken dat er **afdoende** werd **gepeild** naar de wijze waarop verzoeker invulling geeft aan zijn leven hier en al in het geheel niet naar de mogelijke impact van zijn profiel, zijn verblijf en activiteiten in België op zijn handelingen, gedragingen en overtuigingen alsook naar zijn houding ten aanzien van de taliban en de mate waarin zijn profiel en activiteiten in België ertoe zouden kunnen leiden dat hij door de *de-facto* overheid in Afghanistan, dan wel de lokale gemeenschap als verwesterd zal worden beschouwd of als iemand die de sociale, morele of religieuze normen heeft overschreden.

Er moet hierbij rekening worden gehouden met het gegeven dat verzoeker Afghanistan in de eerste helft van 2020 heeft verlaten en dus geruime tijd vóór de machtsovername door de taliban in augustus 2021. (...)

De Raad geeft verder aan dat **redelijkerwijze** kan worden aangenomen dat verzoeker tijdens zijn langdurig verblijf en traject **in België in contact** is gekomen met waarden, gebruiken en opvattingen, zoals de gelijke behandeling van mannen en vrouwen en het recht op vrije meningsuiting en godsdienstvrijheid, die haaks staan op het gedachtegoed van de taliban en dit tijdens zijn ontwikkeling als adolescent, een cruciale levensfase waarin jonge mensen vatbaar zijn voor externe invloeden en die essentieel is in het vormen van een wereldbeeld en het aannemen van waarden en opvattingen. Hoewel verzoeker vóór zijn vertrek uit Afghanistan op vijftienjarige leeftijd al deels gevormd was naar Afghaanse gebruiken, waarden en normen, is hij ook een belangrijk deel van zijn adolescentie, een belangrijke en bijzondere fase in de ontwikkeling van een jongere, in België aan het doorbrengen. Deze **vormende jaren** zijn essentieel in het vormen van een wereldbeeld en het aannemen van waarden en normen.

Tevens stipt de Raad aan dat verzoeker in zijn aanvullende nota alsook ter terechtzitting aangeeft een **duurzame relatie**

met zijn Roemeense vriendin met Belgische verblijfstitel te hebben en met wie hij samen een eenjarig zoontje heeft en zelfstandig woont te Namen en dat zijn familie in Afghanistan gekant is tegen zijn relatie. Hierbij moet worden benadrukt dat in de beschikbare landeninformatie wordt verwezen naar “**zina**”, hetgeen een misdrijf is in het islamitisch recht dat verwijst naar onwettige seksuele betrekkingen, overspel of voor- of buitenhuwelijkse seksuele betrekkingen. De sharia maakt hierbij geen onderscheid tussen seksuele relaties buiten het huwelijk en verkrachting; beide worden gedefinieerd als “zina” en zijn strafbaar met steniging of zweepslagen. Er wordt melding gemaakt van verschillende ernstige incidenten van moorden, stenigingen, lijfstraffen en arrestaties door de taliban van personen die worden beticht van “zina”. Voorbeelden van zulke incidenten zijn de arrestatie door de MPVPV van een mannelijke en vrouwelijke collega, die tezamen in een auto reden, waarbij hun dode lichamen de volgende dag werden gevonden. Er is ook sprake van verschillende moorden, zowel op mannen als vrouwen, door familieleden omdat zij werden beticht van “zina”. Ten slotte wordt ook melding gemaakt van een sterke sociale stigmatisering en schaamte omtrent (vermeende) seksuele activiteiten buiten een huwelijk, hetgeen wordt gezien als een moreel misdrijf en normoverschrijding (EUAA “Afghanistan targeting of individuals”, augustus 2022; p. 35, 95-96). De taliban zijn ook aanwezig op sociale netwerken, maar het is onduidelijk in welke mate ze de online activiteiten van Afghanen opvolgen. Internationale media hebben bericht dat de taliban reeds Afghanen hebben gearresteerd en gedood vanwege hun activiteiten op de sociale media. Voor personen die worden beticht van “zina” kan worden aangenomen dat zij in het algemeen een gegronde vrees voor vervolging kunnen laten gelden. De Raad kan de richtsnoeren van EUAA waar de verwerende partij in haar aanvullende nota naar verwijst, bijtreden (EUAA, “Country Guidance: Afghanistan”, januari 2023, p. 21 en 72-79). Verzoeker verklaarde tijdens zijn persoonlijk onderhoud een profiel op **Facebook** te hebben, zoals ook blijkt uit de opzoeken gevoegd bij de map ‘landeninformatie’ in het administratief dossier, en verder wijst hij er ter terechtzitting op dat zijn **familie op de hoogte** is van zijn relatie in België en dat zij dit niet goedkeuren.

Uit het geheel van wat voorafgaat blijkt volgens de Raad dat er op heden in hoofde van verzoeker een aantal concrete, **individuele elementen** aanwezig zijn die **risicobepalend** kunnen zijn en waarvan moet worden nagegaan of deze, wanneer zij cumulatief worden beoordeeld, voldoende zijn om een gegronde vrees voor vervolging wegens een (toegeschreven) verwestering aan te nemen.

Daargelaten de eventuele onaannemelijkheid van het oorspronkelijke vluchtrelaas, dringt zich dus een verder onderzoek op naar **verzoekers profiel en de mogelijke risico's** die hij loopt bij terugkeer naar Afghanistan omwille van de bovenstaande individuele elementen eigen aan zijn zaak, in het kader van een (toegeschreven) morele, sociale en religieuze normoverschrijding alsook een (toegeschreven) verwestering.

De Raad meent dat essentiële elementen ontbreken en vernietigt de bestreden beslissing.

CCE arrêt 308273 du 13/06/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Indéfini

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Abrogation Genève

composition du siège

1 juge

Verzoeker, die verklaart staatloos en van Roma-origine te zijn, krijgt in 2011 de vluchtelingenstatus toegekend. Verzoeker wordt op 21 juni 2019 door het hof van assisen veroordeeld tot een gevangenisstraf van 28 jaar, een geldboete van ruim 21.000 euro en de levenslange ontzetting uit de burgerlijke en politieke rechten en het kiesrecht vanwege de moord op zijn partner.

Op 19 februari 2020 neemt de commissaris-generaal de beslissing tot **opheffing** van de **vluchtelingenstatus**. Dit is de thans bestreden beslissing, waartegen het op 20 maart 2020 aangetekende beroep door de **Raad voor Vreemdelingenbetwistingen** (hierna: de Raad) bij arrest nr. 247 738 van 19 januari 2021 wordt verworpen bij gebrek aan het rechtens vereiste belang. Dit arrest van de Raad is bij arrest nr. 257.269 van de Raad van State van 11 september 2023 **vernietigd**. Naar aanleiding hiervan werd het dossier opnieuw bij de Raad ingeschreven op de rol en werd de zaak verwezen naar een anders samengestelde kamer van de Raad.

(...)

Luidens de bestreden beslissing blijkt uit het administratief dossier dat verzoeker op 28 oktober 2011 als **vluchteling** werd erkend omdat hij, als lid van de Roma-gemeenschap en ondanks zijn domicilie in Kroatië ten tijde van zijn geboorte, **de Kroatische nationaliteit niet had gekregen waardoor hij staatloos was**.

De commissaris-generaal is in de bestreden beslissing van 19 februari 2020 van oordeel dat verzoeker, indien hij hiertoe de nodige administratieve stappen zou zetten, volgens de vigerende Kroatische wetgeving **actueel aanspraak zou kunnen maken op het Kroatisch staatsburgerschap**. Gesteld wordt dat een emigrant die vóór 8 oktober 1991 uit Kroatië geëmigreerd is met de bedoeling om permanent in het buitenland te verblijven volgens artikel 11 van de Kroatische nationaliteitswetgeving de Kroatische nationaliteit via naturalisatie kan verwerven. De **Raad** wijst erop dat, in zoverre verzoekers situatie in de bestreden beslissing ten aanzien van Kroatië dient te worden beoordeeld, voormeld artikel 11 slechts op algemene wijze bepaalt dat de hierin aangehaalde personen de Kroatische nationaliteit door naturalisatie kunnen bekomen (administratief dossier, map landeninformatie, stuk 4). Aldus is het **niet duidelijk of dergelijke personen automatisch worden genaturaliseerd, of en welke voorwaarden hiertoe voor het overige moeten zijn vervuld door de betrokken persoon en of en in welke mate verzoeker aan deze voorwaarden voldoet**. Dat verzoeker een broer en zus heeft die over de Kroatische nationaliteit beschikken, doet aan het voorgaande geen afbreuk.

Waar in de bestreden beslissing voor het overige slechts wordt verwezen naar de door de Kroatische regering in november 2012 aangenomen 'the 2013-2020 National Strategy for Roma inclusion', waaraan een concreet actieplan 2013-2015 werd gekoppeld, merkt de Raad op dat uit de informatie gevoegd aan het administratief dossier (map landeninformatie, stuk 5, p. 5-6) blijkt dat deze nationale strategie en het hieraan gekoppeld actieplan er onder meer toe strekken om binnen het legale kader het statuut (hetzij het Kroatisch staatsburgerschap, hetzij een permanente verblijfsstatus) te regelen van Roma met een sterke band met de Republiek Kroatië of de voormalige Socialistische Republiek Kroatië, en dit **tot 2020**. Met een sterke band wordt onder meer verwezen naar de geboorte op het grondgebied van de Republiek Kroatië, wat in hoofde van verzoeker het geval is. **Of en in welke mate de vooropgestelde doelstellingen werden bereikt en of dit alles nog steeds geldig is anno 2024, kan uit de stukken van het administratief en rechtsplegingsdossier evenwel niet worden opgemaakt**. Ten andere liep het nationaal plan voor Roma-inclusie, waarnaar in de bestreden beslissing verwezen wordt, slechts tot in 2020 en kan uit de stukken van het dossier nergens worden afgeleid of en in welke mate dit nationaal plan op wezenlijk niveau de leefomstandigheden voor Roma heeft verbeterd en welk actieplan op heden van kracht is en wat hierin van toepassing is voor de beoordeling van onderhavig beroep. Er kan immers niet uit het oog verloren worden dat verzoeker **staatloos** en bovendien van **Roma-origine** is.

Gelet op het geheel van wat voorafgaat is het in de **huidige stand** van de rechtspleging **niet duidelijk** of en in welke mate de **beweerdelijke wijziging van omstandigheden** in verband waarmee verzoeker destijds werd erkend als vluchteling **voldoende ingrijpend en niet-voorbijgaand van aard is**.

CCE arrêt 308274 du 13/06/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Russie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Retrait Genève

composition du siège

1 juge

Verzoeker, die verklaart van Russische nationaliteit te zijn, wordt in 2015 in België erkend als vluchteling. In 2018 wordt verzoeker door de rechtbank van eerste aanleg veroordeeld tot een gevangenisstraf van twee jaar waarvan één jaar effectief voor **diefstal** met valse sleutels en **vereniging van misdadigers** om misdaden te plegen waarop een andere straf dan de levenslange opsluiting of opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar of een langere termijn gesteld is.

De commissaris-generaal neemt in 2020 de beslissing tot intrekking van de aan verzoeker verleende vluchtelingenstatus op basis van de artikelen 49, § 2, tweede lid, en 55/3/1, § 1 van de Vreemdelingenwet. Dit is de bestreden beslissing.

Overeenkomstig artikel 57/6, § 1, eerste lid, 6°, van de Vreemdelingenwet is de commissaris-generaal bevoegd om de vluchtelingenstatus of de subsidiaire beschermingsstatus op grond van de artikelen 55/3/1 en 55/5/1 van diezelfde wet in te trekken. [De Raad zet de aangehaalde bepalingen uiteen].

In de bestreden beslissing komt de commissaris-generaal tot de conclusie dat de vluchtelingenstatus moet worden ingetrokken omdat verzoeker definitief veroordeeld is voor een bijzonder ernstig misdrijf, maar wordt geadviseerd dat verzoeker noch direct of indirect mag worden teruggeleid naar zijn land van herkomst en dat een verwijderingsmaatregel niet verenigbaar is met de artikelen 48/3 en 48/4 van de Vreemdelingenwet. De bestreden beslissing bestaat derhalve uit twee onderdelen.

De Raad gaat in op de begrippen 'bijzonder ernstig misdrijf' en 'gevaar voor de samenleving' en verwijst daarbij onder meer naar HvJ 6 juli 2023, C-8/22, XXX/Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen en HvJ 6 juli 2023, C-402/22, Staatssecretaris van Justitie en Veiligheid/M.A., HvJ 6 juli 2023, C-663/21, Bundesamt für Fremdenwesen und Asyl/A.A..

De Raad benadrukt in deze dat *in casu* de **bewijslast bij de verwerende partij** ligt die zich op een **uitzonderingssituatie** beroept.

De rechtspraak van het Hof van Justitie geeft, volgens de Raad, aan dat het begrip 'gevaar voor de samenleving' veronderstelt dat er sprake is van een reële (werkelijke), **actuele** en voldoende ernstige bedreiging die een fundamenteel belang van de samenleving aantast. Aldus dient rekening te worden gehouden met het persoonlijk gedrag van de verzoeker. Bij de beoordeling of er sprake is van een dergelijke bedreiging dienen de verwerende partij en de Raad rekening te houden met **alle omstandigheden** van het betrokken individuele geval. Voorts impliceert in het algemeen de vaststelling van een reële, actuele en voldoende ernstige bedreiging voor een fundamenteel belang van de samenleving weliswaar dat bij verzoeker een neiging bestaat om het gedrag dat die **bedreiging vormt in de toekomst** te handhaven, maar het kan ook zo zijn dat het enkele feit van het gedrag in het verleden voldoet aan de voorwaarden voor een dergelijke bedreiging. (...) Aldus dient er in principe een inschatting gemaakt te worden van een toekomstig gedrag van de verzoeker. Het feit dat de verzoeker definitief is veroordeeld voor een bijzonder ernstig misdrijf is van bijzonder belang, aangezien de Uniewetgever specifiek heeft verwezen naar het bestaan van een dergelijke veroordeling en deze, afhankelijk van de omstandigheden rond het plegen van dat misdrijf, kan bijdragen tot de vaststelling van het bestaan van een reële en voldoende ernstige bedreiging voor een fundamenteel belang van de Belgische samenleving (HvJ 6 juli 2023, XXX/commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, C-8/22, ECLI:EU:C:2023:542, punt 63). Het bestaan van een strafrechtelijke veroordeling doet bijgevolg slechts ter zake voor zover uit de omstandigheden die tot deze veroordeling hebben geleid, blijkt dat er sprake is van persoonlijk gedrag dat een actuele bedreiging voor de samenleving vormt.

Wat in het bijzonder het actuele karakter van een dergelijke bedreiging betreft, volgt uit de rechtspraak van het Hof dat deze gevolgtrekking niet automatisch, louter op basis van het strafblad van de verzoeker, kan worden gemaakt (...) Er kan geen stelselmatige en automatische koppeling worden gemaakt tussen een strafrechtelijke veroordeling tot een bijzonder ernstig misdrijf en de intrekking van de vluchtelingenstatus. Wanneer de verzoeker geen redenen aandraagt waarom hij niet langer een bedreiging voor de samenleving vormt, mag de verwerende partij niet zonder meer aannemen dat uit het bestaan van een definitieve veroordeling voor een bijzonder ernstig misdrijf blijkt dat de verzoeker een reële, actuele en voldoende ernstige bedreiging vormt voor een fundamenteel belang van de Belgische samenleving.

Bovendien, **hoe meer tijd er is verstreken tussen het tijdstip van de definitieve veroordeling** voor een bijzonder ernstig misdrijf en de **beslissing tot intrekking, des te meer** moeten de verwerende partij, respectievelijk de Raad **rekening** houden met **ontwikkelingen** die zich **na het plegen** van een dergelijk misdrijf hebben voorgedaan, om te bepalen of er op de dag waarop er uitspraak wordt gedaan over de eventuele intrekking van de vluchtelingenstatus sprake is van een reële en voldoende ernstige bedreiging (...).

Verzoeker ontkent als het ware dat hij op basis van de één enkele veroordeling uit 2018 een gevaar blijft voor de Belgische samenleving. Zo haalde hij aan dat de feiten waarvoor hij veroordeeld werd dateerden van vóór zijn erkenning als vluchteling, dat hij heeft bekend en meegewerkt, veel spijt heeft, werkt en geen financiële moeilijkheden meer heeft.

De **feiten** waarvoor verzoeker definitief werd veroordeeld **dateren van 2012-2013**. De **definitieve veroordeling** hiervoor vond plaats op 22 mei 2018 en de bestreden beslissing dateert van 22 juli **2020**. Inmiddels zijn we evenwel bijna vier jaar verder.

In zijn arrest XXX/commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen van 6 juli 2023 in de zaak C-8/22, ECLI:EU:C:2023:542 oordeelde het Hof van Justitie, zo weze herhaald, dat hoe meer tijd er is verstreken tussen het tijdstip van de definitieve veroordeling voor een bijzonder ernstig misdrijf en de beslissing tot intrekking, des te meer moeten de verwerende partij, respectievelijk de Raad rekening houden met ontwikkelingen die zich na het plegen van een dergelijk misdrijf hebben voorgedaan, om te bepalen of er op de dag waarop er uitspraak wordt gedaan over de eventuele intrekking van de vluchtelingenstatus sprake is van een reële en voldoende ernstige bedreiging. Zo kunnen elementen die betrekking hebben op de strafuitvoering, ook al streven strafuitvoeringsmaatregelen een ander oogmerk na dan artikel 55/3/1 van de Vreemdelingenwet, van belang zijn bij de inschatting van de bedreiging.

Verzoeker en zijn advocaat gaven tijdens het persoonlijk onderhoud van 5 november 2019 aan dat verzoeker één maand in voorlopige hechtenis heeft verbleven en één maand een enkelband moest dragen en dit wordt in het verzoekschrift hernomen, doch geenszins op enerlei wijze gestaafd. Uit het in kracht van gewijsde gegane vonnis van de rechtbank van eerste aanleg van 22 mei 2018 blijkt dat verzoeker veroordeeld werd tot twee jaar gevangenisstraf waarvan één jaar effectief en dat het toegestane uitstel van tenuitvoerlegging werd gekoppeld aan een maximale uitsteltermijn van vijf jaar, dus tot in 2023. De bestreden beslissing dateert van 22 juli 2020 zodat de **Raad in het ongewisse is of over de al dan niet (verdere) tenuitvoerlegging van de straf**.

Verder kan de Raad op basis van de stukken van het rechtsplegingsdossier ook **geen concrete en gedegen inschatting** maken van de **actuele individuele omstandigheden** van verzoeker.

In de bestreden beslissing wordt onder meer gesteld dat verzoeker gekend staat bij de **Staatsveiligheid** omwille van zijn contact met geradicaliseerde Kaukasiërs en dat hij eveneens gekend staat bij de politiediensten. Dit is evenwel gesteund op **één enkel schrijven** van de Staatsveiligheid, dat reeds dateert **van mei 2019** en waarin geen nadere duiding is verstrekt. De Raad kan in de huidige stand van de rechtspleging **geenszins** een **inschatting** maken of verzoeker **anno 2024 nog** steeds **gekend** staat bij de Staatsveiligheid en politiediensten en zo ja, waarvoor en of dit, samen genomen met andere omstandigheden eigen aan verzoeker, een invloed heeft op de inschatting of verzoeker een reële, actuele en voldoende ernstige bedreiging van de samenleving vormt.

De Raad is van oordeel dat een nader onderzoek zich opdringt, desgevallend na een nieuw persoonlijk onderhoud en waarbij verzoeker uitgenodigd wordt alle dienstige stukken over te maken, ten einde in het kader van een **ex nunc beoordeling** te kunnen bepalen of verzoeker een reële, actuele en voldoende ernstige bedreiging voor de samenleving vormt.

De Raad is van oordeel dat essentiële elementen ontbreken. De bestreden beslissing wordt vernietigd.

procédure CCE

Annulation

nationalité

Colombie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

9ter irrecevable

composition du siège

1 juge

9ter irrecevable – mention du degré de gravité manquante – à la rubrique D du CMT (conséquences et complications d'un arrêt du traitement) : « déclin grave et rapide » -> la PD ne pouvait pas considérer que le CMT ne mentionne aucun énoncé quant au degré de gravité de la maladie qui ne doit pas nécessairement se trouver dans la rubrique B tant qu'elle ressort clairement du CMT – NO : les mentions de la rubrique D ne portent pas sur la gravité de la maladie mais sur son évolution possible => CCE : le degré de gravité de la maladie doit bien être analysé dans un contexte de retour au PO en l'absence éventuelle de traitements et suivis requis.

« [rappel art. 9ter, §1 de la Loi]

Il convient ensuite de rappeler la *ratio legis* de l'article 9 *ter* la Loi : « *L'insertion d'exigences plus précises quant à la pertinence des informations apportées par le certificat médical permet de clarifier la procédure. Ainsi un certificat médical type sera prévu par un arrêté royal, délibéré en Conseil des ministres. Le certificat médical devra en tout état de cause mentionner à la fois la maladie, son degré de gravité et le traitement estimé nécessaire, vu que l'appréciation de ces trois données s'impose si l'on entend respecter la finalité de la procédure. Par ailleurs, il sera également exigé expressément que l'intéressé apporte toutes les informations nécessaires. La demande sera déclarée irrecevable si l'étranger ne respecte pas la procédure d'introduction (demande par pli recommandé), s'il ne respecte pas l'obligation d'identification ou lorsque le certificat médical ne satisfait pas aux conditions requises* » (Doc. Parl., Chambre, sess. Ord. 2010-2011, n°0771/001, Modification de la procédure d'obtention d'une autorisation de séjour pour raisons médicales, p. 147).

[obligation de motivation]

3.2. En l'espèce, la décision querellée est motivée par le fait que le certificat médical type du 29 novembre 2022 déposé par les requérants à l'appui de leur demande d'autorisation de séjour ne mentionne aucun énoncé quant au degré de gravité de la maladie, et dès lors, ne fournit pas l'un des renseignements requis au § 1^{er}, alinéa 4, de l'article 9 *ter* de la Loi.

3.3. Comme argumenté par la partie requérante en termes de recours, le Conseil relève qu'il ressort du certificat médical type précité déposé à l'appui de la demande, plus particulièrement de la rubrique « *D/ Quelles seraient les conséquences et complications éventuelles d'un arrêt du traitement* » que « [...] *En tout les cas, le retour entraînerait un déclin grave et rapide de son état de santé, le délire de persécutions entraînant de l'hétéroagressivité ou un risque suicidaire et donc une dégradation irréversible de son état* » [le Conseil souligne].

En conséquence, au vu de l'information portée à sa connaissance, et plus particulièrement de ce qui figure dans le cadre du point D du certificat médical type précité, la partie défenderesse ne pouvait pas considérer que le certificat médical type en question ne mentionne aucune énoncé quant au degré de gravité de la maladie.

A titre de précision, le Conseil souligne que la mention du degré de gravité de la maladie ne doit pas nécessairement se trouver dans la rubrique B du certificat médical type intitulée « *DIAGNOSTIC : description détaillée de la nature et du degré de gravité des affections sur base desquelles la demande d'autorisation de séjour sur pied de l'article 9ter est introduite* » tant qu'elle ressort clairement du certificat médical type, ce qui est le cas en l'occurrence.

3.4. Au vu de ce qui précède, il appert que la partie défenderesse a manqué à son obligation de motivation et a violé l'article 9 *ter* de la Loi, de sorte qu'en ce sens, la première branche du moyen unique, ainsi circonscrite, est fondée et suffit à justifier l'annulation de l'acte attaqué. Partant, il n'y a pas lieu d'examiner le reste de cette branche et la seconde branche du moyen unique qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus.

3.5. Les observations émises par la partie défenderesse dans sa note ne peuvent énerver la teneur du présent arrêt.

Par rapport à la considération selon laquelle « *En tout état de cause, les requérants reprochent vainement à la partie adverse de ne pas avoir également pris en compte les mentions figurant sous la rubrique D/ du certificat médical type, lesdites mentions ne portant pas sur la gravité de la maladie mais sur une évolution possible de la symptomatologie* », le

Conseil se réfère au point 3.3. du présent arrêt et il souligne que le degré de gravité de la maladie doit bien être analysé dans un contexte de retour au pays d'origine en l'absence éventuelle de traitements et suivis requis. »

CCE arrêt 308272 du 13/06/2024

procédure CCE
Plein contentieux
nationalité
Burkina
dictum arrêt
Protection subsidiaire

acte attaqué
CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire
composition du siège
1 juge

"(...) Interrogées à l'audience du 23 avril 2024, la partie défenderesse ne conteste pas qu'il règne actuellement, dans la région des Hauts-Bassins, et à Bobo-Dioulasso, une situation de violence aveugle telle que tout civil court un risque pour sa vie ou sa personne du seul fait de sa présence dans cette région, et la partie requérante se réfère à l'arrêt du Conseil n° 300 802 du 30 janvier 2024, ainsi qu'à divers rapport et articles, y compris au document intitulé « COI Focus Burkina Faso : Situation sécuritaire » du 13 juillet 2023, afin de parvenir à la même conclusion. Dès lors, le Conseil constate qu'il n'y a plus débat entre les parties sur cette question.

Dans un souci d'exhaustivité, le Conseil précise qu'au terme d'un examen, ex nunc, de la situation sur la base des informations qui lui ont été communiquées par les parties, il estime également qu'il existe des indications convergentes que la violence aveugle qui existe actuellement dans la région des Hauts-Bassins et à Bobo-Dioulasso atteint désormais une intensité de nature exceptionnelle, de sorte qu'il existe des motifs sérieux et avérés de croire qu'un civil originaire de cette région et/ou de cette ville encourt, du seul fait de sa présence sur le territoire de celle-ci, un risque réel de voir sa vie ou sa personne gravement menacée par la violence aveugle qui y sévit et ce, sans qu'il soit nécessaire de procéder, en outre, à l'examen d'autres circonstances qui lui seraient propres.

En l'espèce, comme mentionné supra, le requérant est un civil originaire de Bobo Dioulasso. Au vu des développements qui précèdent, il est donc établi qu'en cas de retour dans sa région d'origine, il serait exposé à un risque réel d'atteintes graves au sens de l'article 48/4, § 2, c) de la loi du 15 décembre 1980.

En conséquence, il y a lieu de réformer l'acte attaqué et de reconnaître au requérant le statut de protection subsidiaire."

procédure CCE

Annulation

nationalité

Albanie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

Annexe 20 – descendante à charge de sa belle-mère roumaine – caractère à charge non démontré – PR expliquait être arrivée en Belgique alors qu'elle était encore mineure et que donc, la condition « à charge » ne pouvait lui être imposée puisqu'elle n'est pas exigée des descendants de - de 21 ans => CCE : la requérante, âgée de + de 21 ans lors de l'introduction de sa demande, doit démontrer le fait d'avoir été à charge de sa belle-mère au PO avant de venir en Belgique – il ne ressort pas de l'article 40bis, § 2, alinéa 1er, 3°, de la Loi que la présomption suivant laquelle le descendant âgé de moins de 21 ans est à charge de son ascendant serait applicable à la requérante - rejet.

« **3.2.1.** En l'espèce, la décision attaquée est fondée sur le constat que « *Bien que la personne concernée démontre que la personne ouvrant le droit au séjour dispose d'une capacité financière suffisante pour prendre en charge une personne supplémentaire dans son ménage, elle reste en défaut de démontrer de manière probante qu'elle n'a pas de ressources ou que ses ressources étaient insuffisantes dans son pays d'origine ou de provenance pour subvenir à ses besoins essentiels et qu'elle a bénéficié d'une aide financière ou matérielle de la personne qui lui ouvre le droit au séjour. Le certificat « pour la délivrance de certificats (positifs/négatifs) » daté du 05/10/2023 ne permet pas d'établir la situation financière de la personne concernée dans son pays d'origine mais tout au plus qu'elle ne dispose d'aucun bien enregistré dans le registre immobilier électronique. Les certificats de composition de famille du 01/09/2015 et du 02/08/2022 prouvent tout au plus qu'elle vivait avec ses parents sans pour autant établir qu'elle était à charge de la personne qui lui ouvre le droit au séjour, à savoir [N.I.]. D'autant que le lien familial entre cette dernière et la personne concernée n'existe que depuis le 27/09/2021, date à laquelle monsieur [V.S.] (XX.XX.XX XXX-XX) a épousé madame [N.] ».*

Cette motivation se vérifie à l'examen du dossier administratif et n'est pas utilement contestée par la partie requérante, qui se contente d'en prendre le contrepied et fait valoir que la décision attaquée ne prend pas en compte le fait que la condition d'être « à charge » de la personne rejointe ne s'applique pas à la requérante, qui avait moins de 21 ans lors de son arrivée en Belgique, et que cette dernière a démontré qu'elle était à la charge de sa belle-mère roumaine au moment de l'introduction de sa demande.

3.2.2. Après consultation des données présentes dans le registre national de la requérante, le Conseil constate que cette dernière est arrivée mineure en Belgique courant du mois de septembre 2022. Cette circonstance de fait ne la dispense néanmoins pas de démontrer que pour pouvoir bénéficier d'un droit de séjour en qualité de descendante d'un citoyen de l'Union, la requérante, âgée de plus de vingt et un ans lors de l'introduction de sa demande, doit, notamment, démontrer le fait d'avoir été à charge de sa belle-mère au pays d'origine ou de provenance avant de venir en Belgique. S'il ressort de l'article 40bis, § 2, alinéa 1er, 3°, de la loi du 15 décembre 1980 que la condition d'être « à charge » ne s'applique pas aux descendants de moins de 21 ans, il ne ressort pas de ce texte que la condition d'être « à charge » ne s'appliquerait pas lorsque le descendant avait moins de 21 ans à son arrivée sur le territoire belge. Dès lors, la partie requérante ne peut être suivie quand elle prétend, en substance, que la requérante n'ayant pas encore 21 ans à cette époque, la partie défenderesse ne pouvait pas exiger qu'elle prouve qu'elle était déjà à la charge de sa belle-mère dans son pays d'origine.

Contrairement aux dires de la partie requérante, la présomption suivant laquelle le descendant âgé de moins de vingt et un ans est à charge de son ascendant n'est pas applicable à la requérante. Par conséquent, il n'appartenait nullement à la partie défenderesse d'appliquer cette présomption ou de motiver la décision attaquée à cet égard.

Par conséquent, la partie requérante ne conteste pas valablement le motif de la décision attaquée selon lequel la requérante ne démontre pas de manière probante « *qu'elle n'a pas de ressources ou que ses ressources étaient insuffisantes dans son pays d'origine ou de provenance pour subvenir à ses besoins essentiels et qu'elle a bénéficié d'une aide financière ou matérielle de la personne qui lui ouvre le droit au séjour* ».

3.2.3. Concernant le fait que « *le lien familial entre cette dernière et la personne concernée n'existe que depuis le 27/09/2021, date à laquelle monsieur [V.S.] a épousé madame [N.]* », le Conseil relève que cet argument de la partie défenderesse constitue un motif surabondant n'entravant en rien le fait que la requérante n'a pas démontré son statut de descendant à charge au pays d'origine. »

CCE arrêt 308181 du 12/06/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Verzoeker verklaart bij terugkeer naar zijn land van herkomst, Afghanistan, te vrezen voor problemen met de taliban die hem beschuldigen van spionage voor de overheid omdat hij op bezoek ging bij zijn vader, die als chauffeur van het districtshoofd van Hesarak werkte. De Raad treedt de commissaris-generaal bij dat geen geloof kan worden gehecht aan verzoekers voorgehouden vluchtrelaas.

Wat betreft verzoekers voorgehouden vrees omwille van zijn voorgehouden verwestering, considereert de Raad als volgt.

- De *protection officer* heeft verzoeker wel degelijk meerdere vragen gesteld over zijn verblijf en gedragingen in BE, verzoeker is bovendien zelf verantwoordelijk voor de verklaringen die hij aflegt en kon door middel van het verzoekschrift en aanvullende nota bijkomende stukken voorleggen;
- Ondanks het feit dat verzoeker ongeveer in september 2021 reeds op **veertienjarige leeftijd** Afghanistan **verlaten** zou hebben en een deel van zijn vormende jaren in België en andere Europese landen doorbracht, kan worden aangenomen dat hij op de hoogte is van de **Afghaanse normen en gewoontes en daarnaar gevormd is**. Verzoeker spreekt immers Pashtou, begrijpt Dari, ging 2 jaar in Afghanistan naar school, volgde er lessen in de moskee en trok er op met andere jongens;
- Het gegeven dat verzoeker omwille van internetproblemen **geen contact meer zou krijgen met zijn familie**, toont evenwel niet aan dat zijn familie of vrienden geen contact meer met hem zouden willen hebben omwille van zijn vertrek uit Afghanistan of zijn verblijf in Europa, noch dat deze thans niet meer in Afghanistan zouden verblijven.
- Verzoeker laat bovendien na om *in concreto* aan te tonen dat hij door zijn verblijf in Europa dermate is verwesterd dat hij niet zou kunnen terugkeren naar en/of aarden in Afghanistan
 - OKAN-onderwijs en geen probleem dat de levensbeschouwing van de school katholiek is,
 - leert Nederlands,
 - snuffelstage,
 - deelname Open Kamp,
 - vriendenkring, zowel jongens als meisjes van diverse nationaliteiten,
 - lid van badmintonclub,
 - deelname Refugee Walk 2023
 - gaat naar fitness
 - het al dan niet relatie hebben gehad met een Belgische niet-moslima
 - => allen elementen dat verzoeker zich **aanpast** aan de **omstandigheden** van zijn verblijf alhier, maar **niet** van die aard om te leiden tot de vaststelling dat hij **vervolging dient** te **vrezen** wegens een terugkeer uit Europa.
- **Psychologische problemen:** in het voorgelegde attest slechts op algemene wijze wordt gesteld dat verzoekers klachten stress, angsten, slapeloosheid en gevoelens van eenzaamheid, heimwee, onbehagen, somberheid en hopeloosheid zijn, zonder dat een duidelijke medische diagnose wordt gesteld. Bovendien blijkt uit de (overige) door verzoeker neergelegde documenten dat hij er, ondanks zijn psychische moeilijkheden, in is geslaagd om regelmatig aanwezig te zijn op school, Nederlands te leren en (af en toe) te werken. Uit het attest van zijn psycholoog en de andere stukken die zich in het rechtsplegingsdossier bevinden, kan dan ook **niet** worden opgemaakt dat in hoofde van verzoeker op heden **risicoverhogende omstandigheden** aanwezig zijn.
- herkomst uit provincie Nangarhar is evenmin op zich voldoende om een risico bij terugkeer in verzoekers hoofde vast te stellen.

CCE arrêt 308121 du 11/06/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Cameroun

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Irrec.-Demande ultérieure

composition du siège

1 juge

" Le Conseil relève, en particulier, que la circonstance que la requérante a requis un passeport de ses autorités nationales alors qu'elle se trouvait en Belgique et avait introduit une demande de protection internationale ôte toute crédibilité à la crainte qu'elle invoque. Le Conseil estime pertinent de rappeler certains principes s'appliquant à la cessation de la protection internationale. En effet, bien qu'ils ne s'appliquent pas en l'espèce, la requérante n'ayant pas été reconnue réfugiée, ils se révèlent pertinents quant à la portée qu'il convient de donner à un acte tel que celui de requérir – et obtenir – un passeport de ses autorités nationales. La Convention de Genève prévoit, en son article 1^{er}, section C, qu'elle cessera « d'être applicable à toute personne visée par les dispositions de la section A ci-dessus : 1) Si elle s'est volontairement réclamée à nouveau de la protection du pays dont elle a la nationalité ; [...] ». Le fait d'avoir sollicité, et obtenu, un passeport auprès de ses autorités nationales diplomatiques et consulaires n'est pas un acte anodin : il constitue en effet une présomption que la requérante a l'intention de se réclamer de la protection de ses autorités nationales, à charge pour elle de démontrer le contraire. Le HCR écrit d'ailleurs à cet égard que : « Si un réfugié demande et obtient un passeport national ou le renouvellement de ce passeport, il sera présumé, en l'absence de preuves contraires, avoir voulu se réclamer à nouveau de la protection du pays dont il a la nationalité ». Or la partie requérante se contente, à ce sujet, d'affirmer avoir donné procuration à quelqu'un pour obtenir son passeport et ne pas s'être rendue personnellement auprès de son ambassade. De plus, invitée à s'exprimer à cet égard lors de l'audience du 23 mai 2024, elle affirme avoir été invitée par son conseil à renouveler son passeport afin de produire un document d'identité dans le cadre de sa procédure de régularisation. Aucune de ces explications ne convainc le Conseil : le fait d'avoir fait les démarches de manière indirecte (procuration) et dans le but d'étayer son identité auprès des autorités belges ne suffit pas à étayer son absence d'intention de se réclamer de la protection de ses autorités. À la lumière de ce qui précède, le Conseil estime, à la suite de la partie défenderesse, que la demande et l'obtention de son passeport national par la requérante, empêche de considérer qu'elle éprouve la moindre crainte à leur égard, ainsi qu'elle le prétend."

procédure CCE

Annulation

nationalité

Sénégal

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

AUTRE

composition du siège

1 juge

Bijlage 13septies – 8 EVRM – intrafamiliaal geweld tav de kinderen – vermoeden van gezinsleven tussen ouder en minderjarige kinderen kan in uitzonderlijke omstandigheden worden weerlegd - tweemaal veroordeeld - uit (virtueel) bezoek door de kinderen in de gevangenis blijkt geen voldoende hechte band in de zin van artikel 8 EVRM - er liggen geen andere elementen ter staving van een band voor - verwijzen naar de leeftijd van de kinderen op zich (hier: 13 jaar) en uitgaan van het feit dat ouders op die leeftijd een belangrijke rol spelen in het leven en de opvoeding maken gezinsleven in de zin van 8 EVRM niet aannemelijk

In casu wordt aan verzoeker een bevel om het grondgebied te verlaten met vasthouding met het oog op verwijdering afgegeven nadat zijn recht op verblijf op 26 februari 2020 werd beëindigd. Verweerder is van oordeel dat verzoeker door zijn gedrag een gevaar vormt voor de openbare orde. Verzoeker ontkent dit niet. Echter voert hij wel aan dat bij het nemen van de bestreden beslissing geen rekening werd gehouden met zijn gezinsleven in de zin van artikel 8 van het EVRM.

Verzoeker beroept zich op een gezinsleven met zijn vijf kinderen, waarvan sommigen minderjarig zijn. Hij betwist het motief van de bestreden beslissing dat er geen beschermenswaardig gezinsleven tussen hem en zijn kinderen meer zou bestaan. Verzoeker stelt dat er bij het nemen van de bestreden beslissing “totaal genegeerd wordt” dat zijn kinderen hem regelmatig komen bezoeken in de gevangenis. Ter ondersteuning van zijn betoog legt verzoeker een overzicht van hun gevangenisbezoeken neer. Hij bekritiseert dat de gemachtigde in de bestreden beslissing niet motiveert waarom deze bezoeken niet zouden aantonen dat er nog een gezinsleven bestaat. [...].

Een kind geboren binnen een huwelijk maakt *ipso jure* deel uit van dit gezin. Er ontstaat tussen kind en ouder vanaf de geboorte een band die gelijkstaat met een beschermenswaardig gezinsleven in de zin van artikel 8 van het EVRM en dit enkel en alleen door het feit van de geboorte (cf. EHRM [...]). Deze band tussen kind en ouder blijft bestaan, zelfs als de ouders niet langer samenleven of de relatie is beëindigd (cf. EHRM [...]). De band tussen een ouder en een minderjarig kind zal slechts in zeer uitzonderlijke omstandigheden als verbroken kunnen worden beschouwd (cf. EHRM [...]).

[...]

Hieruit blijkt dat de gemachtigde van oordeel is dat er geen beschermenswaardig gezinsleven bestaat tussen verzoeker en zijn kinderen. In de eerste plaats verblijft verzoeker reeds sinds 2019 in de gevangenis. Dat de relatie tussen verzoeker en zijn kinderen moeizaam verloopt, blijkt uit het feit dat hij tot tweemaal toe werd veroordeeld voor het toedienen van slagen en verwondingen aan zijn kinderen. De gemachtigde houdt rekening met het gegeven dat hij soms (virtueel) bezoek krijgt van de kinderen, doch uit dit enkele feit kan niet worden afgeleid dat verzoeker een voldoende hechte relatie met zijn kinderen onderhoudt om onder de bescherming van artikel 8 van het EVRM te vallen. De gemachtigde stelt dat verzoeker geen stukken aanbrengt waaruit blijkt op welke manier hij sinds zijn gevangenneming invulling geeft aan het gezinsleven met zijn kinderen; dat hij deelt in de beslissingen over hun opvoeding; dat hij contact met hen onderhoudt in de periodes dat er geen bezoek was; dat er een bezoeksregeling werd uitgewerkt bij de echtscheiding of dat hij financiële bijstand levert. In tegenstelling tot hetgeen verzoeker betoogt, blijkt aldus weldegelijk uit de motieven van de bestreden beslissing waarom alleen de gevangenisbezoeken op zich geen blijk geven van een beschermenswaardig gezinsleven in de zin van artikel 8 van het EVRM.

Uit [het overzicht van de bezoekmomenten] blijkt dat verzoeker tussen 30 augustus 2020 en 18 juni 2023 zesentwintig keer bezoek kreeg van zijn kinderen in de gevangenis. Dit wil zeggen dat de kinderen hun vader over een periode van ongeveer drie jaar zesentwintig keer (virtueel) hebben bezocht in de gevangenis. In tegenstelling tot hetgeen verzoeker betoogt, komt dit niet neer op één bezoek per maand. Gelet op het gebrek aan enig ander stuk betreffende de invulling van het gezinsleven, komt het de Raad niet kennelijk onredelijk noch onzorgvuldig voor te oordelen dat uit deze gevangenisbezoeken op zich geen beschermenswaardig gezinsleven kan worden afgeleid. Er dient te worden opgemerkt dat, ondanks dat het bestaan van een gezinsleven tussen een ouder en zijn minderjarige kinderen in beginsel wordt vermoed, een dergelijk gezinsleven in uitzonderlijke omstandigheden weldegelijk kan worden weerlegd (cf. EHRM [...]). Verzoeker slaagt er niet in de motieven van de bestreden beslissing te weerleggen, met name dat er in casu sprake is van herhaaldelijk intrafamiliaal geweld vanwege verzoeker ten opzichte van zijn kinderen en dat niet blijkt op welke manier verzoeker vanuit de gevangenis invulling geeft aan zijn rol als vader, waardoor er uitzonderlijk dient te

worden besloten dat er geen sprake is van enig beschermenswaardig gezinsleven. [...] Ook verzoekers betoog dat rekening moet worden gehouden met 'organisatorische drempels' bij het organiseren van de gevangenisbezoeken, is niet van die aard dat daarmee de motieven van de bestreden beslissing worden weerlegd.

[Verzoeker] benadrukt dat zijn jongste kinderen – een tweeling – dertien jaar oud zijn. Op die leeftijd speelt verzoeker nog een belangrijke rol in hun leven en in hun opvoeding. [...] Door louter te verwijzen naar de leeftijd van de kinderen, maakt verzoeker nog niet aannemelijk dat er, in tegenstelling tot de motieven van de bestreden beslissing, een effectief beleefd beschermenswaardig gezinsleven bestaat in de zin van artikel 8 van het EVRM.

Waar verzoeker verder nog betoogt dat hij steeds bij zijn gezin heeft gewoond en hij slechts omwille van enkele veroordelingen 'uithuizig' is geworden, gaat hij er nogal gratis aan voorbij dat zijn eerste kind werd geboren in 2003 en hij sinds 2006 zeer regelmatig in de gevangenis heeft verbleven. In totaal werd verzoeker over een periode van twaalf jaar maar liefst zeven keer veroordeeld tot een gevangenisstraf. Verweerder motiveert dan ook terecht dat *"Sinds 23.01.2014 stond u nooit meer officieel op eenzelfde adres ingeschreven als uw gezin. Maar ook daarvoor al woonde u dikwijls gescheiden van uw gezin en sinds 23.03.2019 verblijft u ononderbroken in de gevangenis. (...) Uw kinderen zijn hoe dan ook gewend aan uw afwezigheid en contacten met u in een gecontroleerde setting"*. Dit motief, dat de Raad redelijk en zorgvuldig acht, wordt niet weerlegd.

Volledigheidshalve merkt de Raad op dat enkele van verzoekers kinderen intussen ook meerderjarig zijn. Uit de rechtspraak van het EHRM volgt dat de relatie tussen ouders en meerderjarige kinderen enkel onder de bescherming van artikel 8 van het EVRM valt indien het bestaan van bijkomende elementen van afhankelijkheid, andere dan de gewoonlijke affectieve banden, wordt aangetoond (cf. EHRM [...]). Verzoeker brengt geen concrete stukken bij waaruit blijkt dat er met zijn meerderjarige kinderen een afhankelijkheidsband bestaat die verder gaat dan de gewoonlijke affectieve banden.

In de bestreden beslissing wordt verder gemotiveerd dat verzoeker met zijn kinderen contact kan blijven houden vanuit Senegal via telefoon en/of internet. De kinderen hebben bovendien allen de Belgische nationaliteit en kunnen het land dan ook vrij in en uit reizen. Uit niets blijkt dat de kinderen hun vader niet zouden kunnen bezoeken in Senegal. Het betreft echter een overtollig motief van de bestreden beslissing, waardoor verzoekers kritiek aangaande dit motief niet tot de vernietiging van de bestreden beslissing kan leiden.

Daarenboven motiveert verweerder in de bestreden beslissing nog het volgende: "Indien aangetoond zou zijn dat de relatie tussen u en uw kinderen op heden nog voldoende standvastig is om de facto gezinsbanden te creëren, quod non, kan opgemerkt worden dat uit het tweede lid van artikel 8 van het EVRM blijkt dat een inmenging in het familie- en gezinsleven mogelijk is wanneer er een wettelijke basis is en een maatregel nodig is om bepaalde doelstellingen, zoals de bescherming van de openbare orde en het voorkomen van strafbare feiten, te verzekeren. Het gevaar dat u vormt uw omgeving en voor de openbare orde, is supérieur aan de familiale- en gezinsbelangen die u dan zou kunnen doen gelden, er zijn, zoals hierboven reeds aangetoond, immers ernstige redenen van openbare orde waardoor onderhavige beslissing proportioneel is". Verzoeker betwist niet dat hij een gevaar voor de openbare orde vormt, waardoor dit motief in ieder geval overeind blijft. Dit motief is op zich reeds voldoende om de bestreden beslissing te schragen.

Een schending van artikel 8 van het EVRM wordt niet bewezen.

procédure CCE
Annulation
nationalité
Cameroun
dictum arrêt
Rejet

acte attaqué
REFUS DE VISA
composition du siège
1 juge

Refus de visa en vue d'un RF avec enfant belge mineur – AA : art 43 (refus « *lorsqu'ils ont eu recours à des informations fausses ou trompeuses ou à des documents faux ou falsifiés, ou lorsqu'ils ont eu recours à la fraude ou à d'autres moyens illégaux qui ont contribué à l'obtention du séjour* ») – acte de reconnaissance de paternité de l'enfant établi en Belgique mais l'OE relève, dans le DA du requérant, des contradictions et incohérences par rapport aux déclarations faites dans le cadre de cette reconnaissance et estime qu'elle a été faite sur base de fausses déclarations => l'acte de naissance produit ne peut pas constituer une preuve du lien de filiation + l'OE évoque la possibilité de réaliser un test ADN pour prouver la filiation – Arg PR 1 : la PD a été associée à la procédure de reconnaissance de l'enfant, et ne s'y est pas opposée – CCE : Un mail de l'Officier de l'état civil mentionne sommairement la procédure de reconnaissance de paternité, ainsi que la possibilité d'envoyer le compte-rendu de l'interview de la mère de l'enfant + OE a communiqué les infos en sa possession => inopérant – Arg PR 2 : l'acte de reconnaissance a été enregistré par l'Officier de l'état civil aux termes d'une enquête menée conformément aux dispositions légales applicables en la matière ; il n'appartient pas à la PD de contester la validité de cet acte ; seul l'Officier de l'état civil pouvait refuser d'établir l'acte de reconnaissance en cas de recherche d'un avantage en matière de séjour (art 330/1 Code civil) + réf. à la possibilité pour le Procureur du Roi de poursuivre la nullité de la reconnaissance, ce qui n'a pas été fait en l'espèce ; aux yeux de la loi, le requérant est le père de l'enfant – CCE : PR reste manifestement en défaut de contester les incohérences et contradictions relevées par la PD => démontre pas que PD aurait manqué à son obligation de motivation et aurait violé les articles 327 et suivants du Code civil – décision adéquatement motivée au regard des articles 40ter et 43 de la Loi - Rejet.

« 4.1.2. En l'espèce, le Conseil observe que l'acte attaqué est motivé par le constat selon lequel :

« Afin de prouver le lien de filiation, le requérant a produit un acte de naissance belge de l'enfant. La filiation de Monsieur à l'égard de cet enfant a fait suite à une procédure de reconnaissance entamée deux ans et demi après la naissance de l'enfant. Considérant que l'article 43 de la loi du 15/12/1980 précitée stipule que le ministre ou son délégué peut refuser l'entrée et le séjour aux citoyens de l'Union et aux membres de leurs familles lorsqu'ils ont eu recours à des informations fausses ou trompeuses ou à des documents faux ou falsifiés, ou lorsqu'ils ont eu recours à la fraude ou à d'autres moyens illégaux qui ont contribué à l'obtention du séjour; En effet, le dossier administratif du requérant comporte des incohérences et des contradictions qui remettent en question les déclarations de l'intéressé et de la mère de l'enfant faites dans la procédure de reconnaissance visant à établir la filiation du requérant vis-à-vis de l'enfant [N.N.I.]. [...] Au vu des incohérences et contradictions relevées ci-dessus, L'Office des Etrangers estime que la reconnaissance du requérant vis-à-vis de l'enfant [N.N.I.] a été faite sur base de fausses déclarations. L'article 43 précité trouvant ainsi à s'appliquer, l'acte de naissance produit ne peut pas constituer une preuve du lien de filiation du requérant à l'égard de son enfant mineur belge présumé. »

Cette motivation n'est pas utilement contestée par la partie requérante, qui se borne à cet égard à prendre le contre-pied de la décision querellée et tente d'amener le Conseil à substituer sa propre appréciation des éléments de la cause à celle de la partie défenderesse, ce qui ne saurait être admis, à défaut de démonstration d'une erreur manifeste d'appréciation dans le chef de la partie défenderesse à cet égard, *quod non* en l'espèce. Partant, la décision attaquée doit être considérée comme suffisamment et valablement motivée.

4.1.3. Sur les premier, deuxième et quatrième moyens, le Conseil souligne qu'il ressort de la motivation détaillée de la décision entreprise figurant au point 1.1. du présent arrêt que la partie défenderesse a émis des doutes quant au lien de filiation entre [N.N.F.W.] et [N.N.I.], en ajoutant, néanmoins, que :

« la preuve du lien de filiation entre le requérant et son fils pourra être établi par le biais d'un test ADN effectué dans le cadre de la procédure sécurisée mise en application avec le SPF "Affaires étrangères". Si les résultats du test s'avèrent positifs, ils pourront être invoqués comme preuve de filiation à l'appui d'une nouvelle décision qui sera prise par l'Office des étrangers ».

A cet égard, le Conseil constate que la partie requérante se réfère à l'enquête complémentaire menée par la commune de Gand dans le cadre de la reconnaissance de l'enfant mineur, aux preuves de transfert d'argent, aux contacts réguliers que la partie requérante entretient avec son fils, et à la nécessité de la présence d'une figure paternelle. Or, le Conseil estime d'une part qu'elle tente, par-là, d'amener le Conseil à substituer sa propre appréciation des éléments de la cause à celle de la partie défenderesse, ce qui ne saurait être admis, à défaut de démonstration d'une erreur manifeste d'appréciation dans le chef de la partie défenderesse à cet égard.

Par ailleurs, il revenait au requérant d'apporter des éléments d'explication à la partie défenderesse avant la prise de la décision attaquée. Le Conseil rappelle à ce sujet qu'il ne peut, dans le cadre de son contrôle de légalité, avoir égard qu'aux éléments portés à la connaissance de l'autorité avant que celle-ci ne prenne sa décision. La jurisprudence administrative constante considère en effet que les éléments qui n'avaient pas été portés par le requérant à la connaissance de l'autorité en temps utile, c'est à dire avant que celle-ci ne prenne sa décision, ne sauraient être pris en compte pour en apprécier la légalité, dès lors qu'il y a lieu, pour l'exercice de ce contrôle de « [...] se replacer au moment même où l'acte administratif a été pris [...] » (en ce sens, notamment : C.E., arrêt n°110.548 du 23 septembre 2002).

En tout état de cause, force est de constater que la partie requérante reste manifestement en défaut de contester, en termes de requête, les incohérences et contradictions relevées par la partie défenderesse :

- *Selon le poste belge d'Atlanta, le requérant est arrivé aux Etats-Unis en juin 2018 et n'aurait plus quitté le territoire des Etats Unis depuis. Il ne pourrait être donc le géniteur d'un enfant né en février 2020.*
- *D'après les documents de la demande de visa, Monsieur [N.N.F.W.] est autorisé à séjourner temporairement aux Etats-Unis du 28/11/2022 au 07/12/2023 sous un statut de protection temporaire accordé aux personnes ne pouvant plus retourner dans leur pays d'origine en raison de la guerre, d'une catastrophe naturelle ou d'autres circonstances exceptionnelles (section 244 de l'Immigration and Nationality Act). L'Office des Etrangers ne sait pas sous quel statut il y vivait avant novembre 2022, s'il y résidait de manière régulière ou non, sous ce statut temporaire ou non.*
- *Le dossier administratif de Monsieur [N.N.F.W.] comporte des copies du passeport du requérant avec de nombreux cachets d'entrée et de sortie de l'espace Schengen entre 2013 et 2017, mais aucune preuve de son séjour dans l'Union Européenne entre 2018 et 2023, ce qui aurait permis de confirmer sa présence en Belgique lors de la conception de l'enfant.*
- *Lors de l'enquête sur la reconnaissance de l'enfant, la commune de Gand a interrogé la mère de l'enfant, Madame [N.H.J.]. Les déclarations recueillies à ce moment-là, qui ont servi à établir l'acte de reconnaissance, contredisent certains éléments du dossier administratif du requérant. En effet, Madame [N.H.J.] déclare qu'elle a rencontré le requérant en mai 2019 en Belgique et que celui-ci est reparti au Cameroun le lendemain de leur rencontre et ne se seraient plus revus depuis. Elle ajoute qu'elle avait prévu d'aller au Cameroun pour le voir avec l'enfant mais qu'il n'y a pas été, d'abord à cause du Covid et ensuite en raison de problèmes financiers. Elle déclare enfin envisager un séjour au Cameroun en décembre 2022 pour le voir. Or il apparaît que le requérant vit aux Etats-Unis depuis 2018 et à tout le moins en décembre 2022 puisque son autorisation de séjour temporaire aux Etats-Unis venait de lui être délivrée. Madame [N.H.J.] déclare également que Monsieur vit au Cameroun où il est professeur d'anglais alors que son passeport délivré à Washington en juin 2021 établit qu'il est ingénieur en technologie de l'information.*

Considérant qu'il n'est pas établi que le requérant pouvait effectivement se trouver en Belgique au moment de la conception de l'enfant ».

Dès lors, le Conseil constate que la partie requérante reste en défaut d'établir que la partie défenderesse, qui a relevé les incohérences et contradictions ressortant du dossier administratif de la partie requérante, aurait manqué à son obligation de motivation et aurait violé les articles 327 et suivants du Code civil.

4.1.4. Quant à la circonstance selon laquelle la partie défenderesse « *a été associé à la procédure de reconnaissance de l'enfant et qu'il ne ressort pas du dossier administratif que l'Office des étrangers s'est opposé à l'établissement de cet acte, de sorte que sa contestation actuelle est tardive* », le Conseil observe que l'email, daté du 14 octobre 2022, de la commune de Gand à la partie défenderesse, annexé à la requête par la partie requérante, mentionne sommairement la procédure de reconnaissance de paternité, ainsi que la possibilité d'envoyer le compte-rendu de l'interview de la mère de l'enfant (« *ik stuur jullie het verslag van het gesprek met mevrouw, misschien kan dit van pas komen om te gebruiken voor een beslissing over de visumaanvraag van mijnheer ?* »).

Par ailleurs, le Conseil constate, à l'instar de la partie défenderesse, qu'il ressort du courriel envoyé par cette dernière à la commune de Gand, en date du 7 juin 2022, que la partie défenderesse a fait part des informations relatives à la partie requérante qu'elle détenait à ce moment-là de la procédure.

Partant, l'argumentaire développé par la partie requérante à cet égard est inopérant

[...]

4.1.6. Il résulte de ce qui précède que la partie défenderesse a valablement et suffisamment motivé sa décision, en fait et en droit, au regard des articles 40*ter* et 43 de la loi du 15 décembre 1980.”

procédure CCE

Annulation

nationalité

Burundi

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

REFUS DE VISA

composition du siège

1 juge

Refus visa court séjour – 1) Motif relatif à l’objet et aux conditions de séjour : lors de son précédent voyage, la responsable commerciale du requérant est restée en Belgique et y a introduit une demande d’asile – PD semble reprocher à la PR de ne pas avoir informé l’ambassade du non-retour de madame – Conseil constate que la PR est rentrée au PO et à respecté son visa + aucune obligation d’informer le poste diplomatique des agissements d’une tierce personne avec qui la PR n’a que des liens professionnels – Aucun examen minutieux de la situation individuelle de la PR – 2) Motif relatif à la preuve de moyen de subsistance suffisants – Conseil constate qu’un engagement de prise en charge n’est pas la seule preuve possible + la PR avait produit trois soldes bancaires positifs – Conseil constate qu’aucune disposition n’impose à la PR de prouver l’origine de ces soldes, contrairement aux dires de la PD – Surabondamment, le Conseil reste sans comprendre en quoi la provenance de ces montants aurait une incidence sur la capacité financière de la PR – Violation motivation formelle – Annulation.

« 3.2.1 S’agissant du premier motif relatif à la justification de l’objet et des conditions du séjour envisagé, le Conseil observe que la partie défenderesse se fonde sur la circonstance que, lors du voyage de la partie requérante en Belgique du 10 au 27 juillet 2022, Madame [N.C.E.], sa responsable commerciale, avec qui elle a voyagé, n’est pas retournée au Burundi et a introduit une demande de protection internationale auprès des autorités belges, laquelle a donné lieu à la reconnaissance du statut de réfugiée.

La partie défenderesse semble, par ailleurs, reprocher à la partie requérante de ne pas avoir informé le poste diplomatique du non retour de Madame [N.C.E.].

Or, le Conseil relève, d’une part, que la partie requérante est, quant à elle, retournée au Burundi, en date du 27 juillet 2022, soit dans le respect de son visa.

D’autre part, le Conseil tient à préciser que rien n’oblige la partie requérante d’informer le poste diplomatique belge à Bujumbura des agissements de Madame [N.C.E.], avec qui elle n’a aucun lieu supplémentaire que des liens professionnels.

Par ailleurs, le Conseil constate, à l’examen des pièces versées au dossier administratif, que la partie requérante a notamment produit, à l’appui de sa demande de visa visée au point 1.3, une lettre d’invitation de la société [P.B.S.], précisant que « Nous invitons [la partie requérante], DG de la société [I.], en voyage d’affaires, du 26 novembre au 3 décembre dans le cadre de notre partenariat commercial. Au programme, nous allons travailler sur les commandes en cours (les marchés pour la Radio Télévision Nationale Burundaise remportés par [I.], entre autres) et organiser les plannings de livraison et d’installation relatifs à ces commandes. Ce sera aussi l’occasion de parcourir les gammes de produits en mettant l’accent sur les nouveautés ou sur les promotions en cours à proposer aux clients burundais. En outre, [la partie requérante] viendra signer le registre des parts puisqu’[elle] est en train d’acquérir une partie d’entreprise [P.] srl. En annexe, vous trouverez le projet signé de cession/acquisition des parts du capital ». La partie défenderesse n’évoque nullement ce document.

Reposant, dès lors, uniquement sur la situation d’une tierce personne, la motivation de la décision attaquée est inadéquate dès lors qu’elle ne reflète pas d’un examen minutieux de la demande fondé sur la situation individuelle de la partie requérante, quant à l’objet et les conditions du séjour qui était envisagé.

Le premier motif n’est donc pas fondé.

3.2.2 S’agissant du second motif relatif à la preuve de moyens de subsistance suffisants dans le chef de la partie requérante, la partie défenderesse a conclu à l’absence de preuve de tels moyens sur base du premier constat selon lequel la partie requérante n’a pas produit « un engagement de prise en charge (annexe 3bis) souscrit par une personne physique de la structure invitante et des preuves de sa solvabilité ».

Or, le Conseil observe qu’un engagement de prise en charge établi sous le modèle de l’annexe 3bis n’est, aux termes de l’article 3bis de la loi du 15 décembre 1980, pas la seule manière d’apporter la preuve de moyens de subsistance suffisants.

À ce sujet, outre l'invitation émanant de la société [P.B.S.] précisant que l'ensemble des frais liés au séjour de la partie requérante à Bruxelles, à savoir le logement, les déplacements et les défraiements pour les dépenses diverses, seront pris en charge par cette entreprise, la partie requérante a notamment produit, en vue de démontrer ses moyens de subsistance, des extraits de trois comptes de la partie requérante auprès de la banque Bancobu démontrant des soldes de 2 373 903 et 284 315 866 francs burundais, ainsi que des soldes de 2 611, 95 euros et de 14 730, 36 dollars américains au 25 octobre 2023, un extrait de compte de la société [I.], démontrant un solde de 751 185 648 francs burundais au 25 octobre 2023, ainsi qu'une attestation de capacités financières émise par la Banque de gestion et de financement (BGF) en date du 30 octobre 2023 attestant que la partie requérante « possède les capacités requises par la Banque lui permettant de mobiliser un montant de BIF 1.052.038.407 (Un milliard cinquante deux millions trente huit mille quatre cent sept Francs Burundais) équivalent à 349,700 Euros (Trois cent quarante neuf mille sept cent Euros) pour supporter les frais de séjour ; de voyage et d'autres dépenses à l'Etranger en Belgique ».

Quant à la circonstance que « [l]e requérant présente trois soldes bancaires positifs, deux personnels et un professionnel, mais il ne démontre pas l'origine de ces soldes (revenus réguliers découlant de son activité professionnelle officielle via un historique bancaire) », le Conseil constate, à l'instar de la partie requérante, qu'aucune disposition n'impose à la partie requérante de prouver l'origine des soldes positifs présents sur ses comptes bancaires.

À titre surabondant, le Conseil reste sans comprendre en quoi la provenance de ce montant aurait une incidence sur la capacité financière de la partie requérante à financer son séjour en Belgique, dès lors que rien ne permet de soutenir, d'une part, que celle-ci ne pourrait disposer librement de l'entièreté de cette somme et, d'autre part, que ladite somme serait, en elle-même, insuffisante pour couvrir les frais de séjour de la partie requérante en Belgique.

Au vu de ce qui précède, le Conseil estime que les constats sur lesquels se base la partie défenderesse pour conclure à l'absence de preuve des moyens de subsistance suffisants dans le chef de la partie requérante soit ne se vérifient pas à la lecture du dossier administratif soit ne suffisent pas à considérer que la partie requérante « n'[a] pas fourni la preuve [qu'elle dispose] de moyens de subsistance suffisants pour la durée du séjour envisagé ou de moyens pour le retour dans le pays d'origine ou de résidence, ou pour le transit vers un pays tiers dans lequel [son] admission est garantie ». Le second motif n'est donc pas fondé ».

CCE arrêt 307948 du 06/06/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Indéfini

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Irrec.-P.I. autre état membre UE

composition du siège

1 juge

" [I]l y a lieu de relever les propos du requérant selon lesquels après l'obtention de son statut de protection internationale en Grèce, il n'a pas pu bénéficier d'un logement social, d'une autorisation de travail, d'une assurance sociale et des aides sociales publiques en raison de sa détention antérieure dans un centre fermé en Grèce (...).

(...), [L]a partie défenderesse soutient que de tels propos sont « *peu plausibles* » dès lors que le requérant a pu obtenir en Grèce une carte de santé et un numéro d'immatriculation fiscale. Toutefois, le Conseil constate qu'elle ne prétend ni ne démontre qu'une telle situation serait impossible dans la pratique. Dès lors, le Conseil invite la partie défenderesse à instruire plus avant la présente demande afin de l'éclairer quant à la probabilité que le requérant puisse être effectivement privé de tous ou une partie de ses droits fondamentaux du fait de sa détention antérieure dans un centre fermé en Grèce.

Ensuite, le Conseil estime que le requérant fait valoir, à ce stade, certaines indications qui sont potentiellement de nature à lui conférer une vulnérabilité particulière, laquelle doit, le cas échéant, inciter à la prudence et nécessite un examen plus approfondi de sa situation personnelle en cas de retour en Grèce.

(...)

(...) [P]our sa part, le Conseil ne peut que constater que les problèmes et motifs médicaux allégués par le requérant dans son recours, dans sa note complémentaire ainsi que lors de l'audience, n'ont pas pu être instruits par la partie défenderesse et nécessitent une instruction approfondie de la part de cette dernière afin que le Conseil puisse évaluer si ces éléments sont de nature à conférer au requérant une vulnérabilité particulière qui l'exposerait, en cas de retour en Grèce, à un risque sérieux de traitement contraire à l'article 3 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (...) et à l'article 4 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne (...).

(...)

Enfin, au vu des développements qui précèdent, le Conseil estime nécessaire de rappeler que dans son arrêt *Addis* (CJUE, arrêt du 16 juillet 2020, affaire C-517/17, *Milkiyas Addis contre Bundesrepublik Deutschland*, points 52 à 54), la Cour de justice insiste sur l'importance de l'entretien personnel portant sur la recevabilité d'une demande de protection internationale afin de permettre à un demandeur de faire valoir tous les éléments, notamment d'ordre personnel, susceptibles de démontrer l'existence d'un risque de traitements contraires à l'article 4 de la Charte en cas de renvoi dans l'Etat membre où il bénéficie déjà d'une protection internationale, les autorités d'un Etat membre, lorsque de tels éléments sont produits, sont tenues d'évaluer ce risque sur la base d'informations pertinentes.

En l'espèce, le Conseil estime que ce qui ressort de l'entretien personnel du requérant ne lui permet pas de se prononcer en pleine connaissance de cause sur la recevabilité de sa demande de protection internationale. Dès lors, il est nécessaire que la partie défenderesse donne au requérant l'opportunité de s'exprimer en détail sur les éléments de vulnérabilité qu'il a invoqués dans son chef, et en particulier sur son état de santé et sur l'expiration de son titre de séjour en Grèce, afin que le Conseil puisse vérifier, à la lumière de la jurisprudence de la CJUE évoquée ci-dessus et au regard d'informations actuelles et pertinentes sur la situation des bénéficiaires de la protection internationale en Grèce si, dans le cas d'espèce, le requérant risque de se trouver, en cas de retour dans ce pays, exposé à des traitements contraires à l'article 3 de la CEDH et à l'article 4 de la Charte.

Au vu de ce qui précède, le Conseil ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation de la décision attaquée sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires portant sur des éléments essentiels de la présente demande de protection internationale.

(...)

En conséquence, conformément aux articles 39/2, § 1er, alinéa 2, 2°, et 39/76, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, il y a lieu d'annuler la décision attaquée et de renvoyer l'affaire à la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides."

procédure CCE
Annulation
acte attaqué
ANNEXE 13
composition du siège
1 juge

acte attaqué
9bis irrecevable
nationalité
Mongolie
dictum arrêt
Annulation

9bis onontvankelijk + bijlage 13 – vernietiging – kinderen hebben mondelinge kennis van de Mongoolse taal - vwp heeft onvoldoende geantwoord op het argument dat de kinderen, zelfs aangenomen dat zij het Mongoolse schrift over een langere periode wel kunnen aanleren, hierdoor een schooljaar zouden verliezen – in voorliggende omstandigheden kon vwp niet zonder meer veronderstellen dat de kinderen in Mongolië onmiddellijk kunnen aansluiten op school

9bis onontvankelijk

Verzoekers voelen zich gegriefd door het feit dat de verwerende partij verwacht dat hun kinderen hun scholing in België plots stopzetten en terugkeren naar hun land van herkomst om aldaar hun aanvraag in te dienen, terwijl in de aanvraag was aangegeven dat de kinderen niet vertrouwd zijn met het Mongools schrift en hierdoor een schooljaar zullen verliezen.

In de actualisatie bij de verblijfsaanvraag werd erop gewezen dat de kinderen geboren zijn in België, dat zij alle schoolplichtig zijn, dat zij hier al van kleins af aan en ondertussen reeds lange tijd school lopen in de Nederlandse taal en schrift, dat zij niet vertrouwd zijn met het Mongools schrift, dat het Mongools ver verwijderd en volledig verschillend is van het Nederlands, dat zij nog geen dag school liepen in Mongolië, dat zij dan ook een schooljaar zullen verliezen evenals de kans op een diploma. Ook hebben verzoekers bij deze actualisatie recente schoolattesten gevoegd, waaruit blijkt dat A. het eerste middelbaar succesvol heeft afgerond in juni 2023, dat An. in 2022-2023 in het vijfde leerjaar zat en dat Anu. in 2022-2023 in het eerste leerjaar zat.

In de eerste bestreden beslissing wordt hierover het volgende gesteld:

"Het feit dat hun kinderen hier naar school zouden gaan, kan niet aanzien worden als een buitengewone omstandigheid daar betrokkenen niet aantonen dat een scholing niet in het land van herkomst kan verkregen worden. Tevens behoeft de scholing van het kind geen gespecialiseerd onderwijs, noch een gespecialiseerde infrastructuur die niet in het land van herkomst te vinden is. Bovendien dient er op gewezen te worden dat de verplichte scholing van het kind steeds plaats vond in illegaal verblijf. [...]. [De ouders] lieten het schoolbezoek van hun kinderen bewust plaatsvinden in deze precaire situatie. Volledigheidshalve wijzen we op het feit dat betrokkenen slechts zeer weinig bewijzen van scholing voorleggen en geen enkel bewijs van effectieve recente scholing. Wat de bewering betreft dat de kinderen niet vertrouwd zouden zijn met Mongools, deze bewering wordt tegengesproken door de objectieve elementen uit het administratief dossier. Op 27.03.2019 vond er een coaching gesprek plaats met het gezin waaruit bleek dat de ouders helemaal geen Nederlands spreken, dat de voertaal in het gezin het Mongools is en dat de kinderen dit zowel begrijpen als spreken. Betrokkenen maken dan ook niet aannemelijk dat hun kinderen op basis van hun perfecte mondelinge beheersing van het Mongools niet vlot de overstap naar geschreven taal kunnen maken of zich niet meer zouden kunnen aanpassen aan een scholing in deze taal."

De Raad wijst erop dat de verwerende partij uit de niet betwiste vaststelling dat de kinderen de Mongoolse taal perfect mondeling beheersen afleidt dat niet is aangetoond dat zij niet vlot de overstap zouden kunnen maken naar de geschreven taal of zich niet meer zouden kunnen aanpassen aan een scholing in deze taal. Uit deze veronderstelling blijkt evenwel niet dat zij oog heeft gehad voor hetgeen in de actualisatie van de aanvraag werd uiteengezet aangaande het feit dat de kinderen niet vertrouwd zijn met het Mongools schrift, dat dit volledig verschillend is van het Nederlands en dat zij dus een schooljaar zullen verliezen. Minstens moet er op worden gewezen dat hierover niet afdoende werd gemotiveerd. Immers, zelfs indien zou kunnen worden aangenomen dat de kinderen zich de taal over een langere periode wel eigen zouden kunnen maken, wordt geen antwoord geboden op het in de aanvraag gestelde dat de kinderen een schooljaar zouden verliezen omdat ze het geschrift niet kennen. Er kan dan ook niet zonder meer worden van uit gegaan dat de vlotte overstap naar de geschreven taal waarover de verwerende partij het heeft zou impliceren dat de kinderen onmiddellijk zouden kunnen aansluiten op school. Dit klemmt des te meer nu uit de actualisatie ook blijkt dat is aangetoond dat A. reeds in het secundair onderwijs les volgt, An. het lager onderwijs bijna heeft voltooid en ook Anu. tijdens het schooljaar 2022-2023 in het eerste leerjaar zat. Een schending van het zorgvuldigheidsbeginsel, minstens de formele motiveringsplicht zijn aangetoond.

Inzake het bevel om het grondgebied te verlaten, voeren verzoekers onder meer de schending aan van artikel 74/13 Vw. dat onder meer oplegt om bij het nemen van een verwijderingsbesluit rekening te houden met het hoger belang van het kind. [...] Hierboven is gebleken dat de verwerende partij bij het nemen van de eerste bestreden beslissing niet deugdelijk heeft geoordeeld over de kwestie of in hoofde van de kinderen van verzoekers buitengewone omstandigheden werden aangetoond. Dit raakt aan het hoger belang van het kind. Uit de vernietiging van de eerste bestreden beslissing volgt dan ook de vernietiging van het bevel om het grondgebied te verlaten.

procédure CCE
Annulation
nationalité
Gambie
dictum arrêt
Annulation

acte attaqué
REFUS DE VISA
composition du siège
1 juge

MUST READ - Weigering visum – vernietiging – au pair – arbeidsvergunning en arbeidskaart B toegekend door Vlaams Gewest voor tewerkstelling als au pair – daaropvolgende aanvraag voor een visum type D als au pair geweigerd door DVZ – schending bevoegdheidsverdeling Vlaams Gewest vs. DVZ

Verzoeksters Belgische schoonbroer vroeg een arbeidsvergunning en arbeidskaart B aan bij de Vlaamse overheid om verzoekster te werk te stellen als au pair. Deze arbeidsvergunning en arbeidskaart B, geldig van 1 juni 2023 tot en met 31 mei 2024, werden goedgekeurd door het Vlaams Gewest. Op 13 juni 2023 diende verzoekster een aanvraag voor een visum type D als au pair in, die door de DVZ werd geweigerd.

De verwerende partij weigert het visum dat verzoekster heeft aangevraagd (i) aangezien de elementen in het dossier aantonen dat haar aanvraag niet strookt met de inhoud van het statuut van au pair, zoals bepaald in artikel 24 van het KB van 9 juni 1999 en (ii) aangezien er ernstige aanwijzingen zijn dat de procedure op basis van het au pairstatuut wordt misbruikt voor andere migratiedoeleinden. Zij wijst er, wat het eerste motief betreft, op dat de bewering dat verzoekster na aankomst taallessen zal volgen en culturele kennis zal opdoen zeer vaag en niet concreet is en dat er geen enkel concreet element in het dossier is betreffende het volgen van taallessen, zoals bvb. een inschrijving of afspraak met een instituut dat taallessen verzorgt om verzoekster in te schrijven. Wat betreft de ernstige aanwijzingen dat de procedure wordt misbruikt voor andere migratiedoeleinden heeft zij er tevens op gewezen dat de moeder in het gastgezin de zuster van verzoekster is.

[...]

Het wordt niet betwist dat het Vlaams Gewest aan verzoekster een arbeidskaart B als au pair-jongere heeft afgeleverd voorafgaand aan de visumaanvraag. Door deze arbeidskaart af te geven heeft het Vlaams Gewest in het kader van haar exclusieve bevoegdheid ter zake reeds geoordeeld dat verzoekster voldoet aan de inhoudelijke voorwaarden van dit statuut zoals bepaald in artikel 24 e.v. van het KB van 9 juni 1999. Deze inhoudelijke voorwaarden hebben onder meer betrekking op het volgen van taallessen [...]. Verzoekster kan, gelet op voorgaande bespreking, worden bijgetreden dat de verwerende partij niet de bevoegdheid heeft om, zoals zij wel doet in de bestreden beslissing, de visumaanvraag te toetsen aan de inhoud van het statuut van au pair-jongere zoals bepaald in artikel 24 van het KB van 9 juni 1999, meer bepaald met betrekking tot de voorwaarde om taallessen te volgen. De Raad merkt daarbij op dat hoewel de verwerende partij geen gebonden bevoegdheid heeft om automatisch een visum lang verblijf af te leveren wanneer de bevoegde regionale overheden een arbeidsvergunning hebben toegekend, zij bij de uitoefening van haar discretionaire bevoegdheid om het gevraagde verblijf al dan niet toe te staan, verplicht blijft zich te houden aan de door de wetgever vastgestelde bevoegdheidsverdeling.

In de mate dat de verwerende partij ervan uit zou gaan dat bij de visumaanvraag opnieuw alle stukken zouden moeten voorgelegd worden die de aanvraag voor het au pairstatuut staven, stelt de Raad vast dat het zorgvuldigheidsbeginsel wordt geschonden waar zij motiveert dat er geen enkel concreet element in het dossier is betreffende het volgen van taallessen, zoals een inschrijving of afspraak met een instituut dat taallessen verzorgt om verzoekster in te schrijven. Uit het administratief dossier blijkt immers dat verzoekster op 5 april 2023 door haar schoonbroer bij het Agentschap Integratie en Inburgering is aangemeld voor de opleiding Nederlands voor anderstaligen en dat verzoekster in Gambia Nederlandse taallessen volgde [...]. De verwerende partij heeft daar in de bestreden beslissing geen rekening mee gehouden en is bijgevolg op onzorgvuldige wijze tot haar besluit gekomen dat er in het dossier geen enkel concreet element is betreffende het volgen van taallessen. Waar zij in haar nota hekelt dat het voorgelegde attest van het Agentschap Integratie en Inburgering slechts een intentieverklaring voor het volgen van de Nederlandse lessen betreft, komt dit neer op een post factum motivering, waarmee ze haar onzorgvuldig handelen niet kan vergoelijken.

De verwerende partij kon het visum dus niet weigeren op grond van het motief dat de elementen in het dossier aantonen dat haar aanvraag niet strookt met de inhoud van het statuut van au pair, zoals bepaald in artikel 24 van het KB van 9 juni 1999. Door de ondeugdelijkheid van dit motief komt het motief dat de procedure wordt misbruikt voor andere migratiedoeleinden ook op losse schroeven te staan. De verwerende partij stelt dan wel dat dit motief zeer pertinent is, maar zoals verzoekster zelf ook stelt wordt geen enkele bepaling aangehaald waaruit blijkt dat de au pair en de ontvangende gastheer geen familiebanden mogen hebben en verder wordt geen enkel ander concreet element

aangehaald ter staving van deze vermeende ernstige aanwijzingen van proceduremisbruik, zodat dit motief op zich überhaupt niet afdoende is gemotiveerd. Waar de verwerende partij er in haar nota op wijst dat het vermeende hoofddoel van verzoeksters verblijf in België er op gericht is om het gezin van haar zus te bezoeken, er te verblijven en tegelijkertijd België te verkennen als toerist is dit een post factum motivering, die hoe dan ook niet dienstig is.

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Somalie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Drie minderjarige zussen zouden met hun grootmoeder in eerste instantie naar Kenia en vervolgens naar België zijn gevlucht.

In hoofde van eerste verzoekster merkt de Raad op dat ter ondersteuning van haar vluchtrelaas een medisch attest heeft overgemaakt, waaruit blijkt dat zij **vrouwelijke genitale verminking** (hierna: VGV) type III – zijnde een infibulatie – heeft ondergaan. In dit medisch attest wordt een desinfibulatie voorgesteld als behandeling. Zowel verzoeksters voogd als verzoeksters raadsman hebben op het einde van het persoonlijk onderhoud ook gewag gemaakt van het risico op herbesnijdenis. De Raad stipt aan dat VGV, van welke aard dan ook, een ernstige en onomkeerbare aantasting vormt van de lichamelijke integriteit van de vrouwen die het ondergaan. Dergelijke handelingen vallen onder de noemer "*dadens van lichamelijk of geestelijk geweld, inclusief seksueel geweld*" en "*dadens van genderspecifieke of kindspecifieke aard*", in de zin van artikel 48/3, § 2, tweede lid, a) en f) van de Vreemdelingenwet en deze handelingen zijn gericht tegen vrouwen als leden van een sociale groep in de zin van artikel 48/3, § 4, d) van de Vreemdelingenwet (zie arrest van de Raad, gewezen in een kamer van drie rechters, met nummer 122.669 van 17 april 2014). *In casu* kan de **VGV**, waarvan verzoekster het slachtoffer is, dus **als vervolging** worden gekwalificeerd.

Ter terechtzitting werd verzoekster – in het bijzijn van haar grootmoeder en jongere zussen – gevraagd of zij reeds de door de arts voorgestelde desinfibulatie heeft ondergaan, waarop zij ontkennend heeft geantwoord. Een **eenduidige reden** waarom zij **nog geen desinfibulatie heeft ondergaan, wordt niet verschaft**.

De Raad wijst op de bijzonderheden in de huidige zaak:

- Verzoekster is thans nog een minderjarig en verblijft vergezeld van haar grootmoeder en haar zussen in België.
- Er wordt geen duidelijk zicht geboden op de precieze omstandigheden van de besnijdenissen van de minderjarige kinderen.
- Uit de neergelegde medische attesten blijkt alleszins dat verzoeksters jongere zussen reeds VGV hebben ondergaan, respectievelijk type I en type II.
- De Raad herhaalt dat verzoekster tezamen met haar grootmoeder in België verblijft, waarbij zij ook in hetzelfde opvangcentrum verblijven. Verzoekster en haar grootmoeder werden op dezelfde dag gehoord op het CGVS, waarbij de *protection officer* tijdens de pauze ook aan verzoekster aangeeft dat zij eventjes kan wachten bij haar grootmoeder.

Gelet op de vaststelling dat verzoekster in haar relaas gewag maakt van **familiale druk omtrent de besnijdenissen**, tezamen genomen enerzijds met de **kwetsbare positie** van verzoekster als **minderjarige** verzoeker om internationale bescherming en anderzijds de omstandigheid dat verzoekster **ook hier is vergezeld van een familielid**, dient de nodige voorzichtigheid aan de dag te worden gelegd, bij de behandeling van haar verzoek. Er dient te worden verzekerd dat verzoekster – als kwetsbaar minderjarig meisje – voldoende begrijpt dat haar verzoek om internationale bescherming **vertrouwelijk** wordt behandeld en dat zij zich **vrij** kan voelen om alle elementen aan te dragen, los van enige familiale druk, ook desgevallend van de alhier aanwezige familieleden. Gezien verzoekster tezamen met haar grootmoeder naar het CGVS kwam, dat de *protection officer* verzoekster zelf tijdens de pauze opdraagt te wachten bij haar grootmoeder en verzoekster tevens vergezeld werd van haar grootmoeder ter terechtzitting, **kan er niet worden gegarandeerd dat in casu een omgeving werd gecreëerd die verzoekster toeliet volledig vrij haar verklaringen af te leggen**. De Raad doet op generlei wijze uitspraak over de familiale druk die verzoekster al dan niet ervaart, dergelijk element kan immers pas dienstig worden beoordeeld wanneer vooreerst voldoende aandacht wordt besteed aan het creëren van een voldoende veilige omgeving voor verzoekster om in alle vrijheid haar verklaringen af te leggen. Uit de notities van het persoonlijk onderhoud van verzoekster kan niet blijken dat de *protection officer* hier voldoende oog voor heeft gehad. De grenzen van de terechtzitting laten in huidig specifiek geval ook niet toe dergelijke omgeving te creëren.

ekening houdend met de specifieke omstandigheden van huidige zaak, onder meer verzoeksters kwetsbare positie, de **doorwerking** van het **hoger belang** van het kind niet enkel als een **materieel recht** voor een kind om zijn belangen in overweging te zien genomen worden, maar tevens als **interpretatief rechtsbeginsel en procedurereg**, evenals de

Somalische context waarin familiale loyaliteit een belangrijke plaats inneemt, acht de Raad dat de commissaris-generaal zijn onderzoeks- en samenwerkingsplicht *in casu* te beperkend heeft ingevuld. De Raad acht het aangewezen om verzoekster meer **diepgaand te horen** over de door haar ondergane infibulatie, haar zienswijze tegenover een eventuele desinfibulatie en de eventuele verdere risico's bij een terugkeer naar Somalië. Dienaangaande wijst de Raad er ook op dat er zich in het rechtsplegingsdossier **geen landeninformatie bevindt**, die toelaat een volledig beeld te vormen van de risico's die gepaard gaan met de infibulatie, een eventuele desinfibulatie en de risico's om herhaaldelijk te worden blootgesteld aan een vorm van VGV bij een terugkeer naar Somalië, noch omtrent het eventuele belang van de regio van herkomst bij de beoordeling van dergelijke risico's. Op basis van de elementen in het rechtsplegingsdossier kan de Raad, met inachtneming van de grenzen van een ondervraging ter terechtzitting en gelet op het ontbreken van verdere onderzoeksbevoegdheid, in deze stand van zaken het beschermingsverzoek van verzoekster niet op nuttige wijze evalueren in het kader van een devolutief beroep.

Aangaande de tweede en derde verzoekster stelt de Raad vast dat in de bestreden beslissing wordt geoordeeld dat zij hun herkomst niet aannemelijk hebben gemaakt. Hoewel in de bestreden beslissingen kort wordt ingegaan op de beperkte verklaringen afgelegd door verzoeksters wordt door de commissaris-generaal voor voormelde conclusie "doorslaggevend" verwezen naar de verklaringen van verzoeksters' grootmoeder. De Raad acht *in casu* de **omstandigheid** dat **verzoeksters' grootmoeder** er **niet** in is geslaagd aannemelijk te maken dat zij **afkomstig** is uit dorp Sheikh Cal in het district Jilib, gelegen in de regio Mibble Juba en later nog één jaar tezamen met haar kleinkinderen heeft verbleven in Jilib, evenwel **onvoldoende overtuigend teneinde te oordelen dat verzoeksters evenmin aannemelijk hebben gemaakt** dat zij afkomstig zijn uit Jilib. De Raad wijst erop dat verzoeksters' grootmoeder heeft verklaard dat zij en verzoeksters niet samen zijn opgegroeid. (...) Verzoeksters en hun grootmoeder zijn aldus niet samen opgegroeid en vormden volgens hun verklaringen slechts sinds zeer recent een gezinscel. Dit geldt te meer daar de Raad, in navolging van de commissaris-generaal, geen geloof kan hechten aan de verklaringen van verzoeksters' grootmoeder dat zij een jaar met de kleinkinderen in Jilib heeft verbleven. De Raad tast aldus in het donker omtrent de precieze levensomstandigheden van verzoeksters en hun grootmoeder, voorafgaand aan hun komst in België. Verzoeksters' grootmoeder is een volwassen vrouw, van wie kan worden verwacht dat zij de volle verantwoordelijkheid draagt voor haar verklaringen en waarbij het niet aan de Raad toekomt om de gebrekkige en ongeloofwaardige verklaringen zelf op te vullen. Verzoeksters betreffen echter nog zeer jonge **minderjarige kinderen**, van wie **niet éénzelfde verantwoordelijkheid** kan worden verwacht. Rekening houdend met de concrete omstandigheden van de zaak en het hoger belang in acht nemend, gaat het niet zonder meer op om de ongeloofwaardigheid van de recente herkomst van verzoeksters "doorslaggevend" te steunen op de ongeloofwaardigheid van de recente herkomst van hun grootmoeder.

De Raad stelt vast dat verzoeksters weliswaar zeer kort werden gehoord bij het CGVS. (...) Evenwel moet worden vastgesteld dat beide gehoren slechts beperkt zijn en onvoldoende werden toegespitst op verzoeksters' profielen als minderjarige verzoekers om internationale bescherming.

Rekening houdend met de specifieke omstandigheden van huidige zaak, onder meer verzoeksters' kwetsbare positie, de doorwerking van het hoger belang van het kind niet enkel als een materieel recht voor een kind om zijn belangen in overweging te zien genomen worden, maar tevens als interpretatief rechtsbeginsel en procedureregulering, acht de Raad dat **de commissaris-generaal zijn onderzoeks- en samenwerkingsplicht *in casu* te beperkend** heeft ingevuld. De Raad acht het aanwezen om verzoeksters meer diepgaand en aangepast aan hun leeftijd te horen over hun beweerde regio van herkomst. Op basis van de elementen in het rechtsplegingsdossier kan de Raad, met inachtneming van de grenzen van een ondervraging ter terechtzitting en gelet op het ontbreken van verdere onderzoeksbevoegdheid, in deze stand van zaken de beschermingsverzoeken van verzoeksters niet op nuttige wijze evalueren in het kader van een devolutief beroep.

De Raad meent dat essentiële elementen ontbreken en vernietigt de bestreden beslissingen.

CCE arrêt 307944 du 06/06/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Somalie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

In casu blijkt dat verzoeker bij het verlaten van Somalië ongeveer 13 jaar oud was en bij het indienen van zijn beschermingsverzoek op 3 november 2022 slechts 15 jaar oud was. Verzoeker heeft heden de leeftijd van 17 jaar.

Uit de neergelegde **medische attesten** blijkt dat verzoeker een **ernstige psychologische problematiek** kent. Verzoeker lijdt aan nachtmerries, flashbacks, een grote triestheid, een onvermogen om positieve gevoelens te ervaren, een gevoel van isolement, verlies van eetlust, angstaanvallen, de herbeleving van de traumatiserende fysieke aanvallen, en dergelijke meer. De behandelende psycholoog maakt gewag van symptomen van post-traumatisch stresssyndroom, onder meer door de foltering en de folteringen die hij onderging op zijn reisweg. In het medisch attest van 6 oktober 2023 wordt aangegeven dat de behandelende psycholoog verzoeker niet in staat acht om een chronologisch coherent verhaal te vertellen en evenmin om de meest pijnlijke gebeurtenissen en periodes te beschrijven. In het attest van caritas van 23 juni 2023 worden verder de diverse littekens en letsels opgesomd, waarvan de attesterende arts stelt dat deze compatibel zijn met de verklaringen van verzoeker omtrent de mishandelingen op zijn reisweg in Libië. Deze mishandeling in Libië en de omstandigheden hierrond worden door de commissaris-generaal in de bestreden beslissing ook niet betwist.

Rekening houdend met verzoekers specifieke individuele omstandigheden – met name zijn minderjarigheid en zijn psychologische kwetsbaarheid – **acht de Raad de overwegingen** in de **bestreden beslissing onvoldoende schragend** om te concluderen dat verzoeker zijn herkomst uit het district Buale, gelegen in de regio Middle Juba niet aannemelijk maakt. Zo wordt er in de bestreden beslissing voornamelijk gewezen op het gebrek aan gedetailleerde verklaringen (...) doch dienaangaande kan er niet voorbij worden gegaan aan verzoekers **jonge leeftijd**, zowel ten tijde van zijn vertrek uit Somalië als ten tijde van het persoonlijk onderhoud. Er kan van een minderjarige verzoeker **niet eenzelfde graad van medewerking** worden verwacht als van een meerderjarige verzoeker, waarbij er ook rekening moet worden gehouden met het gegeven dat een minderjarige verzoeker minder in staat kan zijn om gedetailleerde verklaringen af te leggen of te begrijpen wat precies van hem wordt verwacht. (...) Niettegenstaande de commissaris-generaal in zijn beslissing stelt dat er werd getracht om niet te focussen op het belang van de chronologie van bepaalde gebeurtenissen – omdat de attesterende psycholoog heeft gesteld dat verzoeker moeilijkheden heeft om een chronologisch coherent verhaal te vertellen – stelt de Raad verder vast dat in de bestreden beslissing wel degelijk wordt gewezen op de tegenstrijdigheden inzake de duurtijd van het verblijf bij de echtgenoot van verzoeksters tante, evenals inzake het tijdstip van vertrek uit Somalië. Tevens wordt in de bestreden beslissing verwezen naar tegenstrijdigheden, zoals deze blijken uit de aanmeldingsfiche als NBMV. In het bijzonder rekening houdend met verzoekers psychologische kwetsbaarheid, acht de Raad het *in casu* niet overtuigend om in belangrijke mate terug te grijpen naar verklaringen afgelegd bij de aanmelding, op een moment dat verzoeker nog geen enkele bijzondere procedurele waarborgen werden toegekend. Wat betreft de motieven inzake de luchtaanvallen en executies, evenals het motief inzake de wijken van Buale, acht de Raad deze motieven, rekening houdend met verzoekers profiel, op zichzelf niet voldoende schragend om te kunnen concluderen dat verzoeker zijn recente herkomst uit het district Buale, gelegen in de regio Middle Juba niet aannemelijk heeft gemaakt.

De Raad meent dat een **grondiger onderzoek** zich opdringt van de vraag of verzoeker zijn regio van herkomst aannemelijk maakt, waarbij verzoekers **kwetsbaar profiel** als minderjarige verzoeker met een psychologische problematiek voldoende in rekening dient te worden gebracht en vernietigt de bestreden beslissing.

CCE arrêt 307886 du 06/06/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Paraguay

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

De verzoekende partij vreest om terug te keren naar Paraguay daar ze vervolging vreest omwille van haar **seksuele oriëntatie**.

In casu wordt verzoeksters **lesbische geaardheid niet in twijfel** getrokken. Zowel de verwerende partij als de verzoekende partij brengen **landeninformatie** bij over de situatie van LGBTQI+ personen in Paraguay.

Het Hof van Justitie heeft er reeds op gewezen dat in het kader van de samenwerkingsverplichting die rust op de autoriteiten (...) Het Hof heeft daarbij opnieuw benadrukt dat de samenwerkingsplicht "inhoudt dat de beslissingsautoriteit, in casu het IPO, de verzoeken niet naar behoren kan behandelen en bijgevolg een verzoek niet ongegrond kan verklaren zonder op het tijdstip waarop een beslissing inzake het verzoek wordt genomen rekening te houden met, ten eerste, alle relevante feiten betreffende de algemene situatie in het land van herkomst en, ten tweede, alle relevante elementen die verband houden met de individuele status en de persoonlijke situatie van de verzoeker." Het Hof preciseerde dat wat de relevante feiten betreffende de algemene situatie in het land van herkomst betreft, de lidstaten "ervoor moeten zorgen dat er nauwkeurige en actuele informatie wordt verzameld over de algemene situatie in de landen van herkomst van asielzoekers en, waar nodig, in de landen van doorreis."

Het belang van objectieve en actuele landeninformatie bij de beoordeling van verzoeken om internationale bescherming gebaseerd op geweld tegen vrouwen werd in het recente arrest van het Hof van Justitie van 16 januari 2024 nogmaals benadrukt. (...)

In het **verzoekschrift** citeert de verzoekende partij uit **recentere landeninformatie** van **gezaghebbende bronnen** dan de rapporten door de verwerende partij toegevoegd aan het rechtsplegingsdossier. (...)

In deze actuele landeninformatie valt onder meer te lezen dat Paraguay geen wetgeving heeft die beschermt tegen alle vormen van discriminatie. LGBT+ mensen worden endemisch gediscrimineerd (Freedom House, Paraguay: Freedom in the World 2023 Country Report, p.10). In een ander document wordt onder meer aangegeven dat er geen klachtenmechanisme is in gevallen van discriminatie en een algemeen gebrek aan erkenning van vrouwenrechten (Equal Times 26.10.2023: "Women face increasing pressure in Paraguay, a country deeply rooted in conservative values"). Voorts wordt er aangegeven dat de grondwet voorziet in een onafhankelijke rechterlijke macht, maar de rechtbanken zijn inefficiënt en onderhevig aan corruptie en invloed van buitenaf. Echter, de grondwet voorziet in het recht op een eerlijk en openbaar proces. De rechterlijke macht voorziet hier in principe in, doch advocaten van de verdediging, samen met medeplichtige rechters en aanklagers manipuleren regelmatig de rechtsgang om de verjaringstermijn te bereiken voordat de rechtszaken afgerond zijn (USDOS: "2023 Country Report on Human Rights Practices - Paraguay" 4-5). De wet criminaliseert geen consensueel seksueel gedrag tussen volwassenen van hetzelfde geslacht, travestie of andere seksuele of gendergerelateerde gedragingen. Voorstanders van LGBTQI+ meldden dat de politie soms de wetten op rondhangen onevenredig toepaste op LGBTQI+ om willekeurige arrestaties te rechtvaardigen en richtte zich op LGBTQI+-personen in openbare ruimten om documenten te controleren (USDOS: "2023 Country Report on Human Rights Practices - Paraguay", p.14). Ook wordt er aangegeven dat discriminatie en haat zaaien tegen LGBTI's straffeloos blijven bestaan (Amnesty International: "The State of the World's Human Rights; Paraguay 2023").

Gelet op de niet-betwiste elementen in huidig verzoek om internationale bescherming, komt de verwerende partij toe om het verzoek om internationale bescherming van de verzoekende partij in het licht van nauwkeurige en actuele informatie te beoordelen, zoals meermaals door het Hof van Justitie benadrukt. **In casu heeft de verwerende partij een inspanning geleverd om objectieve landeninformatie te verzamelen, doch blijkt uit het verzoekschrift dat er actuelere landeninformatie voor handen is.**

De commissaris-generaal verwijt de verzoekende partij niet alle redelijke van haar te verwachten **mogelijkheden tot bescherming te hebben uitgeput**, in het bijzonder door de beweerde inadequate behandeling van de politie nergens te hebben aangekaart. De relevante vraag is echter niet of de verzoekende partij al dan niet klacht heeft ingediend, maar wel of zij aantoont dat zij in haar geval geen toegang zal hebben tot doeltreffende overheidsbescherming. Hierbij

moet rekening worden gehouden met alle relevante elementen. De omstandigheid dat een verzoeker al dan niet klacht heeft ingediend is één van de elementen die in aanmerking moeten worden genomen, maar niet het enige. Wanneer uit de individuele omstandigheden eigen aan de zaak of uit de algemene landeninformatie blijkt dat elke procedure om overheidsbescherming te verkrijgen **bij voorbaat zinloos dan wel ondoeltreffend of zelfs gevaarlijk** zou zijn geweest of dat er **geen enkele overheidsbescherming toegankelijk** zou zijn waarbij redelijke maatregelen tot voorkoming van vervolging of het lijden van ernstige schade worden genomen, dan **kan** van een verzoekende partij **niet worden verwacht dat zij zich wendt tot haar lokale autoriteiten** en aangifte doet. Het is dus op basis van het geheel van de elementen die de zaak kenmerken, dat moet worden nagegaan of de verzoekende partij aantoont dat zij in haar geval geen toegang zal hebben tot doeltreffende bescherming vanwege de Paraguayaanse overheden. In de bestreden beslissing wordt nog gesuggereerd dat de verzoekende partij zich had kunnen wenden tot **queer organisaties**. De Raad herinnert eraan dat, krachtens artikel 48/5, § 2 van de Vreemdelingenwet, bescherming in de zin van de artikelen 48/3 en 48/4 van dezelfde wet alleen kan worden geboden door de **Staat of partijen of organisaties** met inbegrip van internationale organisaties, die de Staat of een aanzienlijk deel van zijn grondgebied beheersen, mits zij bereid en in staat zijn bescherming te bieden overeenkomstig het tweede lid van voormeld artikel 48/5, § 2. Gelet op dit wetsartikel en de recente rechtspraak van het Hof van Justitie, kunnen NGO's en privépersonen niet worden beschouwd als actoren van bescherming en mag van de verzoekende partij niet redelijkerwijze worden verwacht dat zij zich tot hen wendt voor bescherming (HvJ 20 januari 2021, C-25519, O.A).

De Raad herinnert eraan dat hij geen enkele onderzoeksbevoegdheid heeft en volledig op de loyale samenwerking van beide partijen is aangewezen wat betreft het verzamelen van objectieve, nauwkeurige en actuele landeninformatie waarmee ook de Raad in het kader van zijn **ex nunc beoordeling** dient rekening te houden bij de behandeling van beroepen tegen beslissingen van de commissaris-generaal inzake verzoeken om internationale bescherming. **In casu** beschikt de Raad **niet over voldoende actuele landeninformatie inzake de situatie van LGBTQI+-personen in Paraguay**. Op basis van de elementen in het rechtsplegingsdossier kan de Raad gelet op het ontbreken van een verdere onderzoeksbevoegdheid, in deze stand van zaken het beschermingsverzoek van verzoekende partij niet verder op nuttige wijze evalueren in het kader van een devolutief beroep dat voldoet aan de vereisten van een volledig en ex nunc onderzoek

procédure CCE
Annulation
nationalité
Syrie
dictum arrêt
Annulation

acte attaqué
ANNEXE 26quater
composition du siège
1 juge
pays Dublin
Bulgarie

Annexe 26 quater - Question la langue de l'AA - La PR invoque le fait que le requérant a été arrêté au centre ouvert de Zaventem, où il résidait, et que, par conséquent, la décision attaquée aurait dû être rédigée en néerlandais, en vertu de l'article 39 de la loi sur l'emploi des langues en matière administrative ("*Dans leurs rapports avec les services locaux et régionaux des régions de langue française, néerlandaise et allemande, les services centraux utilisent la langue de la région. Ils utilisent la langue néerlandaise dans leurs rapports avec les services établis dans les communes périphériques*") - CCE: l'art 39 précité ne vise pas la situation du requérant, qui n'est pas un service local et régional mais un particulier + l'AA est une décision prise par une autorité centrale (l'OE) à l'égard d'un particulier, donc c'est l'article 41 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative (« [l]es services centraux utilisent dans leurs rapports avec les particuliers celle des trois langues, dont ces particuliers ont fait usage ») qui devrait s'appliquer ; dans sa DPI, le requérant n'a pas utilisé une des langues nationales; par conséquent aucune obligation linguistique ne s'impose et la PD était libre d'utiliser la langue de son choix, en l'occurrence le français - Rejet du moyen pris de la violation de la législation relative à l'emploi des langues

"2.1.1. La partie requérante prend un premier moyen « de l'erreur manifeste d'appréciation et de la violation : - Des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ; - Des lois du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative ».

2.1.2. Après avoir cité le contenu de l'article 39 des lois coordonnées du 18 juillet 1996 sur l'emploi des langues en matière administrative, la partie requérante relève ce qui suit : « Il ressort d'une consultation du dossier administratif que le requérant a été arrêté au centre ouvert de Zaventem, où il résidait, le 24 janvier 2024. Il y avait rendez-vous dans le cadre de son suivi « ICAM ». Le requérant estime par conséquent que la décision attaquée aurait dû être rédigée en néerlandais. En effet, il ressort d'un arrêt très récent de Votre Conseil du 25 janvier 2024 n° 300 608, prononcé en chambre réunie (sic), que l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980, qui dispose que la langue de la procédure d'asile régit la langue des décisions subséquentes d'éloignement, n'est pas applicable à la procédure dite Dublin, du fait qu'une telle décision d'éloignement n'intervient pas après un examen de la protection internationale. Par conséquent, à défaut de lex specialis régissant l'emploi des langues pour la décision attaquée, c'est le régime général qui trouve à s'appliquer. En l'espèce, il s'agit de la loi du 18 juillet 1966 de la loi sur l'emploi des langues en matière administrative, et plus précisément de l'article 39, §2 de cette loi, qui dispose : « Dans leurs rapports avec les services locaux et régionaux des régions de langue française, néerlandaise et allemande, les services centraux utilisent la langue de la région. Ils utilisent la langue néerlandaise dans leurs rapports avec les services établis dans les communes périphériques ». Il ne s'agit en effet pas de l'article 41 de cette loi qui se trouve à s'appliquer, s'agissant d'une mesure prise à l'initiative de la partie défenderesse, celle-ci ne vise pas à répondre à une demande de l'étranger. Dans ce cas, c'est bien l'article 39 de la loi de 1966 qui trouve à s'appliquer. Contrairement à ce qu'il a été jugé par Votre Conseil dans la cadre de la demande de suspension, la partie défenderesse ne jouit donc pas d'un libre choix dans l'emploi de la langue pour la prise de la décision attaquée. Le requérant se trouvant en région de langue néerlandaise, à Zaventem, au moment de son arrestation, la décision aurait dû être établie en néerlandais. Etant établie en français, elle en est de ce chef illégale »."

(...)

"4.1.1. Sur le premier moyen, le Conseil rappelle que le premier paragraphe de l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 stipule que : « L'examen de la demande de protection internationale a lieu en français ou en néerlandais. La langue de l'examen est également celle de la décision à laquelle il donne lieu ainsi que des éventuelles décisions subséquentes d'éloignement du territoire. »

Cette disposition s'applique dès lors à l'examen de la demande de protection internationale et non à la procédure relative à la détermination de l'Etat responsable en vertu du Règlement Dublin III, comme en l'espèce (en ce sens C.E. n°125.220 du 7 novembre 2003).

L'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 n'est dès lors pas applicable en l'espèce.

L'arrêt n° 300 608 rendu par le Conseil, en chambres réunies, le 25 janvier 2024, évoqué par la partie requérante en termes de recours, va dans ce sens.

4.1.2. Le Conseil ne peut suivre le raisonnement mentionné par la partie requérante en termes de recours, suivant lequel c'est l'article 39 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative qui trouve à s'appliquer en l'espèce parce que l'acte attaqué constitue une « mesure prise à l'initiative de la partie défenderesse » et ne vise pas à « répondre à une demande de l'étranger ». Le Conseil observe que l'article 39 précité ne vise pas spécifiquement ce type de situation.

De plus, l'article 39, §2 des lois coordonnées précitées, auquel la partie requérante renvoie dans son recours, prévoit que : « Dans leurs rapports avec les services locaux et régionaux des régions de langue française, néerlandaise et allemande, les services centraux utilisent la langue de la région. Ils utilisent la langue néerlandaise dans leurs rapports avec les services établis dans les communes périphériques » (le Conseil souligne). Or, la partie requérante n'est pas un service local et régional mais bien un particulier. La disposition invoquée par la partie requérante ne visant pas les particuliers, elle ne trouve pas à s'appliquer en l'espèce.

4.1.3. Ensuite, le Conseil rappelle que les articles 41 et 42 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative imposent aux autorités centrales, dont le Secrétaire d'Etat à la Politique de migration et d'asile ou un membre de l'Office des étrangers agissant en qualité de délégué du Secrétaire d'Etat, de rédiger leurs actes dans la langue nationale utilisée par les particuliers.

L'article 41, §1 des lois coordonnées du 18 juillet 1966, prévoit que « [l]es services centraux utilisent dans leurs rapports avec les particuliers celle des trois langues, dont ces particuliers ont fait usage ».

L'article 42 des lois coordonnées du 18 juillet 1966 précise quant à lui que « [l]es services centraux rédigent les actes, certificats, déclarations et autorisations dans celle des trois langues, dont le particulier intéressé requiert l'emploi ».

Le Conseil constate que la décision attaquée est une décision prise par une autorité centrale, en l'occurrence l'Office des étrangers, à l'égard d'un particulier. Il s'ensuit que c'est l'article 41 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative qui vise la configuration administrative rencontrée en l'espèce (en ce sens le Conseil, arrêt n° 300 580 du 24 janvier 2024).

4.1.4. Cependant, la partie requérante n'a pas utilisé l'une des langues nationales en l'espèce. En effet, lors de sa demande de protection internationale en Belgique, elle a requis les services d'un interprète en langue arabe.

Dans ce cas, la situation visée n'entre pas dans le champ d'application de l'article 41 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, mais en outre, aucune obligation linguistique ne s'impose en application de ces lois (en ce sens, mutatis mutandis, CE, arrêt n° 78.251 du 21 janvier 1999).

En l'espèce, aucune disposition spécifique ne réglant la langue de la décision, la partie défenderesse était libre d'utiliser la langue de son choix, en l'occurrence le français.

Le moyen pris de la violation de la législation relative à l'emploi des langues n'est pas fondé."

CCE arrêt 307936 du 06/06/2024

procédure CCE
Plein contentieux
nationalité
Afghanistan
dictum arrêt
Annulation

acte attaqué
CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire
composition du siège
1 juge

De Raad wijst erop dat verzoeker in december 2022 in België aankwam, zodat hij aldus thans anderhalf jaar alhier verblijft. Uit diverse getuigenissen en attesten blijkt dat verzoeker een **stotterprobleem** heeft.

Ter terechtzitting tracht verzoeker het woord te nemen, maar bleek het stotterprobleem te ernstig om verder te gaan. Verzoeker heeft zijn verklaringen afgelegd, door middel van geschreven teksten via zijn telefoon, dewelke vervolgens door de tolk werden vertaald. Uit nazicht van het rechtsplegingsdossier blijkt dat verzoeker **bij de start van zijn persoonlijk onderhoud ook heeft aangegeven dat hij ernstig stottert en desgevallend de verklaringen via geschrift kon afleggen.** Er blijkt echter dat verzoeker erin slaagde mondelinge verklaringen af te leggen. De notities van het persoonlijk onderhoud staan de Raad evenwel niet toe om kennis te nemen van de omstandigheden waarin het mondeling onderhoud plaatsvond, **zodat het ook niet duidelijk is in welke mate verzoekers stotterproblemen aanwezig en problematisch waren, dan wel of verzoeker zonder problemen het woord kon nemen.** De Raad moet vaststellen dat ook de overgemaakte **medische attesten onvoldoende context** bieden bij het stotterprobleem. De behandelende arts attesteert weliswaar dat het stotterprobleem ernstig is en dat een doorverwijzing naar neurologie wordt opgesteld, maar er liggen geen verdere stukken voor van de raadpleging bij neurologie. Er wordt ook niet meer context verschaft, aangaande de aard en intensiteit van de belemmeringen door het spraakprobleem in het dagelijkse leven. **Een meer uitgebreid en geconcretiseerd beeld van verzoekers spraakprobleem is aangewezen,** teneinde een correcte inschatting te maken van de problemen die verzoeker desgevallend zou kunnen krijgen, wanneer hij in aanraking zou komen met de taliban bij een terugkeer.

De Raad stelt dan ook vast dat er heden **niet te veronachtzamen indicaties voorliggen dat verzoekers persoonlijke omstandigheden moeilijkheden kunnen opleveren bij een terugkeer** naar Afghanistan, waarbij hij desgevallend het risico kan lopen om onder de negatieve aandacht van de taliban te komen. Evenwel laten de in de huidige fase van de procedure voorliggende elementen de Raad onvoldoende toe om een compleet en correct beeld te krijgen van het geheel van verzoekers omstandigheden, zodat het ook niet mogelijk is om een beoordeling te maken van het risico bij een terugkeer.

De Raad meent dat essentiële elementen ontbreken en vernietigt de betreden beslissing.

CCE arrêt 307869 du 05/06/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Géorgie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Uit het geheel van elementen van de voorliggende dossiers blijkt dat de verzoekende partijen, partners, bij terugkeer naar Georgië vervolging vrezen omwille van hun **seksuele geaardheid en genderidentiteit**.

De Raad benadrukt dat de beoordeling van de nood aan internationale bescherming zich niet kan beperken tot een loutere evaluatie van elementen en feiten uit het verleden, maar tevens een **toekomstgerichte beoordeling** van het risico op vervolging of ernstige schade vereist in het licht van actuele landeninformatie en de individuele omstandigheden van de verzoekende partijen waarbij minstens, doch niet uitsluitend de volgende elementen van belang zijn.

Tijdens de administratieve procedure identificeerden beide verzoekende partijen zich als homoseksueel en tweede verzoekende partij zich daarnaast als non-binair, elementen die niet worden betwist. Uit de verzoekschriften en de door hen neergelegde aanvullende nota's en daarbij gevoegde stukken blijkt verder dat de verzoekende partijen **in België doorheen een nieuw identiteitsproces gaan**, waarbij zij de tijd en ruimte krijgen om hun seksuele oriëntatie en genderidentiteit ten volle te ontdekken. De tweede verzoekende partij identificeert zich thans als non-binair transpersoon, draagt juwelen, wijzigde haar kledij en haarstijl – wat ter terechtzitting ook duidelijk waarneembaar was –, houdt ervan haar seksualiteit en gender uit te drukken doorheen haar fysieke verschijning en is momenteel bezig met haar transitie waarbij zij een hormoonbehandeling volgt en waarin zij wordt gesteund en (psychologisch) begeleid door het Trans Solidarity Fund Belgium. Ook de eerste verzoekende partij ondergaat een soortgelijke transformatie die nog niet helemaal doordacht is en geeft aan dat zij momenteel volop in ontdekking is en dat zij zich mogelijks als non-binair identificeert en zich momenteel als vrouw kleedt, ter staving waarvan foto's bij de aanvullende nota zijn gevoegd.

Ter terechtzitting gevraagd hoe de tweede verzoekende partij zichzelf op heden identificeert, haalt zij aan dat zij zichzelf beschouwt als non-binair onder de transparaplu, waarbij wordt benadrukt dat zowel de identiteit als persoonlijkheid niet meer overeenkomt met wat in Georgië het geval was en waar zij een dubbelleven moest leiden. Waar tot voor kort niemand van haar familie in Georgië op de hoogte was van haar geaardheid en genderidentiteit, voert zij aan dat enkele maanden geleden **haar familie hiervan op de hoogte is gekomen** en dat er thans geen contact meer is met familie en vrienden in Georgië. Verder haalt zij aan dat zij een succesvol academicus was in Georgië, dat zij, zoals zij zich heden identificeert en uitdrukt, haar academische carrière er niet zou kunnen verder zetten en dat zij momenteel een boek aan het afwerken is over een LGBTQI+-gerelateerd thema, meer bepaald over queerseksualiteit en de transformatieve ervaringen van het lichaam in het transitionele stadium.

De eerste verzoekende partij van haar kant, ter terechtzitting gevraagd hoe zij haar geaardheid en genderidentiteit momenteel zou omschrijven, verklaart dat zij cisgender gay man is, maar dat dit fluïde en geen stabiel gevoel is. Zij werpt op dat zij zich in België volledig heeft kunnen en durven uiten en een fascinatie voor drag en dragperformance heeft ontwikkeld. Verder haalt zij aan dat zij nog steeds een LGBTQI+-activist is, veel video's post en de boodschap uit zoals zij die wil. Zij verduidelijkt verder dat zij zes jaar bij Equality Movement heeft gewerkt (wat ook blijkt uit de neergelegde stukken), dat heel wat medewerkers bedreigd, vernederd en in elkaar geslagen zijn en dat door de huidige situatie in Georgië meer en meer mensen stoppen met werken voor Equality Movement.

Hoewel op basis van de beschikbare informatie en de informatie bijgebracht door de verzoekende partijen niet a priori kan worden aangenomen dat iedere homo- en/of transseksueel in Georgië een vrees voor vervolging in vluchtelingenrechtelijke zin koestert, dan wel een reëel risico op het lijden van ernstige schade loopt, kan wel blijken dat **homo- en vooral transseksuelen een zeer kwetsbare, zonet dé kwetsbaarste, groep vormen binnen de Georgische samenleving**. Uit de beschikbare informatie blijkt dat zij in het dagelijkse leven op veel verschillende gebieden worden geconfronteerd met discriminatie, intimidatie, geweld en pesterijen. Voornamelijk transvrouwen en personen die zichtbaar afwijken van gendernormen, zoals opgelegd door de invloedrijke patriarchale Georgisch Orthodoxe Kerk, ondervinden problemen. Bijgevolg dienen, met inachtneming van de moeilijke Georgische context, de verzoeken om internationale bescherming **individueel** te worden **onderzocht** waarbij de verzoekende partijen op een voldoende concrete manier dienen aan te tonen dat zij een gegronde vrees voor vervolging koesteren of een reëel risico lopen op het lijden van ernstige schade, zoals bepaald in de definitie van subsidiaire bescherming.

(...)

De Raad stipt aan dat het **profiel en de individuele omstandigheden** van de verzoekende partijen mee in ogenschouw moeten worden genomen in het kader van een toekomstgerichte, integrale beoordeling van de nood aan internationale bescherming. Zo was de tweede verzoekende partij in Georgië actief als assistent-professor aan de universiteit, voerde zij onder meer onderzoek naar thema's die de LGBTQI+-gemeenschap aanbelangen en werkte zij daarbij samen met LGBTQI+-organisaties zoals Temida. Om haar academische carrière niet in het gedrang te brengen, verborg zij zowel haar seksuele oriëntatie als genderidentiteit. Zij leidde als het ware een dubbelleven in Georgië en kon zich slechts onder vrienden binnen de LGBTQI+-gemeenschap uiten. De eerste verzoekende partij was daarentegen wel reeds uit de kast gekomen in Georgië. Zij verklaarde haar studies niet te kunnen afmaken omwille van homofobe reacties aan de universiteit en diende verschillende keren te verhuizen. Zij werkte bij verschillende LGBTQI+-organisaties en begon in januari 2018 te werken bij Equality Movement. Sinds 2018 stond zij ook bij het brede publiek gekend als LGBTQI+-activist. Naar aanleiding van haar activisme kreeg zij veelvuldig te maken met verbaal geweld, haatspraak en doodsb bedreigingen, zowel online als in persoon, en werd zij ook fysiek aangevallen, op straat en tijdens manifestaties. Haar familieleden accepteerden haar seksuele oriëntatie niet.

Zowel in de verzoekschriften, de aanvullende nota's als ter terechtzitting wordt door de verzoekende partijen gewezen op de **huidige instabiele situatie in Georgië**. Geduid wordt op de onrustwekkende situatie van de LGBTQI+-gemeenschap, gelet onder meer op de lancering van een voorstel voor een wet die de vrijheid van vereniging en meningsuiting sterk zou beperken, de gekantheid van 91% van de bevolking tegen homoseksualiteit, de strengere en intensere anti-LGBTQI+-retoriek van de regeringspartij Georgian Dream naar aanleiding van de parlementsverkiezingen in het najaar van 2024, de groeiende invloed van de Georgische Orthodoxe Kerk en de extreemrechtse bewegingen en het gebrek aan efficiënte bescherming. Zij menen, gelet op al deze elementen, dat zij bij terugkeer zouden terecht komen in een samenleving vol haat en discriminatie en dat zij omwille van hun genderidentiteit dan wel seksuele geaardheid zullen worden gedood.

Verder mag het **activistisch profiel** van de verzoekende partijen en daarbij zeker dat van de eerste verzoekende partij als publiek activist niet veronachtzaamd worden in het licht van een toekomstgerichte beoordeling. Ter terechtzitting wordt er door de verzoekende partijen, die overduidelijk op de hoogte lijken te zijn van de situatie in hun land van herkomst, op gewezen dat in maart 2024 de onderhandelingen gestart zijn over de zogenaamde buitenlandse agentenwet, naar analogie met de in Rusland op dit punt aangenomen wet. Gelet op de **onduidelijkheid over de aanneming van deze wet en de mogelijke repercussies op onder meer LGBTQI+-organisaties**, dient ook dit aspect van de Georgische actualiteit mee in ogenschouw genomen te worden bij de beoordeling van een mogelijk risico op terugkeer, waarbij ook eventuele repercussies op de arbeidsmarkt voor de verzoekende partijen in aanmerking dienen te worden genomen. De Raad kan evenwel op basis van de stukken van de rechtsplegingsdossiers, bij gebrek aan onderzoeksbevoegdheid, hierover in de huidige stand van de rechtspleging geen uitspraak doen.

Daar komt nog bij dat de eerste verzoekende partij Xanax neemt om haar kwetsbaarheid onder controle te houden, dat zij in Georgië psychiatrische en psychotherapeutische begeleiding kreeg in een mental health clinic, dat zij verklaarde daarbij de diagnose PTSD, depressie en angststoornis te hebben gekregen en dat uit de voorgelegde stukken blijkt dat een dynamische opvolging zeer aanbevolen is, maar dat dit omwille van de taalbarrière in België vooralsnog niet mogelijk is gebleken. De tweede verzoekende partij van haar kant werd niet opgevolgd in Georgië, doch wordt wel psychologisch begeleid in het kader van haar transitie en hormoontherapie in België. Met deze **mogelijke psychologische kwetsbaarheid** dient evenzeer rekening te worden gehouden in het kader van een globale beoordeling naar de nood aan internationale bescherming. Beide verzoekende partijen kunnen thans bij terugkeer ook niet meer rekenen op een ondersteunend familiaal netwerk.

De Raad is ertoe gehouden een **volledig en ex nunc-onderzoek** te voeren. De Raad meent dat essentiële elementen ontbreken en vernietigt de bestreden beslissingen.

procédure CCE

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 13

composition du siège

1 juge

acte attaqué

AUTRE

nationalité

Cameroun

dictum arrêt

Annulation

Refus de demande de renouvellement étudiant - AA: engagement de prise en charge faux ou falsifié; la requérante ne connaissait pas personnellement la garante, elle a versé 600 euros à un intermédiaire pour obtenir ce document, le dol est manifeste + nouvel engagement de prise en charge écarté du fait de la fraude initiale - CCE: la notion de fraude, telle qu'explicitée dans les travaux préparatoires de la loi ayant inséré l'article 74/20 et dans la jp du CE, requiert une intention de nuire; cette intention n'est pas démontrée en l'espèce -> le fait que la requérante ne connaissait pas sa future garante, ne l'ait jamais rencontrée et ait payé une somme à un intermédiaire, ne sont pas, à eux seuls, de nature à l'établir + le refus de prendre en considération le nouvel engagement de prise en charge, en raison de cette même fraude, ne saurait pas davantage être jugé adéquat - Violation obligation motivation et art 74/20 => Annulation

"3.2.1. En l'espèce, le Conseil relève qu'à l'appui de sa demande de renouvellement de son autorisation de séjour temporaire en qualité d'étudiante, la requérante a notamment produit un engagement de prise en charge daté du 16 septembre 2022 par une garante, [A.D.]. A la suite d'une enquête, la partie défenderesse est parvenue à la conclusion que cet engagement de prise en charge était faux ou falsifié. Dans le cadre de son droit à être entendue, la requérante a fait valoir divers éléments, dont notamment une copie du procès-verbal de son adition, le 14 janvier 2023, par la zone de police Bruxelles-Midi, lors de son dépôt de plainte, et a produit un nouvel engagement de prise en charge daté du 19 novembre 2022 par un nouveau garant, [F.N.J.P.].

A cet égard, le Conseil observe que la partie défenderesse souligne, dans la motivation de la première décision attaquée, « qu'il ressort des déclarations de l'intéressée qu'elle aurait obtenu ces documents falsifiés par l'intermédiaire d'une simple connaissance, sans même avoir jamais rencontré sa prétendue garante, le tout contre une rémunération de 600 euros, [...] En outre, il ressort clairement de son dépôt de plainte que seule l'obtention d'une autorisation de séjour lui importait : [...]. A aucun moment il n'est question d'une prise en charge effective pour l'intéressée, mais bien d'une rémunération contre des documents d'origine inconnue, sans connaissance préalable de sa prétendue garante [...] ». La partie défenderesse en déduit que le fait que la requérante ne connaissait pas personnellement la garante, [A.D.], et qu'elle a versé une somme de 600 euros à un intermédiaire pour obtenir le premier engagement de prise en charge, produit le 16 septembre 2022, démontre « que l'intéressée n'attendait aucune prise en charge de la part de cette garante, [...]. A ce titre, en fournissant ces documents à la commune, consciente que la prise en charge est fictive, le dol est manifeste. [...] ».

3.2.2. S'agissant de la notion de fraude, le Conseil observe qu'il ressort des travaux préparatoires de la loi du 4 mai 2016, ayant inséré l'article 74/20 dans la loi du 15 décembre 1980, que « L'article 74/20 traduit le principe général de droit "fraus omnia corrumpit". Ce principe a été défini par la Cour de cassation (voir l'arrêt du 6 novembre 2002 – Cass, 6 novembre 2002, J.T., 2003/16, n° 6094, pp. 310-314 ou l'arrêt du 3 mars 2011 – www.cass.be). Ce principe prohibe toute tromperie ou déloyauté dans le but de nuire ou de réaliser un gain. Ainsi, un comportement de fraude, et de faute intentionnelle, exclut que l'auteur de la fraude puisse se prévaloir de certaines règles de droit positif normalement applicables, dont il pourrait tirer un bénéfice. [A.L.], référendaire près la Cour de Cassation, précise que ce principe général de droit est composé de deux éléments: un comportement fautif (manœuvre, déloyauté ou tromperie intentionnelle par laquelle la réalité est représentée d'une manière fausse) et une intention de nuire (volonté du fraudeur d'obtenir un avantage illégitime de l'application d'une règle de droit). Ce principe a pour effet juridique qu'aucun droit ne peut résulter d'un comportement frauduleux (A. LENAERTS, "Le principe général de droit fraus omnia corrumpit: une analyse de sa portée et de sa fonction en droit privé belge", R.G.D.C., 2014/3, pp. 98-115) » (Projet de loi portant des dispositions diverses en matière d'asile et de migration et modifiant la loi du 15 décembre 1980 et la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2015-2016, n°1696/001, p. 10). Le Conseil souligne également que dans son arrêt n° 246.628 du 15 janvier 2020 le Conseil d'Etat a précisé qu' « Uit het voorgaande blijkt dat voor de toepassing van artikel 74/20, § 1, van de vreemdelingenwet wel degelijk de intentie om te schaden is vereist. De Raad voor Vreemdelingenbetwistingen heeft in strijd hiermee overwogen dat de verwerende partij geen wil om te bedriegen diende aan te tonen in hoofde van verzoeker. » (traduction libre: « Il résulte de ce qui précède que pour l'application de l'article 74/20, §1er, de la loi du 15 décembre 1980, une intention de nuire est effectivement requise. Le Conseil du

Contentieux des Etrangers a considéré, à tort, que la partie défenderesse ne devait démontrer aucune intention de frauder dans le chef du requérant. »).

Or, le Conseil constate qu'en l'occurrence, la partie défenderesse reste en défaut de démontrer « une intention de frauder dans le chef [de la requérante] » car les motifs précités du premier acte attaqué ne suffisent pas à démontrer la raison pour laquelle le caractère frauduleux de l'engagement de prise en charge, initialement produit, dépendrait de la requérante elle-même. En effet, contrairement à ce que prétend la partie défenderesse, le Conseil estime que le fait que la requérante ne connaissait pas sa future garante, ne l'ait jamais rencontrée et ait payé une somme à un intermédiaire, ne sont pas, à eux seuls, de nature à l'établir. Dès lors, le Conseil relève que la conclusion de la partie défenderesse, selon laquelle ces éléments démontreraient que la requérante était « consciente que la prise en charge [était] fictive » et prouveraient par conséquent son intention dolosive, n'est pas suffisamment motivée.

3.2.3. Le Conseil observe également que dans son courrier droit d'être entendu du 24 janvier 2023, la requérante avait notamment fait valoir que ledit intermédiaire avait présenté la garante, [A.D.], comme sa propre belle-sœur, avait affirmé que la somme payée était nécessaire au paiement « des démarches et documents administratifs », et que lors de son dépôt de plainte le 14 janvier 2023, la requérante s'était constituée personne lésée. Le Conseil relève que si la partie défenderesse se fonde sur ce courrier du 24 janvier 2023 pour affirmer que « ce n'est que lorsqu'elle a entendu parler par des camarades de refus d'autorisation de séjour qu'elle a pris l'initiative de produire une nouvelle annexe 32 », il ne ressort nullement de la motivation de la première décision attaquée que ces autres éléments ci-avant cités aient été pris en compte par la partie défenderesse.

3.3. S'agissant du nouvel engagement de prise en charge produit par la requérante, la partie défenderesse n'en conteste pas l'authenticité, mais estime que « des documents frauduleux ont été produits en première intention ; [...] ses déclarations et actions de l'intéressée démontrent à suffisance son intention CCE 309 205 - Page 10 dolosive, la seconde annexe 32, transmise à la commune le 22.11.2022 ne remettant pas en question ce constat, est-écartée ». En l'occurrence, dans la mesure où le raisonnement qui sous-tend la motivation du premier acte attaqué quant à la fraude, repose sur une analyse qui n'a pas été suivie supra, ce motif, par lequel la partie défenderesse refuse de prendre en considération le nouvel engagement de prise en charge produit par la requérante, en raison de cette même fraude, ne saurait pas davantage être jugé adéquat. Si, certes, le Conseil a déjà jugé qu'un étudiant ne pouvait ignorer les conditions requises dans le cadre de sa demande de renouvellement de son autorisation de séjour en qualité d'étudiant et qu'il lui revenait de fournir des pièces authentiques à l'appui de celle-ci, qu'il appartient en tout état de cause à la partie défenderesse de prendre sa décision en s'appuyant sur des pièces dont l'authenticité est avérée, et que la bonne foi de la requérante, à la supposer établie, quand elle dépose des pièces qui se révèlent fausses ou falsifiées est, à cet égard, indifférente, ces seuls constats ne suffisent pas lorsque, comme en l'espèce, l'étudiante a produit un nouvel engagement de prise en charge, valable, avant la prise d'un refus de renouvellement de son autorisation de séjour.

Par conséquent, le Conseil constate que la fraude que la partie défenderesse impute à la requérante quant au premier engagement de prise en charge, et, en conséquence, l'écartement du nouvel engagement de prise en charge, dont l'authenticité n'est pas contestée, résultent d'une appréciation qui ne peut être suivie. Partant, le Conseil constate que la partie défenderesse a manqué à son obligation de motivation et violé l'article 74/20 de la loi du 15 décembre 1980.

3.4. Les observations formulées dans la note d'observations ne sont pas de nature à énerver les considérations qui précèdent."

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Verzoeker vreest bij een eventuele terugkeer naar zijn land en regio van herkomst gedood te zullen worden door de taliban.

In de bestreden beslissing wordt gesteld dat er, gelet op weerhouden ernstige twijfels over verzoekers beweerde identiteit en leeftijd, niet zonder meer geloof gehecht kan worden aan verzoekers bewering dat hij de broer is van S. A. M., wiens werkdocument voor de lokale politie hij neerlegde, noch aan zijn bewering dat hij de zoon is van S. S., van wie hij een lidkaart van de Afghan Melat partij voorlegde. Op grond van deze vaststellingen werd door de commissaris-generaal een voorbehoud geplaatst bij verzoekers bewering dat hij gerekruteerd werd door de taliban aangezien hij deze rekrutering koppelt aan de tewerkstelling van zijn vermeende broer S. A. M.

De Raad stelt vast dat bij het verzoekschrift een kopie van een deel van het administratief dossier, waaronder de notities van het persoonlijk onderhoud, van de heer S. A. M. gevoegd is, alsook een brief van deze persoon en een medische aanvraag tot verwantschapsonderzoek tussen betreffende persoon en verzoeker. (...) Wanneer de **verklaringen van verzoekers broer in 2020 en die van verzoeker in 2023** bij het commissariaat-generaal **naast elkaar** gelegd worden, blijkt hieruit **afdoende overeenstemming** voor wat betreft het door verzoeker voorgehouden profiel van zijn vermoorde vader en dat van zijn broer.

Bij de neergelegde aanvullende nota van verzoeker worden de resultaten en het verslag van een gevoerd verwantschapsonderzoek gevoegd. Uit dit **verwantschapsonderzoek** komt naar voren dat de waarschijnlijkheid dat verzoeker en de heer S. A. M. dezelfde moeder en vader hebben werd vastgesteld op 99,9999711369%. Aldus stelt de Raad vast dat **niet langer getwijfeld kan worden** aan verzoekers volgehouden en door de verwerende partij, ook na de neerlegging van de stukken bij het verzoekschrift, niet geloofde bewering dat de heer S. A. M. **zijn broer is**.

In het rechtsplegingsdossier is **geen beslissing terug te vinden** van het commissariaat-generaal inzake het op 24 september 2019 ingediende verzoek om internationale bescherming van **verzoekers broer**. De Raad stelt evenwel vast dat **in de bestreden beslissing wel** uitdrukkelijk wordt gesteld dat de heer S. A. M. - die op basis van het thans voorliggende DNA-onderzoek wel degelijk verzoekers broer is - in België op 8 september 2020 **erkend** werd **als vluchteling** "omwille van zijn profiel als zijnde lokale politieagent".

[bespreking rechtspraak Hof van Justitie, **Ahmedbekova**]

De commissaris-generaal toont in de bestreden beslissing of in haar nota nergens aan, noch blijkt dat de erkenning van de heer S. A. M. als vluchteling volledig losstaat van verzoekers situatie, noch zijn er indicaties die daarop wijzen. Evenmin blijkt dat de commissaris-generaal oog heeft gehad voor de eventuele gevolgen van deze erkenningsbeslissing op de terugkeer van verzoeker naar Afghanistan.

De Raad stelt vast dat de verwerende partij in de bestreden beslissing uitging van de foutieve aanname dat aan verzoekers voorgehouden verwantschap met zijn broer, alsook vader, niet zonder meer geloof kon worden gehecht en dat zij ten onrechte de stukken, documenten en foto's, die in dit verband door verzoeker werden neergelegd, als ongeloofwaardig afdeed. Bijgevolg getuigt de **gevolgtrekking** van de **verwerende partij** dat er daardoor reeds een voorbehoud geplaatst diende te worden bij verzoekers bewering dat hij gerekruteerd werd aangezien hij deze rekrutering koppelt aan de tewerkstelling van zijn vermeende broer S. A. M. **niet van zorgvuldig onderzoek** en dit los van de al dan niet gegronde bedenkingen in verband met verzoekers beweerde identiteit en leeftijd. Indien de verwerende partij het dossier van verzoekers broer S. A. M. zou hebben geraadpleegd, dan zou hieruit *prima facie* naar voren zijn gekomen dat de verwantschap en de verklaringen over het profiel van de vader en van verzoekers broer aannemelijk overkwamen en dat de dossiers met elkaar verbonden waren. Uit het geheel van verzoekers verklaringen blijkt immers dat hij een vrees voor de taliban koppelt aan het algemene profiel van zijn familie, die door de werkzaamheden van zijn broer en vader als anti-taliban wordt beschouwd.

(...)

Daargelaten de vraag naar de geloofwaardigheid van de aangehaalde vervolgingsfeiten in het verleden benadrukt de Raad alleszins dat de beoordeling van de nood aan internationale bescherming zich niet kan beperken tot een loutere evaluatie van elementen en feiten uit het verleden, maar tevens een toekomstgerichte beoordeling van het risico op vervolging of ernstige schade vereist in het licht van actuele landeninformatie en de individuele omstandigheden van verzoeker. Gelet op het nieuwe aangevoerde relevant en ernstig element waaruit blijkt dat de broedersbandsband tussen verzoeker en de heer S. A. M. met meer dan 99% zekerheid wetenschappelijk is vastgesteld en verzoeker aldus familie is van iemand met een profiel dat luidens de bestreden beslissing noopte tot het toekennen van de vluchtelingenstatus, **dringt** een nader, **toekomstgericht onderzoek** zich **op**. Aangezien verzoekers persoonlijke vervolgingsfeiten in wezen werden beoordeeld vanuit de premisse dat zijn verwantschap met zijn broer (en vader) niet vaststond, dringt een nader onderzoek zich op.

Zelfs indien verzoeker niet aannemelijk zou maken in het verleden te zijn vervolgd door de taliban, kan er heden in het licht van de actuele situatie in Afghanistan mogelijk wel een gegronde vrees voor vervolging in hoofde van verzoeker worden aangenomen. Door verzoeker worden in het verzoekschrift en de aanvullende nota alsook ter terechtzitting verder elementen aangebracht die een grondig onderzoek rechtvaardigen naar het risico bij terugkeer, gelet op het profiel van verzoeker als zijnde familielid van een lokale politieagent die reeds geruime tijd erkend is als vluchteling en in het Westen verblijft (en van een lid van de Afghan Melan partij) en gelet op de omstandigheden en invulling van verzoekers leven tijdens zijn verblijf in België en elementen van (toegeschreven) verwestering en de eventuele impact van dit alles samengenomen op een terugkeer naar Afghanistan in het kader van de actuele objectieve landeninformatie, die door beide partijen wordt bijgebracht en de daarin geschetste risicoprofielen. De heersende regels en normen binnen de huidige Afgaanse samenleving, zoals vormgegeven door de taliban na hun machtsovername in augustus 2021, werden door de taliban, de huidige de facto-overheid, over het gehele Afgaanse grondgebied aanzienlijk verstrengd. Er dient dan ook rekening te worden gehouden met de huidige context van de strenge sociaal-religieuze richtlijnen die door de taliban zijn uitgevaardigd.

De Raad stelt vast dat er geen afdoend en zorgvuldig onderzoek is gebeurd en besluit dat een verder en gedegen onderzoek naar de vrees voor de taliban ingevolge de aangevoerde tewerkstelling van zijn broer bij de Afgaanse lokale politie, het profiel van zijn vader alsook zijn eigen profiel als terugkeerder met verblijf in Europa, zich opdringt.

De Raad vernietigt de bestreden beslissing.

procédure CCE

Annulation

nationalité

Gambie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

REFUS DE VISA

composition du siège

1 juge

Must read - Refus de visa (regroupement familial) – OE : l'épargne de la regroupante n'est pas un moyen de subsistance régulier - CCE : il ne ressort pas de l'article 40ter, § 2, alinéa 2, 1°, de la loi que les moyens de subsistance, issus d'un capital, seraient exclus des moyens de subsistance dont le requérant pouvait se prévaloir + s'agissant du caractère régulier de ce moyen de subsistance, la motivation de l'acte attaqué ne montre pas que la regroupante ne pouvait avoir régulièrement recours à ses capitaux pour les besoins du ménage - motivation insuffisante – annulation.

« 2.2.2. La motivation de l'acte attaqué montre que la partie défenderesse a

- eu égard aux documents établissant que la regroupante dispose d'une épargne et de capitaux placés sur un compte bancaire,

- mais estimé « qu'il ne peut être tenu compte des capitaux placés sur un compte bancaire. En effet, un capital placé sur un compte ne peut être considéré comme un moyen de subsistance régulier. Par ailleurs, [la regroupante] n'a pas produit de document mentionnant le montant des intérêts générés par son capital ».

Toutefois, il ne ressort pas de l'article 40ter, § 2, alinéa 2, 1°, de la loi du 15 décembre 1980, que les moyens de subsistance, issus d'un capital, seraient exclus des moyens de subsistance dont le requérant pouvait se prévaloir, à l'appui de sa demande.

En outre, s'agissant du caractère régulier de ce moyen de subsistance, la motivation de l'acte attaqué ne montre pas que la regroupante ne pouvait avoir régulièrement recours à ses capitaux pour les besoins du ménage.

La motivation de l'acte attaqué n'est donc pas suffisante, puisqu'elle rejette en bloc les éléments invoqués par le requérant, au titre de moyens de subsistance réguliers, sans un examen prospectif de la situation particulière de la regroupante, qui dispose de capitaux d'un montant important.

2.3. Dans la note d'observations, la partie défenderesse fait notamment valoir ce qui suit: « la partie adverse ne peut que constater que, comme elle l'a indiqué dans l'acte entrepris, le montant présent sur un compte épargne n'est pas un revenu. En effet, en cas d'utilisation, il ne se reconstitue pas chaque mois par le versement de revenus, sauf le cas échéant des intérêts ou une prime de fidélité, non établis en l'espèce alors qu'il s'agirait précisément des seuls revenus susceptibles d'être générés par un compte en banque. Dès lors que la partie requérante n'a pas apporté de documents démontrant que le montant de l'épargne rapporterait des intérêts au titulaire du compte -qui eux pourraient être considérés comme des revenus du montant figurant sur ledit compte, elle n'a pas intérêt à ses critiques qui sont partant irrecevables, à tout le moins non fondées. [...] ».

Cette argumentation ne peut être suivie, au vu des considérations qui précèdent, tenant au défaut d'examen prospectif de la situation de la regroupante et, en particulier, de sa possibilité de recourir régulièrement à ses capitaux, sans devoir faire appel à l'aide des pouvoirs publics. »

procédure CCE
Annulation
nationalité
Côte d'Ivoire
dictum arrêt
Rejet

acte attaqué
ANNEXE 20
composition du siège
1 juge

Annexe 20 – Conjointe d’un Belge – AA : condition de moyens d’existence stables, réguliers et suffisants pas remplie car aucun bail n’a été produit de sorte que les « loyers » (= versements mensuels avec une communication « loyers ») ne peuvent être pris en considération – Conseil rappelle art. 1714 du Code civil et les articles 3 et 4 du Décret relatif au bail d’habitation du 15 mars 2018 – PR soutient qu’il ressort des pièces déposées qu’elle perçoit des loyers commerciaux et des loyers de bail d’habitation + qu’en Région wallonne, l’absence de bail écrit n’entraîne pas la nullité du contrat verbal + que pour les baux commerciaux, la loi ne prévoit pas la conclusion d’un écrit – Conseil : explications de la PR = éléments nouveaux + PR n’apporte pas la preuve de la nature commerciale ou d’habitation de ces baux ni leurs durées + charge de la preuve incombe à la PR – Conseil estime que la PD a pu relever valablement qu’aucun bail n’a été produit, et ce même si la PR apporte la preuve qu’elle est propriétaire de divers biens - Rejet.

« L’article 1714 du Code civil dispose que « [...] [Sauf dispositions légales contraires] on peut louer ou par écrit, ou verbalement. [le Conseil souligne]

[1 Tout bail écrit contient, indépendamment de toutes autres modalités :

1° pour les personnes physiques, leurs nom, deux premiers prénoms, leurs domicile et date et lieu de naissance;

2° pour les personnes morales, leur dénomination sociale et, le cas échéant, leur numéro d'entreprise visé à l'article 5 de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions; à défaut de s'être vu attribuer le numéro d'identification précité, ceci est remplacé par leur siège social.

Lorsqu'une partie à un tel acte ne s'est pas encore vu attribuer de numéro d'entreprise, elle le certifie dans l'acte ou dans une déclaration complétive signée au pied de l'acte.

La partie qui manque à son obligation d'identification par le numéro visé à l'alinéa 2, supporte toutes les conséquences de l'absence d'enregistrement du bail. ».

Cette disposition a été abrogée en ce qui concerne la Région Wallonne par l’article 92,§1, « pour ce qui relève du bail d'habitation ».

Le Décret relatif au bail d'habitation du 15 mars 2018 précise, en son article 3. § 1er que « Tout bail est établi par un écrit. [le Conseil souligne] [...]

§ 3. La partie contractante la plus diligente peut, faute d'exécution dans les huit jours d'une mise en demeure signifiée par envoi recommandé ou par exploit d'huissier, contraindre l'autre partie, par voie procédurale s'il y échet, à dresser, compléter ou signer une convention écrite selon le paragraphe 1er et requérir si besoin que le jugement vaille bail écrit. La compétence du juge est limitée par l'existence préalable d'un contrat oral entre les parties.

§ 4. Le Gouvernement arrête un modèle-type de contrat de bail à valeur indicative.

§ 5. Les paragraphes 1er et 3 sont impératifs. [le Conseil souligne]»

« Article 4. Si le bail fait sans écrit n'a encore reçu aucune exécution, et que l'une des parties le nie, la preuve ne peut être reçue par témoins, quelque modique qu'en soit le prix, et quoiqu'on allègue qu'il y a eu des arrhes données. Le serment peut seulement être déféré à celui qui nie le bail.

[...]

La partie requérante soutient qu’il ressort des pièces versés par elle à l’appui de sa demande des loyers commerciaux à hauteur de 950 euro par mois et des loyers « personne physique » à hauteur de 500 euro par mois. Elle soutient qu’en Région wallonne, l’absence de bail écrit n’entraîne pas la nullité du contrat verbal et que, concernant les baux commerciaux, la loi ne prévoit pas la conclusion d’un écrit. Elle soutient également que la motivation de l’acte attaqué

est inadéquate en ce qu'elle ne permet pas de comprendre pourquoi les versements mensuels avec comme communication loyers dont la perception n'est pas contestée ne constituent pas un moyen de subsistance au sens de l'article 40 ter de la loi sur les étrangers, indépendamment de l'existence d'un bail écrit.

Le Conseil constate à cet égard que la partie requérante n'a pas fourni à la partie défenderesse les explications qu'elle livre dans sa requête concernant le fait que les baux en question auraient été conclus verbalement. Il ne peut donc être reproché à la partie défenderesse d'avoir constaté qu'« aucun bail n'a été produit de sorte que ces « loyers » ne peuvent être pris en considération ». Le Conseil observe également que si la partie requérante soutient que les baux conclus sont des baux verbaux, elle est néanmoins restée en défaut d'apporter la preuve de la nature, commerciale ou d'habitation, de ces baux et de la durée de ceux-ci. Soulignons qu'il ne peut être soutenu, comme le fait la partie requérante, que les revenus locatifs de ces baux constituent des « moyens de subsistance stables et réguliers » au motif que la partie requérante aurait produit la preuve de la perception desdits loyers depuis plus de douze mois. Le Conseil tient à nouveau à souligner que la charge de la preuve incombe à la partie requérante à qui il revenait de fournir les éléments pertinents de nature à permettre à la partie défenderesse d'examiner la demande. La partie requérante tente, dans son recours, de pallier les carences de sa demande, ce qui ne saurait être admis. In casu, la partie défenderesse, mise en possession d'extraits de compte, a pu, sans commettre d'erreur manifeste d'appréciation, relever qu'aucun bail n'a été produit, ce qui est confirmé par la partie requérante. La circonstance que la partie requérante a déposé la preuve que le regroupant est propriétaire de divers biens mobiliers, ce que relève la partie défenderesse, n'est pas de nature à énerver ce constat ».

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Guinée

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"La décision entreprise refuse de reconnaître le statut de réfugié et le statut de protection subsidiaire au requérant au motif qu'il n'a déposé aucun document permettant d'étayer les raisons de sa fuite de la Guinée et a refusé d'exposer les faits à la base de sa demande de protection internationale lors de ses deux entretiens personnels au Commissariat général dès lors qu'aucun interprète en langue guerzé n'était présent. La partie défenderesse a conclu que le refus du requérant de s'exprimer en français, alors qu'il l'avait fait à l'Office des étrangers, ou de faire une déclaration écrite, consistait en un refus de collaborer à l'établissement des faits la mettant ainsi dans l'impossibilité d'établir, dans le chef du requérant, l'existence d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève ou d'un risque réel d'atteinte grave au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

(...)

(...) [L]e Conseil rappelle que l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme n'est pas applicable aux contestations portant sur des décisions prises en application de la loi du 15 décembre 1980, lesquelles ne se rapportent ni à un droit civil, ni à une accusation en matière pénale (voir Cour européenne des droits de l'homme, arrêt rendu en formation de grande chambre, Maaouia c. France, 5 octobre 2000 ; Conseil d'Etat, n° 114.833 du 12 janvier 2003 et CCE, n° 2585 du 15 octobre 2007).

Par ailleurs, le Conseil souligne que (...) la partie défenderesse n'a pas motivé ce qu'elle considère comme un refus de collaborer à l'établissement des faits dans le chef du requérant au motif qu'il ne s'est pas présenté, lors de son deuxième entretien personnel au Commissariat général, accompagné de son propre interprète en langue guerzé, mais bien parce que, la partie défenderesse ne disposant pas d'un interprète en langue guerzé, ce qui a été notifié au requérant en temps utile, celui-ci a refusé de s'exprimer en français, ce qu'il avait pourtant fait à l'Office des étrangers, ou de faire une déclaration écrite, la mettant ainsi dans l'impossibilité d'établir, dans le chef du requérant, l'existence d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève ou d'un risque réel d'atteinte grave au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

Ensuite, il ressort du dossier administratif que, le 16 décembre 2021, lors de l'introduction de sa demande de protection internationale, la partie requérante a d'abord déclaré vouloir s'exprimer en peul pour ensuite préciser ne pas requérir l'assistance d'un interprète et s'exprimer en français, langue qu'elle maîtrise suffisamment pour expliquer clairement les problèmes qui ont conduit à sa fuite. Le Conseil rappelle que l'article 51/4, §2, de la loi du 15 décembre 1980 dispose qu'« [a]u moment d'introduire sa demande de protection internationale, l'étranger doit indiquer irrévocablement et par écrit s'il a besoin de l'assistance d'un interprète lors de l'examen de cette demande ». Ainsi, en vertu de cette disposition qui postule que le choix relatif à l'assistance d'un interprète au moment de l'introduction est *irrévocable*, la partie défenderesse aurait été fondée, légalement, à poursuivre la procédure en français uniquement et sans prendre d'autres mesures. Le Conseil observe que la partie défenderesse a néanmoins eu adéquatement égard aux principes de bonne administration et de précaution dans la manière dont elle a poursuivi l'examen de la demande de protection internationale du requérant.

En effet, il ressort du dossier administratif que le requérant a, ensuite, dans le questionnaire CGRA du 30 novembre 2022 exprimé le choix d'être assisté pour la suite de la procédure par un interprète maîtrisant le kpélé. Lors de l'entretien personnel du 31 mars 2023, le requérant, bien qu'il lui a été notifié par la partie défenderesse qu'elle ne disposait pas d'un interprète maîtrisant le kpélé/guerzé, a maintenu vouloir être assisté par un interprète ; l'officier de protection a dès lors mis fin à l'entretien et expliqué au requérant qu'il serait reconvoqué ultérieurement mais qu'il devait tenter de trouver par lui-même un interprète maîtrisant sa langue dès lors que la partie défenderesse n'en disposait pas. Le Conseil constate que quatre mois se sont écoulés avant que le requérant ne soit à nouveau convoqué et qu'il a, à nouveau, été précisé dans la convocation que la partie défenderesse ne disposait pas d'un interprète maîtrisant le guerzé et que le requérant devait venir accompagné d'une personne capable de traduire la langue guerzé vers le français. Lors de l'entretien personnel du 2 août 2023, le Conseil relève que la partie défenderesse a constaté que le requérant ne s'était pas fait accompagner par une personne maîtrisant le guerzé, qu'elle a expliqué au requérant l'importance et le but de l'entretien personnel et qu'il était dans son intérêt de répondre aux questions, même en français, vu qu'il lui avait manifestement été possible de le faire à l'Office des étrangers, tant dans sa Déclaration que dans son questionnaire CGRA, et qu'elle lui a également proposé de faire une déclaration écrite, dans n'importe quelle

langue, ce que lui et son conseil ont refusé, expliquant qu'il ne savait pas écrire.

Contrairement à ce que tend à faire accroire la partie requérante dans son recours, aucune disposition légale n'impose explicitement à la partie défenderesse de fournir les services d'un interprète aux demandeurs de protection internationale dans la langue demandée par ces derniers. En effet, l'article 20, §1er et 3 de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 fixant la procédure devant le Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides ainsi que son fonctionnement (ci-après dénommé « l'arrêté royal du 11 juillet 2003 ») dispose comme suit : « le Commissaire général ou son délégué assure la présence d'un interprète maîtrisant une des langues parlées par le demandeur d'asile, dans la mesure où il dispose d'un tel interprète. (...) S'il ne dispose d'aucun interprète maîtrisant l'une des langues parlées par le demandeur d'asile, le Commissaire général ou son délégué peut demander à celui-ci, dans la lettre de convocation, d'amener lui-même un interprète à l'audition. Si, dans le cas visé à l'alinéa 1er, le demandeur d'asile ne se fait pas accompagner par un interprète, le Commissaire général ou un de ses adjoints peut rendre une décision sans que le candidat réfugié soit entendu pour autant que ce dernier se soit vu proposer de rédiger au siège du Commissariat général une déposition écrite valant audition. Si le demandeur d'asile ne peut ou ne veut rédiger cette déposition écrite, le Commissaire général statuera valablement sur base des éléments en sa possession ».

Par conséquent, à la lumière des constats qui précèdent, le Conseil considère que la partie défenderesse n'a violé aucune des dispositions légales ou des principes cités dans la requête, qu'elle a mis tout en œuvre pour tenter d'entendre la partie requérante et a dès lors adéquatement respecté les principes de bonne administration et de précaution.

A l'instar de la partie défenderesse, le Conseil estime que la partie requérante a manqué à son devoir de collaboration en refusant de s'exprimer en français lors de ses entretiens personnels alors qu'il l'avait fait à l'Office des étrangers et que les déclarations consignées sont cohérentes, et dès lors qu'il ressort du dossier administratif que le requérant a été scolarisé jusqu'en sixième primaire, qu'à la date du deuxième entretien personnel du requérant soit le 2 août 2023, le requérant vivait dans la partie francophone de la Belgique depuis presque deux ans et qu'il arrive manifestement à se faire comprendre par son conseil au vu des explications fournies dans la requête sur le déroulement de son passage à l'Office des étrangers, étape de la procédure qui se déroule en l'absence d'un avocat ; autant d'éléments qui permettent de raisonnablement penser que le requérant maîtrise suffisamment le français pour pouvoir expliquer clairement les problèmes qui ont conduit à sa fuite de la Guinée.

(...)

Ainsi, dans la mesure où la partie défenderesse a pris toutes les mesures possibles afin de respecter le droit du requérant à être entendu mais que celui-ci a refusé de collaborer à cet égard, il ne saurait être question de reprocher à la partie défenderesse une quelconque violation du droit précité. Les difficultés de sa mise en œuvre en l'espèce sont en effet clairement imputables à la mauvaise volonté du requérant.

Ensuite le Conseil rappelle qu'en vertu de l'effet dévolutif du recours, il est saisi de l'affaire et il lui incombe d'examiner la demande sous l'angle des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

(...)

En conclusion, la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, ni qu'il existe des raisons sérieuses de penser qu'elle encourrait en cas de retour dans son pays un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 de la même loi."

procédure CCE
Annulation
nationalité
Cameroun
dictum arrêt
Rejet

acte attaqué
AUTRE
composition du siège
1 juge

Notion d’acte attaquant au sens de l’article 39/1, § 1^{er}, de la loi – fiche de signalement « MENA » (1) + 2 décisions du Service des tutelles (fin de tutelle, PR âgée de + de 18 ans) (2) – les 3 décisions attaquées sont régies par le Titre XIII du Chapitre VI de la loi-programme du 24 décembre 2002 – 1: ne modifie pas la situation administrative de la requérante + pas une décision individuelle prise en application de la loi du 15 décembre 1980 – 2 : pas des décisions individuelles prises en application de la loi du 15 décembre 1980 + voie de recours auprès du CE indiquée dans les décisions – pas actes attaquantables – irrecevable.

”2.2.2. En l’espèce, le Conseil observe que le 16 août 2023, à la suite de l’introduction d’une demande de protection internationale par la requérante, la partie défenderesse a dressé une fiche « Mineur étranger non accompagné », transmise au Service des Tutelles. Celui-ci a fait procéder à un test médical le 22 août 2023, avant de prendre une décision, le 25 août 2023, selon laquelle la requérante est âgée de plus de dix-huit ans. Le 25 octobre 2023, la requérante a transmis des documents complémentaires au Service des Tutelles, lequel a pris une nouvelle décision selon laquelle la requérante est âgée de plus de dix-huit ans, en date du 23 novembre 2023.

Le Conseil constate, à la suite de la partie défenderesse, que les trois décisions attaquées sont régies par le Titre XIII du Chapitre VI de la loi-programme du 24 décembre 2002.

Le premier acte contesté a été pris par la partie défenderesse, conformément à l’article 6 du Titre XIII du Chapitre VI de la loi-programme précitée, lequel dispose que :

« Toute autorité qui a connaissance de la présence, à la frontière ou sur le territoire, d’une personne

- qui paraît être âgée, ou qui déclare être âgée, de moins de 18 ans, et

- qui paraît se trouver dans les autres conditions prévues 1 à l’article 5 ou 5/1,

en informe immédiatement le service des Tutelles ainsi que les autorités compétentes en matière d’asile, d’accès au territoire, de séjour et d’éloignement, et leur communique toute information en sa possession sur la situation de l’intéressé ».

Cet acte ne modifie pas la situation administrative de la requérante. Il consiste uniquement en un signalement de la présence de cette dernière sur le territoire belge au Service des Tutelles, dès lors qu’elle a déclaré aux autorités être âgée de moins de dix-huit ans. Le Conseil observe également que cette fiche de signalement « Mineur étranger non accompagné » ne mentionne aucune possibilité de voie de recours à l’encontre de cet acte. Il ne s’agit donc pas d’une décision individuelle prise en application de la loi du 15 décembre 1980. Cet acte ne constitue en conséquence pas un acte administratif attaquant au sens de l’article 39/1, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980.

Les deuxième et troisième actes querellés ont, quant à eux, été pris par le Service des Tutelles, lequel est institué auprès du Service Public Fédéral Justice, sur la base de l’article 7 du Titre XIII du Chapitre VI de la loi-programme du 24 décembre 2002, lequel prévoit que :

« Lorsque le service des Tutelles ou les autorités compétentes en matière d’asile, d’accès au territoire, de séjour et d’éloignement ont des doutes concernant l’âge de l’intéressé, il est procédé immédiatement à un test médical par un médecin à la diligence dudit service afin de vérifier si cette personne est âgée ou non de moins de 18 ans.

Le test médical est réalisé sous le contrôle du service des Tutelles.

Les frais de cet examen médical sont toujours à la charge du service des tutelles.

§ 2. Si le test médical établit que l’intéressé est âgé de moins de 18 ans, il est procédé conformément à l’article 8.

Si le test médical établit que l’intéressé est âgé de plus de 18 ans, la prise en charge par le service des Tutelles prend fin de plein droit. Le service des Tutelles en informe immédiatement l’intéressé, les autorités compétentes en matière d’asile, d’accès au territoire, de séjour et d’éloignement, ainsi que toute autre autorité concernée.

§ 3. En cas de doute quant au résultat du test médical, l'âge le plus bas est pris en considération ».

A nouveau, le Conseil ne peut que constater que ces décisions ne constituent pas des décisions individuelles prises en application de la loi du 15 décembre 1980. Ces actes mentionnent par ailleurs l'existence de voies de recours spécifiques pour contester ce type de décisions. Ainsi, on peut lire, à la quatrième page des deuxième et troisième actes attaqués, ce qui suit : « Si vous n'êtes pas d'accord avec cette décision, vous pouvez faire un recours au Conseil d'Etat. Cela s'appelle une requête en annulation. Faire une requête en annulation est une procédure compliquée. Nous vous conseillons avant tout de contacter un avocat. [...] ».

Le Conseil considère que ces actes ne peuvent être considérés comme des actes administratifs attaquables devant le Conseil, au sens de l'article 39/1, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, à savoir «un acte juridique individuel qui vise la modification d'une situation juridique existante ou qui, au contraire, vise à empêcher une modification de cette situation juridique », et ne sont donc pas des actes susceptibles d'un recours en annulation ni d'une demande de suspension.

2.3. Il résulte des développements qui précèdent que l'exception d'irrecevabilité soulevée par la partie défenderesse doit être accueillie. Le recours est irrecevable."

CCE arrêt 307784 du 04/06/2024

procédure CCE
Plein contentieux
nationalité
Guinée
dictum arrêt
Reconnaissance

acte attaqué
CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire
composition du siège
1 juge

"Lorsqu'il est établi qu'un demandeur de protection internationale a été victime de persécution par le passé, le Conseil rappelle (...) qu'il convient de faire application de l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980, lequel dispose comme suit : « [l]e fait qu'un demandeur d'asile a déjà été persécuté dans le passé ou a déjà subi des atteintes graves ou a déjà fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution ou de telles atteintes est un indice sérieux de la crainte fondée du demandeur d'être persécuté ou du risque réel de subir des atteintes graves, sauf s'il existe de bonnes raisons de croire que cette persécution ou ces atteintes graves ne se reproduiront pas ». Or, le Conseil rappelle que (...) il est établi que le requérant a été arrêté et détenu à plusieurs reprises en raison de son implication au sein de l'UFDG. Par ailleurs, le Conseil estime devoir tenir compte du fait que si les informations figurant aux dossiers administratif et de procédure décrivent que la situation politique en Guinée a connu des changements importants à la suite du coup d'État de septembre 2021, il n'en reste pas moins que la transition démocratique n'a pas encore abouti et que la situation des personnes considérées comme contestataires peut demeurer délicate. Dès lors, le Conseil n'aperçoit pas, en l'espèce, de bonnes raisons de penser que des persécutions telles que celles subies par le requérant ne se reproduiront pas.

Enfin, le Conseil estime que la circonstance, en l'espèce, que le persécuteur au sens de l'article 48/5, §1 de la loi du 15 décembre 1980 est l'Etat rend illusoire toute protection effective des autorités. Pour les mêmes raisons, il n'est pas raisonnable d'attendre que le requérant aille vivre dans une autre région de la Guinée pour pouvoir échapper à ses persécuteurs.

Par conséquent, et contrairement à l'analyse livrée par la partie défenderesse dans sa décision, le Conseil estime que les propos du requérant sont suffisamment cohérents, consistants et sincères, ce qui permet de croire à la réalité de ses détentions et au bien-fondé des craintes qu'il invoque à l'appui de sa demande de protection internationale.
(...)

En conséquence, la partie requérante établit qu'elle a quitté son pays d'origine et qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 1er, section A, §2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés. Cette crainte s'analyse comme une crainte de persécution en raison de ses opinions politique"

procédure CCE

Annulation

nationalité

France

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

ANNEXE 21

composition du siège

1 juge

Fin de séjour étudiant UE - AA: charge déraisonnable pour le système d'aide sociale (42bis, § 1^{er}) -> PR perçoit le RIS – PR reprochait à la PD de ne pas avoir motivé quant au montant de l'aide perçue (art 42bis : « [...] *il est tenu compte [...] du montant de l'aide qui lui est accordée* ») - CCE : art. 42bis impose uniquement de « *tenir compte* » => OE devait pas motiver là-dessus + pris en compte dans note de synthèse - rejet.

« 3. Exposé du moyen d'annulation

[...]

3.2. Il relève, dans une première branche, que « [c]ontrairement à ce qu'impose l'article 42bis §1^{er} al. 2 de la loi du 15 décembre 1980, pris seul et conjointement aux obligations de minutie et de motivation, la partie défenderesse ne se réfère à aucun moment au(x) montant(s) effectivement perçus » et fait valoir que « [c]ette disposition impose pourtant qu'il soit « *tenu compte (...) du montant de l'aide qui lui est accordée* » ».

Il souligne qu'il « *est de jurisprudence bien établie que lorsque la loi impose à la partie défenderesse de tenir compte d'un élément particulier dans le cadre du processus décisionnel, cette obligation, prise conjointement au devoir de minutie et de motivation, impose que la décision fasse expressément et clairement mention de la prise en compte de cet élément* » et que c'est « *précisément pour ces raisons que [le Conseil] rappelle la position du Conseil d'Etat dans son arrêt du 9 juin 2022, n° 253.942* ». »

[...]

4. Examen du moyen d'annulation.

L'article 42bis, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 précise, quant à lui, que :

« *Le ministre ou son délégué peut mettre fin au droit de séjour du citoyen de l'Union lorsqu'il ne satisfait plus aux conditions fixées à l'article 40, § 4, et à l'article 40bis, § 4, alinéa 2, ou, dans les cas visés à l'article 40, § 4, alinéa 1^{er}, 2° et 3°, lorsqu'il constitue une charge déraisonnable pour le système d'aide sociale du Royaume. Le ministre ou son délégué peut, si nécessaire, vérifier si les conditions pour l'exercice du droit de séjour sont respectées.*

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, afin de déterminer si le citoyen de l'Union constitue une charge déraisonnable pour le système d'aide sociale du Royaume, il est tenu compte du caractère temporaire ou non de ses difficultés, de la durée de son séjour dans le Royaume, de sa situation personnelle et du montant de l'aide qui lui est accordée.

[...]

4.2. S'agissant de la première branche et du grief selon lequel « *la partie défenderesse ne se réfère à aucun moment au(x) montant(s) effectivement perçus par le requérant* », le Conseil précise que si l'article 42bis de la loi du 15 décembre 1980 impose qu'il soit « *tenu compte* » de certains éléments y mentionnés, dont le « *montant de l'aide* » accordée à l'intéressé, il ne saurait être soutenu que cette disposition impose à la partie défenderesse d'indiquer, dans la motivation de l'acte attaqué, le montant effectivement perçu par celui-ci.

Le Conseil constate, au demeurant, qu'il ressort du dossier administratif que la partie défenderesse a tenu compte, dans la rubrique « *Indices* » de sa « [n]ote de synthèse/CPAS », du fait que le requérant a bénéficié du revenu d'intégration sociale au taux isolé depuis le 1^{er} septembre 2020, et a pris en considération les montants effectivement perçus par le biais des informations reçues « *via la banque carrefour de la sécurité sociale concernant le revenu d'intégration sociale ou équivalent* », reprises au dossier administratif. Au regard de ce qui précède, le Conseil estime qu'il ne peut être reproché à la partie défenderesse de n'avoir pas tenu compte, dans l'acte attaqué, du montant de l'aide accordée au requérant. »

procédure CCE
Annulation
nationalité
Congo (RDC)
composition du siège
1 juge

acte attaqué
REFUS DE VISA
nationalité
Belgique
dictum arrêt
Annulation

Refus de visa RF (enfant mineur de Belge) – AA : acte de naissance non reconnu car établi suite à jugement rectificatif alors que seule une mention en marge de l’acte de naissance d’origine aurait dû être effectuée – 1) Intérêt au recours en ce que l’OE a offert dans l’AA la possibilité de réaliser un test ADN pour prouver la filiation – la décision fait clairement grief à la PR – rejet de l’exception – 2) la validité du jugement rectificatif n’est pas autrement remise en cause que par les suites qu’en a données l’Officier de l’Etat civil congolais, en sorte que la partie défenderesse s’est en réalité dispensée d’en examiner la validité et sa force probante propres dans le cadre de la vérification de la preuve du lien de parenté – annulation.

« 2.2. Intérêt au recours

La partie défenderesse s’est interrogée dans sa note d’observations sur l’intérêt que présente le recours pour la partie requérante dès lors que l’acte attaqué consiste en une décision de refus sous réserve de la réalisation d’un test ADN et qu’aucune explication n’est fournie sur la raison pour laquelle un tel test n’est pas réalisé.

Le Conseil observe que la partie requérante n’a pas répliqué précisément à ce sujet, si ce n’est en affirmant être représentée par son père, lequel a produit un extrait d’acte de naissance pour établir ce lien de parenté.

L’acte attaqué consiste en une décision de refus de visa de regroupement familial, et fait dès lors clairement grief à la partie requérante et il importe peu à cet égard qu’elle émette une réserve dans l’hypothèse d’un résultat positif à un test ADN qui serait pratiqué à l’avenir.

Le Conseil estime que la partie requérante justifie bien d’un intérêt au recours.

[...]

4. Discussion.

4.1. Sur le premier moyen, le Conseil observe que la partie défenderesse conteste la validité du nouvel acte de naissance qui a été dressé en conséquence du jugement rectificatif de l’acte de naissance initial, au motif que seule une inscription en marge - laquelle fait défaut - de l’acte de naissance initial aurait dû être effectuée.

Le Conseil observe que la validité du jugement rectificatif de l’acte de naissance initial n’est pas autrement remise en cause que par les suites qu’en a données l’Officier de l’Etat civil congolais, en sorte que la partie défenderesse s’est en réalité dispensée d’en examiner la validité et sa force probante propres dans le cadre de la vérification de la preuve du lien de parenté.

La motivation apparaît dès lors insuffisante. »

procédure CCE

Annulation

nationalité

Roumanie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

Refus de séjour travailleur UE - Faits: Le 22 avril 2021, la requérante introduit une demande d'attestation d'enregistrement, en qualité de « demandeur d'emploi » + Le 25 juillet 2023, elle introduit une autre demande d'attestation d'enregistrement, en qualité de « travailleur indépendant » - Le 27 octobre 2023, la PD prend 2 décisions distinctes de refus de séjour visant chacune de ces demandes - AA concernant la demande en qualité de travailleur indépendant -> bien qu'ayant produit une inscription dans la Banque-carrefour des entreprises et une attestation d'affiliation conforme à une caisse d'assurances sociales (cf article 50, § 2, alinéa 1, 2° de l'arrêté royal), l'intéressée perçoit le revenu d'intégration sociale (RIS) depuis au moins le mois de septembre 2022 -> donc elle ne dispose pas de ressources et les documents qu'elle a produits ne démontrent pas qu'elle exerce effectivement une activité non salariée - CCE : en vue de démontrer sa qualité de « travailleur non salarié », la requérante a notamment produit : - une attestation d'affiliation auprès d'une caisse d'assurances sociales, - un extrait intégral de la Banque Carrefour des entreprises, - la confirmation de la demande d'inscription de la requérante auprès de la caisse d'assurances sociales Liantis, - une attestation du gérant de la société « [X.] » qui indique la requérante est associée active au sein de cette société et qu'elle doit prêter une moyenne de 40h par mois, - et trois fiches de rémunération pour les mois de juin à août 2023, dont il ressort qu'elle a presté 0 jours de travail par mois, mais a touché, en tant qu'associé actif, une rémunération mensuelle nette allant de 395 à 420 euros. Au vu de ces 2 derniers éléments, la question est donc de savoir si la requérante exerce bien des « activités réelles et effectives » et, partant, dispose de la qualité de « travailleur non salarié », au regard de la jurisprudence de la CJUE - Or la PD n'a pas examiné cette question et s'est bornée au seul constat de ce que la requérante perçoit le RIS; ce constat ne permet pas de considérer en soi « [...] qu'elle ne dispose pas de ressources [...] », les fiches de rémunération produites, bien qu'indiquant un montant limité, démontrant le contraire - Réponse NO: le seul fait qu'un travailleur de l'Union perçoive une aide financière de la part de l'Etat de résidence, au titre de revenu complémentaire, ne lui ôte pas sa qualité de « travailleur » de l'Union + il en est de même en ce qui concerne le caractère limité de sa rémunération, comme c'est le cas en l'occurrence - **violation de l'article 40, § 4 loi et de l'obligation de motivation - Annulation**

"3.2.1. En l'espèce, l'acte attaqué est fondé sur les constats suivants : - la requérante a « produit [l]es documents [visés à l'article 50, § 2, alinéa 1er de l'arrêté royal du 8 octobre 1981] », - mais « [...] perçoit le revenu d'intégration sociale (RIS) ou équivalent au taux plein - cohabitant, sans interruption, depuis au moins le mois de septembre 2022 », ce qui est confirmé « [e]n date du 25.10.2023, [par] le SPP Intégration Sociale [...] », - « Dès lors, au vu de cette information qui indique qu'elle ne dispose pas de ressources, les documents produits par l'intéressée ne démontrent pas qu'elle exerce effectivement une activité non salariée et ne peuvent donc être pris en considération ». La partie défenderesse en conclut que « [...] l'intéressée ne prouve pas qu'elle répond aux conditions nécessaires à un séjour de plus de trois mois en Belgique en tant que travailleur indépendant ».

3.2.2. Au vu de la jurisprudence citée supra, cette conclusion n'est pas suffisamment motivée. En effet, le dossier administratif montre qu'en vue de démontrer sa qualité de « travailleur non salarié », la requérante a notamment produit : - une attestation d'affiliation auprès d'une caisse d'assurances sociales, - un extrait intégral de la Banque Carrefour des entreprises de la société « [X.] », - la confirmation de la demande d'inscription de la requérante auprès de la caisse d'assurances sociales Liantis, - une attestation du gérant de la société « [X.] » qui indique la requérante est associée active au sein de cette société et qu'elle doit prêter une moyenne de 40h par mois, - et trois fiches de rémunération pour les mois de juin à août 2023, dont il ressort qu'elle a presté 0 jours de travail par mois, mais a touché, en tant qu'associé actif, une rémunération mensuelle nette allant de 395 à 420 euros. Au vu de ces deux derniers éléments, la question se pose de savoir si la requérante exerce bien des « activités réelles et effectives » et, partant, dispose de la qualité de « travailleur non salarié », au regard de la jurisprudence précitée de la CJUE. La partie défenderesse n'a toutefois pas examiné cette question, et s'est bornée au seul constat de ce que la requérante « perçoit le revenu d'intégration sociale (RIS) ou équivalent au taux plein - cohabitant, sans interruption, depuis au moins le mois de septembre 2022 ». Or, ce constat ne permet pas de considérer en soi « [...] qu'elle ne dispose pas de ressources [...] », les fiches de rémunération produites, bien qu'indiquant un montant limité, démontrant le contraire.

La conclusion de la partie défenderesse, selon laquelle - « les documents produits par l'intéressée ne démontrent pas

qu'elle exerce effectivement une activité non salariée et ne peuvent donc être pris en considération » - et « Dès lors, l'intéressée ne prouve pas qu'elle répond aux conditions nécessaires à un séjour de plus de trois mois en Belgique en tant que travailleur indépendant » n'est donc pas fondée sur un raisonnement conforme au droit de l'Union. Plus précisément, elle n'est pas conforme à l'interprétation de la notion de « travailleur », donnée par la CJUE, qui ne conditionne pas la perte de cette qualité, à l'octroi d'autres moyens d'existence, tels que la perception par la requérante d'un revenu d'intégration sociale, et ce peu importe à quel taux celui-ci lui a été versé. L'acte attaqué n'est dès lors pas suffisamment et valablement motivé à cet égard.

3.3. Dans la note d'observations, la partie défenderesse fait valoir ce qui suit :

« Constatant que la partie requérante ne remplit pas les conditions pour bénéficier d'un droit de séjour comme travailleur non salarié, la décision attaquée est valablement motivée dès lors qu'il n'est pas démontré que la partie requérante « exerce effectivement une activité non salariée ». La partie requérante ne conteste pas utilement ce constat. Celle-ci se contente, en effet, d'affirmer, d'une part, qu'elle a démontré exercer effectivement une activité non salariée en Belgique depuis le 1er juin 2023, d'autre part, qu'elle ne bénéficie pas du revenu d'intégration sociale au taux plein cohabitant depuis cette date. La partie adverse a constaté, pour les raisons indiquées dans l'acte attaqué, que la partie requérante ne démontre pas exercer effectivement une activité non salariée, nonobstant son inscription formelle à une caisse d'assurance sociale pour travailleurs indépendants. La directive 2004/38, en son article 7, ne reconnaît un droit de séjour de plus de trois mois qu'au «travailleur salarié ou non salarié ». Or il est constant que la notion de travailleur en droit de l'Union ne désigne que « la personne qui exerce des activités réelles et effectives, à l'exclusion d'activités tellement réduites qu'elles se présentent comme purement marginales et accessoires ». Dès lors, en constatant que la partie requérante continue de percevoir le revenu d'intégration sociale, alors qu'elle prétend dans le même temps être un travailleur indépendant, la partie adverse pouvait à bon droit décider qu'elle ne démontre pas exercer une activité professionnelle de manière effective. Ce faisant, la décision attaquée ne méconnaît pas l'article 40, § 4, de la loi du 15 décembre 1980. Par ailleurs, la partie requérante soutient qu'elle ne perçoit pas le revenu d'intégration sociale au taux plein. Mais elle n'établit pas – et n'a du reste donné aucune indication en ce sens avant l'adoption de l'acte attaqué – que la diminution du taux, à la supposer avérée, résulterait de revenus professionnels insuffisants, en sorte que le constat suivant lequel elle ne démontre pas exercer de manière effective une activité non salariée demeure valable. Au demeurant, la partie requérante n'indique pas l'écrit utilisé par l'autorité en vue de la décision attaquée dont la foi serait violée, ce que ne saurait être « la banque carrefour de la sécurité sociale (BCSS) » . [...] Les motifs de l'acte attaqué sont manifestement suffisants pour permettre à la partie requérante de connaître les raisons qui ont conduit l'autorité compétente à statuer en ce sens. Exiger davantage de précisions reviendrait à obliger l'autorité administrative à fournir les motifs des motifs qu'elle a retenus pour justifier sa décision. Il ressort des considérations qui précèdent que les griefs formés par la partie requérante ne reposent sur aucun élément du dossier administratif et il est manifeste, à la lecture de l'acte attaqué, que la partie adverse a respecté le principe de l'obligation de motivation formelle des actes administratifs ».

Cette argumentation ne permet pas de renverser le constat de ce que l'acte attaqué n'est pas suffisamment et valablement motivé en l'espèce. En effet, - le seul fait qu'un travailleur de l'Union perçoive une aide financière de la part de l'Etat de résidence, au titre de revenu complémentaire, ne lui ôte pas sa qualité de « travailleur » de l'Union, - il en est de même en ce qui concerne le caractère limité de sa rémunération, comme c'est le cas en l'occurrence, En l'espèce, l'acte attaqué, est fondé sur le constat de ce que la requérante « perçoit le revenu d'intégration sociale (RIS) ou équivalent au taux plein - cohabitant, sans interruption, depuis au moins le mois de septembre 2022 », et c'est sur cette seule base que la partie défenderesse a conclu qu'elle n'a pas la qualité de « travailleur indépendant », ce qui n'est pas conforme à la jurisprudence de la CJUE, ainsi qu'il ressort des points 3.1. à 3.2.2.

3.4. Il résulte de ce qui précède que le premier moyen, pris de la violation des articles 40, § 4, et 62 de la loi du 15 décembre 1980, et des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs est fondé et suffit à justifier l'annulation de l'acte attaqué."

CCE arrêt 307787 du 04/06/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Congo-Brazzaville

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"Le Conseil constate que, dans la présente affaire, les arguments des parties portent essentiellement sur l'établissement de la réalité du profil de meneur du requérant, des problèmes rencontrés par celui-ci lors de son séjour en tant qu'étudiant à Cuba et, partant, sur le bienfondé de ses craintes de persécution en raison de son opinion politique.

(...)

En l'espèce, à la lumière des développements qui précèdent, il est établi que le requérant a été persécuté – sous la forme d'une détention arbitraire abusive - par ses autorités nationales en raison de sa qualité de meneur des protestations estudiantines, à Cuba, en 2019. Dès lors que le requérant établit avoir été persécuté par ses autorités nationales, fut-ce en dehors du territoire national, il convient de faire application de la présomption légale établie par l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980, selon lequel « le fait qu'un demandeur d'asile a déjà été persécuté dans le passé ou a déjà subi des atteintes graves ou a déjà fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution ou de telles atteintes est un indice sérieux de la crainte fondée du demandeur d'être persécuté ou du risque réel de subir des atteintes graves, sauf s'il existe de bonnes raisons de croire que cette persécution ou ces atteintes graves ne se reproduiront pas ». Le Conseil n'aperçoit, pour sa part, aucune bonne raison de croire que la persécution ne se reproduira pas. En effet, la seule circonstance que le requérant a pu poursuivre ses études par la suite et recevoir son diplôme ne permet pas de considérer que toute crainte, en cas de retour au Congo, est écartée, en particulier à la lecture des informations déposées au dossier administratif et à celui de procédure. Il ressort en effet de ces dernières que la situation des personnes considérées comme s'opposant au pouvoir en place est particulièrement fragile ; il en ressort également, en particulier, que le leader du mouvement de protestation estudiantin au Congo – soit une fonction très similaire à celle du requérant – a été arrêté et torturé, à plusieurs reprises, à son retour au pays. (...)

Ainsi, malgré la persistance de certaines zones d'ombre sur certains points du récit d'asile du requérant, le Conseil estime que ses déclarations prises dans leur ensemble concernant les problèmes ainsi que son profil allégués de même que les informations disponibles établissent à suffisance le bienfondé de la crainte qu'il allègue."

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Nigeria

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Verzoeker verklaart niet terug te kunnen keren naar zijn land van herkomst, Nigeria, omdat hij daar geen familie of verwanten meer heeft en vervolging vreest door de Fulani-herders in zijn streek van herkomst, Benue State.

Blijkens de bestreden beslissing is de adjunct-commissaris van oordeel dat **verzoeker doelbewust** de Belgische asielinstanties heeft trachten te **misleiden** door bedrieglijke verklaringen af te leggen betreffende zijn **sociale-media** gebruik, zijn huidig contact met zijn familie en verwanten, zijn profiel en opleiding, alsook over zijn verblijfplaatsen in Nigeria. De adjunct-commissaris besluit dat er bijgevolg niet voldaan is aan de **medewerkingsplicht**. De CGVS heeft in deze een uitgebreid sociale media onderzoek gedaan en besloten dat verzoeker een Instagramaccount en twee oude Facebookprofielen achter heeft gehouden.

De Raad kan verzoeker volgen in zijn betoog dat de **adjunct-commissaris** in de bestreden beslissing **niet aantoon** **dat de oude Facebookprofielen** onder de naam I. B. **daadwerkelijk op verzoeker betrekking hebben**. De gelijkenis tussen de persoon op de (profiel)foto's op deze profielen en de persoon op de profielfoto van het Facebookprofiel dat verzoeker identificeerde als het zijne is naar het oordeel van de Raad niet dermate treffend dat met zekerheid kan worden besloten dat het om een en dezelfde persoon gaat. Het is ook allerm minst duidelijk dat verzoeker terug te vinden is op verschillende foto's die werden gepost in 2017 en 2018 op het Facebookprofiel van O. O. en dat diezelfde vrouw ook te zien is op verschillende foto's die op 11 maart 2018 en 23 oktober 2013 werden gepost op het tweede Facebookprofiel met de naam I. B., laat staan dat op basis van een loutere vergelijking van foto's en de vaststelling dat het profiel O. O. de foto's op verzoekers huidige profiel O. I. B. liket zou kunnen worden besloten dat het hier verzoekers vrouw F. betreft. Evenmin kan op basis van de (vage) overeenkomst tussen de profielnamen en de namen van respectievelijk verzoeker en zijn partner worden uitgemaakt of het al dan niet hun profielen betreft.

De Raad besluit dat er in de huidige stand van zaken **onvoldoende objectieve elementen zijn waaruit blijkt dat de voormelde twee oudere Facebookprofielen inderdaad van verzoeker zijn**. Bijgevolg kunnen de vastgestelde linken tussen deze twee profielen en de profielen van personen met namen die gelijken op die van verzoekers familieleden en die ook onderling met elkaar in verbinding blijken te staan niet volstaan om met de nodige zekerheid te kunnen besluiten dat verzoeker via zijn sociale media nog contacten onderhoudt met zijn vrouw, broer en zussen of andere verwanten.

Bij gebrek aan objectieve en overtuigende aanwijzingen dat verzoeker via zijn sociale mediaprofielen nog contact onderhoudt met zijn familie of verwanten, kan de door verzoeker in zijn verzoekschrift geboden uitleg voor de nauwe band tussen de profielen die volgens de adjunct-commissaris familieleden van verzoeker betreffen en het contact dat verzoeker via zijn Facebookprofiel O. I. B. en zijn Instagramaccount met deze personen heeft gehad in deze stand van zaken niet zonder meer als ongeloofwaardig van de hand worden gewezen. In de mate dat niet vaststaat dat voormelde oude Facebookprofielen en de profielen die daarmee in contact staan die van verzoeker en zijn familieleden betreffen, **kan verzoeker verder worden bijgetreden in zijn betoog dat uit de informatie die hier wel of niet op te vinden is niets kan worden afgeleid omtrent verzoekers eigen profiel en verblijfplaatsen**. Dit nog los van het feit dat de **nodige omzichtigheid geboden is bij het afleiden van informatie uit sociale mediaprofielen**, waarop de gebruiker zich in principe kan uitgeven voor gelijk wie zonder enige mogelijkheid tot verificatie noch enige garantie op de authenticiteit van de foto's en berichten die worden gepost. De bewijswaarde van foto's en gegevens die op sociale media worden gedeeld is derhalve relatief en op zich niet voldoende om te besluiten dat verzoeker misleidende verklaringen afgelegd zou hebben over zijn profiel en zijn verblijfplaatsen in Nigeria.

Wat zijn voorgehouden herkomst en profiel van ongeschoolde landbouwer betreft, wijst verzoeker er in zijn verzoekschrift terecht op dat hij gedetailleerde verklaringen heeft afgelegd. (...) De Raad stelt vast dat uit de motivering van de bestreden beslissing niet kan blijken dat deze verklaringen mee in rekening werden genomen bij de beoordeling van verzoekers profiel en herkomst en het administratief dossier bevat geen informatie die de Raad toelaat deze verklaringen te verifiëren.

Aldus volstaan de in de bestreden beslissing weerhouden elementen in de huidige stand van zaken niet om geen geloof

te hechten aan verzoekers verblijf als landbouwer in Benue State en, bijgevolg, zijn problemen met – en vrees voor – de Fulani-herders, die hieruit zouden voortvloeien. (...) Uit de beschikbare landeninformatie die verzoeker bijbrengt blijkt dat er zich in Benue State inderdaad conflicten voordoen tussen de Fulani-herders en de landbouwgemeenschap, waarbij de Fulani-herders als een niet-statelijke actor van vervolging kunnen worden gezien (EASO, *“Country Guidance: Nigeria. Common analysis and guidance note”*, oktober 2021, p. 54). Deze informatie is evenwel algemeen van aard en laat niet toe het risico in hoofde van verzoeker te beoordelen, temeer daar verzoekers verklaringen aangaande de door hem aangevoerde persoonlijke vervolgingsfeiten in dit verband niet werden onderzocht. Ter staving van zijn relaas heeft verzoeker tijdens de administratieve procedure een **psychologisch attest van Solentra en een medisch certificaat** neergelegd (AD, stuk 5, ‘Documenten’). Gelet op voorgaande conclusie dat de in de bestreden beslissing aangehaalde motieven niet volstaan om tot de ongeloofwaardigheid van verzoekers relaas te besluiten, kan de adjunct-commissaris in deze stand van zaken niet worden bijgetreden in zijn oordeel dat aan de door verzoeker neergelegde documenten elke bewijswaarde moet worden onzegd omdat *“een document, om bewijskrachtig te zijn een verhaal moet ondersteunen dat ook samenhangend en geloofwaardig is en dat dit hier niet het geval is.”*. Waar de adjunct-commissaris met betrekking tot het neergelegde medisch attest, waarin twee littekens bij verzoeker worden vastgesteld, terecht opmerkt dat dit geenszins kan vaststellen in welke context de vastgestelde verwondingen zijn opgelopen, **leest de Raad hierin wel dat “[h]et uitzicht van de littekens kan kloppen met het verhaal”**. De door verzoeker neergelegde documenten dienen deel uit te maken van een **integrale geloofwaardigheidsbeoordeling** waarbij alle elementen die beschikbaar zijn in het rechtsplegingsdossier betrokken worden, waaronder verzoekers verklaringen en de feitelijke informatie die hij bijbrengt.

De RvV meent dat essentiële elementen ontbreken en vernietigt de bestreden beslissingen.